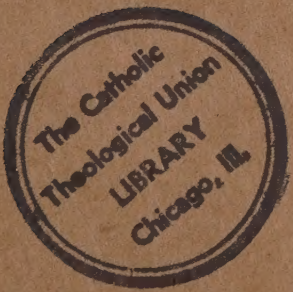
BX
Class No. 4684 Book No. V47
Library of
THE MEADVILLE THEOLOGICAL SCHOOL
Gift of
[redacted]
Accession No. [redacted]


The Catholic
Theological Union
LIBRARY
Chicago, Ill.

MAURICE VAUSSARD

INTELLIGENCE CATHOLIQUE

DANS

L'ITALIE DU XX^e SIÈCLE

PRÉFACE

PAR

GEORGES GOYAU

WITHDRAWN
The Catholic Theological Union LIBRARY Chicago, Ill.
36

PARIS
LIBRAIRIE VICTOR LECOFFRE
J. GABALDA, Éditeur
RUE BONAPARTE, 90
—
1921

PRÉFACE

Il y a quarante ans, Paul Thureau-Dangin, dans son livre l'Église et l'État sous la monarchie de Juillet, *analysait et décrivait, avec perspicacité et avec amour, le phénomène de vie religieuse qui avait illustré le règne de Louis-Philippe : le catholicisme devenant, dans l'arène des idées, une puissance d'opinion, et, dans l'arène des partis, une puissance politique. La péninsule italienne, depuis vingt ans, assiste à un phénomène analogue et en bénéficie : sur l'échiquier de Montecitorio les catholiques ont désormais pris place; on compte avec eux; ils aspirent à gouverner; épisodiquement ils gouvernent; au gré des sollicitations de l'idée catholique, ils jouent un rôle de leviers ou bien un rôle d'obstacles; en exerçant une pesée sur l'équilibre parlementaire, la force de leurs suffrages, qui est un fait, a ratifié leur incontestable droit de revendiquer, pour leur Église et pour leur morale sociale, respect et ascendant. Il convenait que cette nouveauté dont peu à peu l'avenir déroulera les fécondes conséquences, tentât un observateur et lui suggérât de se faire historien M. Maurice Vaussard*

s'est laissé tenter; et dans son livre, extrêmement neuf, il se place devant les Toniolo, les Meda, les Don Sturzo, comme Paul Thureau-Dangin se plaçait devant les Montalembert et les Falloux, les Parisis et les Dupanloup.

Un certain recul, déjà, mettait en relief ces grandes figures à l'heure où l'historien français les portraiturait; mais ce n'était pas un recul qui leur imposait une sérénité factice, qui les immobilisait dans une gloire figée; déjà lointaines par la date, elles demeuraient contemporaines par la survivance de leurs leçons et de leur prestige, et dans les orages politiques dont M. Thureau-Dangin était le témoin, leurs discussions, leurs passions, se répercutaient encore. Tout autres sont les conditions d'observation pour M. Maurice Vaussard : entre lui et les personnalités dont il nous trace la silhouette, il n'y a guère d'autre recul que celui que souligne la barrière des Alpes. Il saisit en cours même d'évolution l'ascension des catholiques italiens vers de nouvelles destinées; il nous offre comme un « instantané » d'un devenir qui est en marche; mais cet « instantané », pourtant, n'est point une improvisation de reporter, *c'est bien authentiquement une œuvre d'histoire. Toute une préparation psychologique, et des mobilisations d'idées, et des impatiences déjà créatrices, précédèrent et commandèrent l'avènement politique des catholiques : M. Vaussard met sous nos yeux cette attachante genèse. Et puis, à l'arrière-plan des batailles parlementaires, nous entrevoyons des âmes en travail, qui sont et qui veulent être, pour la masse, des ferments de vie spirituelle; nous entrevoyons des mystiques, Toniolo et Ferrini, Borsi et Papini.*

Voilà donc un livre qui raconte les origines d'un parti politique et où fréquemment — jamais trop fréquemment pour notre goût — des mystiques sont en scène; et pour être exact, pour être vrai, il fallait que ce livre fût tel. C'eût été rétrécir ce grand fait politique, c'eût été le défigurer, que de l'aborder avec l'œil sceptique d'un journaliste parlementaire, guettant d'un narquois sourire les amorces d'une ingénieuse combinazione; *il fallait, pour le comprendre pleinement, apporter dans cette étude, comme l'a fait M. Vaussard, les respectueuses intuitions d'une âme elle-même mystique, et prompte à saisir tout ce qu'il peut y avoir de virginale ferveur dans certains programmes électoraux, lorsqu'ils traduisent et sanctionnent de beaux élans d'amour chrétien. Nous sommes dans cette Italie où parfois, au moyen âge, des cellules régnèrent sur les turbulentes cités. De la chambrette d'enfant où priait Rose de Viterbe s'envolaient à travers la ville les souffles libérateurs; des Franciscains, brandissant l'image du Christ, réconciliaient les communes en conflit; Catherine de Sienne, en ramenant le Pape à Rome, restaurait l'équilibre de la péninsule italienne et l'équilibre de la chrétienté; l'oratoire de Savonarole gouvernait Florence.*

Ne croyons pas que dans cette vivante et primesautière Italie d'avant la Renaissance, l'idée théocratique se présentât aux âmes comme une discipline de caporalisme, encastrant les agglomérations humaines dans une austère et rigoureuse armature, forgée là-haut. Messager de joie, créateur de joie, l'Évangile cheminait; et son esprit d'allégresse imprégnait les mœurs, avant même que ses exigences ne cherchassent la sanction des lois. Les âmes ita-

liennes étaient aussi expertes à transfigurer une bourgade en cité de Dieu qu'à l'encadrer dans un paysage qui fût un charme pour le regard; elles mettaient la même coquetterie à projeter, dans la vie de cette bourgade, un reflet de l'Invisible et à disposer pour sa parure l'ordonnance des choses visibles. Le règne social du Christ, dans cette façon de cité de Dieu que voudra être Genève, s'imposera comme une dictature; mais dans les cités italiennes, il s'épanouissait du fond même des âmes; il était leur œuvre avant d'être leur joug, un joug dont leur adhésion joyeuse, confiante aux promesses divines, redisait la douceur.

Assurément les horizons terrestres — terrestres et maritimes — qui ont élargi la vision d'un Italien du vingtième siècle, ne rappellent en rien les étroites enceintes où s'arrêtait l'œil d'un citadin du treizième; mais il y a toujours des chrétiens, en Italie, pour concevoir la société politique comme une expression de la communion des âmes, et la vie politique comme l'expansion, dans les lois et dans les faits, de certaines maximes de « charité ». A ces chrétiens-là, à ces apparents rêveurs qui savent qu'étant dépositaires du ferment évangélique ils possèdent la réalité par excellence, la seule réalité, même, digne d'être vécue, qu'importe en définitive que la vilenie de certaines scènes parlementaires semble parfois réfuter et bafouer leur idéal ? Ils continuent d'espérer — d'une espérance qui est un acte de foi — que le levain chrétien, jeté dans la masse chaotique, finira par renouveler la « cité »; et l'entrée du catholicisme dans la vie politique italienne leur est apparue, au début du vingtième siècle, comme un prélude, proche ou lointain, de ce renouveau

Ce qu'il y a de divin dans de pareils rêves doit compter avec l'humain, qui en est l'indispensable instrument. Nécessairement, inévitablement, les ambitions s'éveillent, se dessinent, aspirent à sanctionner les progrès du parti par des attributions de portefeuilles. S'en offusquer serait pharisaïque : on enlèverait un grand ressort à l'énergie des hommes politiques, on découronnerait même la vaillance de leurs efforts, si l'on prétendait leur imposer, au nom de je ne sais quel « pur amour » de leur idéal, un utopique désintéressement. Un tel quiétisme s'insurgerait contre les lois même d'ici-bas, qui veulent que l'idée s'incarne et qu'elle ne puisse vaincre et prévaloir qu'en prenant chair, lois inéluctables, lois souveraines, auxquelles il y a vingt siècles Dieu lui-même s'est soumis. Le jeune « parti populaire » de Montecitorio se réjouit à juste titre lorsque ses Onorevoli *deviennent des* Eccellenze... *Adieu les cimes mystiques, ricaneront certains malveillants; voici qu'on fait ascension désormais vers les cimes ministérielles. Laissons-les dire et passons. Lorsque s'offrent, par le jeu même des couloirs parlementaires, les moyens d'apporter au peuple chrétien certaines réformes et certains progrès, et de faire pénétrer dans la vie de ce peuple, au nom même de la souveraineté de l'État, les bienfaisantes exigences de l'esprit évangélique de fraternité, le détachement à l'endroit d'une pareille perspective serait plutôt un acte de désertion qu'un acte de vertu.*

Telle est la leçon qui se dégage de toute la vie politique d'un Meda et de toute la vie intellectuelle d'un Toniolo. Avant de devenir un député, un ministre, et peut-être demain un président du Conseil, M. Meda, jeune publiciste, s'attachait à présenter

aux foules italiennes, dans des brochures populaires, dans de courts raccourcis d'histoire religieuse, dans des biographies condensées et vivantes, les divers aspects de l'idéal chrétien. Après avoir laborieusement conçu la sociologie comme une synthèse étrangement vaste, qui voisinait avec les altitudes théologiques et s'assimilait en même temps toutes les complexités de l'histoire, après avoir jeté les premières assises, fragmentaires encore, de l'édifice que sa pensée semblait appelée à construire, Giuseppe Toniolo se sentit obligé en conscience, par la poussée même des événements, à descendre sur le terrain de l'action, à s'y laisser absorber, parfois disperser, à promener, partout où il le fallait, pour le relèvement et l'orientation du peuple chrétien, les lumières de son expérience sociale, à s'improviser organisateur tout en demeurant professeur. Par un bel acte d'abnégation, il exila sa science de cette tour d'ivoire d'où elle eût aimé dominer l'horizon des idées; il la réquisitionna, sans ambages ni délais, pour qu'elle fût une fiévreuse et laborieuse servante de l'action, dans la confuse mêlée des difficultés humaines. L'évolution de M. Meda ressemble à un mouvement d'ambition; celle de Giuseppe Toniolo à un mouvement de renoncement: en réalité elles furent connexes; elles aspirèrent, l'une et l'autre, à faire la plus large brèche possible dans cette cloison étanche qui s'était interposée entre la réalité nationale et l'idéal chrétien, dans cette cloison qui rendait anxieuse et chagrine l'âme des mystiques et qui ne pouvait être abolie, voire même ébranlée, que par une action politique et sociale des catholiques.

Que de heurts lorsque cette action politique s'inau-

gura! Et même que d'apparentes incohérences! Osait-elle ou n'osait-elle pas? Était-elle mise en branle ou tenue en laisse, encouragée ou désapprouvée? Devait-elle manifester, ou bien se taire; accuser ce qu'elle avait de neuf, ou bien le voiler? De ce côté-ci des Alpes on eut du mal à suivre, quelques années durant, les vicissitudes du catholicisme italien. A distance, aujourd'hui, le livre de de M. Vaussard projette en ces méandres beaucoup de clarté, et les heures d'oscillations pénibles qu'eurent parfois à traverser les premiers promoteurs de la nouvelle action catholique apparaissent comme des heures qui furent fécondes. A distance, aussi, nous mesurons désormais avec un surcroît de netteté l'insigne service qu'avait rendu Léon XIII au catholicisme italien en imposant à ses énergies déjà frémissantes une longue période de recueillement, — recueillement studieux, méditatif, apostolique.

L'Italie catholique se rendit-elle toujours compte, durant les dix dernières années du XIX^e^ *siècle, qu'elle traversait des circonstances vraiment glorieuses pour elle? Le gouvernement d'un Crispi se révélait lamentablement impuissant vis-à-vis des détresses sociales; le Nord et le Midi de la péninsule s'accusaient réciproquement de leurs ennuis respectifs; en Sicile, en Pouille, en Romagne, un esprit de révolution soufflait, et l'ancien conspirateur à qui Humbert I^er^ avait dû confier son royaume ne savait opposer aux revendications populaires que des démonstrations policières et militaristes. Mais il y avait un point de l'Italie où s'élaboraient des programmes positifs de réforme sociale : c'était le Vatican du pape Léon XIII, et ces programmes, arborés et sans cesse triturés par l'*Œuvre des

Congrès, *se retrouvaient dans les mandements qu'adressait à la malheureuse Sicile la compassion de ses évêques ; les jeunes catholiques, voyant derrière eux tant de souffrances et devant eux tant de besogne, se sentaient devenir tribuns. Ils n'avaient pas un siège à la Chambre, ils ne pouvaient pas encore en briguer un seul, et c'est vers leurs congrès que l'Italie regardait, vers leurs congrès qu'elle tendait l'oreille, pour recueillir sur leurs lèvres l'indication de certaines méthodes susceptibles de redresser l'injustice et de relever la dignité du travailleur. Ce fut là, pour l'action catholique, une magnifique discipline ; Léon XIII, par le geste de maîtrise avec lequel il lui délimitait son terrain, offrait à cette action une incomparable école. Jusqu'à quand le pape nous maintiendra-t-il à l'école? murmuraient quelques impatients : ils saisirent bientôt la valeur de l'apprentissage, et cessèrent de se plaindre quand ils eurent compris. Car durant les années tourmentées, anxieuses, où s'ébaucha plus tard la gestation du futur parti politique, les bonnes volontés catholiques qui frayaient la voie à cet avenir n'eussent pu être que des velléitaires, si elles n'avaient été tenues en haleine par la continuelle urgence du travail social où Léon XIII, naguère, les avait engagées.*

Dans la France de 1842, dans l'Allemagne de 1848, les catholiques durent manœuvrer au Parlement avant d'avoir dessiné dans toute leur exactitude les grandes lignes de leur programme social ; ce fut comme hommes politiques et parce qu'hommes politiques qu'ils firent leurs premières armes de réformateurs sociaux. Il en fut tout autrement en Italie : dans la personne des hommes politiques

catholiques, ce furent des sociologues experts, depuis longtemps frottés aux questions économiques, qui entrèrent au Parlement. Leur éducation sociale, à eux, n'eut pas à se faire dans l'atmosphère parlementaire; grâce à Léon XIII, avant même qu'ils eussent commencé de respirer cette atmosphère, cette éducation était un fait acquis. Elle s'était mûrie lentement, à loisir, sous les auspices de la pensée catholique; elle s'appuyait sur des principes, elle se réclamait d'une doctrine. En face d'eux les diverses fractions « libérales » traitaient la question sociale comme une matière à compromis; elles l'envisageaient, non point en elle-même, mais en fonction des circonstances politiques ou des destinées ministérielles; et les socialistes acquéraient un facile prestige en se flattant d'être le seul parti qui fît de cette question un objet d'études et non pas d'expédients. Mais lorsqu'à Montecitorio, en face des bancs socialistes, s'alignèrent des bancs catholiques, cette prétention socialiste dut abdiquer : car devant les catholiques, aussi, resplendissait, avec l'impérieuse netteté d'une fin à poursuivre, un idéal social préalablement défini, et l'action politique telle qu'ils la concevaient n'était qu'une étape vers cet idéal.

C'est une vraie jouissance intellectuelle de saisir, à travers le livre de M. Vaussard, la filiation qui rattache aux savantes synthèses d'un Toniolo les projets fiscaux ou sociaux d'un Meda ou d'un Sturzo, et de sentir la foi éclairer la science et la science engendrer l'action. L'encyclique sur la condition des ouvriers demeurait, parmi les obscurités ultérieures, le point lumineux qu'interrogeaient les hommes d'action; soit qu'ils avançassent vers

Montecitorio, soit qu'ils piétinassent sur place, ils savaient qu'à la lumière de cette encyclique leur avance ne serait jamais un faux pas, ni leur piétinement un chômage. Ils en avaient si nettement conscience, ils en avaient à Léon XIII une telle gratitude, que certains groupements catholiques célébraient l'anniversaire de l'encyclique Rerum novarum *comme on célèbre un jour de naissance : cette encyclique recélait tout le programme de vie publique qui devait permettre aux catholiques italiens, une fois devenus députés, de faire de Dieu un législateur.*

Mais quelque sérieuse qu'eût été leur formation, ces hommes politiques ne représenteraient qu'une fragile façade si derrière eux, à l'écart des luttes de partis, le catholicisme n'agissait dans les âmes et par les âmes, et s'il ne rythmait les vies intérieures en sollicitant d'elles un perpétuel progrès. Par ses chapitres sur Contardo Ferrini, sur le cardinal Maffi, et sur ces deux grands convertis qui ont nom Borsi et Papini, M. Vaussard nous fait ausculter d'admirables exemplaires de la foi italienne. En les contemplant, en les analysant, sommes-nous d'ailleurs si loin de ces autres qui se battent, là-bas, au Parlement? Dans la vaste société chrétienne, il n'y a pas d'imperméables murailles entre la prière ou la spéculation des uns et l'action des autres : tout cela s'enchevêtre, tout cela s'entr'aide, tout cela, dans une communion qui a la beauté d'une unité, exalte vers le même Dieu la diversité des hommages. On tremblera peut-être, tout d'abord, devant l'impressionnante page de Borsi écrivant avec une humble audace : « Par moi le monde malade et agité peut commencer à redevenir sain...

Chacun de nous avait en soi plus de lumière qu'il ne lui était nécessaire pour se sauver et sauver le monde. » Et puis on reconnaîtra, dans ces lignes d'une des plus émouvantes victimes de la guerre, cette sorte de folie guérisseuse et conquérante — image encore assagie de la « folie de la croix » — qui fut au douzième siècle le point de départ du mouvement franciscain, et qui, en un instant où « le monde se refroidissait », réchauffa le monde. Papini, à son tour, par l'insistance qu'il met à présenter le Christ, cet ennemi du vieil homme, comme un « renverseur radical et sans peur », semble vouloir rouvrir, avec un acharnement systématique contre l'esprit du monde, ce qu'il appelle quelque part « la parenthèse franciscaine ». L'âme italienne, qui, malgré de nombreuses révolutions locales, a su garder intacts, à travers ses cités, tant de vestiges du passé, peut trouver dans ce passé même, non pas seulement un spectacle, mais une impulsion; et non seulement elle le peut, mais elle le veut. Et pour définir ce « parti populaire », qui probablement est plus orienté vers l'avenir que ne l'est aucun parti catholique en aucun autre pays, je n'aurais peut-être qu'à citer quelques-unes des lignes par lesquelles Léon XIII, dans une encyclique qui fit époque, précisa le rôle du Tiers-Ordre de Saint François. A la faveur d'une telle définition, la politique, une fois de plus, rejoindrait la mystique, comme ce fut le cas, à travers l'histoire, chaque fois que la nation italienne fut l'ouvrière de quelque chose de grand.

Georges Goyau.

Septembre 1921.

AVANT-PROPOS

Dans un ouvrage plus considérable je dirai un jour, s'il plaît à Dieu, ce que fut l'histoire religieuse de l'Italie au XIX^e^ siècle, comment, après l'éphémère domination napoléonienne, un réveil religieux prit naissance en Italie comme en France, d'abord en parfaite harmonie avec le sentiment national qui poussait l'élite du peuple italien à la conquête de son émancipation politique, puis brusquement — par le conflit du pouvoir pontifical avec le pouvoir royal — placé devant un tragique dilemme, privé de puissants moyens d'action sur l'esprit public et cependant conservant en soi assez de sève pour s'épanouir dans des directions nouvelles et refleurir plus vigoureux après une longue période de recueillement et de silence.

Dans le présent volume, je n'ai voulu que dessiner brièvement, en attendant sur eux le jugement de la postérité, quelques figures de

grands catholiques italiens dont l'activité, si même elle a son origine en une époque antérieure, n'a reçu cependant son plein épanouissement que pendant ou après la guerre européenne : tel est le cas pour Filippo Meda, Luigi Sturzo, Agostino Gemelli, Giosuè Borsi, Giovanni Papini, et, en quelque mesure, pour le cardinal Maffi. Je n'ai fait exception que pour Contardo Ferrini, qui a vécu un peu en marge de son temps et dont le rare mérite n'a été reconnu qu'après sa mort ; et pour Giuseppe Toniolo, qui appartient nettement par toute son œuvre à la fin du XIX^e^ siècle et au début du XX^e^, mais dont il ne m'a pas semblé possible de ne rien dire dans un livre comme celui-ci, vu le rôle primordial qu'il a joué en son pays et le rapport étroit de sa pensée avec celle de la plupart des hommes silhouettés ici.

On ne s'étonnera donc point de ne pas trouver dans ce petit volume le portrait d'autres notabilités catholiques italiennes, disparues pendant la guerre ou encore vivantes et agissantes et qui eussent fort bien pu y trouver place : par exemple M^gr^ Bonomelli, le R. P. Semeria, le marquis Crispolti, etc... C'est qu'il m'a semblé qu'à l'inverse des personnalités nommées plus haut, l'essentiel de leur œuvre les rattache à la période d'avant-guerre, et qu'il serait plus logique d'en parler dans une histoire religieuse de l'Italie

contemporaine qui s'arrêterait à la mort de Pie X.

A ces portraits, j'ai ajouté simplement de courtes considérations sur la place faite à la culture dans les milieux catholiques de l'Italie contemporaine, et quelques réflexions sur ce qui différencie, à mon avis, le catholique italien du catholique français, ce qui sans doute les différenciera toujours, mais ne doit pas les empêcher de se comprendre et de s'aimer.

M. V.

L'INTELLIGENCE CATHOLIQUE

DANS

L'ITALIE DU XX^e^ SIÈCLE

I

LES CATHOLIQUES ITALIENS ET LE PROBLÈME DE LA CULTURE.

Depuis la mort de Fogazzaro jusqu'à la conversion de Papini, aucun écrivain catholique italien n'a atteint la grande notoriété. Mais le *Parti populaire* compte cent représentants au Parlement. L'exercice d'un mandat politique fascine si puissamment depuis un quart de siècle les chefs de l'action catholique italienne, qu'à peine en reste-t-il une douzaine à l'heure présente, qui n'aient point un siège au Sénat ou à la Chambre, exception faite des prêtres dont aucun jusqu'ici n'a été autorisé à se poser en candidat. Députés les directeurs anciens ou actuels des grands journaux catholiques[1]; députés les secrétaires des principales

1. MM. Meda (*Unione*), Mauri (*Momento*), Mattei-Gentili (*Corriere d'Italia*), Paolo Cappa (*Avvenire d'Italia*), Bresciani (*Cittadino di Brescia*), Uberti (*Corriere del mattino*).

organisations *blanches*[1]; députés plusieurs des présidents régionaux de la Jeunesse catholique italienne[2]; députés un grand nombre d'universitaires sympathiques à l'idée religieuse ou même fidèles de l'Eglise romaine.

Il n'y aurait qu'à se féliciter de cette situation si, parallèlement à l'action parlementaire, se développait dans les milieux catholiques italiens l'action intellectuelle et si l'on y rencontrait autant de représentants désintéressés de la haute culture que d'hommes politiques. En fait, la prépondérance des soucis de parti s'y exerce au détriment des sévères disciplines scientifiques ou littéraires et des lentes préparations à l'action. L'Italie catholique n'a pas actuellement assez de sujets d'élite pour s'affirmer sur tous les terrains. L'urgence des tâches immédiates empêche souvent de jeunes talents pleins de promesses d'atteindre toute la maturité désirable. Et, d'autre part, à mesure que le rôle assumé par les catholiques dans la vie nationale devient plus important, se vérifie un écart plus grand entre le niveau auquel les chefs responsables s'efforcent de maintenir la discussion des grands problèmes posés et celui auquel les masses appelées à les discuter sont susceptibles d'atteindre.

C'est ce que reconnaissait loyalement, après le premier Congrès du Parti populaire tenu à Bologne en juin 1919, l'éminent publiciste — depuis député, lui aussi — qu'est le marquis Crispolti, en proclamant la nécessité de répandre dans le P. P., spécia-

1. MM. Gronchi (Confédération italienne des Travailleurs), Bertini (Fédération Nationale des Coopératives), Zucchini (ancien président de l'*Unione economico sociale*), Grandi, Milani, Martini, Tupini, Corazzin, Cavazzoni, etc.

2. Cingolani, Martire, Merlin, Bosco-Lucarelli, etc...

lement parmi les jeunes, « la culture religieuse, qui indique ce que le christianisme prescrit ou défend dans les rénovations radicales de la société,... la culture économique, qui garantisse en ces renouvellements l'accroissement et non la diminution de la richesse commune,... la culture historico-politique, qui indique exactement à quel point du développement général de l'action catholique est né le Parti populaire dont le caractère dépasse cette action, mais dont l'origine n'en est qu'un épisode. Car c'est seulement par la connaissance de la ligne historique que nous suivons que peut bien apparaître le but politique vers quoi nous tendons[1] ». Du triple point de vue religieux, économique et historique, M. Crispolti avouait que la préparation du plus grand nombre des adhérents au P. P. était insuffisante et, l'année suivante, après le Congrès de Naples, un autre publiciste catholique le marquait plus explicitement encore en écrivant : « Le Congrès — pourquoi ne pas le dire? — a révélé une *impréparation de pensée impressionnante* chez des hommes qui se disent et qui sont catholiques, sur les principes fondamentaux de toutes les discussions... Ce douloureux phénomène est dû en partie à la soudaineté d'événements qui ont présenté tout de suite comme urgents des problèmes formidables et imprévus. Mais on le doit principalement au manque de formation et de culture chrétienne et catholique; on le doit à *l'improvisation* de maîtres qui se trouvent devoir enseigner sans avoir jamais appris[2] ».

1. *Necessità di cultura nel Partito Popolare italiano* (*Corriere d'Italia*, 27 juin, 3 et 8 juillet 1919).

2. *Azione di cattolici e formazione di coscienze* (*Corriere d'Italia*, 12 juin 1920).

Observations parfaitement justes — si on ne les généralise pas trop — mais qui ne remontent pas jusqu'à l'origine du phénomène ainsi déploré et qui n'en cherchent pas l'explication. Pourquoi les catholiques italiens qui possèdent des *chefs* fort habiles sont-ils aujourd'hui sans *maîtres* autorisés, eux qui ont en Europe l'une des plus magnifiques traditions de culture, c'est ce que nous voudrions rechercher brièvement au seuil de ce petit livre[1].

*
* *

Personne n'oserait soutenir que le catholique italien présente intellectuellement et parce qu'italien, une infériorité radicale sur le catholique de n'importe quel autre pays. Sans même devoir invoquer l'éblouissant génie d'un Dante ou d'un saint Thomas, il suffit de rappeler comment, au cours des deux premiers tiers du XIX^e^ siècle, des catholiques teintés de libéralisme, mais très convaincus, exercèrent en Italie une véritable primauté intellectuelle, souvent associée aux charges suprêmes du pouvoir civil. En 1849, à la veille de la révolution romaine, Manzoni avait atteint l'apogée de sa gloire. Auprès de Terenzio Mamiani, ministre des affaires étrangères de l'État pontifical, l'abbé Rosmini jouissait de toute la faveur du Pape, qui songeait à le faire cardinal. Gioberti était président du Conseil à Turin; Gino Capponi à Florence; Tommaseo, déjà célèbre, ministre à Venise; Cesare Balbo avait publié presque toute son œuvre; Silvio Pellico, d'Azeglio, Cantù, et beaucoup d'autres s'illustraient comme écrivains et comme

1. Voir appendice I.

patriotes, sans cesser de professer la foi chrétienne.

Mais les malheureux événements de 1849, en déterminant dans l'âme de Pie IX une évolution constamment accentuée par de nouvelles violations des droits du Saint-Siège, devaient bientôt placer les catholiques italiens dans la douloureuse alternative que l'on sait : renoncer à toute vie publique ou désobéir au Souverain Pontife. Pour les plus fervents d'entre eux, la décision ne pouvait être douteuse. Mais en s'isolant partiellement de la vie nationale, ils ne surent point faire profiter cette retraite forcée à l'approfondissement de leur culture.

La tâche, d'ailleurs, était difficile. Préoccupés d'abord de ménager les ressources d'un pays relativement pauvre, engagés ensuite dans de coûteuses entreprises coloniales, asservis surtout aux influences maçonniques tyranniquement installées au cœur de l'administration italienne, les premiers dirigeants du nouvel État unitaire firent peu de chose pour élever l'instruction publique au niveau qu'exigeaient les destinées de l'Italie, et plutôt que de créer entre les éducateurs de la jeunesse une féconde émulation par le développement de l'enseignement libre, préférèrent la stagnation de l'enseignement officiel. Il a fallu attendre l'arrivée au pouvoir de M. Benedetto Croce, en 1920, pour qu'un air nouveau pénétrât enfin à la Minerva et qu'un espoir de renouvellement de l'École se laissât entrevoir, grâce au concours actif des députés « populaires » et de quelques penseurs ou hommes politiques indépendants.

Privés d'Universités libres comme celles de Louvain ou de Paris, les jeunes catholiques italiens désireux de prolonger leurs études dans un milieu qui ne fût point athée, devaient donc s'expatrier,

Trop peu eurent ce courage ou cette possibilité. Un certain niveau de culture, plus élevé en apparence qu'en réalité, se maintnt dans cette partie de l'aristocratie et du clergé qui, autour de Fogazzaro, de Mgr Bonomelli et de la *Rassegna Nazionale*, continuait de favoriser des idées libérales[1]. Mais insensiblement le gros des contingents catholiques avait changé d'assise sociale et d'orientation. En grande majorité, la noblesse avait préféré le trône à l'autel et, indifférente aux consignes du Pape, s'était vouée au service du Roi. La grande industrie n'existait pas encore en Italie et par la suite ses représentants devaient, là comme ailleurs, se soucier assez peu de propager sur terre le règne du Christ, plus pressés d'y établir le leur. Le développement de la bureaucratie d'État et des administrations privées, l'extension du commerce, les entreprises de travaux publics rendues nécessaires par l'incurie des anciens gouvernements, allaient accroître singulièrement l'importance numérique de la petite bourgeoisie, des fonctionnaires et de ce que l'on nomme au delà des Alpes les « *professionisti* ». C'est parmi eux que, de plus en plus, dans le dernier quart du XIXe siècle, l'action catholique *laïque* va trouver ses cadres. Elle y puisera des garanties de sérieux moral, de stabilité, un caractère plus familier qu'en d'autres pays d'Europe; elle se gardera à la fois des intellectuels parasites qui pullulent dans le socialisme, et des aristocrates désœuvrés dont ailleurs on doit faire état; mais en même temps la

1. Il est piquant de voir aujourd'hui Romolo Murri écrire : « Le mysticisme de Daniel Cortis était un chétif mouvement d'épigones hésitants entre *l'Imitation de Jésus-Christ* et *l'Evolution* de Darwin. » Mais, sous cette boutade, il y a une part de vérité.

haute culture rencontrera de sérieux obstacles à s'y développer. Pressés par la nécessité matérielle de se créer une situation, les jeunes gens de ce milieu n'auront pas le temps de s'attarder aux études désintéressées, moins encore de vivre à l'étranger afin d'y mûrir leur expérience. Quelques-uns iront en Allemagne, plus rarement en Belgique, presque jamais en Angleterre ou en France, dans un but strictement professionnel, pour suivre des cours de médecine, de droit, de science appliquée. Mais c'en est fini du contact délibérément choisi et longuement prolongé que leurs compatriotes, au XVIII^e^ et au début du XIX^e^ siècle, avaient eu notamment avec la pensée française.

On connaît l'influence de la société parisienne dans la formation intellectuelle de Manzoni, les vingt-deux années d'exil passées par Gioberti à Bruxelles et à Paris, où il retournait comme ministre plénipotentiaire en 1849 et mourait trois ans après. A Paris encore, Balbo occupe diverses charges pendant une grande partie de sa jeunesse et épouse, en 1823, une arrière petite-fille du chancelier d'Aguesseau. Tommaseo y séjourne, ainsi que dans l'ouest et le sud de la France, de 1833 à 1839. Et je ne parle ici que des catholiques les plus notoires, car, pour être complet, il faudrait citer cent autres noms.

Aujourd'hui, il est fort peu de membres du Parti populaire qui parlent couramment une langue étrangère; la plupart n'ont jamais quitté l'Italie ou seulement durant quelques jours, pour un voyage de noces, un pèlerinage, une obligation professionnelle. Mais un fait bien plus caractéristique encore que ce manque de contact personnel avec l'étranger — qui n'est point, après tout, un défaut

capital — c'est qu'aucun militant du Parti populaire n'a produit, en aucun genre, d'œuvre marquante spirituellement. Plusieurs ont publié d'excellents travaux techniques ou des manuels de vulgarisation en matière économique ou sociale; d'autres sont de remarquables publicistes — et au premier rang de ceux-ci, j'ai déjà cité le marquis Crispolti[1]; — la plupart sont extrêmement *intelligents* et possèdent une merveilleuse faculté d'improvisation oratoire, fréquente, d'ailleurs, en leur pays : nul n'a témoigné jusqu'ici de dons créateurs, dans l'ordre de la pensée.

*
* *

En fait, de 1890 à 1918, le milieu catholique officiel n'a possédé qu'un maître (laïque) écouté et digne de l'être : Toniolo. Un moment, Romolo Murri avait espéré en être un autre et sembla d'abord y réussir. A l'origine, le mouvement démocratique chrétien visait autant, en Italie, au renouveau et à l'approfondissement de la culture qu'à la conquête de l'autonomie politique et sociale des catholiques vis-à-vis de l'autorité ecclésiastique. Sous l'impulsion de Murri, s'étaient fondés à Rome, en 1895, un cercle d'études, le *Cercle Saint-Sébastien,* qui groupait de jeunes étudiants catholiques soucieux de vie intellectuelle et religieuse intense, et une revue mensuelle, *Vita Nova,* qui établissait un lien fédératif entre le cercle romain et les cercles similaires nés auprès de la plupart des Universités du royaume. La revue

1. Qui doit sa supériorité, il est bon de le noter, à une très solide culture générale autant qu'à l'équilibre et à la pénétration naturels de son esprit.

était « fraîche, vive, sympathique[1] » ; mais ce n'était encore qu'une revue de jeunesse et Murri, à contre-cœur, avait dû la laisser rattacher étroitement à l'*Opera dei Congressi*[2], l'organisation officielle des « cléricaux » italiens, contre laquelle déjà il mesurait ses forces pour y substituer, s'il ne pouvait parvenir à la renouveler, la jeune et ardente phalange des démocrates chrétiens qu'il dirigeait. Déçu de ce côté, il fondait au début de 1898 la *Cultura sociale*, bi-mensuelle, où il avait pour principaux collaborateurs presque tous les leaders actuels du Parti populaire : MM. Mauri, Bertini, Mattei-Gentili, Boggiano, Valente, etc., ainsi que le professeur Toniolo et plusieurs prêtres de talent : le P. Semeria, Don Minoretti (aujourd'hui évêque de Crema, en Lombardie), Vincenzo Bianchi Cagliesi, le futur prélat romain, A. Cantono, enfin Don Sturzo lui-même.

On pouvait lire dans le manifeste-programme de la *Cultura sociale*, ces déclarations de principes : « La

1. Fr. Olgiati, *La storia dell' azione cattolica in Italia*, p. 154 (Milan, Società éditrice « Vita e Pensiero » 1920).

2. Ainsi en avait décidé le Congrès de Fiesole (1896) où Murri avait eu contre lui, dans la question de l'autonomie absolue de *Vita Nova*, même la plupart de ses amis, notamment Giuseppe Micheli — ministre de l'Agriculture dans le cabinet Giolitti — et Domenico Russo, qui devint rédacteur en chef du jeune organe lorsque le siège en eut été transféré à Naples. Mais Russo, à son tour, ne tardait pas à démissionner à la suite de violents désaccords avec le mentor proposé par la présidence de l'*Opera dei Congressi* à la direction de *Vita Nova*, le vieux baron De Matteis, et peu après la revue elle-même cessait d'exister. Quelques années plus tard, le président alors en exercice de la *Fédération catholique universitaire*, M. M.-A. Martini — aujourd'hui député *populaire* de Florence — fondait une autre revue analogue, *Studium*, qui, après diverses vicissitudes, paraît maintenant à Rome tous les deux mois.

Il convient également de rappeler ici le *Corriere della Domenica* et l'*Ateneum*, revues littéraires dirigées l'une par Meda et le groupe de ses amis milanais, l'autre par Mattei-Gentili, et dont les collections devenues rarissimes conservent les écrits de jeunesse des hommes qui allaient bientôt se trouver à la tête du mouvement catholique italien.

Cultura sociale se propose... d'illustrer et d'aviver en Italie, par une saine et vivante critique, l'œuvre scientifique des catholiques, de se faire intermédiaire, en quelque sorte, entre elle et la presse quotidienne pour discuter scientifiquement certaines questions que la polémique journalière ne peut épuiser, rappeler l'attention des catholiques sur d'autres questions qui souventnous échappent, accompagner pas à pas, en étudiant et en commentant, l'action proprement dite. » Et, pour terminer, Murri exprimait l'espoir que son œuvre serait appréciée par « tout homme cultivé et de bonne volonté..., spécialement par les jeunes gens qui se préparent à la sévérité de l'action dans la sévérité de l'étude[1] ». Programme très net de culture par conséquent, à côté du programme politique et social dont nous n'avons pas à parler ici[2] et que devait compléter la fondation prochaine d'une maison d'édition, la *Società Nazionale di cultura,* où parurent successivement les quatre volumes de *Batailles d'aujourd'hui* de Murri, le recueil de conférences que Toniolo publia sous le titre : *Directions et conceptions sociales au début du XX^e^ siècle,* et quelques autres travaux du maître de Pise ou de ses disciples.

On sait comment tout cet effort avorta par l'indiscipline croissante de Murri à l'égard de l'autorité romaine et par son adhésion de plus en plus nette aux thèses les plus radicales du modernisme. Avant même qu'il n'eut quitté définitivement l'Église, presque tous ses amis avaient refusé de le suivre

1. *Cultura sociale,* N° I, 1^er^ janvier 1898.

2. Cette partie du programme de Murri fut propagée plus particulièrement par le journal hebdomadaire *Domani d'Italia,* fondé deux ans plus tôt, et qui eut un tirage de 14.000 exemplaires, chiffre considérable à l'époque et en Italie.

dans ses erreurs, mais chez beaucoup sa défection et les mesures répressives qui l'accompagnèrent ou la suivirent devaient ruiner, avec de dangereuses illusions, la volonté même de lutter pour une plus haute culture. Murri lui-même reconnaît aujourd'hui que la plupart de ses amis l'avaient suivi sans enthousiasme sur ce terrain. Don Sturzo notamment, d'après lui, « n'eut jamais besoin d'une revision critique des idées générales que le mouvement même auquel il avait part supposait. Tempérament exceptionnel d'homme politique, assez peu préoccupé des problèmes de vie intérieure que la politique implique, tout tendu vers l'action, il n'avait pas le temps de sentir croître en lui des doutes, de se livrer à des spéculations théoriques[1] ».

D'autres recueillirent l'inquiétude qui allait s'exiler de l'âme des *politiques*. Elle demeura chez quelques-uns des membres du Cercle Saint-Sébastien, restés fidèles aux belles-lettres, notamment chez cet admirable et délicat Giulio Salvadori, dont l'œuvre rappelle un peu celle de Louis Le Cardonnel, et à Milan parmi l'élite du jeune clergé, ainsi qu'autour de Fogazzaro.

Poursuivant les traditions intellectuelles de la capitale lombarde, un petit nombre de jeunes nobles et d'universitaires s'étaient groupés, en effet, autour de l'écrivain vicentin et avaient en 1907 fondé le *Rinnovamento*, revue qui devait servir à « réveiller en Italie l'intérêt pour les problèmes ou études philosophiques et religieux », en partant de cette idée que « l'Italie était spirituellement plus pauvre que d'autres nations, précisément par manque d'excitations

1. *Dalla Democrazia cristiana al Partito popolare italiano* (Florence, Battistelli, 1920), p. 151.

offertes aux consciences religieuses... Une lutte de pensée était préférable au sommeil, à la torpeur sceptique. Le *Rinnovamento* n'était pas seulement une réaction contre le conservatorisme ecclésiastique, il était aussi et surtout une réaction contre le néo-paganisme, le néo-esthétisme, le positivisme et le scepticisme qui corrompaient l'esprit italien[1] ». Ainsi définissait récemment le but de ce mouvement celui qui en fut le principal initiateur, en même temps que le plus intime confident de la pensée fogazzarienne, Tommaso Gallarati Scotti. A ses côtés se trouvaient, entre autres, le comte Alessandro Casati, le professeur Uberto Pestalozza et, dans un rayon moins proche mais cependant en sympathie avec eux, M. Gallavresi, qui s'est fait connaître en Italie par de nombreuses publications sur le *Risorgimento* et se dévoue à une multitude d'œuvres charitables.

Il est douteux toutefois que ce groupe milanais eut pu faire œuvre très profitable pour la culture italienne, même s'il n'avait pas été rapidement l'objet des censures de l'autorité religieuse, car depuis la crise moderniste, aucun des esprits fort distingués qui le composent n'a paru susceptible d'apporter une contribution d'importance capitale à la littérature ou à la pensée de notre temps. Il s'y est dépensé et il s'y dépense encore beaucoup de talent, mais le renouveau attendu devait venir d'ailleurs.

Il devait venir de deux sources très opposées et,

1. *La Vita di Antonio Fogazzaro*, pp. 473-474. (Milan, Baldini et Castoldi, 1920.) Cet ouvrage, comme les dernières œuvres de Fogazzaro, a été mis à l'Index. Littérairement, il représente ce qui est sorti jusqu'ici de meilleur de l'ancien groupe du *Rinnovamento* et permet de discerner chez le comte Gallarati Scotti non seulement une âme très noble, qu'on lui connaissait déjà, mais un réel mérite d'écrivain.

d'ailleurs, d'inégale valeur : d'un philosophe areligieux, étranger à toute coterie et à toute sujétion officielle, Benedetto Croce, et de ce jeune clergé milanais dont nous parlions tout à l'heure, en qui n'était point mort le souci d'une plus haute culture.

* * *

Il pourra paraître étrange au premier abord que le puissant auteur de l'*Esthétique* et de l'*Essai sur Hegel,* qui depuis 1909 publiait à Naples sa vigoureuse *Critica,* ait eu sur l'intelligence catholique en Italie une influence considérable. Il en fut ainsi cependant, non sans doute par un reflet direct, mais par une conséquence indirecte des qualités magistrales déployées par Benedetto Croce dans sa critique des auteurs et des méthodes de son temps en matière philosophique, historique, littéraire, pédagogique. Pour la première fois depuis la mort de Rosmini et de De Sanctis — et je crois pouvoir dire : plus évidemment encore — les Italiens cultivés de toutes opinions se sentaient en présence d'un homme de chez eux dont la pensée, nourrie d'une prodigieuse culture, était digne de rayonner sur l'Europe entière sans craindre de s'y voir rabaissée par quiconque. Les jeunes gens, les premiers, sentirent cela tout de suite et les meilleurs, parmi les non-catholiques, écoutèrent aussitôt le philosophe napolitain comme un maître.

Parmi les non-catholiques, disons-nous. Sans doute, puisque Croce, idéaliste convaincu, s'est établi dès l'abord sur des positions incompatibles avec la croyance à la Révélation et au surnaturel. Cependant, on peut, comme à Bergson — qu'il ne

rappelle d'ailleurs en rien — lui reconnaître le mérite d'avoir « liquidé » le positivisme et le matérialisme ambiants et facilité sur ce point la tâche des philosophes chrétiens. Il s'est aussi affirmé nettement comme adversaire de la maçonnerie; il a montré la faiblesse des argumentations modernistes et ce sont là des services dont les catholiques italiens lui savent gré. L'un d'eux le proclamait récemment en ces termes auxquels on pourrait presque reprocher, malgré quelques réserves, un excès d'enthousiasme, car l'idéalisme de Croce n'est pas moins dangereux pour la foi que bien des doctrines qu'il combat :

« Savent-ils (les adversaires de Croce) quelles étaient en notre pays les conditions de la culture et de la philosophie — si on peut l'appeler ainsi — avant qu'il apparût? Savent-ils quelle reconnaissance lui doivent tous les Italiens sans distinction de credos politiques ou religieux...? Le fait brutal et matériel triomphait : il était l'unique vérité incontestée et sur lui on édifiait de pyramidales constructions idéologiques et sociologiques d'où s'irradiait sur le monde la lumière d'une nouvelle civilisation. Malheur à qui se fût hasardé à parler du règne de l'esprit, de l'autonomie de la loi morale; il aurait été aussitôt présenté comme un « médiévaliste », comme un pitoyable rétrograde... Il est juste que nous reconnaissions à Benedetto Croce le grand mérite d'avoir définitivement libéré notre pays de cette fausse spéculation scientifique et philosophique et de nous avoir donné une logique, une éthique, une esthétique qui — tout en n'étant point conformes à nos principes — ont toutefois restitué aux cerveaux fatigués et aux cœurs endormis une moelle et un sang vif, plein de sève et de vie... »

Et, pour conclure, le signataire de cet article reconnaissait à la philosophie de Croce « le très grand mérite d'avoir préparé les voies au renouvellement

spiritualiste et religieux de la culture d'aujourd'hui et d'avoir, fût-ce indirectement, conduit ou ramené beaucoup de jeunes gens sur la voie glorieuse et magnifique de la pensée chrétienne[1] ».

On le voit, pour une large part Croce devait accomplir cette croisade de réaction contre le néo-paganisme et le néo-esthétisme (cf. ses études sur Carducci et d'Annunzio), le positivisme et le scepticisme que souhaitait mener le groupe du *Rinnovamento*. Aux éloges que lui adresse souvent aujourd'hui la presse catholique, il a répondu voici quelques mois de la tribune de la Chambre, en reconnaissant à son tour qu' « en ces derniers vingt ans, on a assisté en Italie à un véritable renouveau de la culture des catholiques, qui publient maintenant des revues et des livres considérablement supérieurs à ceux qu'ils publiaient il y a un demi-siècle ; qui ont participé à de féconds mouvements philosophiques, sociaux et politiques ; et qui ont pu constituer un parti dont nul ne saurait méconnaître l'importance[2] ».

* * *

Romolo Murri venait de consommer sa rupture avec l'Église, le *Rinnovamento*, condamné, allait disparaître, lorsque surgissait à Milan, en 1909, la

1. Giuseppe Petrocchi, *Intorno al Croce* (*Corriere d'Italia*, 17 novembre 1919).

2. Journaux italiens du 8 juillet 1920. En reconnaissant les progrès réalisés par les catholiques dans le domaine de la culture, Croce ajoutait que « ces progrès portent partout les traces de l'efficacité de la pensée et des méthodes modernes » et louait les éducateurs chrétiens qu'il déclarait avoir été les siens de ce qu'ils n'avaient en rien empêché la circulation, jusque dans les plus petites classes de leurs collèges, des livres d'un De Sanctis ou d'un Settembrini, ni des odes de Carducci, qui venaient d'être publiées et suscitaient l'enthousiasme de toute l'Italie.

Rivista di filosofia neo-scolastica. Son fondateur, un franciscain, le R. P. Agostino Gemelli, était un incroyant d'hier, qui n'avait pris aucune part aux luttes religieuses des années précédentes, durant lesquelles il poursuivait à Paris, puis dans les laboratoires allemands, des études de médecine et de psycho-physiologie. Après sa conversion et son entrée dans les ordres, il s'était tourné aussi vers la philosophie, se posant tout de suite en thomiste rigoureux.

Nous étudions plus loin les multiples initiatives qu'il a pu mener à bien, grâce à son énergie infatigable sans doute, mais aussi à l'atmosphère de sympathie dont son action, souvent discutée ailleurs, a été constamment entourée à Milan, de la part de son archevêque d'abord, des professeurs du Séminaire pontifical lombard et de leur organe, la *Scuola cattolica,* enfin de ce jeune clergé qui avait apporté un concours enthousiaste au mouvement démocratique chrétien et sut, même dans la retraite à laquelle plusieurs de ses membres furent contraints, garder avec la pensée religieuse de notre temps un contact étroit et fécond. J'ai connu à Milan de simples curés de campagne qui eussent pu faire honneur au plus haut enseignement et qui n'ignoraient rien de nos productions les plus récentes. Ils trouvent aujourd'hui, dans la fondation d'une Université où ils se sentiront *chez eux,* une compensation magnifique à bien des souffrances morales silencieusement acceptées.

Aussi, souscrivons-nous sans réserves aux paroles d'un éminent prélat français, que René Johannet rapportait récemment : « Dans les intérêts catholiques, il faut faire entrer la *culture* et non pas seule-

ment la *mystique,* la culture que le modernisme a compromise si lamentablement et que, par réaction, on tend à remplacer par ce que naguère un catholique anglais a appelé du nom de *séminarisme*. Cela, les Italiens, ceux de Milan, le sentent très bien [1]... »

Ceux de Milan seulement? Des efforts parallèles tentent bien de s'exercer à Rome où un *Centre national de culture,* rattaché à l'*Union populaire* et dirigé par un prêtre fort intelligent, Don Monti, qui fut élève de notre Institut catholique, vise à donner une solide formation religieuse et sociale aux propagandistes, aux secrétaires de sections du P. P. I. et des organisations *blanches*. Tel fut le but notamment des cours sociaux tenus l'été dernier, par séries de quinze jours, en diverses villes d'Italie, et de la Semaine sociale qui eut lieu à Rome, au mois de décembre 1920[2]. Malheureusement, il manque à cet effort, pour réussir, ce qui se trouve précisément à Milan : une *atmosphère* favorable. L'*Union populaire,* organisme bureaucratique qui ne fut jamais très vivant, a perdu *en fait* toute vitalité depuis la création du *Parti populaire*. Celui-ci obtiendra peut-être plus de résultats par son action politique en faveur d'une meilleure éducation nationale, mais il est douteux que l'effort de quelques

1. *L'aurore de l'Internationale catholique* (*Les Lettres*, 1er février 1921).

2. Cette formation des propagandistes est l'objet d'un soin tout spécial de la part des organisations syndicales italiennes et le succès de celles-ci est dû en grande partie au nombre considérable de personnes attribuées qui travaillent à en développer la sphère d'influence. Toutefois, par une conséquence logique, il arrive que ce souci des résultats immédiats à atteindre nuise, ici encore, à l'étude approfondie de certains problèmes. C'est ainsi que les Semaines sociales italiennes, particulièrement celle de 1920, ont présenté en général un caractère plus pratique et plus élémentaire que les Semaines sociales de France.

dirigeants puisse généraliser parmi ses membres un souci qui leur est souvent étranger. Les principaux militants du Parti, bien que très jeunes pour la plupart, garderont la culture qu'ils ont acquise, mais ne l'accroîtront guère; quant à leurs troupes, tout orientées vers l'action, elles n'ont point vraiment le goût de l'étude et semblent préférer à « l'ombre platonicienne des verts platanes » chantée par Carducci le conseil des grands ancêtres qu'écoute le poète à Desenzano :

Noi nella vita esercitammo il muscolo [1]...

Du reste, comment les jeunes Italiens des classes moyennes et populaires, dont naguère déjà l'essor intellectuel était le plus souvent conditionné par de dures nécessités économiques, trouveraient-ils le loisir de longues études désintéressées? Aujourd'hui plus que jamais, et en Italie plus qu'ailleurs, ces nécessités se font impitoyablement sentir. Là comme partout, en face de l'industrialisme, de la spéculation et du négoce triomphants, l'intelligence n'a plus qu'un rôle diminué.

*
* *

Elle se défend pourtant dans quelques milieux d'élite, et de ce côté encore peut venir à l'Italie catholique le bienfait d'un enrichissement de sa culture: je veux parler des écrivains de carrière qui n'ont point contact direct avec la politique. Les espoirs qu'avait fait naître Giosué Borsi ont été tronqués par la mort du jeune converti sur le champ de bataille de Zagora (10 novembre 1915) et l'on peut

1. Nous avons dans la vie exercé nos muscles.

douter, d'ailleurs, qu'il se fût discipliné suffisamment pour devenir un maître. Mais de nouvelles promesses d'un renouveau littéraire catholique paraissent se dessiner chez nos alliés, parmi les amis et les contemporains de Borsi. La plus nette nous est donnée par l'évolution spirituelle de Giovanni Papini, qui faisait un peu figure de chef dans sa génération et qui après avoir exploré tous les champs de la pensée, adhéré même un moment au futurisme, témoigne par son *Histoire du Christ* de son retour sincère aux disciplines chrétiennes. Même orientation et même talent vigoureux viennent aussi de se révéler dans le livre d'un autre jeune, l'*Heure de Barabbas*[1], où se marque fortement sur l'auteur, Domenico Giuliotti, l'influence d'Hello et de Léon Bloy, et, au delà, de Joseph de Maistre et de Louis Veuillot [2].

On peut beaucoup attendre de ces deux écrivains qui se placent à grande distance des milieux « cléricaux », qui sont même en réaction violente contre le Parti populaire et les tendances démocratiques des catholiques « organisés », mais qui paraissent malgré cela, ou peut-être à cause de cela, devoir exercer une influence profonde sur toute une famille d'âmes moins préoccupées du temporel que de l'éternel, ouvertes aux aspirations mystiques en même temps qu'au souci des choses de l'art, et par une soumission totale au magistère de l'Église,

1. Florence, Vallecchi, 1921.

2. Il faut encore mentionner parmi les jeunes écrivains catholiques de l'heure présente, le marquis Piero Misciattelli, à qui nous devons déjà de précieuses monographies sur les *Mystiques siennois* et qui nous donnera prochainement un commentaire renouvelé de la *Divine Comédie;* le savoureux nouvelliste toscan Ferdinando Paolieri et M. Giuseppe Fanciulli, un autre converti de la plus rare délicatesse d'âme.

aussi éloignées que possible du péril moderniste. Par eux se trouve rétablie une féconde communion spirituelle entre la pensée catholique française, plus particulièrement celle de nos écrivains traditionalistes du XIXe siècle, et la pensée catholique italienne. Et dans le présent, Papini et Giuliotti remuent nos âmes aux mêmes profondeurs qu'un Emile Baumann et un Robert Vallery-Radot, leurs émules dans la foi et dans la charité.

CHEFS ET CENTRES DIRECTEURS DU MOUVEMENT CATHOLIQUE ORGANISÉ

II

GIUSEPPE TONIOLO

De 1890 à 1918, avons-nous dit, les catholiques italiens n'ont possédé qu'un maître : Toniolo. Il le fut à la fois par l'étendue de sa culture et la profondeur de sa vie chrétienne, c'est-à-dire sous les deux formes où précisément le plus de progrès demeurait nécessaire autour de lui. Comme organisateur d'action pratique, il a eu, au contraire, des continuateurs plus heureux et mieux doués que lui-même.

Ce fut la principale originalité scientifique de Toniolo de savoir vivifier ses thèses de sociologie chrétienne par des aperçus généraux sur tout le développement des idées qui, depuis l'antiquité, ont préparé les voies à cette floraison d'enseignements sociaux tirés de l'Évangile, de la philosophie thomiste et de l'histoire du Moyen Age, en quoi il aimait à saluer le terme magnifique d'une séculaire évolution spirituelle, point de départ et prélude de nouvelles conquêtes catholiques. Dans le premier volume de son *Traité d'économie sociale,* l'œuvre magistrale que la mort ne lui permit pas d'achever, il désigne lui-même cet aspect de sa méthode comme

celui qui en marque le mieux le caractère propre[1]. Et lorsqu'à la Semaine sociale de Milan, le marquis Crispolti interprétait le sentiment de tous les catholiques italiens réunis autour du savant vénéré qui venait d'entrer dans sa trentième année d'enseignement à l'Université de Pise, il exprimait une conviction analogue en indiquant que la pensée de Toniolo fut originale « non point tant par chacune de ses découvertes historiques prises à part ou chacune des mesures de rénovation sociale [qu'il prôna], mais par la puissante liaison établie entre elles et dans la sûreté de la doctrine catholique » d'où elles procèdent[2].

Or c'est à l'ampleur de sa culture qu'il dut d'abord ce privilège, ce pouvoir de synthèse qui le fit s'élever constamment au-dessus du domaine particulier d'une science déjà très complexe en soi, telle que la sociologie, ramifiée en vingt directions diverses, et dont il avait creusé tous les problèmes, mais qu'il ne considéra jamais en spécialiste, détachée de ses préparations et de ses aboutissements historiques,

1. Résumant les travaux des principaux théoriciens de l'école catholique sociale, Toniolo, après avoir écrit du P. Antoine qu'il « relie les théories économiques à l'analyse de la récente philosophie néo-scolastique et aux directions religieuses du Pape Léon XIII », proclame simplement de lui-même qu'il « ajoute une confirmation positive à ces théories par l'histoire de la civilisation chrétienne ». (*Trattato di Economia sociale. Introduzione*, Florence, Libreria editrice fiorentina, 2e éd., 1913, p. 161.) Et dans la préface de la 2e édition de son Traité, Toniolo attire l'attention du lecteur sur les pages qu'il consacre à *l'histoire des méthodes d'économie sociale* et à *l'histoire de la science économique*, en justifiant par un exposé vigoureux l'importance qu'il y attache.

Plus tard, il reconnaîtra avec une modestie trop grande, fondée pourtant sur une observation juste, qu'il a le seul mérite d'avoir « mis en relief les idées déjà diffuses dans l'air de notre époque ». (*Messaggero toscano*, 15 décembre 1913.) Les deux idées se complètent.

2. Journaux catholiques du 4 décembre 1913.

philosophiques, juridiques, littéraires même et artistiques, jugeant qu'il était d'une suprême importance de « relier les théories (économiques) aux directions les plus sûres de la culture moderne..., en vertu de la solidarité qui existe entre tous les progrès du savoir[1] ».

On pourrait presque reprocher au maître de Pise d'avoir exagéré, à partir de 1890 surtout, cette considération des « entours » de la sociologie et de lui avoir ainsi fait perdre quelque peu de son autonomie scientifique. Il semble en effet qu'une fois mêlé étroitement au mouvement d'organisation des catholiques italiens sur le terrain politique et social, Toniolo ait été plus préoccupé, à son insu, de chercher dans les annales millénaires de la civilisation des exemples et des arguments à l'appui de ses thèses favorites que d'étudier en toute impartialité le libre jeu des forces économiques. Certes, il eut toujours au plus haut degré, et avec une sorte de scrupule, le respect de la vérité historique. Mais chacun sait combien il est facile, surtout dans le domaine complexe qui s'offre au sociologue, de négliger certains faits pour s'attacher de préférence à certains autres et comme toutes les écoles, depuis Quesnay et Adam Smith jusqu'à Durkheim et A. Loria, ont péché successivement par une systématisation dangereuse qui ne tenait pas assez compte de l'infinie complexité du réel.

Nous n'oserions pas affirmer que Toniolo se soit toujours gardé, malgré la sûreté de ses principes et de ses méthodes scientifiques, d'une certaine complaisance inconsciente pour tel ordre de faits qui

1. *Op. cit.*, p. VII.

corroboraient ses certitudes de croyant[1]. A nos yeux la meilleure partie de son œuvre, trop tôt interrompue par les exigences de l'action pratique, demeure celle où il a étudié à la lumière de l'idée chrétienne, mais avec un minimum de préoccupations apologétiques, l'économie de la Toscane au Moyen Age et durant la Renaissance, ouvrant à l'observation une voie féconde où il faut souhaiter que d'autres érudits suivent sa trace. Quelques-uns l'ont déjà fait, d'ailleurs, sinon dans un travail d'ensemble, du moins en étudiant tel ou tel saint, tel ou tel philosophe, écrivain ou homme d'État italien des XIVe-XVIe siècles. Mais Toniolo était admirablement préparé à donner une œuvre définitive touchant cette époque et cette région travaillées par tant de courants divers qui se répercutèrent dans toute l'Europe et eurent une influence décisive sur l'orientation de l'activité moderne. Il reste seulement de lui en ce domaine : un volume depuis longtemps épuisé, paru en 1882, traitant des *Facteurs éloignés de la puissance économique de Florence au Moyen Age*[2], une remarquable étude de l'*Archivio giuridico*, année 1888 : *Synthèse historique des vicissitudes économiques de la commune florentine de* 1378 à 1530; un article de la *Rivista internazionale di scienze sociali* (1895) sur *le Crédit et les origines du capitalisme dans la république florentine;* surtout

1. N'est-ce point dépeindre, par exemple, le Moyen Age sous des couleurs trop idylliques que d'opposer le développement harmonieux de *la conscience nationale, tempérée par la conception d'universalité propre à cette époque* à *la rivalité jalouse d'intérêts commerciaux égoïstes*, source des immenses conflits internationaux de l'avenir? (*Op. cit.*, p. 116.) Pour être moins étendues, les luttes du Moyen Age entre communes et entre Etats ne furent pas moins acharnées que les nôtres.

2. Milan, Hœpli.

la lumineuse leçon où Toniolo mit en parallèle *Scolastique et Humanisme dans les doctrines économiques de la Renaissance en Toscane* et qu'un précieux volume d'*Écrits choisis* du maître, présenté par M. Filippo Meda, vient de nous restituer très opportunément[1]. L'*Histoire de l'économie sociale en Toscane,* qui devait couronner ces vues fragmentaires, ne put, faute de loisir, être achevée par Toniolo.

Dès 1886, le jeune professeur constatait que, par suite de circonstances exceptionnelles et particulières à l'Italie, le mouvement intellectuel (catholique-social) y demeura, à l'opposé de ce qu'il était en France, en Belgique, en Allemagne, « quelque peu tardif et restreint. Non point — ajoutait-il — que manquent parmi nous les études partielles et les monographies, disséminées dans des travaux d'autre nature ou en d'excellentes revues scientifiques, informées par l'esprit catholique. Mais ce qui manque est l'unité de méthode directrice pour traiter de l'économie sociale[2] ».

« Je ne crois pas — commentait naguère M. Meda dans un article sur *G. Toniolo économiste* — que près de mourir Toniolo ait eu le réconfort de pouvoir modifier son jugement de 1886; car parmi nous le mouvement de restauration sociale visa surtout aux applications pratiques que le maître lui-même avait jugé désirable d'envisager de préférence pendant la dernière période de sa vie. Il y consacra volontiers personnellement une grande partie de ces

1. *Scritti scelti di G. Toniolo* (Milan, Società editrice « Vita e Pensiero », 1921). Cette leçon, prononcée à la cérémonie d'ouverture de l'année scolaire 1886-87, fut publiée d'abord par l'*Annuario della R. Università di Pisa.*
2. *Ibid.*, p. 145.

énergies dont on peut toutefois se demander si elles n'auraient pu être consacrées non point plus dignement, ni plus utilement, mais avec une plus grande évidence de résultats avantageux pour la science, au progrès des études[1]. »

Il paraît vraisemblable que ce changement d'orientation intellectuelle fut en partie motivé et rendu nécessaire par le manque de cerveaux dirigeants, que nous signalions au chapitre précédent, parmi les catholiques italiens des dernières générations, et l'absence d'un grand courant de culture catholique propre à encourager des esprits éminents comme Toniolo dans une activité différenciée d'ordre spéculatif, où il se serait senti aussi utile et aussi apprécié que dans l'action pratique. Avec raison, voyant, au contraire, qu'il ne serait pas facilement remplacé comme initiateur aux idées sociales chrétiennes, alors surtout que la révolte de Murri avait jeté le désarroi parmi les catholiques militants, Toniolo, qui n'avait pourtant pas un tempérament d'homme d'action, jugea qu'il se devait d'abord à sa tâche vulgarisatrice et fut amené à y consacrer de plus en plus de temps, au détriment de ses recherches historiques.

*
* *

Né à Trévise en 1845, d'une famille de petite bourgeoisie, Giuseppe Toniolo termina ses études supérieures à l'Université de Padoue en 1867 et, dès l'année suivante, il y était nommé « assistant » (maître de conférences) de droit constitutionnel, puis, en

1. *Il pensiero di G. Toniolo* (Rome, Desclée, 1919).

1873, chargé du cours de philosophie du droit. Un an plus tard, on lui confiait à l'Institut technique de Venise la chaire d'économie politique, qu'il conservait en 1878 à l'Université de Modène et en 1879 à l'Université de Pise, où il devait demeurer jusqu'à sa mort. En 1883, il y passait du grade de professeur adjoint à celui de titulaire et durant l'année 1889-90, il y fut doyen de la Faculté de droit. Par la suite il eut à enseigner la statistique en même temps que l'économie.

Dès l'origine de son activité d'écrivain, nous voyons Toniolo s'intéresser à deux ordres de faits connexes et le manifester par deux sortes de publications parallèles : celles où il recherche les lois fondamentales qui orienteront sa conception scientifique; celles où il en étudie déjà les applications pratiques à l'agriculture ou à l'industrie de son pays. Nous avons ainsi, d'une part : les monographies qui traitent *Des faits physiques et sociaux au point de vue de la méthode inductive*[1], *De l'élément moral comme facteur intrinsèque des lois économiques*[2], *Du devoir des savants catholiques en face de l'orientation actuelle des sciences économico-sociales*[3]; et, d'autre part : le mémoire concernant *les Banques populaires et les intérêts de l'agriculture*[4], première en date des publications de Toniolo, les *Essais sur l'économie des petites industries*[5], et plusieurs articles sur des questions de crédit populaire, de législation industrielle, de rémunération du travail,

1. *Archivio giuridico* (Bologne, 1872, vol. X).
2. Padoue, Sacchetti, 1873. Republiée dans les *Scritti scelti*.
3. *Movimento cattolico* (Venise, 31 août et 15 septembre 1886, et *Scritti scelti*.
4. Padoue, Bandi, 1871.
5. *Rassegna di agricoltura, industria e commercio* (Padoue, 1874,

donnés pour la plupart au *Giornale degli Economisti* de Padoue. En 1878, Toniolo publie en outre un petit volume *Sur la distribution de la richesse*[1], résumé de leçons faites par lui à l'Université de Padoue.

Nommé à Pise, il y étudie surtout l'histoire de l'économie toscane du Moyen Age et de la Renaissance, dans les publications que nous avons rappelées. « Devant la prospérité vigoureuse de la république florentine, qui dans un territoire restreint réunit la moitié de tout l'or du continent, développe une industrie qui domine les lointains marchés du Nord et de l'Orient, atteint avec ses banquiers et ses marchands le sommet de la puissance financière, il se demande le pourquoi d'un si admirable développement; et il lui apparaît lumineusement dans la sagesse d'institutions, de lois fondées sur la base solide du principe chrétien de justice; dans l'efficacité du lien corporatif, qui fait fraterniser en une coopération nécessaire, profitable, harmonieuse tous les détenteurs de la richesse et tous les metteurs en œuvre; dans l'exaltation du travail conçu comme un devoir, une expiation, un instrument d'élévation et de gloire[2]. »

Or, à constituer ces traits essentiels de l'économie médiévale, Toniolo montre combien fortement contribua la scolastique, interprétée en Toscane par un saint Bernardin de Sienne, un saint Antonin, un Savonarole, qui lui conférèrent un caractère éminemment pratique et en firent une doctrine civile aussi variée qu'étendue dans ses applications, très propre

1. Padoue-Vérone, Drücker.
2. Antonio Boggiano, preface aux *Memorie religiose* de Toniolo (Milan, Soc. édit. « Vita e Pensiero », 1919).

à gouverner même le régime économique — alors que dans le reste de l'Europe, elle gardait un caractère strictement ecclésiastique et ne se prononçait sur les faits économiques qu'au point de vue uniforme de la licéité morale. Savonarole, au contraire, en qui Toniolo salue « le dernier des réformateurs ascétiques du Moyen Age », et peut-être le plus grand, fidèle à la fois aux meilleures traditions économiques florentines et à la discipline chrétienne, également compromises par la Renaissance, montre une conscience parfaitement avertie des besoins de son temps.

Lorsqu'il prêche la vertu purificatrice et l'efficacité sociale du travail, rappelle la théorie chrétienne de la propriété, condamne le luxe et fait passer une sévère loi somptuaire, stigmatise l'usure et provoque l'expulsion des Juifs, substituant à leurs comptoirs le Mont-de-Piété que saint Bernardin de Feltre avait, peu auparavant, tenté vainement d'implanter à Florence ; lorsqu'il réforme la constitution politique en instituant le *Grand Conseil,* dont sont appelés à faire partie, à côté de l'élément censitaire, les citoyens illustrés par l'exercice répété des magistratures civiques — ce qu'on nommera plus tard les « capacités » ; — lorsqu'il introduit enfin la dîme sur les biens immobiliers comme unique impôt direct, appelant ainsi les propriétaires fonciers de tout le territoire, devenus les maîtres de l'heure, à supporter le poids principal du budget de l'État, tandis qu'il exonérait de cet impôt direct la classe commerçante et industrielle, soutien désormais abattu de la puissance florentine, Savonarole manifestait un sens historique et pratique de l'ordre économique, un esprit d'équilibre entre l'idéal et le réel, que ne pos-

sédèrent jamais les humanistes. On sait comment les plus grands d'entre eux s'égarèrent dans le dédale des théories : tel Marsile Ficin, occupé à poursuivre en de nuageuses utopies néo-platoniciennes la chimère d'un communisme intégral, que Guichardin lui-même envisage avec complaisance, tandis que Machiavel, pour assurer l'absolutisme du Prince, souhaite voir l'État riche et pauvres les citoyens (tenus ainsi plus facilement en tutelle), entretient des soupçons systématiques contre le trafic international, dans la crainte que soit compromise l'autonomie politique de l'État et, en opposition avec toutes les conditions réelles et les coutumes de l'économie toscane, veut mettre à la disposition de celui-ci des domaines étendus et immobiliser un trésor de guerre, pour distribuer les uns aux pauvres sous forme d'emphytéose et subvenir avec l'autre aux besoins extraordinaires du temps de guerre : idées empruntées à l'antiquité romaine ou aux usages des peuples germaniques, qui marquent par rapport aux scolastiques une *immense régression*.

Certes, Toniolo reconnaissait ce que nous a apporté de bon la Renaissance et il ne la condamne pas en bloc; mais au total la somme des maux qui en dérivèrent lui semble très supérieure à celle des avantages et quelques années plus tard il dressera ce sévère bilan de ses tares fondamentales sous les plus brillantes apparences :

« Curiosité aiguë et fébrile de savoir, mais tournée surtout vers des sociétés mortes; richesse de connaissances, mais principalement érudites, sans originalité créatrice; audacieuses spéculations philosophiques, mais propres seulement à détruire, bien peu à réédifier; assaut de discussions académiques, mais sans lien avec

les plus urgents problèmes de la vie réelle ; déploiement, mieux : bacchanale de formes d'art, comme on l'a dit, techniquement parfaites, mais privées d'inspiration, ou même courtisanesques et corruptrices ; élan de doctrines juridico-politiques, mais au service d'un nouvel absolutisme du pouvoir, au bénéfice de classes aristocratiques ou bourgeoises privilégiées, au détriment des libertés personnelles et civiques, en justification d'iniques oppressions du peuple, fourrières du péril social contemporain. Et, dans l'ensemble, décadence de tout idéal qui ne fût pas l'émancipation de la chair contre l'esprit ou la substitution d'une société païenne aux précieuses conquêtes et aux archétypes de la civilisation chrétienne[1]. »

Régression donc sous couleur de progrès, parce que la Renaissance — et plus tard la Réforme — perdit le contact avec la vérité révélée et les premiers postulats de la morale. Par voie de conséquence, dispersion de forces dans une fièvre stérile de recherches que ne guidait plus aucun principe immuable. En établissant, au contraire, sur des bases certaines les fins suprêmes de la connaissance et de l'action, la nature essentielle et personnelle des êtres, comme les relations primordiales de ces fins suprêmes, qui ont leur aboutissement en Dieu, avec *l'homme, la société, le monde extérieur* — les trois termes entre lesquels se coordonnent les lois de l'utile — la scolastique communique à la recherche des *lois secondes* de l'économie et de toutes les sciences humaines positives la plus féconde souplesse. « Ici donc se vérifie encore (par analogie) la loi économique du plus grand effet avec la moindre dépense de forces, précisément parce que la puis-

1. *L'odierno problema sociologico* (Florence, Libreria editrice fiorentina, 1905), p. 204.

sance intellective, au lieu de s'user, pour ainsi dire, dans une lutte stérile de principes, se maintient intacte pour les investigations concrètes[1]. »

Quatre siècles plus tard la science fera d'immenses progrès lorsqu'elle cessera de rechercher, derrière les phénomènes, les premiers principes, et sans idées préconçues d'aucune sorte, se bornera à appliquer rigoureusement la méthode expérimentale. Toniolo reconnaît ces conquêtes, qui ont porté, d'ailleurs, en économie politique et en sociologie, plusieurs de ses maîtres ou précurseurs, un Röscher, un Kidd, un Messedaglia, à des résultats assez proches de ceux auxquels parvient l'école sociale chrétienne[2]. Mais, pour lui, cette école est la seule qui, précisément parce qu'elle ne fait pas abstraction des vérités surnaturelles, est intégralement *positive*; et dans l'histoire du Moyen Age chrétien, étudié de préférence en Toscane, il en trouve une confirmation d'autant plus probante qu'elle fut inconsciente chez ses auteurs même. Ceux-ci ne pouvaient obéir à aucune vue systématique, puisque la science de l'économie n'était pas encore constituée et ne devait l'être qu'au XVIII^e^ siècle.

Si la société médiévale atteignit une telle exubérance de vie et une telle prospérité matérielle parmi le rayonnement des plus hautes vertus, c'est qu'elle eut le mérite insigne, à travers ses déficiences et ses

1. *Scritti scelti*, p. 114.

2. C'est à des sociologues positivistes en effet, mais vraiment impartiaux dans leurs observations, qu'on doit d'être arrivé à la constatation scientifique que « la religion est un fait nécessaire, permanent, universel dans l'humanité » et qu'elle constitue dès lors « un problème de sociologie, à résoudre par la méthode positive, et comme tel du domaine de la science en même temps que la foi ». Ainsi, conclut Toniolo, « le problème est *bien posé*. Et l'on sait qu'un problème bien posé est à moitié résolu » (*Odierno problema sociologico*, p. 33-34).

fautes, de « ne jamais renier l'idée d'une vérité supérieure et d'un bien final nécessaire, qui tôt ou tard la reportait en haut [1] ». La Grèce et Rome, qui visaient seulement à former des « citoyens » — hommes politiques et soldats — ne durent qu'à l'esclavage le maintien d'un équilibre économique assez instable. Le faste que dans la Rome impériale une petite oligarchie déploya, établi sur le rançonnement des peuples tributaires, apparaît même comme un gaspillage bien plutôt que comme le résultat d'une administration judicieuse des immenses étendues de territoire soumises par la guerre à la domination romaine. A l'inverse, les sociétés modernes, détournées de la sagesse des institutions médiévales par l'idéologie des humanistes et plus tard des philosophes rationalistes, acharnées à la poursuite de la richesse par tous les moyens que peut suggérer le plus plat utilitarisme, rétablissent sous une autre forme l'esclavage économique et l'exploitation des faibles, sans réussir à assurer la prospérité durable des États. Ainsi s'affirme pour Toniolo cette vérité qui inspirera toute son économie que « l'ordre des idées précède et domine l'ordre des faits ».

*
* *

A peine avons-nous pu dans les quelques pages qui précèdent, donner un aperçu fragmentaire de la maîtrise victorieuse, et pourtant toujours mesurée, apportée par Toniolo à prouver des vérités historiques qu'on ne conteste plus guère aujourd'hui. Nulle emphase dans le style, nulle exagération d'op-

1. *Indirizzi e concetti sociali all' esordire del secolo ventesimo* (Pise, Mariotti, 1900), p. 203.

timisme, nulle conclusion un peu forcée ne vient, comme il arrivera parfois dans la suite, déparer l'harmonie supérieure de ses travaux sur la Toscane.

Mais de plus en plus, et surtout depuis la constitution de l'*Union de Fribourg*, dont il suivait assidûment les conférences internationales, Toniolo se montrait préoccupé de déterminer en Italie un mouvement scientifique accordé à celui qu'il voyait s'épanouir dans la petite cité suisse, et en octobre 1888, il réunissait à Bologne une dizaine de personnalités catholiques, dont la plupart participaient avec lui aux réunions de Fribourg, pour jeter les bases d'un programme catholique d'études et d'action sociales.

On y jugea nécessaires : une *Union catholique d'études sociales*, qui fut fondée l'année suivante; une *revue*, pour propager les directives de l'Union (ce fut la *Rivista internazionale di scienze sociali*, qui commença à paraître en 1893); une *école* supérieure d'études sociales, propre à former une élite de dirigeants instruits, théoriquement et pratiquement, dans les diverses disciplines sociales : ce fut l'*École catholique sociale* de Bergame, qui ne put être réalisée qu'en 1910, mais ne donna pas tous les résultats qu'on en espérait et dont la guerre arrêta l'essor.

L'Union catholique pour les études sociales en Italie ne porta elle-même de fruits que durant la courte période où Toniolo, qui en était demeuré le président effectif, put s'en occuper activement. Elle organisa à Gênes, en 1892, et à Padoue, en 1896, deux importants congrès de science sociale catholique, favorisa la diffusion en Italie de nombreux cercles d'études sociales et de cours supérieurs de religion, provoqua l'institution, en plusieurs Sémi-

naires, de chaires d'économie sociale et même d'agriculture, répandit enfin la saine doctrine sociale chrétienne au moyen de publications savantes ou populaires et surtout de la *Rivista internazionale di scienze sociali*, qui de ces diverses créations garde seule aujourd'hui une vie prospère.

En 1894 l'Union avait publié un *Programme des catholiques en face du socialisme*, qui reproduisait les grandes lignes du programme synthétique d'études et d'action sociales élaboré par Toniolo avant la constitution de son groupe. A côté de revendications de principe évidemment irréalisables, telles que la reconstitution du patrimoine collectif des corporations religieuses, « qui fut toujours considéré comme le trésor propre du peuple », il y préconise déjà la participation ouvrière aux bénéfices (en 1900 il dira même *aux pertes*) [1] des entreprises industrielles et l'actionnariat ouvrier [2].

Mais en même temps Toniolo marquait avec force que :

« Les plus subtiles mesures pratiques et les plus sages directions économiques ne serviraient de rien ou seraient bien vite rendues vaines, si elles n'étaient fondées sur de solides assises dans les éléments *constitutifs* de la société elle-même. Autrement dit, ce n'est pas tant, par exemple, la prévalence de la moyenne ou de la petite industrie sur la grande, la diffusion du métayage agri-

1. *Indirizzi e concetti sociali*, pp. 18 et 37.

2. Avec raison on a pu faire remarquer que sur bien des points, le programme publié en 1899 par les jeunes démocrates chrétiens, — qui, d'ailleurs, se réclamaient de Toniolo — était moins hardi que le programme du maître lui-même, antérieur de dix ans, et ne mentionnait notamment aucune mesure susceptible de conduire à l'abolition du salariat, catégoriquement souhaitée, au contraire, par un vœu du Congrès catholique de Vicence (1891) que formulait l'abbé Gusmini, mort il y a quelques semaines, cardinal-archevêque de Bologne (cf. Francesco Olgiati, *op. cit.*).

cole de préférence au fermage, la prédominance du salaire à la tâche sur le salaire à la journée, la multiplication des banques populaires ou des instituts d'aide mutuelle qui peuvent assurer, en soi, des rapports stables et satisfaisants entre les classes sociales et une harmonieuse coopération de la vie économique aux fins de la civilisation. Semblable assurance dérive principalement de *l'autonomie individuelle,* d'une saine *armature familiale,* d'une bonne ordonnance de la *propriété,* d'une solide compénétration des *corps sociaux,* de la cohésion historique de la *nation,* en un mot du *système organique de la société*[1] ».

MM. Meda, Boggiano et les autres biographes de Toniolo ont trop bien montré comment l'idée de *civilisation* domine ainsi ses théories économiques pour qu'il soit nécessaire d'y revenir. Nous préférons nous arrêter à discerner, dans le vaste ensemble que Toniolo édifie autour de cette idée centrale, les éléments que l'avenir semble devoir rendre caducs et ceux qui conservent, aujourd'hui encore, toute leur valeur.

Indubitablement, porté par l'élévation de sa nature propre à surestimer son prochain plutôt qu'à mettre en doute sa bonne volonté et sa capacité de progrès moral, Toniolo a péché parfois par excès d'optimisme, notamment dans le rapport qu'il établit entre les motifs déterminants de l'activité économique. Sans doute il reconnaît dans l'intérêt personnel « le centre de gravité de la statique sociale, le ressort suprême de l'activité générale » et très justement il ajoute : « Malheur si ce ressort vient à trop se détendre, car alors on a ces périodes historiques incolores, sans relief, où tout respire l'apathie,

1. *Scritti scelti*, p. 255.

la stérilité, la dissolution, et qu'il faut payer plus tard au prix de terribles convulsions sociales [1] »; sans doute aussi, à propos du matérialisme historique et de la défaveur qui l'entoure de plus en plus, il observe finement que « dans l'histoire de la science, plus on abandonne la forme concrète des systèmes, plus se perpétue avec ténacité, semble-t-il, à travers les plus étranges métamorphoses, le concept substantiel qui les informe [2]. » Mais n'y a-t-il pas quelque imprudence à considérer que « le sentiment de la dignité propre, chez les peuples les plus civilisés, gouverne en premier lieu l'acquisition et l'usage des richesses, et les fait considérer comme un simple moyen pour s'élever dans l'estime publique... ou se tourner davantage vers ce qui ennoblit l'homme, comme le culte des arts, l'exercice de la bienfaisance, etc. [3] ? » Cela a pu être vrai jadis. En est-il de même, *généralement*, aujourd'hui? Et lorsque, devant la constatation accablante d'un abaissement des caractères qu'une guerre de cinq

1. *Scritti scelti*, p. 44.

2. *L'odierno problema sociologico*, p. 197. Ailleurs encore Toniolo se montre parfaitement conscient de la vigueur des attaques que subissent aujourd'hui la raison et la foi, par exemple lorsqu'il écrit : « Jamais peut-être dans l'histoire la science n'apparut comme aujourd'hui amplement, subtilement, fortement édifiée contre les vérités suprêmes, religieuses surtout. Ce ne sont plus quelques individualités téméraires et égarées, ni quelques sciences plus ou moins éloignées de l'éthique, mais la grande majorité des savants et toutes les disciplines ensemble de l'ordre physico-naturel ou de l'ordre moral et social qui, dans une formidable et universelle unité de moyens, de méthodes, de buts, tentent en quelque sorte d'escalader le ciel. » (*Scritti scelti*, p. 139.)

Quinze ans plus tard, en 1900, Toniolo estimait, au contraire, que « de la civilisation humano-rationaliste, dont le principe et la fin est l'homme, nous assistons, en cette seconde moitié du XIX^e^ siècle, au déclin et à l'émiettement définitifs ». (*Indirizzi e concetti sociali*, p. 171.) Quelque progrès qu'ait fait à la fin du XIX^e^ siècle la science spiritualiste, il semble bien qu'il y ait un excès d'optimisme à en prévoir la victoire aussi complète.

3. *Scritti scelti*, p. 36.

ans et des épreuves indicibles n'ont pu enrayer dans l'humanité, nous entendons Toniolo se demander « quelle autre idée que l'idée de civilisation chrétienne, dans tous les temps *et aujourd'hui encore,* (serait) plus haute, plus sacrée, plus féconde, pour réveiller, soulever, unifier un peuple, le pousser à des œuvres magnanimes de salut et de progrès indéfinis », comment se défendre de la crainte que cette idée ne puisse, dans le monde contemporain, sans un miracle de la Providence, retrouver assez de force, pour opérer les merveilleux résultats qu'en fondant l'*Union populaire* escomptait le vieux penseur chrétien [1] ?

La première de ces citations est de 1873, la seconde

1. On relèverait aisément, surtout dans les *Indirizzi e concetti sociali*, quelques autres affirmations hasardeuses qui témoignent des progrès croissants de ce que l'on pourrait appeler « l'optimisme historique » de Toniolo, à mesure qu'il se donnait plus exclusivement à la propagande pratique et moins à l'observation scientifique.

Bien des faits anciens et récents ne donnent-ils pas un démenti à cette thèse que « l'idée morale de nationalité, qui est le foyer d'attraction des peuples libres, ne s'allume que dans le christianisme, ou mieux ne s'alimente efficacement que dans le catholicisme. Une fois pulvérisée l'unité de la foi parmi les protestants d'Allemagne et d'Angleterre, quelle vertu de cohésion, même dans la vie nationale, conserve ce christianisme individualisé, en face du socialisme, par exemple, qui déchire là en même temps la religion et la patrie? » Il ne semble pas que pendant la guerre le socialisme allemand ait déchiré la patrie, bien au contraire. Sans doute ce n'est plus l'idée religieuse qui constitue le lien essentiel entre les peuples réformés (bien que toute l'Allemagne protestante réagisse encore avec une singulière vigueur devant les offenses faites à Luther); mais le demeure-t-elle plus consciemment chez les peuples dits catholiques? Et l'idée de nationalité, idole du monde contemporain, ne tend-elle pas à s'affirmer, même dans les Etats et les milieux catholiques, comme un dogme civil qui se subordonne l'idée religieuse?

De même, s'il est certain que « les races latines tendent à la décadence à mesure que, sous le joug d'une secte antichrétienne, elles deviennent, depuis un demi-siècle, de plus en plus protestantes et rationalistes », il convient de nuancer l'affirmation corrélative que « les races germaniques protestantes évoluent vers la suprématie à proportion de leur marche croissante vers l'esprit et les doctrines catholiques. »

de 1905. En trente ans Toniolo ne sentit jamais vaciller sa foi dans le peuple et c'est de quoi celui même qui eut un jour le triste courage de l'insulter, Romolo Murri, lui fait aujourd'hui un titre de gloire indiscutable [1].

Toniolo a eu pour rappeler aux classes supérieures leurs devoirs envers le peuple les accents d'un apôtre et la hardiesse d'un réformateur. Après les abus de pouvoir que depuis la Réforme les princes et les grands (nobles ou bourgeois) ont fait subir aux cultivateurs et aux artisans du prospère Moyen Age, devenus les salariés et les prolétaires d'aujourd'hui, la restitution d'une autonomie de classe à ces déshérités lui apparaît avant tout comme un acte de justice sociale. Et sans en excuser les excès, il constate que « les mouvements populaires ne tirent pas toujours leur origine de passions mauvaises, mais le plus souvent de sentiments de justice profondément offensés ou de la noblesse d'aspirations mal satisfaites ». En ce cas l'unique moyen de prévenir les agitations dévastatrices est de prendre en faveur des déshérités les généreuses initiatives qui adouciront leur sort. Et prévoyant l'objection coutumière aux représentants coalisés de l'intérêt des classes supérieures, Toniolo ajoute plus chrétiennement encore :

« Si les réparations que réclament les ouvriers coïncident aujourd'hui avec cette crise permanente qui depuis trente ans afflige l'agriculture et l'industrie, et rend plus difficile aux propriétaires et aux capitalistes

1. « A la différence de beaucoup dans l'école sociale chrétienne, Toniolo eut une foi ingénue et sincère dans le peuple, dans les classes laborieuses...; il fut un mystique de la fraternité humaine et du travail, un démocrate dans la lignée de saint François d'Assise. Pour cela il fut donc aussi sincèrement et spontanément italien, de la plus pure italianité. » (R. Murri, *op. cit.*)

d'accorder les améliorations demandées; si même d'intempérantes prétentions assiègent les riches honnêtes et généreux, que l'on n'oublie pas cette loi de compensation d'après laquelle en des temps douloureux s'expient les fautes des périodes prospères, ni cette autre loi secrète de solidarité d'après laquelle le juste est appelé quelquefois ici-bas à expier pour le méchant. Et que l'on conclue que ce ne sont point là des motifs de refuser la justice, mais de se confondre, petits et grands, innocents et coupables, dans l'héroïsme d'un sacrifice commun au profit de la justice, d'où dérivent uniquement les grandes vertus réparatrices des infortunes humaines[1]. »

Ainsi dans la réforme du contrat de travail, le développement de la législation sociale, la constitution d'unions professionnelles qui renouent la tradition des anciennes corporations — les trois buts principaux que Toniolo assigne à l'activité des catholiques-sociaux[2] — il va jusqu'à admettre le principe du syndicat obligatoire, qui lui semble se concilier aussi bien avec la liberté individuelle que l'obligation d'appartenir à une commune et à un État pour jouir de ses droits civiques. Et en faveur du principe de la législation sociale, que d'aucuns déclarent léser aussi la liberté personnelle, il se demande simplement « si les offenses à la liberté, au droit, à l'ordre public, sont plus faciles à prévenir, à atténuer, à réprimer légalement quand elles dérivent des desseins impénétrables de spéculateurs égoïstes ou des mouvements irréfléchis de masses passionnées, dans un régime d'individualisme anarchique, que lorsqu'elles naissent, au grand jour, d'or-

1. *Provvedimenti sociali popolari* (Florence, 1908), p. 96.
2. Notamment dans le précieux petit volume : *Provvedimenti sociali popolari*, qui se divise suivant ces trois chefs.

ganismes sociaux disciplinés, dans un régime corporatif qui équilibre distinctement toutes les classes[1] ».

Et certes les adversaires les plus convaincus du régime social préconisé par Toniolo ne pourraient guère contester que la publicité, d'ailleurs ridicule, donnée même par les journaux « bourgeois » aux moindres délibérations des plus infimes syndicats socialistes, facilite singulièrement la tâche de l'État contemporain et que l'action légale contre la Confédération générale du Travail a été plus aisée que la répression de la Commune.

Toniolo exprimait donc bien l'élan profond de son âme ardente, que toute son activité d'écrivain allait de plus en plus s'employer à justifier, lorsque, dans son programme de 1894, il proclamait que si, « pour rejoindre cet idéal qui a pour lui les garanties de la plus magnifique période de l'histoire — celle qu'on a pu appeler *les siècles du peuple* — il était nécessaire de se ranger avec le peuple seul, ses amis et lui n'hésiteraient pas un instant entre les faibles et les souffrants d'un côté, les forts et les heureux de l'autre ».

Mais si vif qu'ait été en Toniolo le souci de rendre justice au peuple, ce souci ne l'entraîna jamais à lui sacrifier les intérêts légitimes des autres classes sociales.

La définition qu'il a donnée de la démocratie chrétienne, et qui fut vulgarisée en France par les *Questions actuelles,* est le reflet direct de la doctrine de l'Église et de l'exemple du Christ, et on ne peut lui objecter que de ne pas répondre à l'étymologie du

1. *Provvedimenti sociali popolari.* pp. 126-129.

mot « démocratie ». D'où la défaveur qui s'attache, dans bien des milieux catholiques, à un terme dont le sens équivoque a d'abord besoin d'être précisé.

Il l'est ainsi par Toniolo, dans son article sur *La conception chrétienne de la démocratie*[1] : « Cette organisation civile où toutes les formes sociales, juridiques et économiques, dans la plénitude de leur développement hiérarchique, coopèrent *proportionnellement au bien commun,* aboutissant en fin de compte à *favoriser les classes inférieures*[2]. »

Mais cette faveur dérive simplement du fait que les classes inférieures, étant moins préparées que les autres à coopérer aux fins de la civilisation, doivent être soutenues et défendues par les classes supérieures, en vertu de la solidarité et de la fraternité chrétiennes, et nullement en vertu d'un droit préférentiel qui leur appartiendrait par nature.

Toniolo précise nettement qu'au delà de ce concept fondamental, « toute autre ordonnance particulière des forces sociales sous les aspects multiples de la vie civile, économique, politique, par exemple : dans la part d'influence des différentes classes, dans les relations juridiques ou dans la répartition de la richesse entre elles, dans leur participation au gouvernement, composent les *caractères accidentels* de la démocratie ». Et tandis qu'il déclare « déchu le

1. *Rivista internazionale di scienze sociali*, 1897, et *Scritti scelti*, pp. 183-213.

2. Donc « rien d'abaissant ni de forcé, par quoi l'on impose aux habitudes et aux aspirations les plus délicates des classes dirigeantes les façons de sentir et les appétits des multitudes grossières; dans une telle démocratie la vie ne se matérialise pas parmi les intérêts physiques, mais pour les classes supérieures elle se spiritualise grâce au sacrifice quotidien de l'égoïsme dans l'accomplissement du devoir social, et pour toutes, y compris les inférieures, elle s'affine par le culte idéal de la perfection chrétienne et civique. » (*Il concetto cristiano della democrazia.*)

dogme rationaliste de la souveraineté populaire, car l'État tient de l'ordre divin fixé par la Providence et non du bon vouloir des foules les pouvoirs nécessaires à son office[1] », il rappelle qu'au moment de sa plus grande expansion démocratique avec Savonarole, la république de Florence ne comptait que 8000 citoyens qui fussent électeurs[2]. De même il reconnaît les syndicats mixtes de patrons et d'ouvriers bien plus proches du type des anciennes corporations que l'organisation professionnelle autonome des salariés et de leurs employeurs. Un tel régime, rendu le plus souvent nécessaire par les désastreuses conséquences de l'individualisme utilitariste, ne répond ni aux fins de l'économie, ni à l'idéal de la concorde sociale et il faut s'efforcer de le corriger peu à peu[3].

L'équivoque ne pouvait donc exister que sur le mot de « démocratie » et l'on ne s'explique pas bien aujourd'hui pourquoi des sociologues catholiques qui, comme Toniolo, en voyaient si nettement les dangers, y demeurèrent si fort attachés, puisqu'aussi bien les institutions médiévales dont ils se réclamaient ne s'intitulèrent pas « démocratiques », et qu'ils reconnaissaient dans la démocratie moderne, telle

1. *Indirizzi e concetti sociali*, p. 140. Toniolo, en préconisant « la participation au gouvernement de toutes les classes de la population organiquement constituées », concède simplement qu'il est licite et souvent nécessaire, afin que le bien commun ne se change pas en celui de quelques-uns ou d'un seul, que les populations *désignent les sujets* propres à l'exercice des fonctions d'État et dans quelques cas se réservent directement à elles-mêmes cet exercice ».

2. Plus logique que bien des démocrates, qui trouvent fort convenable de confier les intérêts de l'État à des incompétents, mais écartent soigneusement ceux-ci de leurs propres affaires, Toniolo n'admet même pas, dans le statut de l'Union populaire, le principe électif pour la nomination du président et des principaux membres de la direction.

3. *Scritti scelti*, pp. 204-206.

qu'on l'entend communément, tout l'opposé de la démocratie chrétienne.

« En réalité — écrit Toniolo — la démocratie contemporaine s'incarne généralement en un type déterminé de gouvernement parlementaire sur la base du suffrage universel et chez elle, parmi la dissolution légale de toute organisation de classe, une seule prédomine et s'impose, celle qui représente le capital mobilier et en fait asservit les autres à ses propres intérêts et préjugés. De sorte que toutes ces pseudo-démocraties (qui parfois se transforment en démagogies ou ploutocraties), quels qu'en soient le nom et l'apparence, sont la négation de la vraie démocratie chrétienne... Il y a donc, quant à la démocratie, deux longues, solennelles et toujours vivaces traditions historiques, l'une chrétienne et l'autre paganorationaliste... deux traditions correspondant à leur tour à deux ordres de concepts, de moyens, de procédés, absolument opposés, contradictoires, inconciliables [1]. »

On ne saurait mieux dire. Mais alors pourquoi vouloir absolument désigner par un même mot ces deux choses si divergentes [2] ?

Par ailleurs, il convient d'admirer sans réserves comment Toniolo, qui avait de la vérité une conception si haute et si complète, et, sous le nom de démocratie chrétienne, exaltait l'idée même de civi-

1. *Il concetto cristiano della democrazia.*

2. Le long débat que provoqua le terme de « démocratie chrétienne » et qui eut des suites si fâcheuses, rappelle celui qu'on semble vouloir instituer aujourd'hui autour d' « Internationale catholique ». Nous sommes de ceux qui pensent, avec René Johannet, qu' « Internationale catholique », pour les raisons de commodité et en quelque sorte la *résonnance moderne* de l'expression ainsi formée, présente plus d'avantages que d'inconvénients. Mais s'il faut à la concorde entre catholiques sacrifier un mot, alors même que le Souverain Pontife l'aurait approuvé, comme Léon XIII approuva « démocratie chrétienne » et comme Benoît XV paraît bien accepter « Internationale catholique », nous le sacrifierons sans arrière-pensée et tout au plus avec une nuance de regret.

lisation, se garda toujours de la moindre étroitesse dans sa doctrine, du moindre sectarisme dans ses jugements. En même temps qu'il proclame vigoureusement la nécessité d'une science catholique, « car tous confessent aujourd'hui que le désordre de la société civile a son origine en un épouvantable désordre des idées et particulièrement du savoir scientifique[1] », il nous met en garde contre la tentation, si facile en économie comme en politique, de détruire pour réformer.

« Certes — écrit-il — il y a des formes sociales propres au christianisme que la Réforme, puis la Révolution, ont arrachées jusqu'aux racines; et celles-là devront peu à peu renaître et se recomposer. Mais au delà de ces organismes essentiels qu'il faut substituer à d'autres radicalement viciés, la plus grande part des institutions sociales modernes peut rester à peu près intacte dans sa structure et même rendre plus de services dans l'avenir, à condition seulement d'en changer l'esprit animateur... Dans le domaine de l'utile l'élément relatif est immensément vaste et abondant. Une fois sauf l'absolu et l'essentiel de la doctrine et des institutions chrétiennes fondamentales, qu'en tout le reste se respectent et parfois s'apprécient toutes ces modalités accidentelles qui dérivent de nécessités de fait, ou des circonstances historiques, des tendances d'une époque, des traditions des peuples, etc.[2]. »

Il appartient aux savants chrétiens de reconnaître *l'âme de vérité* qui réside dans tous les systèmes, et de soumettre la pensée scientifique de leur temps « à un processus de discernement, d'assimilation, d'intégration, pour la hausser aux plus authentiques

1. *Scritti scelti*, pp. 140-142.
2. *Scritti scelti*, pp. 147-150.

progrès[1] ». En se conformant à ces principes, Toniolo se préoccupera d'abord d'établir une *méthode* pour la découverte du vrai et s'y tiendra rigoureusement. Mais il saura discerner toutes les vérités partielles trouvées par d'autres et même des adversaires de ses idées ne parlera jamais en ennemi ; en sorte qu'au soir de sa vie, ce témoignage lui sera rendu que jamais une parole amère n'est sortie de sa bouche, non que sa pensée, droite et logique, soit accommodante, mais parce que la sévérité dans les jugements fut toujours visiblement unie en lui à la charité[2].

*
* *

La publication posthume par les amis de Toniolo d'un petit volume de *Memorie religiose* qui comprend les fragments d'un journal spirituel demeuré interrompu, quelques notes de retraite fermée, un règlement et des résolutions intimes, permet aujourd'hui de mieux mesurer sur quelles bases de vertus surnaturelles ce grand chrétien édifia sa vie et en même temps apporte une nouvelle lumière, nous semble-t-il, sur la genèse de ses théories et les formes extérieures de son action. On ne s'étonnera donc pas que nous nous y référions assez longuement avant de pousser plus loin notre étude de l'œuvre de Toniolo.

Presque tous les documents publiés se rapportent à ses premières années de professorat à Pise, entre 1882 et 1891. Tous les traits dominants de la physio-

1. *L'odierno problema sociologico*, p. 205.
2. Filippo Crispolti, discours du 3 décembre 1913, à la Semaine sociale de Milan.

nomie spirituelle de Toniolo : sa piété profonde, sa soumission totale à la volonté de Dieu et son détachement des biens de la terre, son humilité, sa patience dans les épreuves, apparaissent tour à tour — et d'autant plus fortement que dans ces notes non destinées à la publicité, écrites sans suite et sans apprêt, Toniolo ne pouvait éviter la répétition — comme le leitmotiv de ses préoccupations journalières.

Il semble spécialement qu'entre *l'humilité, l'obéissance* et *la patience*, résumées dans une soumission filiale aux conseils de son directeur, Toniolo veuille établir un enchaînement nécessaire de devoirs primordiaux, dérivés de l'amour de Jésus. « Je promets d'être très humble, très obéissant, très patient — écrit-il — ... en m'abandonnant dans les bras de mon confesseur, et par son moyen dans l'amour de Jésus. » L'humilité et la défiance de lui-même engendrent à leur tour la confiance en Dieu seul[1], le détachement « par degrés et sans trouble » de toutes choses, la résignation parfaite, spécialement dans les insuccès, aux impénétrables desseins de Dieu.

A cela il faudrait ajouter ces vertus naturelles qu'il se proposait, dans son règlement de vie, d'exercer notamment envers sa famille et ses élèves : égalité d'humeur, aménité, gaieté, aisance et qu'il traduisit en se rendant accessible à tous comme en exerçant une hospitalité simple et franche, devenue proverbiale dans le cercle immense de ses relations.

« J'aurai le plus grand souci de mes élèves —

1. « 5 octobre 1890. — J'ai eu aujourd'hui des impulsions et aussi des encouragements très vifs de la part de mon confesseur à me défier *absolument et en toutes manières de moi-même*, de mes lumières, de mes forces physiques, de mes vertus morales, des hommes et de tout secours naturel, pour espérer... uniquement dans les secours surnaturels. » (p. 101.)

s'était fixé Toniolo — les traitant comme un dépôt sacré, comme des amis préférés, à diriger dans les voies du Seigneur. Je ne me laisserai guider dans mes leçons ou dans mon attitude envers eux par aucun motif d'amour-propre, mais seulement par la charité et par la gloire de Dieu [1]. »

Et réprimant le désir bien naturel qu'il eût pu éprouver, après une leçon aride à l'Université, de reposer son cerveau parmi le calme des vieilles rues pisanes; pendant une période de travail assidu, de fermer sa porte aux importuns; et le soir, de se retirer dans son cabinet pour y terminer un travail commencé ou de se réserver pour l'intimité familiale, il continuait en rentrant chez lui de répondre aux questions des étudiants qui lui faisaient cortège, recevait à toute heure les innombrables visiteurs italiens ou étrangers que sa notoriété attirait à Pise, et bien souvent, après dîner, tantôt allait prononcer ou écouter quelque conférence de propagande catholique, tantôt ouvrait sa porte à ses élèves et aux amis de ses enfants et s'associait, autour de la table commune, à ces menus « jeux de société » qui suffisaient autrefois à récréer les familles bourgeoises.

Or cette vie intérieure profonde qui informait tous les actes de Toniolo et transparaissait sur son visage d'ascète, au regard indiciblement bon, cette flamme de charité qu'il entretenait chaque jour dans la Communion, ne pouvaient manquer d'avoir un retentissement direct sur ses conceptions sociales. Et sans surprise nous relevons dans son journal intime des phrases comme celles-ci : « En vain l'action extérieure paraît-elle ordonnée et féconde suivant les

1. *Memorie religiose*, p. 57.

desseins de la Providence sans que la précède et l'accompagne constamment la vie intérieure, c'est-à-dire l'exercice des vertus intimes dans la réforme quotidienne de soi-même. » Et après une conversation avec deux Irlandais sur la piété de ces champions du catholicisme « qui apparaissent ensuite si glorieusement dans l'histoire civile et le mouvement social de Grande-Bretagne », Toniolo ajoute : « Voilà d'où tire origine l'efficacité de notre action extérieure : dans la *piété intérieure... Pietas ad omnia utilis est*[1]. »

Dès lors rien d'étonnant à ce qu'il professe que la régénération sociale doive être d'abord fondée sur le surnaturel afin de s'opposer au rationalisme moderne qui, à la suite de Luther, a défiguré et rendu vaine la religion, en lui enlevant toute fonction sociale pour la soumettre au sens individuel et en lui refusant toute autorité transcendante.

Il appelle l'histoire universelle à témoigner de cette fécondité des vertus cachées, aussi bien l'exemple des temps apostoliques, du Moyen Age chrétien, des saint Ignace, des saint Vincent de Paul et des sainte Thérèse que celui des conquêtes économiques ou politiques réalisées par les catholiques contemporains et devant lesquelles « nous ne devons pas oublier par quelles transformations spirituelles, par quelles purifications de cœur, par quelles oraisons et quelles souffrances, par quel renouvellement ignoré de vie mystique et surnaturelle ces victoires extérieures ont été préparées et gagnées au regard de Dieu ». D'où pour Toniolo, interprète de la pensée des meilleurs catholiques de son temps, la conviction, propre

1. *Memorie religiose*, pp. 90 et 107.

à mûrir les grands espoirs dans les longues attentes, que la rénovation chrétienne « ne sera pas le fruit d'un événement fortuit et inattendu ou d'un élan populaire soudain, mais la récompense tardive et méritée d'un travail systématique continu de patiente reconstruction de l'ordre social chrétien... La renaissance de la piété, de nos jours, est la dernière, mais non la moins remarquable ni la moins réconfortante parmi les transformations dans les âmes et dans la vie sociale que nous avons relevées en notre siècle; et celle qui, comme un arôme précieux, conserve et fortifie tous les autres [1] ».

Plus particulièrement nous pouvons attribuer à la foi ardente de Toniolo en l'efficacité sociale des vertus chrétiennes et en la mission surnaturelle de l'Église : son opposition à la neutralité des organisations de classe qu'il déclare « une erreur d'observation psychologique;... une erreur de sociologie;... une erreur historique;... une erreur pratique enfin [2] » ; sa confiance dans les effets bienfaisants de l'infaillibilité pontificale, qui bien loin d'avoir conduit à un absolutisme personnel en contraste avec les besoins de la hiérarchie et les aspirations des fidèles, permet au Souverain Pontife d'intervenir plus aisément et avec plus d'autorité aux yeux du monde entier dans les multiples questions morales et religieuses que suscite l'évolution incessante de la société moderne [3]. Et tandis que Toniolo s'efforce de restituer à l'État la plénitude de ses fonctions, il demande qu'« *au-dessus de lui* la sauvegarde et le

1. *Indirizzi e concetti sociali*, pp. 216-233.
2. *Provedimenti sociali popolari*, pp. 139-141.
3. *Indirizzi e concetti sociali*, p. 4.

développement des suprêmes raisons de la civilisation soient reconnus et confiés à l'Église ».

En 1888, après avoir pris la résolution, dans son journal spirituel, de s'employer en premier lieu aux études générales nécessitées par sa tâche professionnelle et en second lieu de poursuivre les publications qu'il avait en cours, Toniolo se proposait de « ne consacrer à d'autres travaux accessoires que des *moments perdus,* lorsqu'à la prière d'autrui il y serait presque *traîné,* et d'accorder son concours plutôt par des *conseils* que par des *écrits* [1] ». La même année il notait :

« J'espère que ce jour (de clôture du mois du Sacré-Cœur) sera un jour de salut pour mon âme; celui qui me soustraira à la servitude, vieille de trente ans déjà, des *illusions* que me suggère mon amour-propre et que l'artifice du démon rend aussi funestes à mon âme que dommageables à la gloire de Dieu. Les illusions me détournent de l'accomplissement de mes devoirs principaux, de l'humble et obéissante observance de la volonté de Dieu manifestée par mon confesseur et par les bonnes inspirations.

« Dans l'ordre de la vie physique, de l'activité intellectuelle, de la vertu morale, pas de projets d'*entreprises extraordinaires* si auparavant je n'ai accompli avec tout mon soin les tâches ordinaires, principales, de devoir strict; pas de souci du passé et de l'avenir [2]. »

Et cependant l'année suivante, en fondant l'Union

1. *Scritti scelti*, p. 260. Dans son *Traité d'économie*, Toniolo déclare de même qu'« une Économie fille de l'ordre moral chrétien... prévient tout abus de statolâtrie en affirmant la supériorité intrinsèque de la société religieuse sur la société politique, et par conséquent la liberté de toutes les énergies spirituelles pour le plus grand profit de la civilisation, même économique. » (P. 162.)

2. Les mots soulignés le sont dans le texte de Toniolo. En 1890 il écrira encore : « En m'appuyant sur moi-même, j'ai usé jusqu'ici mes forces parmi d'innombrables inquiétudes et sans fruit. »

catholique d'études sociales, il allait entrer de plus en plus dans la voie de l'action au détriment du recueillement indispensable à ses études sinon à sa sainteté. Et tandis que dès 1896, il pense qu'approche le déclin de sa vie [1], il se vouera en 1905 à une nouvelle tâche d'ordre pratique singulièrement ardue, en fondant l'Union populaire.

Il nous semble que l'on saisit ici sur le vif ce qui fut peut-être le plus grand mérite de Toniolo : celui d'avoir sacrifié à la nécessité d'instruire ses frères de la vérité qu'il possédait, cet amour de la solitude et du silence que prêche l'*Imitation* et qu'il devait, comme savant et comme ascète, si fortement éprouver. Le courage dont ses biographes lui font gloire justement pour avoir souffert dans sa dignité professorale, par suite du sectarisme de certains collègues, fut peut-être moins méritoire que celui d'avoir renoncé volontairement, au profit des humbles, à la paix de son cabinet de travail.

*
* *

La révolte de Murri et la dissolution de l'*Opera dei Congressi* avaient produit dans l'âme de Toniolo une cuisante blessure. Depuis 1899 il avait cherché, sous toutes les formes que pouvaient lui inspirer une charité éclairée, à préserver le mouvement démocratique chrétien, dont il espérait tant, de toute intempérance de doctrine et de toute attitude indisciplinée à l'égard de l'autorité religieuse [2]. On sait qu'il n'y

1. *Memorie religiose*, p. 98.

2. Cf. notamment les lettres échangées entre Toniolo et Murri en juillet 1903, peu de jours avant la mort de Léon XIII. (*Avvenire d'Italia* et *Battaglie d' oggi*, vol. IV, p. 230 et suiv.) Mgr Vanneufville

réussit qu'en partie et ce fut sans doute la plus grande douleur de sa vie.

Mais, dès 1905, Pie X lui rendait l'espoir d'un nouvel épanouissement d'énergie chrétienne en publiant l'Encyclique *Le ferme propos* qui réorganisait l'action catholique en Italie et annonçait la fondation de l'*Union populaire*.

Celle-ci était non point une copie servile, mais une très proche adaptation du *Volksverein* allemand. Elle se proposait « de réunir les catholiques de toutes les classes sociales, mais spécialement les multitudes populaires autour d'un seul centre commun de doctrine, de propagande et d'organisation sociale ». Toniolo lui attribuait une fonction *unificatrice,* par l'inscription *personnelle* de tous les catholiques italiens au nouveau groupement, signe explicite de leur adhésion à la défense et à la propagation de la civilisation chrétienne sous l'égide de l'Église; une fonction *éducatrice,* ayant pour but « d'illuminer les esprits et de tremper les consciences touchant les problèmes d'actualité », au moyen d'un mouvement d'étude et de propagande, dirigé surtout vers la formation des masses par la brochure, le tract, l'affiche, le bulletin propre de l'Union populaire et les conférences apologétiques ou sociales; une fonction *d'initiative et de coordination* enfin, en suscitant ou en développant toutes les œuvres d'un caractère essentiellement moral ou charitable qui ne se trouveraient pas déjà sous la dépendance de l'Union économico-sociale, jadis dénommée *Second groupe* de l'Œuvre des Congrès. En dissolvant celle-ci, Pie X avait en effet laissé subsister et même

a rappelé avec émotion ces douloureux incidents dans sa pénétrante étude sur Toniolo. (*Revue des Jeunes*, 10 décembre 1918.)

encouragé le *Second groupe* à poursuivre son activité propre, sous la présidence du comte Medolago Albani [1].

Ainsi se trouvèrent dépendre de l'Union populaire les associations pour le développement de l'enseignement libre, des bibliothèques circulantes, la défense de la moralité publique ou privée, la protection des émigrants, la lutte contre le blasphème et l'alcoolisme, l'abolition du duel et cent autres du même genre. Surtout il appartint désormais à l'Union populaire de promouvoir les grandes manifestations

1. *L'Œuvre des Congrès et des Comités catholiques*, qui, sur l'initiative de la Jeunesse catholique italienne, s'était formée en 1873 pour intensifier et manifester tout à la fois le rayonnement de l'activité catholique sous ses formes diverses, comprenait à l'origine cinq groupes ou sections : 1° Associations religieuses ; 2° Œuvres de charité ; 3° Instruction et éducation ; 4° Presse ; 5° Art chrétien. Très vite l'attention se porta principalement sur le *second groupe*, qui en 1879 (Congrès de Modène) ajouta au sous-titre *charité* celui d'*économie catholique*. On était encore très loin d'envisager celle-ci scientifiquement et suivant les méthodes que ferait plus tard prévaloir Toniolo. Mais peu à peu la section se développait au point d'absorber à elle seule presque toute l'activité de l'Œuvre des Congrès, en sorte que la dissolution de l'Œuvre par Pie X, en donnant au second groupe toute son autonomie, favorisa plutôt qu'elle n'entrava ses progrès ultérieurs.

D'après un souvenir de M. Georges Goyau, rappelé dans ses silhouettes de *Précurseurs* (p. 214), ce serait toutefois le comte Medolago Albani qui aurait « persuadé Toniolo de la nécessité de réviser l'économie à la lumière de la science catholique et d'en faire un instrument de la justice évangélique ». Ce détail n'est pas sans intérêt, alors que le comte Medolago Albani vient de disparaître à son tour (6 juillet 1921) parmi le silence concerté, semble-t-il, de la presse italienne qui ensevelissait naguère Toniolo sous les fleurs. Certes, nous ne songeons pas à comparer les deux hommes, ni quant à l'envergure intellectuelle, ni même quant à leur rôle actif dans le mouvement catholique italien. Pourtant les 23 lignes de nécrologie accordées par le *Corriere d'Italia* à Medolago, qui en ces dernières années, vieilli et solitaire, s'était tourné contre les nouveaux dirigeants de l'action catholique italienne et comptait comme *intransigeant*, semblent une bien mesquine vengeance envers un homme qui eut, à son heure, de grands mérites et font vraiment trop pauvre figure à côté de la multitude d'articles laudatifs publiés encore sur Toniolo plusieurs années après sa mort. Le maître de Pise, s'il était toujours de ce monde, aurait, certes, bien peu goûté ce triomphe de l'esprit de parti sur l'esprit de justice.

publiques analogues aux Congrès catholiques de jadis et dont les principales furent, à partir de 1907, les *Semaines sociales* organisées par Toniolo sur le type des Semaines sociales de France. A toutes ces manifestations il imprima toujours, et par son exemple et par sa parole, un caractère profondément religieux, car de même qu'avec Georges Goyau il attribuait les succès politiques et sociaux des catholiques allemands à « une secrète réforme des âmes » qui, bien au delà des Windthorst et des Ketteler, remontait jusqu'au mouvement de rénovation chrétienne dû à Overberg, Görres, Schlegel et leurs émules, il proclamait en fondant l'Union populaire que la première raison des dissensions qui avaient troublé durant les années précédentes l'action catholique italienne devait être cherchée dans une diminution de foi et de discipline chrétienne. « L'élan de nos énergies sociales a défailli, concluait-il, dans la proportion où elles se sont soustraites, inconsciemment peut-être, aux larges influences du surnaturel. » Mais si le devoir de la vie chrétienne et de la soumission au Saint-Siège est plus strict auprès du Centre autorisé et vivant d'où la Providence a voulu que se répandissent les influences d'en haut, « pour cette raison même nous pouvons, nous Italiens, plus que tout autre peuple, garder l'espérance d'un plus sûr et plus prompt relèvement[1] ».

*
* *

M. Crispolti justifiait naguère cette prévision de Toniolo en affirmant que le mouvement social ca-

1. Toniolo, *L'Unione popolare fra i cattolici d'Italia.* (Florence 1908.)

tholique, né en Italie plus tard qu'à l'étranger, s'est distingué par une coordination et une certitude de doctrine que ses pères et ses précurseurs étrangers peuvent lui envier [1].

On a cependant en son pays reproché quelquefois à Toniolo, qui fut de ce mouvement, aux côtés de Léon XIII, le principal inspirateur, l'insuccès de la plupart de ses initiatives pratiques et même le demi-échec de la plus importante d'entre elles : l'Union populaire.

De fait, il semble bien que le but assigné à celle-ci, malgré le soin qu'avait pris Toniolo de l'adapter, croyait-il, au tempérament italien, demeurait difficile à saisir pour des foules en majorité illettrées, compliquait le fonctionnement des œuvres locales et, au demeurant, malgré de bons effets indéniables [2], ne prit pas racine dans le cœur des catholiques d'outremonts. Moins qu'à tout le reste, comme nous l'avons vu précédemment, l'Union populaire se montra propre à déterminer ce mouvement *scientifique* catholique, qui était pourtant l'une des préoccupations dominantes de Toniolo.

Plusieurs de ses contemporains, tout en admirant profondément sa doctrine, le traitaient parfois tout bas de « visionnaire ». Un de ses disciples et amis, qui l'eut pour professeur au grand séminaire de Milan où il vint longtemps, tous les quinze jours, tenir un cours de sociologie : Mgr Minoretti, évêque de Crema, a tenté de le justifier en observant qu' « il resterait à déterminer s'il se montra visionnaire plus

1. *Corriere d'Italia*, 9 octobre 1918.

2. Notamment par la solennité dont la presse catholique s'appliquait à entourer les déclarations du président de l'Union populaire, qui fut plus d'une fois l'interprète officieux du Saint-Siège.

souvent que ses disciples ne se montrèrent retardataires en face des prévisions hardies du maître et de ses sages conseils pour affronter l'avenir... Regarder trop en avant peut être dangereux quand on en oublie le présent; non point quand l'œil est assez sûr pour embrasser toute la route... Tel était Toniolo, qui mieux que visionnaire pourrait être appelé prophète [1]. »

Et en effet, s'il faut reconnaître que les réalisations personnelles de Toniolo durent leur relatif insuccès en partie à un certain défaut, chez lui, de sens pratique, et en partie à un certain manque de préparation du milieu qu'il enseignait, il n'est pas moins évident qu'il a été vraiment le précurseur et l'annonciateur de tout le mouvement que nous voyons aujourd'hui s'épanouir en Italie sur le terrain économique, sur le terrain politique et même, en quelque mesure, sur le terrain de la culture religieuse. Le centre universitaire que le P. Gemelli vient de faire surgir à Milan pour l'étude de la philosophie et des sciences sociales s'appellera *Institut d'études supérieures Giuseppe Toniolo;* et l'un des disciples préférés du maître de Pise, M. Mauri — ancien professeur d'économie à l'Université de Pavie, aujourd'hui ministre de l'Agriculture dans le cabinet Bonomi — affirmait récemment à Trévise que le Parti populaire italien, dans son œuvre la plus féconde, ne fait qu'exécuter le programme jadis tracé par lui [2].

Prenons comme exemple le principe d'une plus grande autonomie des communes et des provinces

1. *Il professore Toniolo* (*Scuola cattolica,* novembre 1918).
2. Commémoration de G. Toniolo pour l'apposition d'une plaque de marbre sur sa maison natale. (*Corriere d'Italia,* 7 avril 1921.)

en face de l'État et celui de la représentation organique des classes, qui forment, ainsi qu'on le verra plus loin, deux des revendications primordiales du P. P : Toniolo n'a cessé de les préconiser. En définissant la conception chrétienne de la démocratie, il prévoit que « sous son aspect politique, la démocratie, dans un avenir prochain et mieux peut-être que par une représentation parlementaire centralisée émanant des masses, se développera par un épanouissement varié d'autonomies administratives de classes et d'unités territoriales civiles, rurales, provinciales, régionales, etc., restituant en cela au plus haut degré d'anciens éléments chrétiens de civilisation ». Il inscrit ces autonomies dans son *Programme des catholiques en face du socialisme* et les énumère dans ses *Directives et conceptions sociales du XX^e siècle,* à l'appui de cette proposition que « pour mieux servir le bien commun des citoyens, la constitution politique doit être modelée en ses traits essentiels sur la constitution sociale de la nation [1] ». Il précise un peu plus tard les avantages, de l'ordre économique principalement, que procurent en Angleterre et en Amérique les autonomies locales ou, suivant un autre terme, le *municipalisme social* [2], et propose enfin ce municipalisme aux catholiques groupés dans l'Union populaire comme « la racine, en Italie, de l'histoire nationale et le pivot d'une réorganisation politique ».

Le souci de se relier étroitement aux meilleures traditions italiennes fut, d'ailleurs, en toute son activité scientifique et sociale un des traits distinctifs de Toniolo.

1. *Indirizzi e concetti sociali*, pp. 136-137.
2. *Provvedimenti sociali popolari*, p. 158.

Dans son étude comparée des influences de la scolastique et de l'humanisme sur l'économie toscane, il affirmera « avec une conviction modérée mais profonde », que la science économique gouvernée par la philosophie chrétienne et les méthodes qu'elle emploie « sont une science et des méthodes italiennes par excellence[1] ».

En annonçant le premier congrès catholique de science sociale, qui devait se tenir à Gênes au mois d'octobre 1892, il lui donnait pour objet « l'affirmation des sublimes et fécondes conceptions de la civilisation chrétienne, associée et presque confondue avec celle de l'Italie ».

Aussi a-t-on pu écrire que rien n'est plus italien que la doctrine de Toniolo, cette exaltation continue de la civilisation chrétienne qui eut « dans la culture romaine sa préparation, dans le sang des martyrs sa fécondation, dans la commune médiévale sa splendide floraison, dans le siège du Pontificat romain son centre et le gage de sa perfection et de son expansion dans le monde, en sorte que la mission de l'Italie s'accorde admirablement avec celle de l'Église[2] ».

Mais la constatation de ce caractère indéniable de la pensée de Toniolo et son souci de distinguer la tradition des apports étrangers qu'il sut apprécier avec une lucidité parfaite, n'autorise pas cependant à lui appliquer l'épithète de « nationaliste » que très improprement les journaux italiens ont mis dans la bouche de M. Mauri[3], lors de sa commémoration du maître à Trévise.

1. Cf. également, *Dell' elemento etico nelle leggi economiche.* (*Scritti scelti*, p. 51.)

2. Boggiano, *loc. cit.*, pp. 21-22.

3. J'hésite à croire, connaissant bien M. Mauri, qu'il l'ait réellement prononcé.

Toniolo fut tout le contraire d'un nationaliste en ce qu'il situa toujours hiérarchiquement l'intérêt de l'Église au-dessus de celui de l'État, tout en discernant entre eux une admirable harmonie de fins idéales et concrètes. A ce titre son système mérite bien plutôt d'être rapproché de la théocratie que du nationalisme et il l'a, d'ailleurs, été plus d'une fois.

Ce fut pendant la guerre européenne, qui surprit Toniolo sur son déclin physique mais toujours aussi lucide, qu'il lui fut donné de montrer le mieux l'équilibre de sa pensée touchant ce grand problème des relations internationales qu'il avait un peu négligé jadis, comme beaucoup de ses compatriotes catholiques portés au pacifisme, mais qu'il devait résoudre facilement à la lumière des principes de la théologie illustrés par un saint Thomas d'Aquin ou un Suarez.

Il rêvait, avant le déchaînement du conflit, d'une grande association internationale de penseurs et d'écrivains chrétiens, « à l'effet de coordonner dans toutes les branches du savoir les recherches, les observations, les communs efforts pour la reconstruction d'une nouvelle encyclopédie chrétienne [1] », devançant ainsi des idées qui, malgré les inimitiés posées par la guerre, occupent de plus en plus, au sein du catholicisme, les esprits éclairés.

Il se garda, en face de l'agression allemande, de méconnaître la réalité et de se refuser, comme beaucoup de ses compatriotes encore, à faire le partage nécessaire des responsabilités. Il souhaita de tout son cœur notre victoire et celle de son pays, sans cesser d'ambitionner pour l'Italie, après la guerre,

1. Boggiano, *loc. cit.*, p. 26.

un rôle équilibrateur et pacificateur entre toutes les races européennes, qui répondit à sa mission historique. Et lorsqu'après Caporetto, il eut à interpréter dans une assemblée civile où tous les partis étaient représentés, la pensée des catholiques italiens en face de l'épreuve nationale, il sut rappeler éloquemment les principes de la « juste paix » et dégager l'avertissement que cette épreuve apportait à l'Italie, « d'avoir à défendre, avec sa propre indépendance, les destins de la civilisation chrétienne universelle. Avertissement et devoir qui n'admettent point d'être atténués ou discutés et qui donnent pour l'Italie un sens exceptionnel au passage biblique : *Sine effusione sanguinis non fit redemptio,* que Cesare Balbo aimait à commenter en rappelant que si la liberté de la patrie comporte le sacrifice du sang des peuples, la civilisation dans laquelle *vivimus, movemus et sumus*[1] coûta le sang d'un Dieu[2] ! »

Ces paroles furent en quelque sorte le testament moral de Toniolo, déjà profondément touché par la maladie et durement éprouvé dans ses affections familiales par le sacrifice de deux vies radieuses de promesses. Lorsqu'il mourut, le 7 octobre 1918, la victoire des Alliés sur les Empires centraux apparaissait certaine et déjà l'on pouvait prévoir pour le catholicisme en Italie un développement conforme aux idées qu'il avait toujours propagées. Cette double victoire, il l'aura mieux contemplée de cette éternité bienheureuse dont il n'est personne qui ne l'ait jugé digne.

1. Illustration des paroles de saint Paul appliquées à Dieu.
2. Discours prononcé à Pise le 25 novembre 1917.

Beaucoup l'ont comparé déjà à Contardo Ferrini et Mgr Minoretti, au lendemain de sa mort, n'hésitait pas à parler de sa « sainteté »[1]. Il suffit de l'avoir regardé et entendu une seule fois, avec un sens averti des choses spirituelles et avec l'attention que mérite tout visage humain, pour confirmer que ce mot est légitime appliqué à Toniolo. L'avenir sans aucun doute exaltera de plus en plus la portée de son œuvre comme la qualité de ses vertus, et nous ne croyons pas que de longtemps les catholiques italiens puissent posséder un meilleur maître.

L'éloge était donc justifié que lui adressait en 1913 Filippo Crispolti d'avoir associé en lui « à la science chrétienne la vie chrétienne, à la hardiesse dans les constructions idéales la docilité aux avis quotidiens des supérieurs, à la fermeté la douceur, au patriotisme italien le culte de ce qui est perpétuel et inaliénable dans les raisons du successeur de Pierre, à la foi en la science le respect du sens commun, à la pratique de l'éloquence ailée la simplicité d'une conversation qui instruit en édifiant ».

Ce grand chrétien mourut sans autre titre que son titre de professeur, sans le moindre témoignage de reconnaissance nationale, et pauvre comme il avait vécu. Mais il a fait davantage pour la gloire future de l'Italie que deux ou trois générations de politiciens chamarrés, soucieux de lui assurer avant tout le primat des grandeurs de chair.

1. « L'âme de Toniolo fut sainte. Nous n'entendons pas devancer les jugements autorisés et infaillibles qui désignent la sainteté suréminente au culte et à l'imitation des fidèles; nous prenons le mot au sens chrétien qui, confrontant les perfections évangéliques avec une vie humaine et les trouvant en parfaite correspondance, exprime en une seule parole son propre jugement, sa propre admiration et vénération : c'était un saint. » (*Scuola cattolica*, novembre 1918.)

III

LA PRESSE POLITIQUE

Instrument par destination de lutte et de conquête politique, n'ayant connu dès lors qu'un développement restreint tant qu'aux catholiques italiens avait été fermée la vie publique, la presse quotidienne qui reflétait leurs idées allait prendre un essor nouveau, au temps où s'adoucissait pour eux la défense de se servir du bulletin de vote.

La thèse de la « préparation dans l'abstention » qui conciliait l'obéissance aux directives du Saint-Siège, résumées dans le mot fameux : *Ni électeurs, ni éligibles,* avec la prévision et le souci d'une future organisation politique des catholiques fut tout d'abord propagée par le vieil *Osservatore cattolico,* fondé à Milan en 1862, au lendemain de la défaite autrichienne, l'année même où, dans un esprit identique d'attachement et de soumission au Saint-Siège, surgissait à Florence l'*Unità cattolica*. Mais tandis que celle-ci devait toujours manifester sa soumission avec une certaine passivité, l'*Osservatore* de Don Albertario, où commençait de se révéler, vers 1895, l'influence bientôt prépondérante du jeune Filippo Meda, ne croyait pas qu'il fût moins respectueux de

prévoir, si des nécessités inéluctables déterminaient une modification dans les directives du Vatican, le moyen de s'adapter à ces directives nouvelles et de parer à ces nécessités.

En fait, depuis longtemps déjà, l'hypothèse d'une participation des catholiques italiens à la vie politique, au cas où le Saint-Siège révoquerait le *non expedit*, avait été envisagée dans la presse. Le premier à en parler avait été le *Cittadino cattolico* de Brescia, en 1880, et aussitôt une vive polémique s'était allumée à ce sujet entre journaux catholiques. On avait eu la surprise de voir la nouvelle formule : *Préparation dans l'abstention* approuvée par l'*Osservatore romano*[1], qui rappelait l'exhortation de Pie IX, en 1878, aux membres d'une importante Société catholique romaine : « Il est nécessaire que vos forces deviennent de jour en jour plus puissantes, et qu'il leur soit donné telle forme et organisation qui vous permette d'accourir tous, comme un seul homme, en cas d'appel ou de besoin quelconque. » Mais le duc Scipion Salviati, à l'époque président de l'*Opera dei Congressi*, n'avait pas tardé à faire savoir que « rien n'était changé quant aux directions imposées aux catholiques dans les circonstances actuelles », tandis que la *Civiltà cattolica*, l'*Unità cattolica* et beaucoup d'autres organes protestaient vigoureusement contre le « malentendu funeste à l'action catholique qui tendait à confondre celle-ci avec l'agitation politique ». Un silence relatif s'était donc fait sur la question jusqu'à ce qu'en 1896, au Congrès catholique de Milan, Don Davide Albertario eut présenté un ordre du jour

1. N^os^ des 26 mai, 2 juin, 11 juin 1880.

invitant les catholiques « à agir explicitement sur le terrain de la vie politique pour redonner comme base à la société les principes de la religion et de la morale chrétienne, influer sur les administrations publiques et préparer dans l'abstention le corps électoral catholique bien organisé, vigoureux et instruit, sur lequel le Saint-Siège pût compter le jour où il jugerait opportun de l'autoriser à la conquête du pouvoir politique ».

La polémique dès lors se ralluma, et elle devait durer, tantôt vive, tantôt atténuée, jusqu'au triomphe absolu de la thèse « albertarienne », marqué, après la guerre européenne, par la création du *Parti populaire*, qui rencontre encore des opposants, certains même très autorisés, mais opposants à son mode de réalisation plutôt qu'à son principe constitutif.

En 1898, Romolo Murri avait fait surgir sa *Cultura sociale* qui, parmi beaucoup d'autres objets, se proposait comme « suprême désir » : « de préparer de loin, pour une Italie catholique cultivée et florissante, la formation d'un parti politique national s'inspirant dans son programme des principes de la foi et prêt à entrer dans l'arène quand le Pape et la patrie — ce qui adviendra en même temps — l'y appelleront [1] ». Mais la défection prochaine du leader des démocrates chrétiens, en jetant le discrédit sur sa personne, allait rendre plus difficile de discerner dans ses idées la part, très large, d'erreur et la part de vérité.

Quelques publicistes catholiques avaient cependant réussi déjà à fonder divers organes hebdomadaires ou quotidiens qui, sous une forme modeste et

1. *Cultura sociale*, n° 1 (1er janvier 1898).

populaire, luttaient pour le rajeunissement des cadres de l'action catholique italienne et pour une participation plus ample des catholiques à la vie publique, voire même avec Murri pour leur autonomie vis-à-vis de l'autorité religieuse sur le terrain politique et social. L'un des premiers avait été la *Democrazia cristiana,* créée à Turin avec l'appui des Salésiens, et en opposition au vieux journal intransigeant l'*Italia reale,* par un ex-rédacteur de ce journal converti aux idées nouvelles, Rocca d'Adria, qui devait ensuite devenir rédacteur en chef de l'*Avvenire d'Italia* (fondé à Bologne en 1895, dans une note plus modérée) et achever sa carrière de journaliste comme directeur du journal satirique illustré, *il Mulo.* A Gênes avait surgi, dans le même esprit, *il Popolo italiano,* d'abord hebdomadaire, puis quotidien, et dirigé par G.-B. Valente, qui fut depuis secrétaire général de l'*Unione economico-sociale* et l'est maintenant de la *Federazione Nazionale della Mutualità.* Avec Valente et Paolo Mattei-Gentili, aujourd'hui directeur du *Corriere d'Italia* et député, Murri avait enfin, le 7 novembre 1900, lancé le manifeste-programme d'un nouveau journal hebdomadaire, *Domani* (Demain), qui ne commença à paraître qu'en 1901, après l'encyclique *Graves de communi* et sous le nom de *Domani d'Italia,* Léon XIII ayant fait exprimer à Murri, par le cardinal Respighi, des réserves formelles touchant le programme de *Domani.*

Tandis que la *Cultura sociale* en effet présentait la fondation d'un parti catholique autonome comme une possibilité souhaitable, *Domani* paraissait vouloir en faire une réalité immédiate, tout en continuant à se proclamer d'accord avec le Saint-Siège.

Dès lors que le Saint-Siège n'acceptait pas cette réalité, Murri qui à ce moment ne songeait pas encore à la révolte, et à plus forte raison ses amis, n'avaient qu'à s'incliner. C'est ce qu'ils firent, en écrivant au lendemain de l'apparition de l'encyclique : « Le Pape a parlé, et sa parole répond magnifiquement à toutes les espérances qu'avaient mises en elle tous les militants de l'action sociale... Il reste donc entendu que notre programme social est en toute chose le même que celui de l'encyclique *Graves de communi;* en nous appuyant sur elle et en suivant fidèlement les instructions qu'elle contient, nous continuerons notre travail, qui aura pour objet propre les problèmes d'organisation pratique et l'illustration détaillée des très nombreux points du programme dont la parole pontificale établit les suprêmes principes[1]. »

Mais de même que Lamennais, soixante-dix ans plus tôt, en exaltant la théocratie, attendait de voir le Pape se ranger à son avis plutôt qu'il n'était disposé à suivre les directions du Pape, Murri, dès avant sa rébellion, était si sûr de posséder la vérité qu'il comptait y rallier toutes les consciences catholiques d'Italie et le Saint-Siège lui-même, s'il en était besoin. Beaucoup ont insinué que la cause principale de la défection de Murri doit être recherchée dans les procédés employés pour le contraindre à la soumission et dans les tendances particulières du nouveau Pontife. Les faits démentent cette explication puisque déjà sous Léon XIII, dont la sympathie pour la démocratie chrétienne n'est guère discutable et qui traita toujours Murri si paternel-

1. *Cultura sociale*, 1er février 1901.

lement, le futur révolté avait montré clairement qu'il n'entendait relever que de lui-même et qu'il ne reconnaissait point l'autorité de Rome en matière politique ou sociale. Trois mois après les paroles de commentaire à l'encyclique que nous citons plus haut, lorsque Léon XIII voulut imposer aux groupes démocratiques chrétiens un aumônier nommé par l'évêque du diocèse et rattacher le mouvement à l'*Opera dei Congressi,* Murri déclarait dans le *Domani d'Italia* ne pouvoir accepter les dispositions pontificales[1]. Si sa rupture avec Rome ne fut pas dès lors consommée, cela tint à ce qu'il ne fut pas suivi par ses amis et que les groupes démocratiques chrétiens de Milan et de Florence notamment imposèrent au groupe romain et à Murri, son chef, la soumission au Saint-Siège, méritant par cette attitude une lettre élogieuse du cardinal Rampolla.

Vingt ans plus tard, d'ailleurs, Murri devait reconnaître publiquement l'inconséquence de sa conduite d'alors : « La démocratie chrétienne — lisons-nous dans un de ses écrits récents — prétendait pénétrer les rapports sociaux et politiques d'un nouvel esprit religieux, les traduire en rapports religieux; et en même temps elle déclarait sa propre autonomie politique et sociale vis-à-vis des autorités catholiques, de qui elle acceptait pourtant la forme de sa vie religieuse. La religion devait en même temps lier les démocrates chrétiens à la hiérarchie et les séparer d'elle, précisément quand elle devenait l'esprit informateur d'une nouvelle vie sociale. *Devant cet illogisme la conduite du Vatican apparaissait logique,* puisqu'il disait en substance : vous

1. *Domani d'Italia,* 9 février 1902.

déclarez vouloir refaire chrétiens l'État et la société ; en même temps vous acceptez de moi la religion et vous me témoignez obéissance en matière religieuse : donc ou cette religion que vous acceptez de moi est celle que vous voulez appliquer à l'État et à la société, et alors vous devez en recevoir les normes de moi ; ou c'est une autre, et j'ai le droit de vous renier et de vous démasquer. Un effort assidu et sincère fut tenté pour éviter cette contradiction ; mais il faut reconnaître qu'il ne fut pas, et ne pouvait pas être heureux [1]. »

On devine la conclusion que tire aujourd'hui Romolo Murri d'une telle constatation : l'accord étant impossible entre l'Église et les nouvelles exigences de la conscience religieuse, abandonnons l'Église, corps désormais sans âme.

Mais vers le même temps où Murri préparait son apostasie, d'autres hommes allaient surgir qui, laissant de côté tout l'ensemble d'interprétations doctrinales que Murri adjoignait à son programme politico-social et qui constitua proprement le modernisme, relèveraient pour le mieux servir le drapeau qu'il avait compromis et tenteraient cette pénétration de la vie publique par l'esprit chrétien qui demeure l'idéal de tant d'âmes généreuses.

***

Aux catholiques organisés une grande presse d'information manquait encore. A côté des interprètes officieux de la pensée du Saint-Siège — *Osservatore romano* et *Voce della verità* à Rome, *Unità cattolica* à Florence, *Difesa* à Venise et quelques

1. *Dalla democrazia cristiana al Partito popolare italiano.*

autres; — à côté des organes d'avant-garde que nous avons déjà nommés, pullulaient une très grande quantité de petites feuilles locales, sans rayonnement et sans vigueur réels, dont toute la rédaction se composait d'une ou deux personnes, ecclésiastiques généralement, et qui se bornaient à nourrir d'une édifiante rhétorique un public paisible de petits bourgeois dévots. Le peuple, illettré ou indifférent à la politique, ne lisait pas; l'aristocratie et les quelques milliers d'individus qui composent en Italie la classe dirigeante, étaient, en très grande majorité, ralliés au libéralisme. Même l'*Osservatore cattolico* et l'*Avvenire d'Italia,* représentants d'une opinion moyenne qui commençait à se former parmi les catholiques intelligents du nord de la péninsule, manquaient de moyens d'information et de moyens financiers appropriés aux exigences des temps nouveaux et capables de les faire rivaliser avec les grands quotidiens libéraux.

Ceux-ci méritent pleinement l'éloge qu'en faisait naguère M. René Johannet dans son solide et brillant article sur *la Réforme du Journalisme* (*Les Lettres,* mai 1920), lorsqu'il écrivait : « On chercherait en vain à Paris un pendant quelconque, je ne dis pas aux suppléments du *Times* ou du *Berliner Tageblatt,* mais, pour la tenue générale, aux numéros ordinaires... du *Giornale d'Italia,* du *Corriere della Sera.* » Il n'est guère de numéro en effet des principaux journaux italiens qui n'offre, avec une information abondante, un aliment quotidien de lecture *sérieuse,* une base à réflexions profitables sur un sujet politique, économique, social ou littéraire, qu'on chercherait vainement dans les neuf dixièmes de notre presse.

La concurrence à de semblables organes n'était donc point facile. M. Angelo Mauri, aujourd'hui membre influent du Parti populaire, la tenta le premier en créant à Turin le *Momento* dont le lancement, le 14 octobre 1903, coïncidait avec la visite à Paris du roi Victor-Emmanuel III. Le moment était d'autant mieux choisi que M. Mauri avait en même temps envoyé à Paris un correspondant spécial, M. Russo, qui devait y continuer la brillante carrière que l'on sait et qui se trouva être ainsi le premier correspondant attitré à l'étranger d'un journal catholique italien. Tout de suite le *Momento* inquiéta par son succès croissant l'organe personnel de M. Giolitti et des libéraux piémontais, la cinquantenaire et puissante *Stampa*. Une lutte très vive et qui, rapidement, s'abaissa dans les attaques personnelles fut menée par la *Stampa* contre M. Mauri qui, après trois ans environ de direction, élu député, passa la main. Mais le *Momento* avait déjà sa place faite. Soutenu d'abord par quelques hommes généreux et considérables[1], puis par la faveur populaire, il ne devait plus cesser de représenter à Turin le courant d'opinion qui entendait à la fois défendre les droits de la vérité chrétienne et préparer les catholiques à la vie publique.

Dans le même esprit s'était opéré à Milan en 1907 une fusion entre deux organes qui paraissaient d'abord assez dissemblables : l'*Osservatore cattolico*, à l'origine — nous l'avons vu — intransigeant sur la question du *non expedit*, mais ouvert aux idées catholiques sociales et qui peu à peu avait évolué vers une formule politique moins rigide; la *Lega*

1. Notamment le baron Ricci de Ferrès et le baron Giannotti.

lombarda, journal d'une partie de l'aristocratie milanaise et principalement du marquis Carlo-Ottavio Cornaggia, conservateur sur le terrain social, progressiste sur le terrain politique. Au prix de concessions réciproques consenties en toute dignité, les deux feuilles fusionnèrent pour donner naissance à l'*Unione* [1], qui eut pour directeur M. Filippo Meda, tandis que le marquis Cornaggia, député de Milan depuis 1904, puis M. Meda lui-même, élu en 1909 avec quelques amis, constituaient le premier noyau du groupe catholique de fait, sinon d'étiquette, qui dès lors, à chaque renouvellement du Parlement italien, n'allait plus cesser de s'accroître. En 1911, par suite de difficultés financières, l'*Unione* à son tour cessait de paraître; mais elle était bien vite remplacée par l'*Italia,* dont assumait la gestion un groupement constitué en 1907 sous le nom de *Société Éditrice Romaine* et qui après avoir fondé à Rome, au mois de juillet 1906, le *Corriere d'Italia,* avait déjà réalisé une entente politique et administrative avec l'*Avvenire d'Italia* et le *Momento.* Il se trouvait donc, ayant acquis aussi l'*Italia,* à la tête de quatre grands organes quotidiens dans quatre des principales villes d'Italie, et bientôt d'un cinquième, moins important, le *Messaggero toscano,* fondé à Pise en 1912 sur le désir du cardinal Maffi [2].

Présidée successivement par M. Benucci, qui

1. Durant quelques années encore, avec la même rédaction que l'*Unione*, le titre de l'*Osservatore cattolico* fut conservé par une petite revue hebdomadaire, qui a maintenant disparu.

2. Le *Corriere di Sicilia,* publié à Palerme, eut aussi, pendant quelques années, des liens étroits avec la S. E. R. mais ne lui appartint jamais en propre, et certaines manifestations de loyalisme exagéré envers le pouvoir civil, imaginées par son directeur, contraignirent ce journal à cesser sa publication, bien qu'à certain moment son succès eût été si vif qu'il avait été bien près d'atteindre un tirage supérieur à celui du *Corriere d'Italia* lui-même.

administra longtemps, de façon remarquable, les finances de la ville de Rome, puis par le prince Ludovico Chigi Albani, la S. E. R. eut toutefois pour cheville ouvrière et constant animateur un seul homme : le comte Giovanni Grosoli-Pironi, qu'un décret royal, tardif hommage rendu à son mérite, vient d'appeler au Sénat italien.

Circonstance curieuse et digne d'être notée : comme Rocca d'Adria, mais avec une tout autre envergure et une admirable dignité morale, le créateur de la grande presse catholique italienne descend d'une famille israélite. Né à Carpi en 1859, Giovanni Grosoli passa les années de sa jeunesse à Ferrare où il se donna tout de suite à l'action religieuse. Grâce à lui les catholiques remportent des victoires significatives aux élections communales et provinciales; d'innombrables œuvres de bienfaisance, des instituts de crédit trouvent en lui un collaborateur infatigable. En 1902 Léon XIII l'appelle à la présidence de l'*Opera dei Congressi,* à la place du comte Paganuzzi, démissionnaire, et le comte Grosoli paraît un moment l'homme providentiel capable de ramener la paix entre les groupes alors rivaux et si violemment agités qui se disputaient la direction suprême de l'action catholique italienne. Énergiquement soutenu par le Saint-Siège et apprécié de tous ses collègues pour sa droiture de caractère, son invariable égalité d'humeur et la fermeté de ses principes, il avait aussi l'heur de plaire aux jeunes. Au lendemain de sa nomination, Romolo Murri écrivait de lui : « L'intérêt de l'Église, de notre pays, de la démocratie elle-même exige que le comte Grosoli, et son principal collaborateur, le comte Medolago Albani, hommes actifs et généreux qui surent com-

prendre les jeunes et en méritèrent la confiance, aient toute notre collaboration, sans réserves et sans murmures[1]. »

Mais ce ne fut là qu'une brève idylle. Bientôt, autour du nouveau président de l'*Opera dei Congressi,* surtout après la mort de Léon XIII, allaient recommencer les turbulences des uns et les intrigues des autres et, malgré ses éminentes qualités, le comte Grosoli, tiraillé en sens divers, voyait ses efforts de conciliation infructueux lorsque, le 19 août 1904, une note de l'*Osservatore romano,* désapprouvant une de ses circulaires aux associations catholiques, provoqua sa démission que suivit, à peu de distance, une lettre de dissolution de l'*Opera dei Congressi,* signée du cardinal Merry del Val.

Délivré d'un fardeau écrasant, le comte Grosoli n'allait pas rester inactif. Deux années après, nous l'avons dit, il fondait le *Corriere d'Italia* et jetait les bases de la *Société Éditrice Romaine.* Qu'était au juste ce nouvel organisme? A la fois une affaire — il le fallait bien — et une grande entreprise de pénétration des masses par l'idée catholique. Son principe directeur, élément de force qui parfois devint un élément de faiblesse, était dans une organisation très centralisée, aussi bien financièrement que moralement. Non seulement chaque journal suivait une ligne politique commune, mais il recevait de Rome ou de Bologne les principaux articles à insérer; les correspondances de l'étranger étaient d'abord soumises au contrôle du siège central, de même que le texte des éditoriaux rédigés dans chaque direction locale. Ainsi l'unité de vues était rigoureusement

1. *Battaglie d'oggi,* vol. IV.

assurée, les journaux de la S. E. R. pouvaient en certains moments difficiles, par exemple en cas de grève des typographes dans telle ou telle ville, se remplacer l'un l'autre pour continuer le service aux abonnés, mais il n'existait plus, à proprement parler, qu'une direction et des sous-directions, ce qui devait nécessairement éliminer de celles-ci les hommes éminents, soucieux d'une certaine indépendance intellectuelle. D'autre part le contrôle, qu'il eut été impossible au comte Grosoli d'exercer en personne, était dévolu à des sous-ordres, qui plus d'une fois justifièrent assez mal sa confiance.

Les mêmes inconvénients se reproduisaient sur le terrain administratif où la gestion centralisée, remise en des mains inexpérimentées, eut des conséquences désastreuses. Elle aurait peut-être amené la ruine de la Société si le comte Grosoli, avec une inlassable générosité, n'avait prélevé sur sa fortune personnelle, à diverses reprises, des sommes considérables pour combler les déficits des bilans, et si plus tard le *Banco di Roma,* réorganisé par des catholiques sociaux et redevenu prospère après une période de mégalomanie politico-financière qui ébranla fortement sa situation, n'avait trouvé le moyen d'assister très efficacement la S. E. R. Enfin l'on n'a pas oublié les censures dont plus d'une fois, sous le Pontificat de Pie X, les journaux du « Trust » — ainsi qu'on appelait d'ordinaire la S. E. R. — furent l'objet de la part du Saint-Siège pour leur esprit d'adaptation au régime politique de l'Italie et leur insuffisante rigidité dogmatique[1]. Employant de nombreux rédacteurs, dont la plupart étaient de

1. Voir appendice II.

bons professionnels, mais n'avaient qu'une culture théologique rudimentaire et devaient pourtant traiter de délicates questions politico-religieuses, quelques errements de ce genre étaient presque fatals et pour les éviter il eut fallu ou renoncer à créer de grands journaux d'information ou, parmi les journalistes de profession, n'avoir qu'à choisir entre des hommes de vaste culture et de doctrine impeccable, comme en peuvent offrir certains ordres religieux. On voit assez que le journalisme n'en produit ni n'en retient guère. Le problème qui s'offrait aux dirigeants de la S. E. R. était donc insoluble, formulé dans toute sa rigueur. Pendant la guerre et depuis l'armistice il est évident que, plus d'une fois encore, l'attitude d'une grande partie de la presse catholique italienne eût pu donner prise à des critiques justifiées du point de vue théologique, notamment par les excès nationalistes auxquels elle s'est laissé aller. Au demeurant, il n'est guère douteux pourtant que la création de la S. E. R. a rendu en Italie de grands services à la cause catholique et que ses avantages l'emportent sur ses inconvénients, principalement depuis que d'opportunes réformes intérieures lui ont donné plus de souplesse.

En 1914, les épreuves morales, sinon les difficultés matérielles de la S. E. R., allaient avoir un terme. Dès le 31 octobre de la même année, l'évêque de San-Miniato, Mgr Falcini, avait pris l'initiative d'écrire au cardinal Gasparri pour lui exposer le désir de ses prêtres d'arrêter l'envahissement de la mauvaise presse au moyen d'une diffusion plus large des journaux de la S. E. R., si toutefois ils pouvaient le faire en toute tranquillité de conscience et si la note de la Secrétairerie d'État, en date du 2 décembre 1912,

qui déclarait ces journaux non conformes aux directions pontificales, « n'avait pas le sens et la valeur d'une prohibition ». Le 6 novembre suivant, le cardinal Gasparri répondait à Mgr Falcini : « Après en avoir dûment référé au Saint Père, je remplis la mission pontificale de vous faire savoir que l'*Avertissement* dont vous parlez n'a pas eu le caractère d'une prohibition. »

La cause était désormais jugée et les catholiques italiens allaient s'employer dorénavant avec un zèle infatigable à répandre et à perfectionner leur presse quotidienne ou périodique et spécialement les journaux du « Trust ». A Milan, à Turin, à Bologne, à Pise, à Rome enfin, les réunions de propagande *Pro-Italia, Pro-Momento,* etc., se succédaient, hautement encouragées par les autorités religieuses de ces différentes villes et souvent présidées par l'archevêque en personne ou par son représentant. Le 25 mars 1915, répondant à une suggestion du cardinal Maffi, S. S. Benoît XV instituait l'*Œuvre Nationale de la Bonne Presse,* placée sous le patronage de saint François de Sales et sous la direction d'un président nommé par le Saint-Siège, assisté de dix conseillers choisis par le président et pareillement approuvés par Rome. Destinée principalement à favoriser la diffusion et à pourvoir aux besoins des journaux ou périodiques d'un caractère *national* — organes d'œuvres catholiques de piété, de propagande, d'éducation, etc., incapables de se suffire à eux-mêmes, et pourtant d'une utilité réelle — l'*Œuvre de la Bonne Presse* allait bientôt voir surgir à ses côtés le *Secrétariat de presse* fondé par l'*Union populaire*[1]

1. Le *Segretariato pro-stampa* fut confié lors de sa création à Don Giulio de Rossi — prêtre à l'âme d'apôtre et journaliste de première

et qui avait pour but d'établir la liaison entre les différents journaux de province et le centre directeur de l'action catholique.

A la fin de 1916, une transformation advenait en outre au sein même de la S. E. R. (qui prenait le nom d'*Unione Editoriale Italiana*) dont le but principal était de donner à chacun de ses cinq organes une plus grande autonomie, qui leur permettrait de refléter plus étroitement la couleur du milieu local.

A cette occasion, le Conseil d'administration de l'U. E. I. réaffirmait ses buts et ses méthodes en des termes qui valent d'être rappelés :

« Tirant nos forces — disait-il — d'un dévouement illimité envers le Saint-Siège et du contact toujours plus étroit avec les masses catholiques italiennes organisées ou à organiser; promouvant l'influence chrétienne dans l'administration, dans la consommation, dans l'économie, dans le travail; patronnant toute initiative venue de nous ou d'autrui qui puisse contribuer honnêtement à la grandeur du pays, à la culture nationale, à l'harmonie des classes, au soulagement et à l'élévation du peuple; employant la polémique avec une dignité tempérée mais très ferme; tenant haut le drapeau des principes, nous employant à leur service, tenant compte quand il convient de l'opportunité, fuyant par amour de la vérité et du bon sens tout excès, même généreux, nous exercerons notre activité de journalistes avec cette unité de direction qui doit exprimer dans tous nos organes la puissance d'une voix commune et avec cette liberté, pour chaque journal, de développements particuliers et locaux qui

valeur professionnelle, qui rédigeait déjà le bulletin bi-mensuel de l'*Union populaire* : la *Settimana sociale*, et occupe aujourd'hui le poste de directeur du bureau de presse du *Parti populaire italien*.

doit faire sentir efficacement quel avantage il y a dans la variété jointe à l'unité[1]. »

Cette déclaration était signée de 19 noms, parmi lesquels ceux de Grosoli, Giannotti, Cornaggia, Crispolti, des députés Bertini, Longinotti et Rodino[2], du comte Santucci, président du Conseil d'Administration du *Banco di Roma* et, depuis le 7 octobre 1919, sénateur du Royaume, de Don Luigi Sturzo, alors secrétaire général de la *Giunta direttiva del l'Azione cattolica,* en un mot des hommes les plus en vue du mouvement catholique italien, montrant clairement que ceux-ci reconnaissaient dans les journaux de l'ancienne *Société Editrice Romaine* les instruments de pénétration les plus efficaces pour les idées qui leur sont chères.

Mais, malgré les appuis financiers dont nous avons parlé, malgré la marche ascendante des abonnements, malgré le développement d'une publicité honnête, le prix croissant du papier et de la main-d'œuvre n'allait bientôt plus permettre à l'U. E. I. de continuer l'exploitation de ses journaux sans rechercher des ressources extraordinaires. Ces ressources furent assurées à partir de 1917 par une souscription annuelle qui obtint dès l'abord des résultats inespérés.

On avait voulu, la première année, faire de cette souscription, particulièrement à Milan, une réplique à la souscription permanente de l'*Avanti* et à celle du *Popolo d'Italia,* les deux organes socialistes

1. *Corriere d'Italia. Italia,* etc., 10 novembre 1916.

2. Respectivement sous-secrétaires d'Etat aux Travaux publics, au Travail et ministre de la Guerre dans le ministère Giolitti. M. Longinotti a conservé son poste dans le cabinet Bonomi et M. Rodino est aujourd'hui garde des Sceaux.

milanais, l'un neutraliste, l'autre interventionniste mais pareillement anticléricaux. Le *Popolo d'Italia* notamment s'était distingué en 1917 par de furieuses attaques contre le clergé et plusieurs articles blasphématoires contre les objets les plus vénérés du culte catholique. A la fin de l'année la souscription de l'*Avanti* dépassait de peu 110.000 francs, celle du *Popolo d'Italia* atteignait à peine 100.000, tandis que l'*Italia* et le *Momento* avaient réuni chacun 125.000 francs environ, le *Corriere d'Italia* 115.000, l'*Avvenire d'Italia* près de 110.000 et le *Messaggero toscano* 24.000. L'ensemble des souscriptions versées à l'U. E. I. représentait donc un demi-million et ses quatre grands journaux — qui avaient eu l'ambition très noble et aussi très humaine, surtout en Italie, de se dépasser mutuellement en même temps qu'ils dépassaient l'*Avanti* et le *Popolo d'Italia* — obtenaient chacun davantage que l'un ou l'autre des quotidiens socialistes. Au cours des années suivantes une somme sensiblement égale fut réunie, qui a même, en 1920, approché 600.000 francs, grâce à l'essor nouveau que, par une politique, au vrai, assez discutable, a pris l'*Avvenire d'Italia* sous la direction de M. Paolo Cappa.

* * *

Nous nous sommes étendus un peu longuement sur la principale organisation de presse que possède l'Italie catholique, et qui depuis 1917 contrôle un sixième journal quotidien, analogue au *Messaggero toscano* : l'*Èsare,* de Lucques. Il serait injuste après cela de ne pas mentionner quelques-uns des journaux de moindre importance que l'*Italia* ou le

Momento, mais souvent aussi bien rédigés, par qui s'exerce, en divers centres provinciaux, une influence réelle au profit des idées chrétiennes. Parmi les plus dignes d'attention il faut citer le *Cittadino di Brescia* qui, dans cette forteresse du catholicisme organisé qu'est le pays brescian et entre les mains d'hommes comme MM. Montini, Longinotti et Bresciani, a souvent donné le branle aux initiatives les plus heureuses; le *Cittadino di Genova,* organe du marquis Crispolti et que dirigea longtemps M. Callegari, passé en 1918, sur le désir personnel de Benoît XV, à l'*Unità cattolica,* où il apporte une fermeté et une modération remarquables; le *Corriere del mattino,* de Vérone, qui, dans une note un peu différente de celle des journaux de l'U. E. I., groupe une jeune rédaction où ne manquent pas les personnalités vigoureuses; l'*Eco di Bergamo,* qui a souffert des dissensions survenues entre catholiques dans cette province de Bergame, naguère modèle de toutes les autres, aujourd'hui divisée, mais très forte encore; l'*Ordine* de Côme, le *Nuovo Giornale* de Plaisance, etc., sans parler d'un grand nombre d'organes hebdomadaires.

A côté de ces feuilles multiples et sans sortir du domaine de la presse politique, qui nous a occupé particulièrement ici, il faut enfin citer deux revues bimensuelles d'une haute tenue intellectuelle et d'une remarquable « technicité » : la *Politica nazionale,* fondée le 15 mai 1916 — vingt-cinquième anniversaire de l'encyclique *Rerum novarum* — par M. Meda qui, nommé peu après ministre des Finances, en céda la direction à M. Micheli (à son tour, depuis lors, ministre de l'Agriculture dans le cabinet Giolitti); et *Civitas,* également fondée à la

fin de 1919 par M. Meda dont cette revue, alor même que son nom n'y paraît pas, est restée l'or gane personnel. Elle a publié, au cours de l'anné 1920, une série d'articles oubliés ou inédits de Giu seppe Toniolo sur des questions d'économie; de commentaires remarqués de son directeur aux acte principaux de la vie ministérielle ou aux décision du Parti populaire italien, des études financières politiques ou sociales très creusées. Depuis sa fon dation le Parti populaire possède lui-même un heb domadaire, *Il Popolo nuovo,* que complètent dans les principaux centres de la péninsule d'autres petits organes du même genre. (*Il Pensiero popolare* à Turin, la *Libertà* à Florence, *Il Commento* à Milan, etc.) Quant à la *Confédération Italienne des Tra vailleurs,* à la *Confédération Coopérative Italienne* et à la *Confédération Nationale de Mutualité et de Prévoyance* — qui ont succédé, comme l'on sait, à l'ancienne *Union économico-sociale* — elles ont dans le *Domani sociale* un organe hebdomadaire commun qui a remplacé lui-même l'ancienne *Azione sociale,* mensuelle.

Peut-être le journaliste anonyme dont l'*Italia* publiait en 1916 les « Confidences » posthumes[1], exagérait-il quelque peu la valeur de la presse catholique italienne en attribuant, par exemple, à ses campagnes l'insuccès répété des tentatives faites au Parlement pour introduire le divorce dans la législation italienne. Rigoureusement disciplinée, à part quelques exceptions devenues négligeables, toujours prête à se dresser avec une véhémence sou tenue en face des manœuvres vraies ou supposées

1. *Le Confidenze di un giornalista, esumate da P. A. N.* (Milan, Tipografia Antonini, 1916.)

de l'adversaire, la presse catholique italienne dans son ensemble donne encore l'impression d'une unité de vues un peu factice, dérivant moins d'une forte pensée commune que d'une soumission aveugle à des consignes péremptoires. Tout en maintenant qu'elle est, dans son ensemble, supérieure à la presse française de même nuance, il faut reconnaître qu'elle révèle encore, sur certains sujets, ce manque de sérénité qui est souvent l'indice d'un manque de culture profonde. Telle quelle, elle a pourtant réalisé déjà de grands progrès depuis une vingtaine d'années et l'on peut aisément prévoir que les préoccupations intellectuelles qui s'accusent de plus en plus parmi les catholiques italiens, ainsi que le rôle important assumé par le Parti populaire dans la vie nationale, augmenteront chez les journalistes catholiques d'outre-monts le sentiment de leur responsabilité et, par voie de conséquence, leur souci de réflexion personnelle, de connaissance sérieuse des questions traitées, de prudence dans l'appréciation d'expériences sociales ou politiques insuffisamment étudiées, de dignité dans la polémique, de soumission en un mot, même en ce domaine parfois calomnié de la presse quotidienne, aux lois qui créent les pensées fortes et les entreprises durables.

IV

S. E. FILIPPO MEDA

Ce fut un jour glorieux pour les catholiques italiens que cette journée du printemps de 1916 où l'on apprit qu'afin de constituer un ministère « national », M. Boselli venait de confier le portefeuille des Finances au leader encore jeune du petit groupe parlementaire des « catholiques députés ». Nul, d'ailleurs, n'était plus capable que M. Filippo Meda de comprendre, en dehors de toute vue mesquine d'ambition personnelle, l'opportunité du geste qui lui donnait part à la direction des affaires publiques, et de s'efforcer à mériter par un travail inlassable, dès son entrée en fonctions, l'estime de ses collègues et la confiance du pays. En trois jours 1500 télégrammes arrivèrent de tous les points de l'Italie à l'adresse du nouveau ministre — manifestation de sympathie telle que l'office postal de la Chambre des députés n'en avait jamais enregistrée.

Ainsi venait à s'affirmer, au premier plan de la vie nationale italienne, une personnalité encore peu connue en France mais qu'un passé déjà fécond assurait d'un plus brillant avenir, et qui allait ménager à son parti l'une des raisons pratiques de ses futurs succès.

Né à Milan, le 1er janvier 1869, d'une famille de modestes commerçants, M. Filippo Meda, comme tant d'autres hommes qui consacrèrent ou consacrent leurs forces à la défense de l'Église et des principes chrétiens, accomplit toutes ses études dans les écoles d'État.

En 1889, encore étudiant, il fonde avec quelques amis le *Cabinetto cattolico milanese,* centre d'abord modeste de réunion, de conversation et de travail, qui subsiste toujours et possède aujourd'hui, sur la place du Dôme, un vaste local où s'assemble la direction diocésaine. Meda est l'âme de la jeunesse catholique lombarde. Tout de suite il se révèle écrivain d'une fécondité extraordinaire et ses initiatives dans le domaine du journalisme mériteraient, à elles seules, un article pour être étudiées en détail. Il est impossible de les énumérer toutes. C'est d'abord le *Foglietto volante,* petite feuille mensuelle de quatre pages dont l'abonnement coûte 50 centimes et dont il est, sous des pseudonymes divers, le seul rédacteur ou peu s'en faut; puis, en 1891, l'*Elettore cattolico,* organe à périodicité irrégulière de l'Association des électeurs catholiques, où déjà Meda montre nettement l'orientation de son esprit et qui vit quelques années. Parallèlement, il lance la « Petite Bibliothèque scientifico-littéraire », recueil de biographies de catholiques illustres et d'études critiques. Il y publie lui-même la vie de Daniel O'Connell, de Windthorst, du cardinal Lavigerie; remontant dans le passé, il évoque les figures de saint Louis de Gonzague, de saint Philippe de Néri et de Savona-

role ; il étudie la Béatrice de Dante et l'épisode du comte Ugolin, à côté des *Souvenirs politiques* de Marco Minghetti.

En même temps, il collabore à une foule d'« Echos » obscurs, aujourd'hui disparus, et se donne passionnément à la propagande orale, sans parler de celle qu'il décrit avec pittoresque dans un des premiers numéros du *Foglietto volante :*

« Avez-vous de bons journaux, des feuilles de propagande, des opuscules, des numéros d'étrennes catholiques? Eh ! bien, gardez-en toujours en poche. Vous allez dans une maison? Sans vous faire remarquer, laissez-en quelques-uns dans le salon, dans le bureau, dans l'antichambre. Vous prenez une voiture? Oubliez-en une paire ; le premier qui montera après vous la trouvera ou même le cocher, et ils seront lus. Vous voyagez? Avant de descendre de wagon, mettez-en un ou deux dans le filet aux bagages et si un train passe à côté de vous, jetez-en par les fenêtres ouvertes, quelqu'un les ramassera. Passez-vous la nuit à l'hôtel ? Eh ! bien, dans les tiroirs de la commode ou de la table de nuit, il y a toujours place pour un imprimé, et votre successeur en profitera ; puis n'oubliez pas qu'il y a là salle de lecture et que là, entre les numéros du *Secolo* et du *Figaro*, peut se trouver, comme oubliée, une feuille catholique. Enfin, ne sortez-vous jamais des murs de votre ville? Eh ! bien, laissez-en tomber par terre, mettez-en sur les bancs des jardins publics, sur les tables des cafés : quand même ils n'arriveraient qu'entre les mains du chiffonnier, ils pourraient susciter une bonne pensée, redresser une idée. Et que celui qui veut rire, rie. Si nous étions tous des garçons ainsi faits, on verrait un peu si nous ne parviendrions pas, bon gré, mal gré, à faire lire notre papier! Les partis d'action populaire se sont toujours servis de ces moyens qui semblent ridicules, et qui sont au contraire de saintes industries, de nobles expédients. »

Tout ceci n'empêchait pas Filippo Meda de poursuivre brillamment le cours de ses études. En 1891, il obtient la *laurea*[1] ès lettres à l'Académie scientifico-littéraire de Milan et, après avoir fait un an de volontariat dans l'armée, termine son droit en 1893 à l'Université de Gênes. En 1896, il se marie et ouvre un cabinet d'avocat.

Parallèlement, les manifestations de son activité littéraire et journalistique s'amplifient. Il collabore assidûment aux deux grandes revues catholiques italiennes, la *Scuola cattolica* et la *Rivista internazionale di scienze sociali*, abordant les sujets les plus variés : corporations milanaises d'arts et métiers, moralité chez les sauvages, Papauté, vie du musicien Ottavio Rinuccini, apostolat d'Ozanam, romans de Fogazzaro, conversion de Brunetière, etc. Plus tard, il écrira également dans la *Rassegna Nazionale* et la *Nuova Antologia*, approfondissant en chercheur et en croyant les conséquences de l'édit de Milan, s'arrêtant aux noms glorieux de l'histoire ecclésiastique ou civile lombarde : Ambroise, Charles Borromée, la bataille de Legnano, illustrant l'activité politique et sociale de Garcia Moreno, d'Auguste Beernaert et du comte de Mun[2].

Mais c'est au journalisme que Filippo Meda, avant comme après son entrée dans la carrière politique, devait consacrer la plus grande part de son activité

1. Diplôme de fin d'études supérieures, qui correspond à peu près à notre licence.

2. La plupart de ces études ont été réunies en un fort volume sous le titre *Nella storia e nella vita* (Florence, Libreria editrice fiorentina, 2e édn, 1914). En juin 1921, à l'occasion de ses noces d'argent, M. Meda vient de publier un second volume d'essais historiques : *Uomini e tempi* (Milan, Volontari) qui contient les portraits d'Auguste Beernaert, du comte de Mun, du chancelier von Hertling, de Giuseppe Toniolo et de quelques autres personnalités italiennes.

et de son talent. Dès les années 1890 et suivantes, il prend, dans la rédaction de l'*Osservatore cattolico* quotidien, une place de plus en plus éminente et sous son influence les idées intransigeantes et conservatrices de Don Albertario, directeur de l'*Osservatore,* s'orientent dans le sens où l'on pouvait dès lors prévoir que le Vatican lui-même s'orienterait : celui de l'action sociale, prélude d'une action politique que Pie X, à partir de 1905, laissera s'organiser. Pendant sept ans, dans le champ ouvert par l'encyclique *Rerum Novarum,* le groupe de Filippo Meda travaille avec ardeur et multiplie le nombre des associations catholiques. Puis éclatent les troubles et la répression de 1898 où socialistes et démocrates chrétiens encourent les rigueurs intempérées des tribunaux d'exception. Don Albertario est arrêté et emprisonné à Finalborgo. Filippo Meda s'exile volontairement à Parme où il attend que la tourmente soit passée auprès de son ami, Giuseppe Micheli.

Le calme revient et la mort prématurée de Don Albertario, peu de mois après sa libération, fait de Meda le directeur de l'*Osservatore cattolico*. Excellent organe national de culture et de préparation politique, ainsi qu'on l'a appelé justement, il ne répondait plus toutefois aux exigences de l'information moderne. Meda le sentait mais ne pouvait facilement y remédier. La fondation de l'*Unione,* dont il demeura directeur pendant cinq ans, lui mit entre les mains un meilleur instrument, en attendant que la création de la S. E. R. et de l'*Italia* fussent venues perfectionner encore les moyens d'influence de la presse catholique italienne.

Mais déjà à ce moment, Meda appartenait à la Chambre des députés, où l'avait envoyé en 1909, par

une élection triomphale, la circonscription de Rho, dans la banlieue milanaise, et où tout de suite il allait prendre une part très active aux travaux parlementaires, s'affirmer comme un chef[1]. Membre depuis 1902 du Conseil provincial, organisme qui ressemble beaucoup à notre Conseil général, il en est élu vice-président en 1910, puis en 1912, président. Certains disent que de cette présidence, — qui n'est pas en effet un mince honneur vu l'importance de la province, la plus riche et la plus peuplée du royaume, — Filippo Meda est encore plus fier que de son mandat de député et peut-être aujourd'hui de son titre d'Excellence. Rien n'apparaîtrait plus naturel chez le partisan convaincu et l'inlassable défenseur des libertés locales contre l'emprise du pouvoir central qu'est M. Meda.

Nul, avons-nous marqué, n'était plus capable que lui de comprendre l'évolution qui devait porter les catholiques à jouer un rôle d'importance croissante dans la vie nationale. C'est qu'en effet, si nul ne possède des principes plus fermes en matière religieuse, politique et sociale que l'ancien directeur de l'*Osservatore cattolico,* nul ne dispose d'une plus souple faculté d'adaptation aux circonstances, une fois les principes sauvegardés. Dans une forme d'action donnée, ce qu'il considère toujours, ce n'est pas la forme elle-même, mais le but à quoi elle tend, et de ce point de vue aucun effort sincère ne lui paraît perdu, lors même qu'à une tactique, une dénomination, un programme, il convient d'en substituer

1. Au cours de la vingt-troisième législature (1909-1913), M. Meda intervint dans trente-deux discussions sur les sujets les plus variés, depuis la crise cotonnière et le monopole des assurances jusqu'à la défense de la moralité publique, de la liberté d'opinion des instituteurs et aux influences maçonniques dans l'armée.

d'autres pour ne pas demeurer sur des positions devenues indéfendables.

A propos d'un jugement d'Édouard Drumont où le directeur de *la Libre parole* notait, au lendemain de la mort du comte de Mun — résumant par là l'opinion d'un grand nombre de contemporains — que son programme de rénovation sociale de la France avait échoué, Filippo Meda écrivait :

« C'est vrai ; pourquoi le nier? et nous pouvons croire à son échec, malgré la guerre, malgré l'illusion de ceux qui rêvent d'une France régénérée par un baptême de sang, conduite par le repentir à Reims, à Domremy ou à Lourdes; et il faut reconnaître aussi qu'il a échoué dans d'autres nations. Mais l'importance du mouvement social chrétien — les historiens de demain le constateront — ne doit pas être recherchée dans ses résultats immédiats et extrinsèques, mais bien dans la préparation intime de la société religieuse aux formations politiques et économiques que nous réserve l'avenir. De ce point de vue, on peut écrire d'Albert de Mun que sa pensée aura peut-être une efficacité beaucoup plus grande dans l'avenir qu'elle ne l'a eue dans la période active de sa formation et de sa diffusion. »

Attaqué par un groupe de jeunes démocrates-chrétiens pour les déclarations analogues que contenait le premier numéro de la *Politica nazionale*, et accusé par eux de faire le jeu des conservateurs, M. Meda répondait, quelques jours à peine avant son entrée dans le ministère Boselli :

« La *Politica nazionale* n'est l'indice d'aucune formation de groupe nouveau, et d'autant moins d'un groupe conservateur; elle n'est pas davantage un étendard pour la démocratie chrétienne : la *Politica nazionale* croit que *conservatorismo* et démocratie chrétienne sont des désigna-

tions vieillies, et c'est pourquoi elle ne s'attache ni l'une ni l'autre. Elle est au contraire un périodique qui expose et discute les questions politiques dans le sens le plus large, en se référant aux intérêts sociaux, économiques, moraux et religieux du pays, et suivant des directions constitutionnelles progressistes. »

Il y a certainement une parenté entre cette absence de préjugé politique, qui poussait récemment M. Meda à considérer avec sympathie même certaines prétentions du parti fasciste[1], et le sentiment de sécurité qu'il manifeste en face du problème religieux. Il n'est pas plus troublé par le succès variable des formules sociales qu'il ne l'a été par les confuses aspirations un moment condensées dans le modernisme. Sa souplesse d'esprit se double d'une défiance instinctive envers les recherches inquiètes qui, en compliquant le travail de la pensée, la rendent moins susceptible d'assurer l'équilibre de la vie. Et l'on ne s'étonne pas qu'il dénonce un élément morbide chez Fogazzaro, dont sa jeunesse avait goûté le charme, mais qu'il déclare moins aimer depuis que le diligent biographe de l'écrivain vicentin, grâce aux confidences et aux notes intimes du maître, a rendu palpable combien « lui demeuraient au cœur toutes les voix de la terre, dans les veines et dans les nerfs toutes les sensibilités du poète, au fond de l'âme, comme les sirènes aux profondeurs de la mer, tant de chants de créatures sans nom ; [et qu'] en lui l'idéal chrétien ne pouvait vaincre que

1. Exprimées dans le *Popolo d'Italia* par M. Agostino Lanzillo qui exposait que le fascisme pourrait, en abandonnant l'usage de la violence et en précisant sa doctrine, devenir l'interprète des classes moyennes comme le parti socialiste l'était de la majorité des ouvriers et le parti populaire, des paysans. Cf. Filippo Meda : *Il fascismo di domani*. (*Corriere d'Italia*, 31 mai 1921.)

lentement, dans une lutte intime avec la sensualité, qui sera la raison de son inquiétude mystique et le secret de son art douloureux[1] ».

Certes, de ce que sa foi ferme semble n'avoir jamais connu certains scrupules et certaines inquiétudes d'âmes délicates qui ne sont point toujours victimes, comme Fogazzaro, d'une sensibilité un peu trouble, on ne pourrait conclure que M. Meda appartient à la famille des « politiques » selon Péguy qui, en délaissant la « mystique », s'éloignent des sources même de toute vérité. Il a, au contraire, mis plus d'une fois en valeur que sans une qualité spéciale de connaissance religieuse, les plus remarquables dons d'artiste ou d'homme d'action ne pouvaient former un génie complet, et rappelant le mot profond de Federico Persico que « nous manquons d'hommes comme Dante parce que nous n'avons pas et nous ne soucions pas d'avoir un saint Thomas », professé qu' « il n'est jamais inefficace, au milieu de l'indifférence d'une grande partie du monde contemporain pour les problèmes de l'esprit,... de relever l'hommage qui leur est rendu, non seulement par l'assentiment aux définitions dogmatiques et disciplinaires, mais par l'exercice assidu de l'intelligence dans la recherche historique et scientifique, dans la discussion et, au besoin, dans la critique[2] ». Précisant davantage encore le problème sur le terrain pratique, il affirmait un peu plus tard la nécessité pour le catholique qui ambitionne un rôle dirigeant de mettre sa culture religieuse au niveau de sa

1. Tommaso Gallarati Scotti, *op. cit.* — Cf. Filippo Meda, *La vita di Antonio Fogazzaro di T. Gallarati Scotti* (*Vita e Pensiero*, 30 mai 1920).

2. Filippo Meda, *L'ultimo dei neoguelfi: Federico Persico* (*Rassegna nazionale*, 1er et 16 mai 1919, et *Uomini e tempi*).

culture professionnelle, aussi bien afin de répondre à un devoir envers soi-même qu'envers les hommes qu'il est appelé à guider[1]. Et de même qu'il avait constaté « toujours plus rare, jusqu'à faire considérer comme des exceptions ceux qui savent encore la réaliser », l'harmonie supérieure entre les dons de l'homme d'État et les facultés de l'écrivain, il notait avec regret combien l'étude de la religion était négligée en Italie par les classes supérieures et même combien arriérées y demeuraient les méthodes apologétiques.

De telles paroles acquièrent une autorité particulière sur les lèvres d'un homme qui, pour sa part, a su réaliser cette fusion harmonieuse des connaissances et des aspirations les plus diverses; qui, durant le temps même qu'il passa aux ministères des Finances et du Trésor, trouva le loisir de publier de remarquables études historiques ou critiques; et qui fait partie du Comité promoteur de l'Université catholique de Milan. Mais tandis qu'il écrivait ce plaidoyer en faveur de la culture religieuse, M. Meda marquait parallèlement sinon ses secrètes préférences, tout au moins ses craintes qu'un brusque développement de la spéculation proprement dite

1. « Qui nous justifierait — écrivait M. Meda — si ayant gardé notre foi dans les limites étroites de propositions sommaires et d'habitudes acquises, nous la disions incapable de répondre aux exigences les plus raffinées de notre vie psychique? Personne; car nous serions coupables de n'avoir pas demandé à la foi elle-même tout ce qu'elle pouvait nous donner si seulement nous nous étions prêtés à en approfondir la vérité, à en découvrir et à en illustrer les rapports avec l'ordre intellectuel et moral. » (*Coltura e coltura-Corriere d'Italia*, 19 novembre 1919.) Estimant sans doute qu'une idée bien développée une première fois n'a pas besoin de l'être en d'autres termes pour le seul motif qu'on la reprend quelques mois ou quelques années après, M. Meda a transporté, sans y rien changer, suivant un procédé habituel chez lui, presque toute la substance de cet article dans une étude un peu plus longue sur le même sujet : *Lo studio della religione* (*Civitas*, 16 juin 1921).

n'amoindrît chez beaucoup de jeunes catholiques italiens, qui ne seraient pas assez forts pour boire cette liqueur enivrante, la vigueur nécessaire aux tâches pratiques immédiatement urgentes.

Éternelle opposition de la pensée et de l'action, que le génie sait résoudre sans doute et aussi la sainteté, mais qui demeure l'écueil de tant de natures incomplètes et que M. Meda avait peut-être raison de signaler à nouveau!

« Une foi traditionnelle, acceptée dans ses postulats essentiels, pourra être faible, inféconde, mais demeure presque toujours sereine; une foi approfondie, au contraire, portée comme discipline intellectuelle au niveau de la science profane et comme discipline pratique dans la bataille sociale, sera peut-être un péril et un tourment. »

Telle est l'objection. Et voici la réponse qu'y fait M. Meda après avoir indiqué aux jeunes quelques principes simples — d'ordre surtout pragmatique — pour se persuader de la vérité du christianisme sans avoir besoin de scruter ses origines et ses raisons :

« Devant les jeunes, d'ailleurs, toujours ouverts aux suggestions de la nouveauté, toujours sensibles aux vibrations et aux oscillations du milieu, s'ouvre une période historique où il est fort probable que la crise de la culture, et spécialement de la culture religieuse, s'épuisera en se confondant avec une crise mondiale qui invertira tous les principes de la civilisation humaine, violemment battus en brèche et ébranlés jusqu'en leurs fondements. Nous avons aujourd'hui bien autre chose à faire qu'à discuter et à douter; nous avons à retrouver dans notre doctrine et dans notre morale une efficacité pratique, qui rétablisse et réordonne les rapports sociaux; car la religion portée, avec ses vérités constantes et ses lois éternelles, dans les compétitions d'intérêts

terrestres, pourra être encore une grande force de reconstitution, l'unique force peut-être.

« Sous cet aspect le problème de notre culture n'a pas à craindre une crise qui se résoudra en laissant à nos neveux un milieu rajeuni, aéré, purifié, sans que rien de la vérité substantielle, patrimoine intangible gardé par l'Église du Christ, soit détruit ou diminué : ce qu'il faut craindre est l'insuffisance qui, d'aventure, pourrait résulter de la faible pénétration des vérités spirituelles dans notre esprit, à laquelle correspondrait, par une loi en quelque sorte mécanique, une énergie de propulsion et de diffusion également faible[1]. »

« Esprit accommodant et équilibriste », disaient de M. Meda les jeunes démocrates-chrétiens dont je parlais tout à l'heure. Esprit qui sait voir tous les aspects d'une question, serait-il plus juste de dire, et dont il est impossible, au reste, de suspecter la sincérité. Si des contradictions se rencontrent dans sa carrière déjà longue d'homme public, elles ne portent que sur des points de détail. Mais les grandes lignes de son action concordent entre elles.

Ces grandes lignes, il convient maintenant de les préciser, sinon en toutes les matières où M. Meda a eu l'occasion de prendre parti, du moins touchant les trois questions qui nous semblent capitales pour le juger : celles du rôle des catholiques dans l'État italien, de la guerre européenne et des problèmes financiers de l'après-guerre. L'influence de M. Meda dans son pays et dans son parti, la place exacte qu'il y occupe, ressortiront tout naturellement de cette triple analyse.

1. *A proposito di cultura religiosa* (*Civitas*, 16 juillet 1921).

*
* *

Alors que Romolo Murri, à l'apogée de sa popularité parmi les démocrates-chrétiens, préconisait l'abstention électorale absolue et rêvait de ramener l'Église aux traditions médiévales en soutenant, dans ses *Battaglie d'oggi,* qu'elle devait prendre nettement position contre l'État laïque et athée par définition, Filippo Meda, qui croyait à l'alliance non seulement possible, mais nécessaire du catholicisme et de la société moderne, sincèrement démocrate, lui aussi, mais ennemi de tout excès, se trouva en opposition formelle avec celui qui, une fois sorti de l'Église, devait retourner contre elle sa théorie et prêcher l'asservissement de l'Église à l'État. La défection de Murri se trouva contribuer de façon négative, en quelque sorte, au triomphe des idées de pénétration de Meda, comme l'évolution de l'intransigeant Don Albertario les avait servies dix ans plus tôt de façon positive.

Il est extrêmement intéressant de relire aujourd'hui les écrits de jeunesse où les tendances du futur ministre catholique de la monarchie de Savoie se font jour, généralement avec une grande netteté : ainsi, dans le petit opuscule publié par Meda en 1898, réédité en 1901 et intitulé : *Vade-mecum du propagandiste catholique*. Il contient, sous forme de demandes et de réponses, une sorte de « catéchisme » politique et social à l'usage des catholiques, qui présente, sans aucune parure littéraire ni balancement d'idées, l'ossature de la doctrine préconisée par l'auteur lui-même et par ses amis.

On y distingue, combinés à doses égales, le plus

profond respect pour les volontés du Saint-Siège et le plus ardent désir de participer à tous les organes de la vie nationale. Dans l'*Elettore cattolico*, Filippo Meda ne se lasse pas de répéter les paroles de Pie IX, adressées aux membres du IIIe Congrès catholique réunis à Bologne et les incitant en termes explicites à *provoquer et favoriser* l'élection aux charges administratives, municipales et provinciales, d'hommes religieux, en même temps que susceptibles de servir le bien public. Mais après les troubles de 1898 et les vexations infligées aux catholiques par le pouvoir civil, un regret, toujours déférent, s'exprime, au milieu des mots amers qu'arrache à Meda la tristesse de l'heure, de voir encore une fois déçue l'espérance d'une révocation par le Souverain Pontife de la défense d'accéder aux urnes politiques.

D'où venait à Filippo Meda ce désir ardent que les catholiques eussent part aux affaires de l'État? Uniquement de la conscience aiguë qu'il possédait qu'en l'absence de contrepoids efficace aux utopies libérales, s'élaborait une législation funeste aux intérêts de la patrie comme de la religion, en matière scolaire notamment, et que, pour vivre et prospérer normalement, le nouvel État devait éliminer le vice radical de son origine en se réconciliant avec l'Église et en restant fidèle, suivant la lettre et l'esprit de sa charte constitutionnelle, aux traditions chrétiennes du pays. L'article premier du statut promulgué en 1848 par Charles-Albert et qui régit aujourd'hui encore le royaume d'Italie, ne dit-il pas en effet : « La religion catholique, apostolique et romaine est la seule religion de l'État. » De la non-observation pratique de ce solennel engagement vis-à-vis du

peuple italien dérive la plus grande part des maux qui ont entravé son essor depuis 1870. Telle était la conclusion qu'on pouvait tirer déjà d'une conférence où, le 27 janvier 1898, à l'occasion du cinquantenaire de la promulgation du statut, Filippo Meda faisait à Milan la critique impitoyable, et pourtant vibrante de patriotisme, des conditions vraiment très douloureuses, et reconnues par tous, où se trouvait alors l'Italie. Depuis lors, celle-ci a progressé sans doute matériellement, consolidé son crédit, renouvelé ses grands services publics, développé son industrie, affermi son prestige international. Mais a-t-elle beaucoup gagné quant à la moralité politique ? A-t-elle éliminé les causes profondes de stagnation intellectuelle et sociale d'une part encore très grande de sa population? Et, si non, ne peut-on adresser aucun reproche aux partis qui la gouvernent, tous plus ou moins antireligieux? Nous serions fort étonnés que M. Meda pensât sur ce point autrement qu'en 1898.

Il l'affirmait, d'ailleurs, en termes d'une singulière élévation qui consacrèrent sa réputation d'orateur et lui gagnèrent l'estime de toute la Chambre, dans le premier grand discours politique qu'il y prononça, le 29 avril 1910, en réponse aux communications du nouveau ministère Luzzatti.

« Assurément, proclamait-il, les vicissitudes historiques à travers lesquelles s'est accomplie la constitution de l'État italien et s'est élaboré le nouveau droit public rendent, et rendront pour longtemps encore peut-être, impossible la réalisation d'un dessein que nous conservons au cœur comme un vœu, et que nous suivons comme une directive générale : le dessein de voir les États modernes et l'Église, non plus sous forme de compromis et d'humiliantes concessions réciproques, mais par une noble et

digne collaboration contenue dans les limites de leurs fonctions respectives, développer harmonieusement leur activité propre pour conduire l'humanité vers un but plus lumineux, plus haut, plus digne ; vers un état de choses dans lequel l'essor de l'esprit ne se sente plus arrêté par les exigences matérielles, et parmi celles-ci aucune, pour être satisfaite, n'entraine l'oubli des destinées supérieures de l'humanité. Une telle conception ne serait point l'utopie de certains penseurs médiévaux, et moins encore le futurisme politico-religieux de M. Murri ; ce serait simplement une reviviscence de cet esprit chrétien qui a conquis le monde non par l'art des sons et des couleurs, mais par la prédication du sacrifice, de l'amour, de la vertu, que nous persistons à retenir comme les facteurs irremplaçables d'une véritable éducation individuelle et collective ; esprit qui a pu déchoir sous la poussée des conceptions matérialistes et épicuriennes de la vie, mais qui requiert de nous un effort assidu pour retrouver une nouvelle force et être remis en honneur. En ceci, honorables collègues, et en ceci seulement, consiste ce que l'on appelle notre cléricalisme. »

En sollicitant pour la première fois, il y a douze ans, les suffrages des électeurs qui devaient le faire entrer au Parlement, M. Meda avait donc la conviction intime que son succès profiterait à la cause catholique, comme elle en a profité, en effet, sous des formes variées. Mais tandis qu'au lendemain des événements de 98, M. Meda et ses amis, ulcérés de la persécution subie, ne voulaient plus entendre parler de « cartel » avec les libéraux, plus tard, sous l'influence du réalisme qui le caractérise, il se montrera partisan convaincu de la tactique adoptée par l'*Union électorale catholique* aux élections de 1913 : établir un compromis — ce que l'on a appelé

le « pacte Gentiloni » — avec les plus modérés des libéraux, pour empêcher le vote de toute mesure qui offenserait gravement les droits de la conscience chrétienne. Quelques jours après les élections, répondant aux critiques que l'attitude des catholiques avait suscitées, M. Meda déclarait :

« ... le *compromis électoral* parfaitement honnête... lorsque les candidats qui assument de tels engagements le font avec l'intention de les maintenir comme correspondant à leurs convictions personnelles ou à l'avantage de leur parti ; l'indignité commencerait seulement le jour où ces engagements seraient oubliés ou transgressés. »

Pourtant, surtout à la suite de déclarations singulièrement maladroites du comte Gentiloni à un journaliste, l'impression persista dans les milieux libéraux de gauche que l'on avait eu tort de faire appel au concours des catholiques, et M. Salandra lui-même se fit à la Chambre l'écho de ce sentiment. Filippo Meda revint alors avec ampleur sur la question dans le numéro du 16 janvier 1914 de la *Nuova Antologia,* et fit entendre aux libéraux des avertissements qui, après la guerre, se sont révélés prophétiques. Évoquant la naissance de la « troisième Italie » et l'éveil du socialisme, contemporain des premières formes d'organisation catholique sur le terrain politico-social, il écrivait :

« Ces deux mouvements étaient très dignes d'attention, parce que, tandis qu'ils attiraient à eux les esprits frais et juvéniles, ils étendaient leurs racines dans les masses populaires qui, à dire vrai, avaient suivi plutôt que senti le mouvement national, et s'apprêtaient alors, sans le méconnaître ni le renier, à lui demander compte de ses résultats moraux et économiques. Ainsi apparurent,

nombreux, organisés, combatifs, dans le dernier quart du siècle dernier, les catholiques à droite, les socialistes à gauche, pour réclamer une place dans la vie du pays et exercer leur critique sur l'œuvre du parti libéral... A mesure que prenaient plus solide consistance, et en conséquence plus grande valeur politique, les organisations catholiques et celles des socialistes, les libéraux, dans les assemblées d'État comme dans les administrations locales, finirent par se grouper et se différencier surtout d'après des critères négatifs ; en sorte qu'aujourd'hui les libéraux — même sans tenir compte des radicaux — se divisent et se distinguent suivant leur attitude en face des catholiques et en face des socialistes. On pourrait donner d'eux cette classification exacte, bien que purement empirique : libéraux qui sont aussi anticléricaux qu'antisocialistes ; libéraux qui sont plus anticléricaux qu'antisocialistes; libéraux qui sont plus antisocialistes qu'anticléricaux ! »

De semblables observations résulte une situation difficilement contestable : et c'est qu'en Italie, si les libéraux sont encore nombreux, influents et forts par leurs traditions, par la pratique du gouvernement et parce que le stade de leur pensée politique concorde encore avec les intérêts, les habitudes, l'éducation des classes possédantes, surtout dans les grands centres, ils ne forment plus *nationalement* un parti. Autrement dit, ils manquent non seulement d'une organisation générale, mais encore d'une communauté concrète de sentiments et d'aspirations.

La guerre, sans doute imprévisible à l'heure où écrivait M. Meda, a redonné momentanément au parti libéral une direction et un but communs. Mais aujourd'hui que la victoire a complété l'unité ita-

lienne, la situation se retrouve sensiblement la même, avec la différence que le dernier article inscrit au programme national du vieux parti libéral a perdu sa raison d'être.

On ne peut donc s'étonner que la grande question politique qui s'agite aujourd'hui en Italie soit de déterminer *avec qui* les libéraux vont être appelés à partager le pouvoir. Sera-ce avec les catholiques, avec les socialistes, ou plutôt ne verra-t-on pas catholiques et socialistes s'unir sur un programme commun et les partis de droite passer à l'opposition, comme il est advenu en Allemagne et en Autriche? Il semble que ce soit là le vœu secret de M. Meda, qui pourtant, à la veille de la guerre, souhaitant que les meilleurs d'entre les libéraux italiens trouvassent le moyen de se constituer en parti nettement caractérisé, déclarait qu' « un semblable parti, libre de liens et de compromissions sectaires, aurait raison de regarder avec confiance l'avenir du pays, car les catholiques les premiers, sans renoncer jamais à leur indépendance et à leur idéal propres, ne refuseraient certainement pas de faire route avec lui et de marcher résolument sur la voie des plus grandes destinées de l'Italie ».

En fait, depuis 1916, cette collaboration n'a point cessé d'être pratiquée, plus ou moins largement, entre libéraux et catholiques. Mais tandis que ceux-ci renforçaient leur cohésion dans le parti populaire, les libéraux, foncièrement divisés sur la politique intérieure et plus encore sur la politique extérieure, comme on l'a vu à propos du traité de Rapallo, ne parviennent pas à retrouver les bases d'un programme de gouvernement. Le même désaccord règne, il est vrai, parmi les socialistes, suivant que

le bolchevisme russe excite plus ou moins leur admiration. Mais déjà la scission des communistes au congrès de Livourne (1920), l'échec des tentatives de grève générale et d'occupation des usines, l'évolution à droite de l'opinion moyenne dans presque tous les États européens ont accru l'autorité un moment ébranlée des chefs socialistes de tendances réformistes, les Turati et les Trèves, et c'est avec leur groupe qu'une collaboration apparaît possible dans un avenir prochain. L'habileté de M. Meda consiste à la faire désirer sans la hâter imprudemment, à ménager toujours la dignité de son parti et la sienne propre, à ne couper aucun pont sans s'être assuré de n'avoir plus à le franchir [1].

1. Dans le 1er numéro de *Civitas* (16.-12.-19), à propos du rêve de M. Nitti d'établir sous sa présidence une collaboration des socialistes et des populaires, M. Meda déclarait « lointain encore ce rêve, qui n'est rien qu'un rêve, vu l'intransigeance révolutionnaire du parti socialiste italien » et jugeait nécessaire « une coalition entre populaires et libéraux... avant que le renouvellement des *semaines rouges* l'imposât comme une nécessité de police plutôt que de gouvernement ».

Au Congrès de Naples (avril 1920), M. Meda répétait encore avec bonhomie qu'il n'avait nulle envie de jouer en face du parti socialiste le rôle de l'amoureux éconduit et fidèle.

Mais à mesure que les socialistes modifiaient leur attitude, M. Meda corrigeait la sienne et, après avoir déclaré dans sa revue qu'à l'éventualité de la collaboration socialiste il n'était pas personnellement hostile (*Civitas*, 1er juin 1921, il envoyait aux journaux de l'U. E. I. un article extrêmement habile : *In tema di collaborazionismo* où il se contentait, sans émettre aucun avis personnel, d'engager les hommes réfléchis à examiner la question de la collaboration socialiste en fonction du triple intérêt : de leur propre parti (intérêt idéal ou moral), du pays (intérêt économique) et de l'État (intérêt politique), intérêts qui ne sont pas nécessairement solidaires et entre lesquels on peut envisager des combinaisons variées. (*Corriere d'Italia*, 29 juin 1921.)

Quelques jours après, le marquis Crispolti répondait à M. Meda par des considérations fort intéressantes d'où l'on peut retenir que « s'il y a un abîme entre l'esprit socialiste et l'esprit (populaire), cette diversité d'esprit se manifeste surtout au sein des formations respectives des deux partis, dans la propagande, dans l'éducation des masses, bien plutôt que dans le mécanisme des lois, sur lequel peuvent s'entendre même des hommes qui partent de conceptions très

Son souci dominant — et il faut l'en louer grandement — paraît être surtout d'éviter au P. P. des responsabilités trop lourdes encore pour son inexpérience. Libre aux esprits aventureux de se réjouir sans restriction du grand succès obtenu par lui aux élections du 16 novembre 1919 et du 15 mai 1921 : M. Meda eut préféré qu'au lieu de cent sièges, les « populaires » n'en gagnassent qu'une cinquantaine, car ils auraient conservé ainsi une liberté d'action que leur enlève leur force même. De par les lois du régime parlementaire et l'équilibre des partis à la Chambre italienne, il se trouve en effet qu'aucun gouvernement ne pourrait subsister si le groupe populaire s'unissait contre lui au groupe socialiste, fort déjà d'environ 150 membres. M. Meda estime avec raison que se trouver contraint à demeurer dans la majorité est une condition moins avantageuse que d'avoir le choix entre la participation ou l'opposition au pouvoir. Il sait fort bien — et la composi-

opposées ». En outre les socialistes au pouvoir avec d'autres groupes ne pourraient moralement maintenir les privilèges de fait dont bénéficient leurs organisations économiques (syndicats, coopératives, etc.), créant cette situation paradoxale que plus les socialistes font d'opposition à la Chambre, plus ils conservent de crédit dans les bureaux ministériels. Il est probable enfin que l'exercice du pouvoir assagirait tout à fait les plus raisonnables d'entre eux, comme on l'a vu en France.

« Pour ces raisons, concluait M. Crispolti, je prévois sans épouvante l'entrée prochaine de représentants socialistes dans un ministère. Ce qui n'a rien de commun avec une alliance, inconsidérément souhaitée par quelques-uns, entre socialistes et populaires. Alliance qui, si elle était isolée et combinée à l'avance, non seulement nous entraînerait à des concessions excessives sur un terrain trop vaste, mais en assumant les apparences d'une levée de boucliers contre tous les secteurs libéraux, formerait des deux principaux partis organisés une coalition insuffisante à constituer la majorité et à assurer un seul jour la vie ministérielle. » (*Corriere d'Italia*, 6 juillet 1921.)

Remarquons pour finir qu'après les élections du 15 mai 1921, l'*Osservatore romano* préconisait au contraire une alliance des députés populaires avec les libéraux, à l'exclusion des socialistes.

tion actuelle de la Chambre française lui en offrirait une nouvelle preuve — que l'autorité d'un parti n'est pas rigoureusement proportionnée à son importance numérique. La valeur personnelle des hommes qui le composent est aussi un facteur essentiel et M. Bonomi, par exemple, socialiste réformiste comme M. Millerand ou M. Briand, est le chef d'un groupe parlementaire qui ne compte pas dix députés. L'idéal en pareille matière est de savoir grandir avec une sage lenteur et suivant les progrès réels de l'opinion en face d'une politique déterminée, non suivant les sautes brusques que la modification d'une loi électorale ou des événements fortuits peuvent déterminer dans la composition du Parlement.

En fait, les catholiques italiens n'ont pas eu jusqu'ici à regretter d'avoir vu leurs représentants à la Chambre passer soudainement d'une trentaine avant la guerre[1] à 100, puis 107; mais ils le doivent en grande partie à la prudente tactique de M. Meda qui, pressé en 1920, lors de la chute du deuxième cabinet Nitti[2], d'accepter la présidence du Conseil et en 1921 le ministère des Affaires étrangères, a refusé nettement ces offres flatteuses et refréné par son exemple toute ambition exagérée parmi ses collègues de groupe.

Au reste il n'y a pas là que sagesse et prudence au bénéfice d'un jeune parti que ses aînés ne seraient pas fâchés de compromettre prématurément parmi

1. Nous ne parlons, bien entendu, que des députés qui, sans porter avant la guerre d'étiquette confessionnelle, pouvaient cependant être considérés comme les élus directs des organisations catholiques, et nous comptons actuellement comme défenseurs des intérêts catholiques même ces députés « populaires » qui ne feraient pas partie du corps de l'Église.

2. Provoquée, on s'en souvient, par les populaires.

les pires difficultés intérieures et extérieures, il y a aussi et surtout conscience des besoins actuels d'États secoués par la plus rude épreuve et dont l'équilibre ne peut être retrouvé que dans l'union de leurs meilleurs serviteurs.

M. Meda a témoigné maintes fois qu'il ne croyait plus, au moins pour de longues années, à l'opportunité ni même à la possibilité de gouvernements fondés sur la prépondérance d'un seul parti. Au terme d'une étude singulièrement pénétrante, il indiquait ainsi le remède à la crise de l'État moderne, obligé de légiférer sur une foule de questions qui échappaient autrefois à sa compétence ou ne se posaient pas encore et matériellement empêché de contrôler tous les organismes nés de ces nécessités nouvelles.

« Pour sortir de ce dilemme (confesser l'impuissance du pouvoir législatif ou renforcer le pouvoir exécutif aux dépens du Parlement) il n'y a que deux voies : celle d'une courageuse et efficace décentralisation administrative ; celle de créer des corps techniques qui élaborent la matière des lois et n'en réservent au Parlement que l'examen politique. Mais toutes deux représentent des solutions faciles à énoncer, difficiles à concrétiser et qui pour être adoptées sans péril devraient être appliquées à un État solidement et vigoureusement constitué ; solutions, en somme, qui en période de crise risqueraient de l'aggraver plutôt que d'y remédier. Ainsi elles présupposent elles-mêmes une réorganisation de l'activité parlementaire et gouvernementale, qui exigerait comme principe premier l'orientation franche de tous les partis vers une politique de collaboration, inspirée par un sentiment élevé de responsabilité, guidée par un sincère désir de réaliser les fins propres à chaque parti à travers le rétablissement graduel des institutions d'État et le

renforcement du pouvoir social souverain au-dessus des intérêts et des programmes de classes ou d'écoles [1]. »

Depuis longtemps partisan convaincu et défenseur inlassable de la représentation proportionnelle, M. Meda la place à la base de son plan de collaboration entre tous les partis d'ordre. Pour lui, « ce fut la proportionnelle qui sauva en 1919 l'institut parlementaire [2] » et préserva l'Italie d'une Chambre où les socialistes eussent possédé la majorité absolue, de même qu'en 1921 elle a réduit à de justes limites le succès des fascistes. Sans en faire une panacée universelle et sans nier les imperfections du système compliqué qui a prévalu en Italie, M. Meda reconnaît à la proportionnelle une fonction éminemment salutaire à l'heure présente, précisément parce qu'en mettant obstacle à la prépondérance d'un seul parti, elle favorise l'union au service de grands intérêts communs et constitue la meilleure sauvegarde de l'État. En cela M. Meda s'affirme le défenseur avisé du principe représentatif, « qui au siècle dernier a ouvert les voies de l'histoire à la conquête de l'égalité et de la liberté politique des citoyens contre l'absolutisme des gouvernements et qui demeure aujourd'hui l'unique rempart efficace contre les menaces de la démagogie et de la dictature [3] ».

On pourrait relever ici une certaine contradiction entre le jugement sévère que M. Meda a porté plus d'une fois, sur l'incompétence des masses [4] ou la ten-

1. *Crisi di partiti e crisi di stato* (*Nuova Antologia*, 1er mars 1920).
2. *Civitas*, 16 mai 1921.
3. Discours tenu à Rome le 29 octobre 1919.
4. « Les masses, toujours prêtes à absorber tous les poisons qui leur sont présentés et à croire tous les annonciateurs d'une félicité imminente sont aussi promptes à se décourager si la dure réalité, comme un vent glacé d'hiver, vient dégager leur esprit des fumées de l'alcool avalé. » (*Civitas*, 16 mai 1921.)

dance des partis à écraser la qualité sous le nombre et la foi tenace qu'il paraît garder au principe de la souveraineté populaire, dont nous ne croyons pas qu'il ait jamais, comme Toniolo, contesté la légitimité. Dans son discours de Rome, avant les élections de 1919, ne proclamait-il pas, au contraire, que « le vice congénital de confier au nombre la délibération », dans le système représentatif, était corrigé « par la possibilité donnée aux minorités de devenir majorités et de substituer sans violence une volonté plus éclairée à celle jusqu'alors dominante et par hypothèse moins conforme aux intérêts sociaux, quand le pays la reconnaît pour telle ». En vérité on ne voit pas bien où réside la garantie d'une meilleure orientation parmi ces soubresauts d'une opinion populaire dont chacun sait qu'elle est manœuvrée le plus souvent par la corruption ou la passion du moment. La représentation proportionnelle, qui atténue certainement les inconvénients d'un tel régime, n'en détruit pas la tare originelle.

Conséquence d'un caractère optimiste, répondront sans doute les amis de M. Meda en face de la contradiction que nous signalons; adaptation nécessaire à un principe condamnable en soi, mais si généralement admis qu'il faut bien l'envisager comme un moindre mal, quand il permet de résister aux forces de désordre. Et en effet M. Meda, qui dans sa carrière d'homme public n'a point connu d'insuccès, possède à très haute dose le robuste optimisme propre aux gens bien portants et aux cœurs généreux. Mais voici où il semble que l'optimisme de l'illustre homme d'État aille trop loin et porte même atteinte à sa réputation d'esprit perspicace, sinon de tacticien parlementaire. Dans son

discours sur les premières communications du ministère Bonomi (21 juillet 1921), M. Meda a dit textuellement ceci :

« Le collaborationnisme (entre partis) n'est lui-même qu'une application concrète de ce principe de tolérance qui, à peine les temps l'ont-ils permis, élimina sur le terrain des activités intellectuelles et morales la rigueur d'antagonismes irréductibles, pour faire place à l'affirmation d'une solidarité sociale toujours plus libre et agissante *où nous autres, chrétiens, avons vu refleurir l'esprit évangélique régénérateur du monde* [1].

« Nous ne subissons donc pas la nécessité parlementaire qui encore une fois a conduit à un cabinet proportionnaliste comme un mal nécessaire, mais nous l'acceptons comme un bien intrinsèque, comme un acheminement vers une meilleure éducation du peuple, comme un nouvel effort pour avancer sur la voie des co-responsabilités politiques, *peut-être comme l'indice d'une évolution à longue échéance destinée à rassembler dans un lointain avenir des énergies qui sont alliées se séparant et divergeant dans l'histoire sous l'action de conflits idéologiques et de phénomènes économiques fatals.* »

Ainsi donc, comme il avait escompté avant la guerre la fin des conflits internationaux, M. Meda espère aujourd'hui la pacification totale entre citoyens et entre partis, souhaite « des collaborations (politiques) toujours plus larges, sans autre limite que le respect des institutions essentielles auxquelles sont liées la sauvegarde de l'unité nationale et la défense des garanties écrites pour tous et pour chacun dans la Charte constitutionnelle de

1. C'est nous qui soulignons. Le Bloc national succédane de la fraternité des temps apostoliques, voilà tout de même un rapprochement assez hardi.

l'État ». Seulement un tel espoir de concorde et d'union, si difficilement réalisé au Moyen Age, pendant de courtes périodes et sur des territoires restreints, par la charité brûlante d'un François d'Assise ou d'un Bernardin de Sienne, peut-il paraître autre chose qu'un rêve magnifique et imprudent dans la bouche d'un chef de parti du XX^e^ siècle, entre le déchaînement des horreurs de la guerre mondiale et la menace permanente du bolchevisme, qui l'une et l'autre nous font si durement souvenir que le royaume de Dieu n'est pas de ce monde?

* * *

Filippo Meda, comme Auguste Beernaert, en qui il voyait un maître, avait adhéré de bonne heure au pacifisme — cet autre rêve — et croyait sincèrement à la possibilité de régler tous les conflits internationaux par l'arbitrage; de même que, par le progrès des mœurs, la solution des querelles privées était arrivée à ne plus dépendre normalement que des tribunaux civils. Maintes fois, durant le conflit européen, il a confessé à la Chambre et au dehors cette foi de son passé et la douloureuse surprise que lui avait causé le débridement des instincts sanguinaires qui demeureront jusqu'à la fin des temps parmi les fils d'Adam.

Mais comme son compatriote, le vieux Teodoro Moneta, qui avait guerroyé pendant toute sa jeunesse et, devenu l'un des apôtres du désarmement, avait cependant trouvé de bonnes raisons d'approuver la campagne tripolitaine et, *a fortiori,* la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche, M. Meda ne fut jamais un pacifiste bien dangereux pour son

pays. dont il mit toujours la dignité et l'intérêt au-dessus de ses préférences personnelles.

Nous avons la bonne fortune de posséder de lui un discours politique prononcé dans un petit bourg de Lombardie, le 2 août 1914, alors qu'on ignorait encore en Italie la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, mais que la tension diplomatique faisait craindre à tous le brusque éclatement des hostilités.

« Dieu veuille — disait ce jour-là M. Meda — qu'encore une fois la menace se dissipe; trop désastreux serait un conflit entre les grandes puissances; et il n'est pas permis de supposer qu'en Italie l'action du gouvernement et du peuple doive avoir d'autre but que de conjurer ce péril et, s'il ne pouvait l'être, de faire en sorte que l'histoire en attribue à d'autres, non à nous, la responsabilité. Mais il ne faut pas oublier que l'on n'arriverait pas à ce résultat en autorisant les intéressés à nous croire faibles et les puissances alliées à douter de notre foi; et que la guerre nous causerait un dommage incalculable, mais un dommage plus grand encore — économiquement et moralement, pour les classes possédantes et pour le prolétariat, pour aujourd'hui et pour demain — notre déconsidération comme puissance européenne. »

Ces quelques mots nous donnent toute la ligne directrice de l'attitude de M. Meda pendant la guerre mondiale. Très vite convaincu par les déclarations de la Consulta que l'Italie pouvait en toute loyauté rester neutre dans le conflit, il s'appliqua jusqu'en mai 1915 à justifier et à prêcher cette neutralité, notamment à la réunion du 24 septembre 1914 où les catholiques milanais s'assemblèrent pour statuer sur la conduite à tenir en face du problème de l'intervention. Il lui paraissait que l'Italie aurait

un rôle magnifique à remplir comme médiatrice entre les deux groupes de puissances belligérantes, rôle que sa position internationale difficile — vu le pacte qui la liait aux empires du Centre, son manque de préparation morale et matérielle à la guerre, les risques d'invasion qu'offrait sa frontière ouverte sur les Alpes comme vers la mer — rendait, suivant lui, particulièrement indiqué [1].

Mais quand le cabinet Salandra eut déclaré la guerre — votée par M. Meda et tout son groupe dans un élan de concorde patriotique — il est juste d'ajouter que le député de Rho travailla autant que quiconque parmi les catholiques italiens, et chaque année plus nettement, à réaliser l'unité morale de la nation et à promouvoir tout ce qui pouvait favoriser la victoire. Son discours du 4 décembre 1915, à la réouverture du Parlement italien, fut une solennelle adhésion aux raisons du gouvernement. Quand on émit le premier emprunt national, comme président du Conseil provincial et dans l'*Italia*, il parla et écrivit pour engager à souscrire aussi largement que possible ceux même qui n'avaient pas souhaité l'intervention. Au banquet qui lui fut offert par ses amis politiques lors de son entrée dans le ministère Boselli, il déclara cette intervention inévitable dès le premier jour de la neutralité, les origines du conflit étant mieux connues, en même temps que, sans renier son idéal pacifiste, décidément trop loin du

1. « Sainte illusion — déclarait plus tard M. Meda — de pouvoir épargner à notre peuple les deuils et les ruines de la guerre militaire, (qui fut) l'honnête répugnance de l'âme nationale au combat non voulu, non consenti, non justifiable, associée à la conscience d'une impréparation qui, si elle n'attestait pas notre sens politique, témoignait au moins d'une foi sincère dans le maintien de la paix. » (Discours prononcé à Milan, le 29 décembre 1917, pour l'inauguration de la bannière de l'Œuvre Bonomelli.)

réel, il magnifiait, les *Colloqui* de Borsi en mains, la beauté du sacrifice volontaire pour la cause nationale. Plus tard encore, il répondait courageusement à l'une des objections les plus courantes parmi les catholiques neutralistes qui demeuraient opposés à la guerre parce qu'elle était surtout populaire dans les milieux de gauche plus ou moins liés à la maçonnerie:

« Nos raisons ne sont point de celles qui peuvent être acceptées ou repoussées selon que les événements tournent bien ou mal, et auxquelles notre adhésion puisse être plus ou moins loyale suivant qu'elles sont ou ne sont pas communes à des partis et à des écoles dont pour d'autres motifs il nous arrivera de ne pas partager la doctrine : leur objectivité historique et rationnelle est indépendante de leur succès immédiat ou de la façon dont ailleurs on les propage : c'est notre devoir sacro-saint d'Italiens de les avoir claires et précises dans l'esprit pour y conformer notre conduite, pour y puiser la force de surmonter les difficultés toujours plus grandes du chemin qui nous reste à parcourir [1]. »

Après sa sortie du Ministère des Finances, il déclarait enfin que l'histoire rendrait bientôt pleine justice aux hommes aujourd'hui laissés dans l'ombre ou même décriés qui conduisirent l'Italie au combat et à la victoire [2]. Toutes ces preuves de patriotisme éclairé — et bien d'autres que nous négligeons — en lui attirant les critiques de plus d'un « neutraliste » impénitent de son propre milieu et le mécontentement d'une partie de ses électeurs, n'ont fait que mettre mieux en lumière la droiture de son caractère et ont accru les sympathies qui l'entouraient déjà au Parlement.

1. Discours du 29 décembre 1917.
2. *Civitas*, 16 mars 1920.

Nous croyons injustifié de prétendre, d'ailleurs, qu'avant la guerre M. Meda était germanophile. Aucun fait concret ne permet une telle affirmation. Il éprouvait sans doute une grande admiration pour Windthorst et le Centre allemand [1], mais celle qu'il nourrissait pour les catholiques belges et pour des hommes comme Albert de Mun, Léon Harmel, Henri Lorin n'était pas moins vive. Il a pu se tromper sur l'importance qu'avait chez nous le mouvement nationaliste, — erreur d'autant plus explicable qu'il n'a jamais fait de long séjour en France ni du reste en Allemagne. Mais les causes profondes qui déterminèrent son attitude durant la période de neutralité de son pays furent uniquement des causes d'ordre national (politique, économique, militaire), et d'ordre moral. Sur la responsabilité de l'Allemagne dans les événements de 1914, il n'hésita jamais à se prononcer avec une grande énergie, dénonçant « comme facteur sinon unique, du moins prépondérant du conflit la *congestion impérialiste*, déterminée par une éducation d'un demi-siècle chez les peuples de race germanique [2] », affirmant ailleurs que « l'Italie, à l'égal de la France, n'a aucunement voulu la guerre [3] » et que l'Italie n'eut « jamais consenti à tourner ses armes contre la France à l'heure où celle-ci se voyait obligée de défendre son propre territoire sans avoir donné prétexte en aucune

1. Lorsque mourut Windthorst, Filippo Meda (il avait alors 22 ans) publia encadré de noir le petit bulletin de combat qu'il rédigeait, en souhaitant d'avoir à remplir ce douloureux office pour un compatriote, car « le jour où les catholiques italiens porteraient le deuil d'un chef politique, c'est qu'ils l'auraient eu, et l'avoir eu voudrait dire avoir combattu sérieusement, vaillamment, et peut-être avoir vaincu ».

2. Discours prononcé à la Chambre des députés, le 16 avril 1916.

3. Discours prononcé à la Sorbonne, le 16 juillet 1917, pour l'inauguration de l'Institut italien de Paris.

manière à la conflagration [1] ». Mais c'est surtout en faveur de la Belgique que M. Meda se dépensa généreusement.

Dès l'origine des hostilités, il avait jugé très sévèrement la violation de la neutralité belge et contribué à orienter vers l'héroïque petit pays les sympathies de ses compatriotes. Les quelques scrupules qu'il pouvait éprouver encore à lui accorder sans réserves son admiration devant les calomnieuses affirmations allemandes sur les prétendues « conventions anglo-belges » furent dissipés par la venue en Italie, au mois de novembre 1914, du distingué député de Namur, M. Auguste Mélot, et par les conversations qu'il eut avec son collègue belge. En le présentant avant une conférence au public milanais, M. Meda prononçait des paroles qui parurent à ce moment décisives, et depuis lors, dans les circonstances les plus solennelles, sa voix ne cessa de s'élever en faveur de la Belgique, de proclamer son bon droit et la nécessité qu'elle retrouve sa pleine indépendance. En 1915, c'est lui qui fut chargé par le gouvernement italien d'écrire la préface à la traduction du *Livre gris* belge, où l'inconsistance des argumentations allemandes apparaît en pleine lumière. A la Chambre, le 16 avril 1916, il protestait éloquemment contre les propos par lesquels M. Martin Spahn, au nom du Centre allemand, affirmait, peu de jours avant, que la Belgique devait être soumise politiquement, militairement et économiquement au pouvoir de l'Allemagne. Pour lui, le martyre de la Belgique demeura « le coup le plus formidable qui dans la conscience des Italiens secoua jusqu'aux

1. Discours de Milan, 29 août 1916.

racines la confiance en un système de rapports auquel [ils avaient] honnêtement, jusque-là, confié [leur] sécurité [1]. »

Où l'on retrouve à la fois le charitable optimisme de M. Meda et ce que certains appellent son ingénuité [2], c'est dans les excuses qu'il cherche et qu'il croit avoir trouvées à la conduite des catholiques allemands durant la guerre. Admettons qu'il ne se rallie pas entièrement au point de vue de M. Georges Goyau, du comte Begouen, de l'abbé Wetterlé dans les jugements qu'ils ont portés sur les catholiques allemands, puisque peut-être un Italien ne peut juger ici comme un Français [3]. Mais c'est pousser bien loin l'indulgence de parler à leur propos de « contrainte morale » et d'attribuer « à un sentiment de patriotisme le sacrifice qu'ils firent de leurs principes aux terribles circonstances que traversait leur pays [4] ». Certes il n'était point facile aux catholiques allemands de s'isoler pendant la guerre de la communauté nationale, mais ils pouvaient réagir *avant la guerre* contre cette « congestion impérialiste » que M. Meda lui-même a dénoncée, conserver durant la guerre une certaine liberté et droiture de jugement et surtout depuis la paix mieux reconnaître leurs torts. Ce n'est pas le complaisant coup d'éponge que les membres du Parti populaire sont portés à passer sur des torts si graves et si récents qui incitera les

1. Discours du 16 avril 1916.

2. « Je n'admets pas d'être naïf, bien que beaucoup me le disent », avouait récemment avec bonhomie M. Meda à ses collègues de la Chambre.

3. M. Meda dit de cette littérature de guerre sur l'évolution du Centre allemand et ses hommes les plus représentatifs qu'elle « mérite d'être accueillie sous toutes réserves ».

4. Filippo Meda, *Giorgio von Hertling* (*Nuova Antologia*, 16 mars 1919) et *Uomini e Tempi*.

coupables au repentir, et ce n'est pas non plus l'espoir, réaffirmé par M. Meda en 1917, que la guerre mondiale soit « la dernière guerre entre peuples civilisés [1] » — espoir que les hostilités russo-polonaises et gréco-turques devaient si tôt montrer trompeur — qui corrigera dans l'âme humaine les indestructibles effets du premier Péché.

*
* *

Une longue étude technique serait déplacée ici sur l'activité réformatrice de M. Meda comme ministre des Finances dans les cabinets Boselli et Orlando, et comme ministre du Trésor dans le cabinet Giolitti [2]. Il convient pourtant de marquer les grandes lignes du vaste projet de « Réforme générale des impôts directs sur les revenus » déposé devant la Chambre par M. Meda, et de bien fixer son point de vue dans la question si controversée outre-monts de la suppression du titre au porteur (*nominatività obbligatoria*).

M. Meda semblait si peu désigné par son passé pour détenir le portefeuille des Finances, que de méchantes langues insinuaient qu'on le lui avait attribué parce que personne n'en avait voulu et avec le secret espoir de le rendre impopulaire, peut-être

1. Discours d'inauguration de l'Institut italien de Paris. « On se tromperait grandement — expliquait M. Meda — en s'abandonnant à l'illusion d'un après-guerre où l'on puisse saluer la renaissance immédiate du programme pacifiste, le désarmement, l'internationalisme, l'instauration d'un régime juridique propre à écarter le péril d'un nouveau conflit : tous ces biens ne peuvent être que le fruit d'une longue élaboration à laquelle il sera nécessaire que les nations alliées dans la guerre travaillent dans la paix avec une patiente activité... » Donc M. Meda éloigne le terme de réalisation de la paix universelle, mais n'y renonce pas.

2. Le ministre des Finances, en Italie, préside à la *rentrée* des impôts, celui du Trésor pourvoit aux *dépenses* de l'État.

même de le « couler » comme leader parlementaire, à l'heure où les charges fiscales allaient peser de plus en plus lourdement sur la nation, dont les classes inférieures, dans leur ensemble, restaient hostiles à la guerre.

Contrairement à ces pronostics, et au prix d'un labeur formidable pour compléter en matière financière ses connaissances générales d'économie politique, M. Meda se révéla tout de suite à la hauteur de ses nouvelles fonctions, et moins de trois mois après son accession au ministère, le 13 septembre 1916, il constituait une commission de sept membres chargée d'élaborer sous sa direction un projet général d'impôt sur le revenu ou mieux de refonte complète de tout le système fiscal italien. La commission terminait ses travaux au printemps de 1917 (on voit qu'elle fut une commission modèle et dut siéger à peu près en permanence). Puis M. Meda attendit la fin de la guerre et le 6 mars 1919 déposait le projet qui a formé la base du décret-loi rendu le 24 novembre suivant par le gouvernement de M. Nitti. Très malheureusement, M. Meda à cette époque n'était plus au pouvoir et les remaniements apportés au projet primitif par son successeur en ont sensiblement modifié le caractère et amoindri la portée.

Le projet primitif (181 articles) établissait trois impôts : 1° Impôt normal sur les revenus, divisés en quatre catégories (revenus de capital pur; revenus mixtes de capital et de travail; revenus de travail; traitements des fonctionnaires publics) sur lesquels l'impôt normal prélève respectivement 18, 15, 12 et 9 %. Le minimum exempt d'impôt est fixé à 1.200 lires pour les revenus des trois dernières catégories et des déductions sont consenties pour les

revenus compris entre 1.200 et 2.000 lires[1]. 2° Impôt complémentaire *personnel* qui se greffe sur l'impôt normal et constitue l'originalité essentielle du système de M. Meda. Il fixe un coefficient progressif de 1 à 25 % sur *l'ensemble* des revenus imposables de chaque contribuable depuis 600 lires jusqu'à 500.000 lires et au-dessus, déduction faite des primes d'assurances, pertes de production supportées pendant l'année, impôts et taxes de toute espèce, etc. Une déduction uniforme de 500 lires par tête était en outre accordée pour charges de famille; mais elle était refusée entre 23 et 50 ans aux contribuables non assujettis au service militaire et après 30 ans aux célibataires. A ces derniers était appliquée, au contraire, lorsqu'ils possédaient plus de 3.000 lires de rente, une taxe supplémentaire de 500 lires. 3° Impôt sur la fortune, frappant d'une taxe proportionnelle d'un pour mille les fortunes supérieures à 10.000 lires et par lequel M. Meda voulait à la fois obliger les capitalistes à la déclaration annuelle de leur patrimoine, en vue d'atténuer les évasions fiscales dans les successions, et imposer plus lourdement le capital acquis dont le revenu, dans l'impôt global progressif, est taxé sur les mêmes bases que les revenus de travail. Les derniers articles du projet Meda envisageaient les questions de procédure liées à l'application de la loi et réglaient la nouvelle

1. Parmi les mesures spéciales relatives à l'impôt normal, signalons l'exemption accordée par le projet aux bâtiments agricoles, appellation étendue à ceux qui dépendent des coopératives pour le traitement en commun des produits agricoles (caves, laiteries, etc.); la taxation des sociétés anonymes sur les dividendes et bénéfices distribués à l'exclusion de toute autre forme d'imposition; l'exemption accordée au bénéfice que les coopératives de consommation ou d'assurance mutuelle répartissent entre leurs membres après avoir versé l'intérêt au capital social.

ordonnance des taxes municipales ou provinciales.

Pour permettre la perception de l'impôt sur le revenu des titres au porteur, M. Meda avait imaginé l'ingénieux système suivant : laisser le contribuable libre de le déclarer ou non, mais lors du paiement des coupons, lui imposer la retenue maxima de 25 % chaque fois qu'il ne présenterait pas avec ses coupons le reçu du percepteur, attestant la déclaration de ces mêmes coupons.

Intimement liée à la question du titre au porteur se trouvait celle des emprunts d'État, déclarés exempts de tous impôts présents et futurs. M. Meda n'appliquait, bien entendu, aux titres eux-mêmes aucun des trois impôts énumérés plus haut, mais en tant qu'ils contribuent à former les ressources générales d'une personne ou d'une famille, il estimait légitime d'en faire état dans la fixation de l'impôt *personnel* progressif sur l'ensemble du revenu en corroborant le contrôle direct du revenu imposable par ce qu'il nomme les « indices » de l'aisance ou de la richesse — domestiques, villas, automobiles, loges de théâtre, etc.

Ce projet fut, en général, très bien accueilli par l'opinion italienne. On lui reconnut le grand mérite de simplifier considérablement le système fiscal alors en vigueur en Italie et devenu un enchevêtrement inextricable d'impôts régis chacun par des réglementations propres, soumis à des méthodes et à des organes de contrôle différents. Très étudié dans les détails et visant à atteindre, sous l'extrême complexité que leur donne l'économie moderne, toutes les sources de revenu, le projet Meda apparaissait cependant d'application facile. (C'est ainsi qu'un tableau établissait en chiffres ronds 638

moyennes de revenu global pour la perception de l'impôt progressif sur les revenus de 600 à 500.000 lires et plus, simplifiant au maximum le travail des employés du fisc.) Mais surtout on loua le profond souci de justice sociale qui inspirait tout le projet et qui, par la grande différence des coefficients entre les catégories de l'impôt normal, par la progressivité accentuée de l'impôt personnel et par l'institution de l'impôt sur la fortune, sans parler d'une foule de mesures spéciales qu'il serait trop long d'énumérer, tendait à demander aux classes aisées la plupart des ressources exigées par les besoins exceptionnels de l'État.

Le gouvernement de M. Nitti, qui sur tant de points devait pratiquer une politique démagogique, modifia pourtant ce projet de loi dans un sens favorable aux intérêts des gros capitalistes et, comme nous l'avons dit, lui fit perdre une large part de sa portée pratique. Sans doute les grandes lignes, sauf sur deux ou trois points, en furent respectées, mais l'impôt sur la fortune, qui avait dans le projet Meda une fonction rigoureusement intégrante de l'impôt global, fut en partie transformé et appliqué même aux emprunts d'État; le contrôle des « indices » de la richesse pour l'application de cet impôt global fut supprimé, puis rétabli, et un nouvel impôt surérogatoire de 5 % (élevé ensuite à 15 %) institué sur le dividende des titres au porteur, avec menace de rendre tous ces titres nominatifs s'ils n'étaient pas dénoncés aux agents des finances, pour remplacer le système préconisé par M. Meda; supprimé enfin un article de peu d'importance fiscale en apparence, mais de grande hardiesse sociale : la publication obligatoire de la liste des contribuables du royaume.

Et tandis que l'impôt sur les célibataires était étendu aux filles nubiles, lorsque le minimum de revenu, pour les deux sexes, atteignait 6.000 lires (au lieu de 3.000), cet impôt désormais n'était plus fixé uniformément à 500 lires, mais au vingtième de l'impôt global. Ainsi le célibataire possédant 10.000 lires de rente qui, dans le projet Meda, payait en sus de ses autres impôts 500 lires, suivant le décret Tedesco paiera... 11,40 [1] !

C'est qu'en effet le taux de l'impôt progressif a été singulièrement adouci par ce décret, passant de 5 % à 3,08 % pour un revenu de 20.000 lires, de 10 % à 4,53 % pour un revenu de 50.000 lires, de 15 % à 6,19 % pour un revenu de 100.000 lires et reportant au revenu quasi hypothétique — selon la spirituelle expression de M. Meda — de *deux millions et demi* le taux maximum de 25 % que le projet primitif appliquait au revenu de 500.000 lires.

Cet ensemble de retouches maladroites est la raison première pour quoi M. Meda, qui n'en était pas partisan d'abord, a dû comme ministre du Trésor dans le cabinet Giolitti, soutenir l'opportunité de la *nominatività obbligatoria*. On lui avait « chambardé » son projet et on en attendait les mêmes bons effets qu'à l'origine. La prétention était outrecuidante.

Il n'est que de se référer au rapport qui accompagnait le projet de loi pour voir comment M. Meda jugeait à ce moment la suppression du titre au porteur. Après avoir proclamé que la mesure, pour être équitable, devrait s'appliquer à *tous les titres* et non

1. Filippo Meda, *La riforma generale della imposte dirette sui redditi* (Milan, Trèves, 1920), p. 429. — M. Tedesco était ministre des Finances dans le cabinet Nitti.

à une seule espèce, par exemple les actions, il en énumérait les principaux inconvénients : péril d'éloigner le capital des sociétés par actions, dont le développement est très favorable au Trésor; obstacle à la facilité des tractations; dommage causé au crédit de l'État, des provinces, des communes, des établissements fonciers et par contre-coup hausse du taux de l'intérêt; surtout prime offerte après la guerre à l'achat des devises étrangères. Et pour conclure M. Meda s'étendait longuement sur l'efficacité relative de la *nominatività obbligatoria*, qui laisserait, comme tout autre système, de très larges possibilités de fraude [1].

On fut donc quelque peu surpris de voir, au mois de juin 1920, le ministre du Trésor se rallier à la suppression du titre au porteur dont un autre membre éminent du Parti populaire, le professeur Tangorra [2], nommé rapporteur de la Commission des finances, se montrait à la Chambre l'apôtre convaincu. Parmi les motifs que M. Meda invoquait pour justifier son changement d'attitude, outre les remaniements apportés à son projet de loi et que nous avons rappelés, se trouvait la décision prise antérieurement par M. Tedesco de soumettre les emprunts d'État à l'impôt « extraordinaire » sur la fortune. En revenant au pouvoir M. Meda avait d'abord songé à leur appliquer son système de retenue sur le coupon des titres non déclarés. Mais étendu aux titres d'État, pour lesquels il n'avait pas été établi, ce système obligeait à la déclaration une foule de porteurs de

1. F. Meda, *op. cit.*, pp. 206-212. Au mois de mars 1920, M. Meda déclarait encore la *nominatività obbligatoria* « techniquement impossible ». (*Civitas*, n° 6.)

2. Successeur de Tonioto dans la chaire d'économie politique l'Université de Pise où il enseigne aussi la science financière.

petites coupures, dont la plupart ignoreraient même les nouvelles dispositions légales, et condamnait à leur appliquer la même retenue maxima qu'au multimillionnaire. Le second et plus grave inconvénient était de réduire en fait l'intérêt du consolidé 5 % à moins de 2 %, une fois déduit l'impôt sur la fortune, la diminution d'intérêt correspondante au montant de cet impôt et l'impôt personnel progressif. C'est-à-dire que l'État se trouvait manquer à tous ses engagements vis-à-vis des souscripteurs de ses propres emprunts. Dans ces conditions la *nominatività obbligatoria,* appliquée à tous les titres indistinctement, était le seul moyen d'établir sur cette richesse mobilière, dont un député italien écrivait naguère qu'elle rapportait moins au Trésor que le tabac [1], un contrôle qui « laissât intacte la promesse de l'État à ses créanciers ; laquelle consiste non point dans la garantie de l'anonymat, mais bien en celle de verser un intérêt déterminé, quelle que soit la valeur marchande du titre [2] ». Sans se montrer enthousiaste de la loi nouvelle, dont il reconnaissait devant la Chambre « les difficultés réelles et les nombreux périls » et laissait à M. Tangorra le soin d'exposer les avantages, M. Meda se déclarait donc convaincu, au terme de cette discussion, que « la voie choisie [était] encore la meilleure dans l'intérêt du Trésor et de la justice... et qu'à travers les premiers incon-

1. M. Marcello Soleri (*Messaggero*, 3 avril 1917).

2. Du reste, dès le dépôt du projet Meda, l'un des meilleurs économistes italiens de l'école libérale, M. Einaudi, bien qu'il eut fait partie en 1916-17 de la commission de sept membres chargée d'élaborer ce projet, reconnaissait que devant les besoins croissants du Trésor, il faudrait en venir à soumettre à l'impôt *personnel* les titres d'État, en les contrôlant non plus suivant les données approximatives des « indices » de la richesse, mais par le moyen sûr et général de la retenue maxima sur le coupon des titres non déclarés. (*Corriere della Sera*, 13 mars 1919.)

vénients inévitablés, la suppression du titre au porteur pourra en définitive s'acclimater dans le milieu économique et financier [italien] et contribuer même à l'assainir [1] ».

Lorsqu'avant les élections du 15 mai 1921, M. Nitti crut pouvoir désigner à ses électeurs la situation économique du pays comme plus grave qu'un an auparavant par suite des mesures financières de M. Meda, l'ancien ministre du Trésor n'eut pas de peine à lui répondre qu'en fait cette situation difficile tenait en premier lieu aux causes générales de déséquilibre qui ne se font point sentir qu'en Italie et que le décret d'augmentation du prix du pain, qui diminuera de plus de 5 milliards le déficit prévu pour l'exercice 1921-22, n'eût guère été possible si le gouvernement n'avait montré auparavant aux classes laborieuses qu'il savait frapper aussi la fortune.

« Pour moi — concluait M. Meda — qui ne crois pas légitime la suppression du titre au porteur, mais qui l'ai reconnue politiquement nécessaire [à l'heure présente], je puis admettre qu'elle mérite d'être examinée à nouveau ; mais seulement parce que le déficit du Trésor est tombé de 14 à 4 milliards, réduction qui peut-être n'eût pas été atteinte sans la mesure par laquelle l'État a prouvé qu'il voulait empêcher toute évasion fiscale de la richesse [2]. »

1. *La nominatività obbligatoria nei discorsi dell'on. Meda e dell'on. Tangorra* (*Civitas*, 1er août 1920).

2. « Si les capitaux ont émigré — disait encore M. Meda — il faut se rappeler que l'émigration la plus forte était déjà advenue par suite de l'impôt extraordinaire sur la fortune, excellente initiative de M. Nitti », et il trouvait dans l'empressement du public à souscrire des bons du Trésor, même après qu'a été annoncée la suppression du titre au porteur étendue aux emprunts d'État, la preuve que cette mesure n'a pas tari la confiance des citoyens envers l'État. Rien n'empêcherait, d'ailleurs, une future émission de titres « garantis au porteur », garantie qui ne fut jamais donnée pour les titres émis jusqu'alors. » (*Corriere d'Italia*, 1er mai 1921.)

Il est remarquable en effet que l'Italie qui, dès l'origine de son unité, posséda un des meilleurs équilibres financiers du continent, semble devoir être aujourd'hui, malgré toutes les causes d'infériorité économique qu'on lui connaît et les déplorables effets des luttes civiles dont elle souffre, le pays belligérant où sans doute se rétabliront le plus tôt des finances normales. L'exposé financier qu'a fait le 27 juillet dernier devant la Chambre l'actuel ministre du Trésor, M. De Nava, est très caractéristique à cet égard. Alors que le déficit prévu pour l'exercice 1920-21 dépassait, comme on l'a vu, 14 milliards, le gouvernement de M. Giolitti réussissait à le limiter à 10 milliards 300 millions. Et sur les prévisions d'un déficit sensiblement égal à ce dernier chiffre pour l'exercice 1921-22, une réduction de plus de 6 milliards est déjà assurée. Sans fausse modestie, M. Meda peut s'attribuer une large part de ces excellents résultats qui ont permis à M. Bonomi, en se présentant devant le Parlement italien, d'annoncer que le règlement d'application de la *nominatività obbligatoria* allait être revisé « en tenant compte des conditions actuelles de l'économie du pays [1] ».

Ainsi M. Meda, pendant les quatre années qu'il a passées au pouvoir, s'est trouvé réaliser à la lettre sur le terrain financier le programme qu'il déclarait naguère nécessaire : « Ou la bourgeoisie comprendra

1. Séance du 19 juillet 1921. Dans l'exposé de son programme de gouvernement, M. Bonomi annonçait aussi que « tout en maintenant la loi qui attribue à l'État l'intégralité des bénéfices de guerre, son application serait réglée en tenant compte, spécialement quant aux variations de la valeur de l'argent, de la nouvelle situation économique et de la crise que traverse actuellement l'industrie ». Il a été prouvé en effet que pour payer l'impôt sur les bénéfices de guerre d'après les bases fixées lors du vote de la loi, certaines industries se trouveraient encore fortement endettées après avoir vidé leurs caisses et liquidé tout leur matériel.

que le salut social n'est plus compatible avec la défense non pas seulement de ses égoïsmes et de ses privilèges, mais même de tous les droits juridico-économiques que la prépondérance du tiers-état lui a attribués, ou il faudra donner au gouvernement la force de l'y contraindre; et ce sera pour son bien [1]. »

*
* *

Par tout ce qui précède, on a pu voir que la forte personnalité de M. Meda, sans chercher jamais à se singulariser par des opinions ou des attitudes tapageuses, savait conserver cependant, même dans la fidélité la plus stricte à une doctrine et à un parti, la liberté de se mouvoir entre les limites de cette doctrine et de juger la tactique ou l'orientation de ce parti. Il a même plus d'une fois revendiqué pareille liberté comme une condition de progrès et de force et donné à entendre que dans les groupements politiques contemporains, sans en excepter le sien, une conception trop rigide de la discipline de parti finissait par en fausser bien souvent l'esprit.

Un récent article de M. Meda sur « la crise des partis » nous révèle en lui à cet égard un état d'âme qui ne veut s'exprimer que dans la dignité de constatations objectives, mais où transparaît nettement un sentiment plus personnel.

« J'estime comme un des phénomènes les plus caractéristiques [de cette crise] — écrit-il — l'influence toujours moindre des hommes intellectuellement les plus autorisés dans les divers partis et la conséquence qui en dérive d'une domination mécanique de majorités formées suivant les intérêts, les illusions ou les déviations

1. *Civitas*, 1er janvier 1920.

du moment... Il y a là sans doute un résultat dû pour une grande part à l'extension du suffrage et à sa mauvaise organisation, mais aussi une dégénérescence intime du concept d'association, à travers laquelle renaît sous des formes modernisées l'institution qu'Athènes avait imaginée pour se défendre du péril que le citoyen puissant et fortuné supprimât la liberté, et qui finit par devenir l'arme des pires pour supprimer le prestige gênant de la vertu et de la sagesse. »

Et après avoir montré la nécessité d'unir au concept d'association le concept de hiérarchie, « d'une hiérarchie de valeurs et de compétences soit morales, soit techniques, selon l'objectif social à atteindre », M. Meda ajoutait :

« Non point que je veuille indiquer par là comme profitable l'inféodation — qui fut le défaut de nombreuses associations politiques en des temps encore proches — à tels hommes d'un rare mérite qui avaient conquis un ascendant particulier grâce à leurs qualités éminentes de penseurs, d'orateurs ou d'hommes d'État — encore qu'il faille bien reconnaître que sans eux l'Italie unifiée n'existerait probablement pas. Il est trop naturel que dans des conditions historiques normales, les peuples n'abdiquent entre les mains d'aucun chef de parti comme d'aucun général, d'aucun journaliste, d'aucun poète. Toutefois de là au processus de lente mais constante élimination qui inutilise l'œuvre des citoyens les plus dignes pour leur élévation d'esprit ou leur expérience des affaires publiques, sous l'empire d'une faconde d'orateurs de carrefour propre à déchaîner les enthousiasmes tumultueux qui poussent aux votes impulsifs, entre ces deux maux c'est le second, à mon avis, qui offre le plus grand péril pour le rôle utile des partis politiques dans la vie nationale. »

A propos de l'exagération du concept de disci-

pline, qui « imprime le caractère et l'étiquette d'une rébellion aux honnêtes initiatives de critique, de revision, de contrôle où les partis devraient, au contraire, chercher la garantie de leur propre conduite », M. Meda remarquait non moins judicieusement que les tendances politiques actuelles, — d'ailleurs excellentes dans la mesure où elles s'opposent aux excès de l'individualisme, — conduisent à

« une législation qui enlève presque aux facultés du citoyen le pouvoir de se manifester autrement qu'encadrées dans un parti : phénomène qui, s'il n'est pas tempéré au sein des partis eux-mêmes par une équitable appréciation des individus et de leur rendement possible au profit de la vie nationale, peut déterminer une sélection à rebours pour le plus grand dommage de la société et de l'État, fût-ce en respectant au maximum toutes les disciplines idéales que l'on voudra. Or la tendance plus ou moins accusée dans tous les partis... à confondre l'unité avec l'uniformité, à traiter la matière cérébrale comme une denrée soumise au cours établi, les constitue en état de crise, même si elle les renforce momentanément dans leur cohésion intérieure, en tant que semblable renforcement est obtenu au détriment exclusif d'une cohésion bien plus vaste et plus importante : celle du pays[1]. »

Si ces réflexions s'appliquent parfaitement bien au socialisme italien, où un homme de la valeur de Filippo Turati a pu jusqu'à ces derniers mois craindre à tout instant d'être expulsé du parti qui, plus qu'à nul autre, lui devait l'existence, sous l'action des jeunes recrues sans culture ni valeur propre que les déceptions de la guerre avaient fait se ruer vers le

1. *Civitas*, 1er avril 1920, et *Nuova Antologia*, 1er mars 1920 : *Crisi di partiti e crisi di stato.*

communisme, il ne serait pas malséant de les appliquer aussi, dans une large mesure, au Parti populaire où, sous une forme moins brutale et pour des raisons plus nobles, les mêmes tendances se manifestent pourtant et se manifestaient surtout à l'époque où écrivait M. Meda. En même temps qu'il lui arrivait de critiquer certains points de détail du programme populaire ou certaines erreurs de tactique, M. Meda ne cachait point, d'ailleurs, son admiration et son amitié pour Don Sturzo et se faisait gloire de militer à ses côtés[1]. Mais il est bien vrai qu'il appli-

1. En 1919, candidat aux élections législatives à Rome et à Milan, et élu dans les deux circonscriptions, M. Meda déclarait à ses électeurs romains, après les avoir entretenus des plus hauts problèmes politiques liés à l'origine du Parti populaire, que « sur les matières particulières susceptibles de discussion, [il s'en remettait] au programme du parti... alors même qu'en quelque point il devrait le considérer sujet à revision, ou appelant des précisions et des développements ». (Discours du 29 octobre 1919.)

Un peu plus tard, M. Meda critiquait nettement la tactique intransigeante votée au Congrès de Naples, qui avait amené les populaires à faire bande à part dans les élections municipales et provinciales de novembre 1920 et déterminé leur échec dans la plupart des grandes ville, notamment à Milan. Plus d'une fois il laissa entendre que le bloc compact des élus populaires à la Chambre des députés comprenait beaucoup de non-valeurs, surtout avant les élections de 1921, et qu'il fallait supprimer la lutte indécente entre candidats d'un même parti — qu'autorise, grâce au vote « préférentiel », la loi électorale italienne — en ne présentant comme candidats que des hommes manifestement dignes du mandat politique et en nombre à peu près égal à celui des sièges auxquels chaque parti peut raisonnablement prétendre. De même il remarquait, voici quelques mois, que la décentralisation administrative — l'un des points essentiels du programme populaire — « pourra réellement avoir d'heureux résultats, non pas cependant tous ceux qu'en espèrent la plupart, et qui n'iront pas non plus sans quelque dommage ou tout au moins quelque désavantage » (*Corriere d'Italia*, 25 mai 1921).

Mais ce sont là libertés d'appréciation qui n'entament nullement la sincérité de l'éloge que M. Meda faisait de Don Sturzo, son « ami très cher », à un journaliste espagnol venu l'interviewer sur le Parti populaire, lorsqu'il qualifiait le jeune prêtre sicilien d' « homme vraiment merveilleux, doué d'une intelligence lucide et prompte, d'une volonté ferme et tenace, d'un caractère aussi énergique que séduisant : le vrai créateur du P. P. — qui sans lui ne serait peut-être pas né, — qui aujourd'hui en est l'âme et qui lui a imprimé

que lui-même le premier la règle que nous l'entendions préconiser tout à l'heure et place toujours l'intérêt national avant l'intérêt de parti lorsque l'un et l'autre ne lui semblent pas concorder absolument. De là vient qu'on l'acclame, mais aussi qu'on le craint un peu dans le Parti populaire, comme un homme qui ne se laisse pas enrégimenter. Et de là vient pareillement que dans le pays, M. Meda jouit de l'estime de tous les hommes éclairés, de tous les chefs de groupe, même de ceux qui ont le moins de sympathies pour son parti.

Les preuves abondent de cette popularité de bon aloi. C'est le *Corriere della Sera*, dont on sait la prodigieuse influence politique, qui déclarait naguère que dans le cabinet Giolitti se trouvait un seul homme digne de la confiance du pays : M. Meda. C'est Filippo Turati qui, au Congrès de Livourne, recommandant à ses « compagnons » de lire les pages d'histoire du socialisme italien que venait de publier M. Meda[1], déclarait le ministre du Trésor « un adversaire honnête, d'une science peu commune et d'une absolue objectivité ». C'est M. Mussolini qui, lors de la chute du ministère Giolitti, désignait M. Meda comme le plus souhaitable président du Conseil.

Ainsi libéraux, socialistes et fascistes s'accordent pour décerner au ministre catholique le même tribut d'éloges, qui n'ont pas seulement le caractère d'une absence de griefs à son endroit — comme ce serait le cas pour M. De Nicola, homme nouveau porté à la

l'impulsion grâce à laquelle, du premier coup, cent députés populaires ont été élus à la Chambre. » (*Civitas*, 16 mars 1920.)

1. *Nuova Antologia*, 1er et 16 décembre 1920, et *Il Partito socialista italiano* (Milan, Soc. edit. « Vita e Pensiero », 1921).

présidence de la Chambre italienne on ne sait trop pourquoi et dont le principal mérite est de n'avoir point d'histoire(s) — mais qui reposent sur une estime justifiée par une activité féconde au service de l'Etat, une valeur intellectuelle et une droiture de caractère bien rares dans les annales du parlementarisme.

Le rôle de prophète est toujours ingrat, dit-on. S'il apparaît sans mérite, il demeure aussi sans inconvénients lorsque l'événement annoncé est déterminé par le cours fatal des choses : telle la conjonction de deux planètes que le calcul fait prévoir avec assurance. Il y a dans l'ordre politique une certitude égale à cette certitude mathématique à pronostiquer qu'avant dix ans, et bien avant peut-être si M. Giolitti venait à disparaître, le gouvernement suprême de la chose publique sera confié durablement, en Italie, à M. Meda, associé ou non aux leaders socialistes de droite, et quel que soit le sort réservé dans l'avenir au Parti populaire.

V

DON LUIGI STURZO ET LE PARTI POPULAIRE

Un petit homme maigre, au visage pâle que domine un nez busqué, aux cheveux noirs aplatis, aux longs bras souples où les mains sont aussi parlantes que des lèvres, tel apparaît au premier abord le fondateur du Parti populaire italien. Un humoriste, frappé de son aspect jeune, pourrait lui trouver quelque ressemblance avec le type classique du séminariste studieux et peu avantagé de la nature. Mais un admirateur fervent rappellerait que la race qui peuple les grandes îles de la Méditerranée centrale, et d'où est sorti Napoléon, donne à la France ses meilleurs administrateurs et à l'Italie ses meilleurs soldats[1]. Avec son éloquence précise, mesurée, sans images, bourrée de mots abstraits et de détails techniques, avec cette volonté tenace et inflexible qui est son signe distinctif, Don Luigi Sturzo est bien fils de cette Sicile vibrante, plus proche de l'Espagne que de la Grèce, où le sang normand se mêle au

1. Il n'y a pas identité sans doute entre les populations de Corse, de Sardaigne et de Sicile, mais grande ressemblance et nombreux caractères communs.

sang arabe et dont la passion contenue n'a jamais rien de léger ni d'éphémère.

Sa ville natale, Caltagirone, grosse agglomération rurale[1] située au centre d'une contrée de *latifundia*, est aujourd'hui encore d'accès difficile et de maigres ressources. Luigi Sturzo y naquit le 26 septembre 1871, d'une famille de petite noblesse, aisée et très chrétienne. Tôt indifférent aux jeux de l'enfance, solidement pieux et de bonne heure attiré vers le sacerdoce — comme son frère aîné, évêque de Piazza Armerina — il partageait entre la lecture et la musique, pour quoi il était très doué, tout le temps qu'il ne donnait pas au travail ou à la prière. Aux petits séminaires de Noto et de Caltagirone, où il fait brillamment ses humanités et se prépare à la prêtrise, il organise aussi des séances littéraires et musicales et à vingt et un ans compose même une manière de drame lyrique. Plus tard il écrira une messe en musique, plusieurs fois exécutée dans sa province.

Mais ce sont là les tendances qu'une vie d'action va rapidement comprimer. Avant même d'avoir terminé ses études cléricales, il donne un premier élan au mouvement catholique local en créant Comité diocésain, sections paroissiales, caisses rurales, coopératives, etc. Puis il se rend à l'Université Grégorienne pour y prendre le grade de licencié en théologie, et à peine l'a-t-il obtenu que, quittant Rome, vers le milieu de l'année 1898, il regagne son

1. Le recensement de 1911 lui attribue 42.500 habitants, en majorité paysans. Le développement de la grande propriété et le manque de communications empêchant en beaucoup de régions siciliennes la formation de villages, les paysans doivent vivre groupés dans des villes dont le territoire cultivable s'étend souvent sur un rayon de 50 kilomètres.

diocèse d'origine. Mais il a approché dans la capitale et en d'autres villes, notamment à Milan où, à vingt-trois ans, il est allé donner une série de prédications, les hommes les plus en vue du catholicisme italien. Il a sympathisé surtout avec les représentants de l'idée démocratique chrétienne, qui commence à se répandre, et de 1898 à 1906, il se tiendra en rapports suivis avec Romolo Murri, jusqu'à ce que celui-ci se soit séparé de l'Église. Mais son port d'attache demeure toujours Caltagirone, où son évêque l'a nommé professeur de philosophie et sociologie au grand Séminaire et lui laisse toute liberté de développer en même temps l'action catholique locale dans le sens que conseille Léon XIII.

En peu de mois Don Sturzo reprend en mains la jeunesse et les œuvres. Il groupe paysans et ouvriers dans des ligues professionnelles, étudie les problèmes sociaux particuliers à sa région, et dès l'année suivante est élu conseiller communal. Ce sera l'origine de sa carrière d'administrateur municipal et l'on pourrait dire de technicien en ce domaine auquel si peu prêtent attention et où il n'est personne qui ne se juge compétent. Au contraire c'est peut-être là qu'il faut chercher l'activité sinon la plus féconde, du moins la plus originale de ce grand laborieux, d'une si scrupuleuse conscience, qu'est Don Sturzo. Activité plus remarquable encore si on la replace dans son cadre naturel, celui d'un pays où le fatalisme arabe produit facilement l'insouciance de la chose publique et, par une conséquence logique en notre nature déchue, le penchant à la concussion et à toutes les formes de corruption politique.

Don Luigi Sturzo entreprit courageusement de réagir contre des habitudes qu'il jugeait à bon droit

aussi dommageables à la prospérité de sa terre natale qu'à sa bonne réputation. En même temps il commençait à tracer les grandes lignes d'un programme de rénovation et d'autonomie de la vie communale, fondé sur la décentralisation administrative, que pendant vingt ans il n'allait pas cesser de propager et qui, aujourd'hui encore, est au premier rang des revendications du Parti populaire.

En 1901 avait surgi à Milan, sur l'initiative de quelques socialistes probes que préoccupait également la déchéance de la vie municipale, de plus en plus soumise à l'arbitraire officiel, une association ouverte à tous les partis et qui prit le nom d'*Associazione dei Comuni italiani*. L'un des premiers parmi les catholiques de son pays, Luigi Sturzo comprit l'utilité du nouveau groupement et il y entrait dès 1902; la même année il provoquait à Caltanissetta une première réunion des conseillers municipaux catholiques de Sicile où il développait un *programme municipal* qui, republié depuis dans ses *Sintesi sociali,* reste un témoignage frappant de l'admirable lucidité que le jeune prêtre devait toujours apporter à débrouiller les problèmes les plus complexes. Sans se lasser, en même temps qu'il l'applique lui-même à Caltagirone, dont il restera maire de 1905 à 1920, aux prises souvent avec les pires difficultés [1], il en développera les idées directrices dans

1. Succédant en 1905 à une administration municipale qui équilibrait son dernier budget grâce à des crédits fictifs s'élevant au total de 60.000 francs, l'administration Sturzo, après avoir remis en ordre les finances de la ville, pouvait en 1916 présenter un bilan où l'augmentation du revenu des biens communaux était d'environ 110.000 francs par rapport au chiffre global de 1906. Durant ce temps et pendant les quatre années suivantes, elle amena à Caltagirone l'énergie électrique, développa le réseau routier, restaura le Séminaire et l'Évêché, construisit des maisons ouvrières, créa un Institut technique, une Station d'oliviculture, une Station zootechnique, une

tous les Congrès où, lui présent, la question de l'autonomie communale pourra être abordée; il la remettra sans cesse, par ses circulaires de Secrétaire politique, devant l'esprit des présidents de sections du Parti populaire; de 1907 à 1915 enfin, rapporteur aux Congrès annuels de l'*Associazione dei Comuni,* qui, bien vite, comprenant la valeur d'une telle recrue, l'avait appelé à faire partie de son comité directeur, puis, en 1915, nommé vice-président, il en étudiera divers points spéciaux, où se manifestera toujours davantage, même aux yeux des socialistes, sa compétence hors de pair en matière administrative [1].

Si le problème de l'autonomie (relative) des communes et des provinces — à la fois condition et effet d'une bonne administration — préoccupe si fort Don Sturzo, ce n'est pas, faut-il le dire? en raison d'un particularisme étroit, mais bien au contraire par

École de céramique, un hôpital de tuberculeux, doubla le nombre des écoles primaires complètement réorganisées, réalisa enfin sur le territoire de la commune ce fractionnement de la grande propriété qui est l'une des préoccupations dominantes de Don Sturzo, par une serie d'accords conclus à la satisfaction des propriétaires comme des paysans et qui permirent de distribuer à ceux-ci, principalement aux anciens combattants et aux chefs de familles nombreuses, 2500 hectares de terre à raison de trois hectares environ par famille.

1. Nous ne pouvons qu'indiquer l'objet de ces rapports dont la collection est devenue rarissime : *Lois sanitaires* (Congrès de Bologne, 1907); *Nécessité d'une classification des communes, comme base d'une réforme de l'impôt* (Congrès de Venise et de Gênes, 1908 et 1909); *Viabilité communale* (Congrès de Palerme et de Rome, 1910 et 1911); *Police rurale* (Ancône, 1912); *Lois sur l'instruction primaire* (Milan, 1913). Sur plusieurs des questions traitées dans ces divers Congrès, l'*Associazione dei comuni italiani*, dont Luigi Sturzo continue à demeurer l'âme, a obtenu du gouvernement décrets et lois d'une indiscutable opportunité.

Don Sturzo a participé en outre depuis 1895 à presque tous les congrès ayant pour objet les questions agraires et forestières, la prévoyance sociale et la coopération, le problème scolaire et le problème... féministe, car depuis longtemps le chef du Parti populaire est un partisan convaincu du vote des femmes.

une vue d'ensemble remarquablement cohérente des moyens de remédier à notre actuelle désorganisation sociale. Dès 1902, dans le programme municipal dont nous parlions tout à l'heure, Don Sturzo remarquait que « de même qu'autrefois les Communes eurent des fonctions d'État, aujourd'hui elles suppléent au manque de classes juridiquement organisées [1] ».

La reconnaissance juridique des classes, la concession de droits civils et politiques, sur la base de la représentation proportionnelle, aux divers groupements qui en peuvent exprimer légitimement les aspirations, telle est en effet l'idée maîtresse de Don Sturzo, à laquelle se relient toutes les autres. Il la définissait en 1902 « la plus salutaire, la plus nécessaire revendication du prolétariat et de la société entière pour leur avenir et leur progrès [2] ». Et au lendemain de l'armistice, traçant les lignes directrices que le Parti populaire près de surgir allait adopter, il redisait encore : « La reconnaissance juridique de l'organisation de classe donnera un fondement organique aux droits du travail, orientera vers des préoccupations d'ordre technico-économique les associations ouvrières, écartera une condition de disparité et de lutte entre les diverses tendances prolétariennes, et permettra la décentralisation rationnelle de l'État au profit d'une politique du travail [3]. »

Sous des formes diverses cette même conception, inlassablement propagée par Don Sturzo pendant vingt ans, va reparaître désormais dans toutes les

1. *Sintesi sociali*, p. 173.
2. *Ibid.*, p. 167.
3. *Problemi del dopo-guerra.*

déclarations électorales et les affirmations publiques des députés « populaires », auréolée du prestige de grands exemples médiévaux, opportunément adaptés à notre temps, mais bien nettement italiens [1].

Lorsqu'en effet Don Sturzo, appuyé par le député de Trente, M. De Gasperi, invoquera à l'appui de sa thèse décentralisatrice l'exemple de l'Autriche-Hongrie, pays fortement centralisé politiquement, mais où la bonne marche des services administratifs était assurée grâce à l'autonomie de nombreux organismes provinciaux qui survécurent même à la dissolution de l'Empire, il se défendra de prôner une organisation germanique, mais se dira avec raison fidèle aux plus hautes traditions nationales. Bien comprise, l'autonomie communale lui semble l'une des garanties les plus efficaces contre la révolution et l'anarchie, puisque le désordre se développe presque toujours à la faveur de l'irresponsabilité. Et créer des communes responsables équivaut, d'une certaine manière, à créer de petits propriétaires, possesseurs du sol qu'ils cultivent ou des outils qu'ils manient.

Il est une autre idée que, dès le début de sa vie publique, nous voyons exprimée par Don Sturzo, avec la netteté d'une conviction inébranlable et l'assurance d'une future réalisation : c'est que les catholiques italiens ne compteront politiquement qu'une fois organisés en parti indépendant. Certes, il n'était pas le premier à posséder cette conviction et à l'exposer sans crainte; bien d'autres, malgré tout ce qui pouvait alors la faire paraître utopique, la partageaient avec lui. Mais il est intéressant de noter

1. *Messaggero*, 23 janvier 1919. (Interview avec Don Sturzo) et *Popolo nuovo*, 20 mars 1921 (Délibérations du Conseil National du P. P.).

comment il la relie à son souci des libertés communales.

« Nous avons tant de forces latentes que nous ne connaissons pas — écrivait-il le 1er décembre 1903 à Filippo Meda — ou qui, pour des raisons locales, sont absorbées par la prépondérance du parti libéral modéré... Ces forces pourront devenir *conscientes* de leur pouvoir quand une direction centrale, active et forte, appellera les catholiques à cette autonomie positive qui nous manque parce qu'il nous manque la cohésion d'un parti politique national.

« Eh! bien, que ce parti surgisse (c'est pour moi une idée fixe) sur... *cette base de vie commune que nous ne pouvons trouver que dans la revendication des libertés municipales contre l'emprise de l'État,* dans la libération de nos cités du joug et des abus de pouvoir des politiciens, de l'intrigue des parlementaires qui font des mairies leur plate-forme électorale, de la prépondérance des préfets, des Commissions administratives et des Conseils académiques, qui représentent et incarnent les tendances laïques, sectaires et maçonniques du pouvoir central[1]. »

La tactique était habile autant qu'opportune. D'une part, le jeune prêtre sicilien rencontrait en ce domaine, comme plus tard dans ses campagnes pour la représentation proportionnelle, l'action convergente des organisations socialistes. D'autre part, il n'allait pas contre les consignes pontificales, qui permettaient aux catholiques les luttes électorales dites « administratives », c'est-à-dire dirigées vers la conquête des municipalités et des Conseils provinciaux[2] et il évitait d'aborder les terrains brûlants

1. *Sintesi sociali*, p. 151.
2. Équivalents à nos Conseils généraux.

de la question romaine, de la liberté politique *totale* des catholiques, à plus forte raison de l'inspiration des Livres saints et de l'immanence où *temporalisti* et modernistes n'arrivaient vers le même temps qu'à se rendre suspects à l'État ou à se faire rejeter hors de l'Église. Romolo Murri, qui fut de ces derniers, constate non sans quelque aigreur de concurrent malheureux l'excellence des positions où dès l'origine s'était fortifié Don Sturzo. « Une grande part de son travail — écrit-il — se développait sur un terrain économique et administratif dont les autorités ecclésiastiques n'avaient aucune raison de prendre ombrage. » Sa lutte pour les autonomies corporatives et communales et contre l'État centralisateur « répond à certaines exigences fondamentales de la démocratie, entendue comme une éducation du citoyen à l'auto-gouvernement, mais elle a aussi le mérite de coïncider merveilleusement avec l'hostilité sourde et tenace de l'Église contre l'État et crée à celle-ci de merveilleuses facilités pour rentrer dans la vie publique en s'emparant de ces institutions : famille, école, corporations, municipalité, région, dont on réclame l'autonomie. Ce qui n'a pu être obtenu contre l'État unitaire se peut atteindre par une action locale et particulière sur des corps isolés [1]. »

1. Bien que fort tendancieuse, nous croyons utile de donner ici, à titre documentaire, la conclusion de l'étude consacrée par Romolo Murri à son ancien lieutenant, dont par ailleurs il reconnaît, outre le franc succès, la loyauté parfaite : « Pour lui, l'Église est administration d'âmes, l'État de choses; celui-ci ne peut donc avoir une idée propre d'humanité et d'éthique, donc une vie vraiment personnelle. L'Église est spirituellement tout; mais elle devrait désormais avoir un double sacerdoce : l'un en soutane, pour l'action proprement spirituelle, l'autre en habits laïques, pour la gestion des intérêts spirituels dans le domaine des affaires publiques. Il (Don Sturzo) personnifie, pour le moment, l'unité des deux sacerdoces. Un jour,

*
* *

Tout en suivant de près le développement de l'action catholique italienne et en faisant de fréquents voyages du sud au nord de la péninsule, Don Sturzo n'avait jamais, avant la guerre, quitté longuement Caltagirone. Lorsqu'éclata le conflit européen, en même temps qu'un nouveau Pontife montait sur le trône de Saint Pierre, Don Sturzo comprit tout de suite le rôle considérable que les catholiques allaient être appelés à jouer en Italie et, quittant la Sicile, il se fixa durablement à Rome. Bientôt, en raison de ses qualités d'organisateur et de sa connaissance parfaite non seulement du droit, mais du *milieu* administratif[1], il était choisi comme secrétaire général de la *Giunta direttiva dell'azione cattolica* (Comité directeur de l'action catholique), de qui dépendait, dans la nouvelle organisation réalisée par Benoît XV, toute l'orientation générale du mouvement catholique italien.

Sans doute la *Giunta direttiva* n'était en principe qu'un organe de liaison entre les cinq grandes Unions qui se partageaient le domaine multiple des initiatives catholiques [2] et de transmission à chacune

peut-être prochain, il s'apercevra que l'autonomie est une bête ombrageuse qui ne souffre pas longtemps les chaînes ; elle se retournera contre son habile gardien. Et le succès du Parti populaire italien, si l'État et la démocratie — s'étant finalement avisés du péril mortel qu'ils encourent — savent se défendre, se tournera, au bout du compte, contre l'Église, mais à l'avantage certain de la religion intérieure et donc de la conscience religieuse italienne, si intimement malade de cléricalisme. » (*Op. cit.*, pp. 153-154.)

1. On peut affirmer que dès avant la fondation du Parti populaire et même dès avant la guerre, Don Sturzo était, de tous les militants catholiques italiens, le plus connu dans les ministères et dans les milieux administratifs. Ses fonctions comme ses tendances le mettaient nécessairement en rapport avec eux.

2. Union populaire, Union économico-sociale, Union électorale

d'elles des désirs ou des directions du Saint-Siège. En fait il était possible à Don Sturzo d'orienter souvent les décisions du Comité, pour tout ce qui était laissé à son initiative, vers la préparation en quelque sorte psychologique des masses organisées aux méthodes qu'il ferait plus tard prévaloir dans le Parti populaire.

Durant près de cinquante ans l'action catholique italienne s'était développée sans grande cohésion, souvent même parmi de violentes crises intestines, comme celle qui en 1904 avait abouti à la dissolution de l'*Opera dei Congressi*.

Ce qui importait donc le plus lorsque Benoît XV reprit en mains les fils brisés de l'action catholique italienne et appela la *Giunta direttiva* à les renouer avec lui, c'était l'établissement d'une stricte discipline centralisée, qui pourtant respectât l'autonomie légitime d'œuvres et de groupements locaux dont la prospérité attestait la bonne organisation.

Il eût paru étrange que l'apôtre convaincu des libertés communales qu'est Don Sturzo ne fût pas enclin à respecter les libertés diocésaines. Et nous croyons que jamais, dans ses fonctions de secrétaire général de la *Giunta direttiva*, il ne justifia ce reproche. Toutefois il tendit surtout à réaliser fortement, suivant le désir du Saint-Siège, l'unité des vues directrices entre les groupements catholiques italiens par l'inscription *obligatoire* de tous leurs membres,

catholique, Union des Femmes catholiques, Jeunesse catholique italienne. La *Giunta direttiva* comprenait de droit les présidents de chacune des grandes Unions (nommés par le Pape) et une demi-douzaine de membres électifs, désignés par l'ensemble des Comités diocésains. Elle était présidée par le président de l'Union populaire, le comte Dalla Torre, inamovible, comme le secrétaire général, sauf par le Pape.

pris individuellement, à l'Union populaire et par la constitution dans chaque diocèse d'un *Comité diocésain*, étroitement relié à la *Giunta direttiva*, et dont le rôle principal était précisément de provoquer et de contrôler l'inscription de chaque catholique militant à l'Union populaire.

On voit tout ce qui s'opposait dans les tendances particularistes des populations italiennes à semblable programme et en 1917, deux ans après la formation de la *Giunta direttiva*, Don Sturzo avouait encore que ses compatriotes préféraient « l'affirmation et l'orientation locales au mouvement d'ensemble,... l'action personnelle qui s'impose et devient vite réalité, au travail collectif lassant et difficile, qui se heurte à l'inaction de beaucoup, aux défiances de plusieurs, à l'indiscipline de quelques-uns, aux résistances de diverses autorités[1] ». Mais on voit aussi combien ce travail de coordination sur le terrain religieux préparait efficacement les catholiques italiens à recevoir sur le terrain politique les mêmes consignes unificatrices portant la même signature, qui n'était plus celle d'un simple intermédiaire entre le Vatican et les masses catholiques, mais celle d'un chef responsable[2].

1. *Corriere d'Italia*, 15 janvier 1917.

2. Entre temps, parmi les tâches multiples auxquelles il tenait la main, Don Sturzo avait trouvé moyen de fonder en 1916 une *Œuvre nationale pour l'assistance civile et religieuse des orphelins de la guerre*, reconnue d'utilité publique, largement subventionnée par l'État et dont les représentants sont admis à veiller sur les orphelins ou même à exercer envers eux la tutelle légale lorsqu'elle ne peut être confiée à leur famille. L'œuvre compte en Italie plus de cent comités, ayant chacun leur budget spécial, sous le contrôle et la direction du comité central, qui est aidé dans sa mission par un grand nombre de *marraines d'orphelins* rigoureusement choisies. Elle est présidée par le prince D. Luigi Boncompagni.

*
* *

Le 4 novembre 1918, l'Italie concluait l'armistice avec l'Autriche. *Le 17 novembre,* Don Sturzo prononçait à Milan son grand discours-programme sur les « problèmes de l'après-guerre » ; le 23 il réunissait à Rome quelques amis sûrs — dix-huit au total — pour examiner avec eux la situation politique du moment; les 16 et 17 décembre, sous la présidence du comte Santucci, un plus grand nombre de personnalités catholiques, convoquées de toutes les régions d'Italie, s'assemblaient, en « Petite Constituante », pour fixer définitivement les revendications et le statut intérieur du parti en formation; et le 18 janvier 1919, signé d'une Commission provisoire de onze membres, l'Appel au pays et le Programme du Parti populaire italien étaient communiqués à la presse. Deux mois avaient suffi, parmi le désarroi de tous les autres groupements politiques que la paix avait surpris comme, en 1914, la guerre, pour préparer le geste audacieux, attendu depuis quarante ans par tant de catholiques éclairés, qui allait interrompre leur éloignement forcé de la vie publique et renouer de grandes traditions nationales[1] ?

Tout de suite, fidèle à une conception invariable

1. Nous n'inscrivons pas au hasard ce chiffre de quarante ans. En 1879, réunies à Rome autour du comte Campello, plusieurs notabilités catholiques — et notamment Cesare Cantù, G.B. de Rossi, le prince Paolo Borghese, le comte Santucci lui-même — avaient espéré se constituer sous le nom de « conservateurs nationaux » en parti politique autonome. Le Pape alors s'y opposa, comme il devait s'y opposer constamment jusqu'en 1905; à ce moment les infractions autorisées par Pie X au *non expedit,* rendues de plus en plus nombreuses lors des élections suivantes de 1909 et de 1913, préparèrent positivement les voies de l'autonomie complète actuellement accordée par le Saint-Siège au Parti populaire. Cf. Filippo Crispolti, *Il Partito popolare italiano.* (*Nuova Antologia,* 16 février 1919.)

chez lui, Don Sturzo avait posé en principe le caractère non confessionnel du nouveau parti. « Nous sommes avec ceux qui excluent la religion des vues de parti — proclamait-il en 1902 — et nous nous contentons comme démocrates chrétiens de poursuivre la réalisation d'un idéal *conforme aux principes religieux*[1]. »

En 1905, après les premières atténuations au *non expedit*, il soutenait encore le même point de vue dans un discours sur la condition des catholiques en Italie; et dans une lettre ouverte à son ami Cavazzoni, à la veille des réunions de Rome d'où allait naître le Parti populaire, il écrivait plus explicitement encore :

« Après tant d'essais et tant de refontes de groupes et d'unions, je demeure du même avis, malgré la présence de quelques-uns de nos amis au Parlement et même au Ministère : nous avons besoin d'une différenciation qui ne soit point l'idée religieuse et qui ralliera, par conviction ou opportunité, libéraux et modérés, catholiques pratiquants et membres de nos associations ou de nos groupes paroissiaux. Cette différenciation, entrevue et sentie en 1896, année du baptême de la démocratie chrétienne, revient aujourd'hui vivante et agissante après la guerre et dans la révision en Italie de toutes les valeurs politiques[2]. »

Ce fut sur ce point cependant que Don Sturzo eut à livrer, comme secrétaire politique du Parti populaire, sa première bataille, qui fut aussi sa première victoire. Les grandes lignes du programme du nou-

1. *Sintesi sociali*, p. 147.
2. *Corriere d'Italia*, 24 novembre 1918 et Giulio de Rossi, *Il Partito popolare italiano dalle origini al Congresso di Napoli*, p. 48 (Rome, Ferrari, 1920).

veau parti sont trop connues pour que nous y insistions. On y revendiquait, bien entendu, toutes les libertés essentielles pour lesquelles les catholiques, dans tous les pays d'Europe, ont dû combattre depuis un siècle : intégrité de la famille, liberté d'enseignement à tous les degrés, liberté d'organisation de classe dans l'unité syndicale, avec son corollaire : « représentation de classe, sans exclusivismes sectaires [1], dans les organes publics du travail auprès des Communes, des Provinces et de l'État », et, sous l'article VIII, « liberté et indépendance de l'Église dans le plein exercice de son magistère spirituel ; liberté et respect de la conscience chrétienne considérée comme le fondement et la sauvegarde de la vie de la Nation, des libertés populaires et des conquêtes progressives de la civilisation dans le monde ».

Toutefois il parut à certains que cet article essentiel du programme « populaire », malgré la majesté des termes qui l'énonçaient, paraissait avoir gêné les promoteurs du nouveau parti, et se trouvait singulièrement placé, vers le milieu du manifeste, entre l'utilisation des forces hydro-électriques et la réforme électorale. A Milan en particulier, l'impression fut vivement ressentie parmi des groupes de jeunesse catholique animés d'une foi profonde, et elle trouva son expression dans une brochure polémique due au R. P. Gemelli et à son ami Don Olgiati, dont le

1. Depuis longtemps en effet les catholiques italiens luttent pour l'admission sur le pied d'égalité au Conseil supérieur du Travail et dans les commissions similaires, des délégués de leurs organisations professionnelles à côté des délégués socialistes qui jusqu'ici sont seuls admis à représenter les masses ouvrières. Ces justes revendications ont eu grâce au P. P. un commencement de réalisation.

titre seul disait l'objet : *Le Parti populaire. Ce qu'il n'est pas. Ce qu'il devrait être.*

Au Congrès de Bologne, où le P. P. devait en juin 1919 faire une première revue générale de ses forces, il était inévitable que ces critiques eussent un écho. Elles furent exprimées de nouveau par le P. Gemelli en personne, qui très nettement approuva les fondateurs du parti de n'avoir pas voulu l'édifier sur une base confessionnelle, mais déclara qu'à son avis on ne tenait pas assez compte, dans son programme et ses méthodes, des finalités chrétiennes que même un parti politique, dès lors qu'il est organisé par des catholiques, doit avoir toujours en vue.

Si une équivoque avait pu se glisser dans les premières manifestations du Parti populaire, il importait après ce débat public qu'elle fût entièrement dissipée. Elle le parut après la réplique de Don Sturzo au P. Gemelli où étaient affirmées expressément les directives chrétiennes du parti. Le contact spirituel avec Dieu, déclarait en substance Don Sturzo, est notre fin suprême et notre désir, l'inspiration première de notre conscience. Nous voulons éviter de donner au pays l'impression inexacte que le P. P., au lieu d'une organisation parfaitement politique, est « une seconde face de l'action catholique italienne », mais que tous nos amis « prennent acte de notre élan de foi, d'amour et de sentiment religieux, de confiance dans le chef de l'Église..., et ne nous perdons pas dans des questions d'ordre du jour ».

Touché de l'accent de sincérité de cette réponse, le P. Gemelli retirait en effet l'ordre du jour par lequel il voulait, en appuyant sur l'idée chrétienne, corriger celui du rapporteur et devant l'approbation

générale de son geste, il concluait : « Par nos applaudissements affirmons surtout l'unité de notre parti, affirmons notre confiance en celui qui, comme citoyen et comme prêtre, l'a conduit aux résultats que nous voyons[1]. »

Toutefois, lorsque certains errements inévitables en toute œuvre humaine déterminèrent vers la fin de 1920 ce qu'on a pu appeler la « crise » du Parti populaire italien, l'occasion fut donnée au P. Gemelli de revenir sur les critiques de fond touchant l'œuvre de Don Sturzo qu'il avait formulées un an et demi plus tôt, et de répondre à ceux qui lui reprochaient de s'être laissé trop facilement convaincre par des affirmations que les faits avaient démenties. Évitant l'accent combatif qui marquait son précédent opuscule, il reconnaissait que le P. P. n'avait pu encore créer, en son sein même, l'harmonie et la collaboration de classes qu'il se propose de réaliser dans la société, et cela « parce qu'il n'a pas su manifester pleinement l'âme chrétienne qui le doit informer ». Mais il ne le jugeait pas indigne, au prix d'un effort soutenu de perfectionnement intérieur, d'accomplir cette grande mission de réconciliation sociale « qui mettra fin au malaise économique et moral, à la guerre fratricide des temps actuels ».

« C'est la vie intérieure, le contenu spirituel qui, trop souvent, manque au P. P. I. — observait dans le même numéro de *Vita e Pensiero*[2] un ami du P. Gemelli. Tel est son vice originel : la trop pauvre vitalité religieuse de beaucoup de ses membres, la préoccupation excessive d'égoïsme et de privilèges personnels, par défaut de sen-

1. De Rossi, *op. cit.*, pp. 109-110.
2. Février 1921

timent chrétien. Faute qui n'est point celle des hommes qui ont créé le parti et y consacrent leur activité, mais de la société contemporaine gâtée et déséquilibrée par la déformation morale qu'ont produite en elle cinquante ans de gouvernement, de pouvoir laïque... destructeur de tout l'idéal et de toutes les traditions religieuses qui inspiraient les citoyens. »

Ainsi ceux-là même qui ménagent le moins les critiques à l'action du P. P. n'ont que des paroles de respect et de sympathie pour son fondateur.

Ce n'est point notre dessein ici d'énumérer et de discuter toutes ces critiques, ni d'exposer dans le détail ce qu'a tenté d'accomplir le Parti populaire au cours de la XXV^e^ législature, c'est-à-dire pendant ses deux premières années d'existence [1].

On a pu lui reprocher avec plus ou moins de raison l'appui trop inconditionné donné par lui à l'action parfois imprudente de la *Confédération Italienne des Travailleurs* (catholique), le souci trop exclusif des intérêts du prolétariat au détriment des classes moyennes, la préoccupation théorique de réformes actuellement irréalisables au mépris de nécessités plus urgentes, certaines erreurs de tactique parlementaire, l'absence ou l'illogisme de sa politique extérieure, etc.

Mais le mérite insigne de Don Sturzo, qu'aucune critique de détail ne saurait amoindrir, c'est de n'avoir jamais toléré que dans son parti les questions de personnes ou d'opportunité prissent le pas sur les questions de principes, et de s'être préoccupé uniquement du bien social en toutes ses décisions, en toutes ses démarches, en toutes ses impulsions

1. Voir appendice III.

même. Le désintéressement absolu uni à l'autoritarisme le plus évident, tel est donc le trait distinctif du caractère de Don Sturzo comme Secrétaire politique du Parti populaire.

Dans ce rôle éminemment laïque, il apporte la foi et l'énergie des grands fondateurs d'ordres religieux. Il nous reste à l'étudier sous cet aspect, qui n'est pas le moins paradoxal de sa personnalité.

*
* *

Le Parti populaire avait affirmé son programme en des documents publics, lors de sa constitution, de son premier Congrès national et des élections législatives de 1919. Rien n'apparaissait plus naturel. Mais la forte position qu'il avait conquise à la Chambre faisait de lui dès ce moment le pivot de la majorité et il devenait inévitable que la participation au pouvoir s'offrît tôt ou tard à quelques-uns de ses membres. En mars 1920, placé devant la nécessité d'un vaste « replâtrage » de son premier ministère, M. Nitti adressait des avances très nettes aux « populaires ».

On vit alors se produire un fait absolument nouveau dans les annales du parlementarisme italien et sans doute de tous les pays. Au lieu de se répandre en combinaisons de couloirs et de pratiquer cette chasse au portefeuille qui provoqua en France, par exemple, lors de la retraite du cabinet Leygues, tant de mesquines ambitions et d'incidents burlesques, le Parti populaire, ou mieux Don Sturzo en personne, communiqua à la presse une liste de neuf articles qui constituaient son programme minimum et la condition préalable de tout accord avec

M. Nitti[1]. La tactique parut ingénue à quelques-uns, insolente à beaucoup, malhabile à la plupart, car ce genre de tractations demande d'ordinaire, pour réussir, le secret et le silence. Les libéraux l'attaquèrent violemment comme une atteinte à l'indépendance du gouvernement et une pression inadmissible sur les pouvoirs publics. Avec raison, à notre avis, les « populaires » s'en glorifièrent et s'en glorifient encore comme d'une preuve de leur absolue loyauté, de leur souci exclusif du bien public, qui ne veut pas être servi par de louches intrigues, mais à la lumière de principes contrôlables par tous. Pour cette fois les « populaires » restèrent en dehors du ministère : mais la leçon de dignité politique qu'ils avaient donnée aux autres partis n'était point perdue. Et, comme il arrive souvent, cette droiture parfaite fut une suprême habileté.

Quelques mois plus tard, jugeant qu'ils ne pouvaient plus accorder leur confiance à un homme qui ne faisait rien pour enrayer l'anarchie montante à l'intérieur et défendre efficacement à l'extérieur le prestige national, les « populaires » provoquaient la chute de M. Nitti.

On leur reprocha beaucoup à ce moment ce qui put paraître une inconséquence, puisque six des leurs devaient, aussitôt après, accepter d'entrer dans le troisième ministère Nitti, celui-là même qui ne vécut que vingt jours et se présenta démissionnaire devant une Chambre dont il n'espérait pas vaincre l'hostilité. En réalité, chacun sait à Rome que les « populaires » n'eurent pas, durant cette crise, leur entière liberté d'action. Une note de l'*Osservatore romano,* qui les

1. Voir appendice III.

blâmait d'avoir renversé M. Nitti, plaçait Don Sturzo dans une situation fort délicate, et l'opinion n'était pas mûre encore pour l'arrivée au pouvoir de M. Giolitti, que l'on commençait à regarder au Parlement italien comme l'homme indispensable, mais que les gouvernements alliés hésitaient encore à accepter. Le court interrègne que fut le troisième ministère Nitti servit simplement à préparer une rentrée désormais inévitable.

Malgré cela, l'accord éphémère des « populaires » avec M. Nitti n'avait pas été vain. On lui dut la création du Ministère du Travail, que les catholiques organisés demandaient depuis longtemps, et un programme minimum de réformes, qu'allait faire sien M. Giolitti, avait été extrait des fameux « neuf points », si critiqués peu auparavant.

Le temps manqua à M. Giolitti pour appliquer ce programme entre la conclusion du traité de paix avec les Yougo slaves, qui apparaissait la tâche la plus urgente, et la dissolution de la Chambre. Le seul point qui en fut sérieusement mis à l'étude : l'examen d'État, prélude de la liberté d'enseignement, rencontra dans les bureaux et les commissions l'opposition violente de toutes les coteries parlementaires liées à la Maçonnerie, bien qu'il s'agisse simplement d'instaurer un régime de parité absolue entre les élèves de l'enseignement public et de l'enseignement privé devant les juges chargés de leur attribuer leurs diplômes. Du moins les « populaires » ont-ils réussi à imposer la question à l'attention du Parlement comme de l'opinion et sans nul doute obtiendront-ils gain de cause dans un avenir prochain.

Il en va de même pour le problème de la décentralisation. Ici de sérieuses réformes sont peut-être plus

proches encore, car à la suite de Don Sturzo tous les partis et le président du Conseil lui-même se sont déclarés convaincus de leur nécessité vitale pour le pays. On fut très spécialement heureux dans les milieux « populaires » de remarquer entre les postulats principaux du parti et le programme personnel de M. Giolitti[1] une harmonie qui va souvent jusqu'à l'identité de vues. Certes il s'en faut que les projets du président du Conseil ou les déclarations des autres partis aient la précision des revendications « populaires ». Celui-là se borne à parler d'une « décentralisation rationnelle qui limite l'ingérence de l'État aux services d'un caractère national » ; ceux-ci invoquent des « mesures législatives de caractère social qui tiennent compte des conditions de chaque région ;... la responsabilité des fonctionnaires, la simplification des services publics » (Parti libéral démocratique) ; « la *débureaucratisation* de l'État à travers une décentralisation administrative, rationnelle et régionale » (Fascistes). « Avec l'autonomie régionale, avec la liberté des Communes doit être assurée aux différentes régions la possibilité de se gouverner elles-mêmes », déclare le parti républicain. Et le manifeste des socialistes propose de « soutenir l'effort des Communes et des Provinces vers l'autonomie municipale et régionale, pour opposer à la concentration bureaucratique de l'État bourgeois une plus féconde et plus naturelle administration ».

Ainsi donc unanimité de vues dans la diversité des formules. Mais quoiqu'on puisse prétendre que la décentralisation administrative et le régionalisme ont une longue tradition politique libérale et démocrati-

1. Exposé dans le rapport qui demandait au Roi la dissolution de la Chambre.

que en Italie, un radical comme Romolo Murri lui-même doit reconnaître que « le parti qui, en ces derniers temps, a donné à la décentralisation, sur la base des autonomies locales et syndicales à créer *ex novo* ou à reconstituer, la valeur d'une volonté politique concrète et présente, est le Parti populaire[1] ».

Sur ce point donc, la volonté tenace de Don Sturzo est déjà arrivée à faire l'union de tous les partis, en dépit d'une longue indifférence publique et à travers des manifestations jugées souvent inopportunes. Mais qu'on y prenne garde; ce n'est pas seulement parce qu'au-dessus des personnes il a toujours affirmé des principes que Don Sturzo réussit peu à peu à les imposer, c'est aussi parce qu'il sait les présenter sans vaines déclamations offensantes, sous une forme précise qui force l'attention des hommes compétents, et en même temps avec cette ampleur de vues directrices qui dans le détail laisse entrevoir le vaste ensemble à quoi chaque détail doit être relié.

* * *

Un journal italien, après le grand discours que prononça Don Sturzo à Rome, à Turin et à Palerme, peu de jours avant les élections du 15 mai 1921, définissait parfaitement les différences de méthode et de tempérament qui existent entre les deux leaders du Parti populaire, le leader administratif et en quelque sorte spirituel : Don Sturzo, et le leader parlementaire : M. Meda.

« Il est (M. Meda) en même temps plus catholique et plus conservateur que Don Sturzo, et plus près de l'État

1. *Decentramento e regionalismo* (*Resto del Carlino*, 3 mai 1921).

libéral et laïque, parce qu'il pense que les catholiques doivent, en se reconnaissant comme une minorité, collaborer à défendre et à développer tous les éléments d'ordre et de légalité qui sont en lui; et qu'à une plus vaste rénovation spirituelle du pays, ils ne peuvent concourir que comme catholiques, c'est-à-dire en réalisant dans leur vie et en favorisant autour d'eux la pleine observance des lois morales et religieuses qui dépendent du magistère de l'Église.

« La pensée de Don Sturzo est plus hardie et plus ambitieuse; et pour cette raison peut-être plus compréhensive. Il croit à la fonction chrétienne régénératrice, sur le terrain politique et par des moyens politiques, du Parti populaire; il reste, en substance, attaché à l'esprit et aux vues de la démocratie chrétienne..... Un an et demi de dure expérience parlementaire et d'occasions manquées et de collaboration avec d'autres hommes et d'autres partis — on ne saurait dire si plutôt voulue que subie — n'a pas beaucoup nui à son ambitieux espoir[1]. »

Il est difficile de n'être pas quelque peu effrayé devant un programme qui, depuis Lamennais, ne fut sans doute jamais affirmé avec autant de vigueur. Ni Albert de Mun, ni Marc Sangnier, qui n'avaient pas à leur disposition les fortes phalanges parlementaires et syndicales dont dispose Don Sturzo, ni les chefs catholiques belges, qui ne pouvaient développer leurs initiatives qu'en un petit pays, ni même le Centre allemand ou les chrétiens-sociaux d'Autriche, dont l'action jusqu'à ces dernières années restait subordonnée à de puissants intérêts dynastiques et aujourd'hui doit faire face d'abord à d'impérieuses obligations extérieures, n'affirmèrent aussi délibérément leur volonté de réformes radicales dans la structure même de l'Etat.

1. *Resto del Carlino*, 4 mai 1921 : *Il programma di Don Sturzo.*

Malgré les prudences salutaires qu'impose le voisinage du Vatican à un homme investi d'un tel pouvoir, cet homme aurait bien des chances d'être grisé par son pouvoir même s'il ne trouvait d'abord dans son âme propre un aiguillon contre l'entraînement de l'orgueil. Et il faut ici se féliciter qu'en même temps qu'un prêtre modèle, très pieux et très pur, Don Sturzo soit un esprit mesuré, qui sait se garder des grands mots étourdissants et conserve le sens du relatif.

Qu'on feuillette tous ses discours ; bien rarement, si même on l'y rencontre, on y lira un hommage théorique et nuageux à la démocratie, au progrès, à l'idéal. En général ces termes équivoques sont dûment précisés et délimités. Et avec quelle satisfaction au début des *Sintesi sociali,* dans une conférence écrite en 1902 (Don Sturzo n'avait donc que trente et un ans), voyons-nous exprimée cette idée si sage que la démocratie chrétienne n'est point la panacée universelle, mais seulement un principe de vérité relative, adapté aux besoins de notre époque.

« Nous ne confondons pas — proclamait alors le jeune prêtre sicilien — le triomphe de l'Église, qui est le triomphe de Jésus-Christ, vainqueur de l'enfer et du péché, triomphe spirituel, intime, souvent invisible, avec le triomphe des formes de vie publique qui réalisent les principes chrétiens dans la Société. »

« Et de même — répétait-il l'année suivante — s'il est vrai que le catholicisme, en tant que religion complète, propre à l'homme privé et à l'homme public, comporte en face des questions les plus diverses, une vitalité intrinsèque spéciale et une solution totale,... d'autre part nous, catholiques militants, sur le terrain pratique de la vie sociale, nous demeurons toujours

égaux aux autres hommes qui agissent au nom de principes différents ou même opposés... Ainsi notre œuvre de catholiques reste distincte de l'œuvre de l'Église, comme société divine fondée par Jésus-Christ, et de la vitalité intime des consciences, même dévoyées, de millions de catholiques en qui s'opère le travail invisible de la rédemption des âmes. Pour nous, nous prêtons seulement à ce travail une matière moins déficiente quand nous manifestons dans le domaine social l'évidence concrète des principes chrétiens et de la vie surnaturelle[1]. »

Il était bon de rappeler ces paroles de jeunesse, qui marquent dans un esprit le sens du relatif et unissent la foi en la vérité à la conscience de nos faiblesses possibles comme serviteurs de cette vérité. Il était bon surtout de les rappeler avant d'insister sur l'autoritarisme de Don Sturzo, car elles donnent à cet autoritarisme sa véritable portée, sa signification authentique.

Que la forte personnalité de Don Sturzo s'affirme dans le Parti populaire avec prépondérance, c'est ce que personne d'informé ne saurait contester un seul instant. L'autorité du fondateur, malgré les critiques de détail que son action a suscitées, paraît même aller croissant avec le temps et l'on a pu remarquer avec raison qu'en regard des nombreux discours politiques prononcés avant les élections de 1919 par les plus notoires des candidats « populaires », une seule grande manifestation avait marqué pour le parti la période préparatoire à la journée électorale du 15 mai 1921 : les déclarations de Don Sturzo. « Le prêtre sicilien qui ne fut ni député, ni candidat — écrivait le *Resto del Carlino*

1. *Sintesi sociali*, pp. 79 et 112-113.

— parle seul au nom de tout un parti..., les autres se taisent, ou parlent seulement pour leur compte, exprimant leurs tendances particulières... Singulier indice ou de discipline ou de manque d'hommes, ou, peut-être, d'une situation si délicate et d'un équilibre si instable, au sein du parti, que seul un homme, par sa position personnelle privilégiée plutôt qu'en raison de sa charge, peut présumer les représenter tous et concilier dans sa pensée leurs divergences intimes. »

Appréciation, tendancieuse évidemment, d'un adversaire avisé, mais où il entre une grande part de vérité. La situation prééminente de Don Sturzo dans le Parti populaire, instaurée par son rôle de fondateur et d'organisateur, confirmée à une énorme majorité par les votes des Congrès nationaux, renforcée par un statut intérieur qui lui laisse la plus large initiative, l'entoure dans la Direction du Parti d'amis sûrs et dévoués, lui donne enfin un contrôle effectif sur l'activité du groupe parlementaire, apparaît bien plutôt comme une sorte de dictature que comme une résultante automatique du suffrage restreint. Avec la même intrépidité qui le faisait communiquer à la presse les conditions préalables à l'entrée de députés « populaires » dans le ministère Nitti, Don Sturzo exerce parmi ses pairs, le pouvoir personnel sans l'ombre d'un scrupule. Indifférent aux protestations et aux susceptibilités, il a pris l'habitude de faire publier dans les journaux du parti le nom des députés « populaires » absents des séances de la Chambre sans justification écrite. Et parmi ses circulaires de secrétaire politique, on glanerait en foule les citations qu'il faut bien rapprocher du style napoléonien.

« Je n'ai aucun souhait à adresser aux candidats ni aux électeurs — écrivait Don Sturzo aux sections du P. P. quelques jours avant les élections du 15 mai 1921. Le sentiment du devoir et de la responsabilité est aujourd'hui le premier parmi l'agitation de la vie publique nationale. Affirmons seulement, quant à nous, que notre action est consacrée au bien du peuple et à l'avantage de la Patrie. »

D'autres circulaires rappellent, en présence de certaines décisions prises par les organes responsables du Parti, par exemple du principe de ne conclure aucun cartel électoral avec d'autres partis, le droit du Secrétaire politique « de désapprouver les sections ou les comités qui ne se conformeraient pas à ces décisions, et de communiquer ces blâmes à la presse » (circulaire du 21-8-19); le droit de la Direction du Parti de désavouer et même de dissoudre les comités et les sections qui manqueraient au « devoir imprescriptible » de la discipline[1].

Et ces paroles ne sont point restées vaines. Après les élections « administratives » de novembre 1920, quatre sections étaient dissoutes, deux autres — celles de Venise et de Vicence — blâmées, des enquêtes étaient ordonnées à Crema, Sanseverino, Plaisance, Palerme, même Milan, provoquant la retraite d'hommes fort distingués, comme M. Cesare Nava — qui fut sous-secrétaire d'État aux régions libérées dans le ministère Orlando — pour désaccord avec la Direction du Parti, c'est-à-dire avec Don Sturzo.

Pareillement, au lendemain des élections législatives du 15 mai 1921, la Direction du Parti sévis-

1. *Popolo nuovo*, 11 janvier et 15 août 1920.

sait contre le comité provincial de Naples, où des rivalités personnelles avaient affaibli la position des « populaires », dissolvait celui de Venise en déclarant inéligibles à n'importe quelle charge du parti les membres responsables d'avoir inscrit dans la liste des candidats de cette province un nom que la direction centrale n'avait pas approuvé, et pour le même motif, destituait le secrétaire du comité provincial de Trévise.

Il y a sans doute quelque excès dans cet autoritarisme. Le groupe parlementaire, en particulier, par la voix de ses membres les plus autorisés — un Meda, un Bertini, un Tovini — réclame avec justice une plus large liberté de manœuvre en face de situations politiques imprévisibles et qui se modifient d'un jour à l'autre. D'autre part, il n'est guère discutable qu'en appliquant à la lettre certaines décisions des Congrès nationaux ou de la Direction du Parti — les unes et les autres, d'ailleurs, provoquées par Don Sturzo — le Secrétaire politique a compromis par une rigidité excessive la cause même qu'il défendait, et qu'un peu plus de souplesse eut mieux servie. On le vit bien, notamment, lors des élections municipales et provinciales dont nous venons de parler[1].

Le Congrès de Naples, sur la proposition de Don Sturzo, avait voté un ordre du jour qui, en prévision des prochaines élections municipales, confirmait la tactique intransigeante déjà suivie pour les élections

1. C'est pour de tels motifs que des esprits critiques ont pu écrire ironiquement que le P. P. semblait parfois composé non point d'un secrétaire et de cent députés, mais d'un député et de cent secrétaires (Luigi Ambrosini, la *Stampa*) et que bien des adhérents, qui avaient cru s'inscrire à un groupement politique, s'étonnaient d'appartenir à un pensionnat (*Il Commento*).

législatives, c'est-à-dire enjoignait aux sections du parti de ne se prêter à aucune compromission électorale et d'établir partout des listes de candidats appartenant uniquement au Parti populaire. On comptait à ce moment sur le vote par la Chambre de la représentation proportionnelle administrative avant les élections et qu'ainsi les « populaires » obtiendraient automatiquement le nombre de mandats municipaux ou provinciaux correspondant réellement à leurs sympathies dans le pays. Mais pour des raisons diverses la réforme ne put être votée en temps utile. Le gouvernement eut été disposé à concéder la proportionnelle administrative pour les grandes villes et chefs-lieux d'arrondissement, mais ne voulait pas risquer immédiatement l'expérience générale d'un nouveau mode de scrutin. Sur un vote impératif de la Direction du Parti — dont est membre de droit le secrétaire du groupe parlementaire qui transmet à ses collègues les décisions de celle-ci — les députés « populaires » ne purent accepter aucune transaction et durent persister à demander « tout ou rien ». Ils n'obtinrent rien[1] et le résultat fut que dans presque toutes les grandes villes, notamment à Rome et à Milan, où ils pouvaient en s'alliant aux partis constitutionnels contre les socialistes, suivant une formule analogue à celle du « Bloc national » français, conquérir ou conserver la mairie, ils ne furent même pas représentés dans la minorité. La conquête de 1600 villages ou petites villes par la tactique intransigeante parut à beaucoup une maigre compensation à cet échec, qui fut très

1. Au moins immédiatement. Un système compliqué de représentation proportionnelle étendu à toutes les communes a bien été voté par la suite, mais il ne sera applicable qu'en 1924.

vivement ressenti au Vatican — pour qui présente tant d'importance la « couleur » de la municipalité romaine — et dans les grandes villes du nord, où depuis plus de vingt ans les catholiques avaient toujours, sur le terrain administratif, fait une liste commune avec les modérés.

Malgré tout, il est certain que la force et les progrès du Parti populaire lui viennent d'abord de ce qu'il possède un chef conscient de son autorité et assez sûr de soi pour l'exercer sans acception de personnes comme sans ambition particulière, en vue uniquement du but à atteindre, qui n'est rien moins que la régénération politique, sociale, morale de l'Italie par la prépondérance absolue — de relative qu'elle est actuellement — et l'arrivée au pouvoir des « populaires ».

*
* *

Au début de son fameux discours de Milan, *Crise politique et crise économique* [1], Don Sturzo proclamait : « Ce qui nous manque aujourd'hui, c'est un objectif synthétique, un but décisif et évident qui lie les âmes de la multitude et détermine une action concordante et opérante; il manque l'adhésion à un programme de pensée et de réalisations concrètes qui engendre le dynamisme des forces latentes...; il *manque l'homme des grandes espérances et des grandes haines* ».

En définissant ainsi ce qui manque à son pays, Don Sturzo définissait tout ce qu'il aspire à combler. Et *cet homme aux grandes espérances*, s'est-il

1. Prononcé en octobre 1920. Cf. *Dall' idea al fatto.* (Rome, Ferrari, 1921.)

avoué, dans son humilité réelle de conducteur de masses, qu'il pourrait bien l'être lui-même? Cela est fort probable, et personne n'en sourira. L'homme est à la mesure de son rêve.

Pourtant il est bien permis de se demander si les forces physiques assez limitées de Don Sturzo résisteront longtemps au surmenage inouï qu'il s'impose et surtout si le mandat de Secrétaire politique, soumis chaque année à confirmation par le Congrès national du Parti, lui sera indéfiniment renouvelé? Certes, les plus décidés de ses censeurs qui déjà, au congrès de Naples, avaient réussi à faire introduire dans les statuts quelques clauses nouvelles défavorables à l'omnipotence de Don Sturzo et qui présenteront un projet de revision plus vaste et plus net encore au prochain congrès de Venise (octobre 1921) protestent qu'ils ne veulent aucunement par là nuire au fondateur du Parti, dont ils reconnaissent les mérites insignes, et ne se préoccupent pas plus de « diminuer ses pouvoirs que ceux d'un de ses adversaires ou successeurs hypothétiques [1] ». Mais on sait que tels furent toujours la méthode et le prétexte des hommes qui, dans le passé, s'employèrent à briser n'importe quelle dictature, et que celles-ci sont fortement menacées lorsqu'une constitution habile multiplie autour d'elles les pouvoirs de contrôle et livre au caprice de l'élection des prérogа-

1. *Il Commento*, 17 juillet 1921. Le rôle prépondérant d'amis personnels de M. Meda dans cette campagne pour la revision des statuts intérieurs du Parti répond à la conception que nous signalions au chapitre précédent chez l'ancien ministre des Finances et qui lui fait juger comme un bienfait en soi la possibilité pour les minorités de devenir majorités et l'extension du principe proportionnaliste à tous les organismes politiques qui reflètent des opinions variées. D'accord sur la théorie, M. Meda et Don Sturzo s'écartent tellement dans son application qu'on peut bien parler à leur endroit, comme nous croyons l'avoir montré, d'opposition de principe.

tives qui auparavant n'étaient point discutées ou répondaient au libre choix du maître.

Il est hors de doute que d'autres influences que celles de Don Sturzo se feront bientôt sentir, et de plus en plus fortement, au sein du P. P. Il est encore trop tôt pour en déterminer la nature. On peut toutefois affirmer qu'elles seront d'autant plus utiles qu'elles se soucieront moins de représenter une « tendance » et davantage un enseignement. Dominé par le souci de maintenir l'unité du parti, Don Sturzo, malgré son tempérament autoritaire, y a trop longtemps toléré la juxtaposition de tendances contradictoires. L'expulsion enfin prononcée de MM. Speranzini, Cocchi et quelques autres, qui non contents d'adhérer aux théories sociales les plus aventureuses, opéraient dans les milieux adverses ou amis une œuvre de dénigrement systématique des dirigeants du parti servira à cet égard les intérêts de celui-ci, comme la sortie bruyante d'un petit groupe d'extrémistes de droite qui voulaient lui voir agiter la question du pouvoir temporel.

Ainsi, amputé aux deux ailes, le P. P. reste encore en face d'une situation complexe et demeure un corps un peu pléthorique. Renforcera-t-il son alliance avec les organisations syndicales « blanches », dont le point de vue peut malaisément ne pas être entaché d'un certain particularisme, ou subira-t-il docilement l'influence des leaders du groupe parlementaire, que préoccupe moins l'intérêt de classe et davantage l'intérêt national ? Il nous semble que poser ainsi la question, c'est la rendre insoluble. S'il convient que Don Sturzo, qui possède des qualités d'organisateur incomparable et une lucidité de pensée à laquelle le célèbre économiste italien Vil-

fredo Pareto rendait naguère un hommage mérité, demeure le plus longtemps possible le chef responsable qui règle l'activité et la discipline de son groupe, c'est beaucoup lui demander que d'en attendre sur toutes les questions de doctrine politique ou sociale que le P. P. trouvera sur sa route les définitions sûres qui s'imposeront au respect de tous.

Obligé par ses fonctions mêmes de prêter grande attention aux principes d'ordre tactique posés par le suffrage populaire dans un congrès annuel où abondent les incompétences et les avis passionnés, il conviendrait qu'une autre autorité que la sienne vînt rappeler en toute occasion utile aux membres du Parti les principes éternels fixés par la théologie, la science sociale et l'histoire. C'est de ces principes qu'on se soucie trop peu, malgré l'affirmation générique qu'on en fait, dans toutes les grandes assises où le Parti populaire établit ses directives et de là viennent les incertitudes et les contradictions qui ont un moment entravé sa marche. M. Tovini, secrétaire du Groupe parlementaire, le remarquait justement dans un article récent du *Corriere d'Italia*, où il conseillait « respectueusement au *Popolo nuovo*[1] d'être circonspect dans sa demande d'application immédiate de *tout notre programme*, alors que nous devons mélancoliquement constater l'impréparation intellectuelle[2] du parti et notamment l'imprécision de nos votes, même sur ce point capital que devrait être la réforme de la propriété terrienne ».

Il faut donc souhaiter qu'à côté des chefs du P. P., et de préférence en dehors de ses cadres adminis-

1. Organe officiel de la Direction du P. P., comme l'on sait.
2. Nous traduisons ainsi l'intraduisible « culturale » des Italiens.

tratifs, surgisse « un homme qui sache en repenser les problèmes et les *unifier* dans une vision organique, l'homme qu'invoquait au congrès de Naples le P. Gemelli en rappelant Giuseppe Toniolo[1] », et qui sortira peut-être un jour de l'Université catholique de Milan.

Certes l'Église est toujours là avec ses docteurs et ses pontifes, avec le dépôt intangible d'une vérité que le Pape est toujours prêt à interpréter et à appliquer aux cas concrets dont la marche de la civilisation requiert l'examen. Mais qui pourrait nier le rôle utile de maîtres laïques, hommes de science et hommes de foi, spécialement préoccupés des problèmes agités par le Parti Populaire et liés à celui-ci par une sympathie agissante, sinon par une tâche effective à l'intérieur de ses comités ?

Plus simplement quelle influence indirecte n'exercerait pas sur le parti lui-même un mouvement religieux profond, comme celui dont voici quelques mois encore la *Rivista del Clero* et la vaillante petite revue féminine *Fiamma viva* constataient l'absence en Italie, mais dont la suite de ce volume fera peut-être pressentir l'éveil ?

1. Francesco. Gennaro : Il II° congresso del P. P. I. (*La Vita italiana*, 15 mai 1920.)

VI

LES ŒUVRES DU P. GEMELLI ET L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE MILAN

Médecin, philosophe, conférencier, professeur de Faculté[1], directeur de revues, prédicateur, écrivain, fondateur d'œuvres et, pendant la guerre — par surcroît — aumônier des armées, directeur de laboratoire, automobiliste, *padre* Gemelli est tout cela sans cesser d'être d'abord et avant tout : frère mineur, soumis à la règle de saint François et à l'obédience de ses supérieurs légitimes. Cet homme universel, qui aime à se qualifier de *jeune* et qui, en effet, a dépassé depuis peu la quarantaine, est une des figures les plus originales de l'Italie contemporaine et, à mon avis, l'une des plus sympathiques.

J'ai entendu professer envers le Père Gemelli toutes les formes d'animosité. Il a contre lui les esprits superficiels qui, pour avoir relevé dans tel de ses livres quelques affirmations un peu hâtives, sont bien aises de se donner l'apparence d'esprits profonds ; les esprits profonds, qui ne lui pardonnent pas sa versatilité et son brio ; les germanophiles et les pacifistes, qui s'indignent de l'avoir entendu prêcher la

1. D'abord à l'Université de Turin, aujourd'hui à l'Académie scientifico-littéraire de Milan.

lutte à outrance contre les empires centraux ; les amis de l'Entente, qui s'étonnent de ses coquetteries, d'avant et d'après-guerre, envers la culture allemande ; les artistes, qui voient uniquement en lui un brasseur d'affaires ; les femmes de lettres, qui enragent de ce qu'il ne les prend pas au sérieux. Les habiles lui reprochent de ne point édulcorer son programme ; les maladroits lui en veulent de réussir. Toutes les formes de la calomnie dévote, de la jalousie confraternelle, du dédain érudit et pédantesque se sont donné depuis douze ans libre carrière contre lui.

Il a pour lui le Pape, son archevêque, son général, quelques amis sûrs d'un dévouement illimité, beaucoup de jeunes, et, au ciel, j'en suis convaincu, son grand patron saint François, qui retrouve en lui, modernisé, l'esprit de ses premiers disciples.

Car le Père Gemelli est un religieux connu de toute l'Italie et traitant d'égal à égal avec les grands de ce monde, qui n'a d'autre domicile qu'une cellule banale dans un couvent de son ordre ; qui a entrepris sans argent, se confiant uniquement en Dieu, les fondations les plus importantes ; qui vit, le plus souvent, de lait et de légumes malgré une stature de cuirassier ; qui parmi les pires difficultés n'a jamais perdu sa bonne humeur, et qui sait enfin, pour lui-même et pour autrui, l'importance inégalable de la vie intérieure.

Quand bien même il aurait tous les défauts qu'on lui reproche, jamais, pour ma part, je ne lui ménagerai mon estime tant qu'il possédera, en face des laideurs humaines, ce regard loyal et direct d'enfant rieur, miroir d'une âme pacifiée qu'aucun souci étroitement terrestre n'a pu ternir.

Et pourtant la vie du Père Gemelli, hormis ce domaine réservé d'où transparaît son intimité avec le Christ, s'écoule tout entière parmi des entreprises fortement reliées à la terre. Ce grand constructeur ne construit pas dans les nuées, mais sur le sol et au cœur même de son industrieuse cité lombarde. Voyons-le à l'œuvre : c'est encore ainsi que nous le connaîtrons le mieux.

*
* *

Ancien militant socialiste, converti après des études de médecine à Paris et de psycho-physiologie dans les universités allemandes[1], le Père Gemelli se fit d'abord connaître comme savant par un ouvrage considérable sur *l'Énigme de la vie et les nouveaux horizons de la biologie*[2], que suivirent de petits volumes sur *les Nouvelles méthodes de la psychologie expérimentale,* les rapports entre *Psychologie et biologie,* etc.

Presque en même temps il engageait de retentissantes polémiques avec une association milanaise de médecins incrédules à propos des faits de Lourdes[3] et fondait en 1909 la *Rivista di filosofia neo-scolastica,* où il défendait vigoureusement avec quelques amis les thèses traditionnelles de la philosophie thomiste en face des erreurs modernes, notamment

1. Le P. Gemelli a eu la suprême élégance, parmi les quelques vingt volumes qu'il a publiés jusqu'ici, de ne point raconter sa conversion. Nous savons pourtant qu'un médecin de ses amis, doublé d'un admirable chrétien, le docteur Necchi, y a joué un très grand rôle.

2. Florence, Libreria editrice fiorentina, 2e édn, 1914, 2 vol. in 8°, 820 p.

3. Cf. Gemelli, *La lotta contro Lourdes* (Florence, Libreria editrice fiorentina, 1910) et *Cio che rispondono gli avversari di Lourdes* (ibid.).

des théories matérialistes de l'école criminaliste italienne, du monisme d'Ernest Hæckel et de l'idéalisme hégélien [1]. Il créait en outre une « Bibliothèque de la Revue de philosophie néo-scolastique » et provoquait la traduction de nombreux ouvrages étrangers touchant à la philosophie, à l'histoire religieuse, aux sciences expérimentales, etc. [2]. Enfin il favorisait à Milan la fondation d'un cercle *Pro Cultura,* où sont tenues des conférences de vulgarisation sur les sujets les plus variés.

En 1914, à peine la guerre déclarée, le Père Gemelli donnait une nouvelle direction à son activité et une preuve singulière de hardiesse en lançant, avec un programme « médiévaliste », la revue mensuelle *Vita e Pensiero,* destinée, elle aussi, au grand public catholique et qui tire aujourd'hui à 20.000 exemplaires, chiffre énorme pour l'Italie.

Grâce au désintéressement de collaborateurs dont les besoins sont encore plus modestes que les honoraires, le Père Gemelli est parvenu, en pleine crise du papier, à en laisser l'abonnement à 12 fr. 75.

Cependant que sa revue prospérait à Milan, le Père Gemelli, mobilisé comme médecin-major, et sans cesser, entre deux combats, de sillonner l'Italie pour répondre aux demandes de conférences qui lui sont adressées de tous côtés, obtenait du *Comando Supremo,* à la fin de 1916, l'autorisation et les

1. Gemelli, *Cesare Lombroso* (Florence, Libreria edit. fiorentina); *Le dottrine moderne della delinquenza* (Milan, Società edit. « Vita e Pensiero », 3e éd., 1920), etc. On peut rattacher à cette série d'études le dernier volume du P. Gemelli : *L'origine della famiglia* (Milan, « Vita e Pensiero », 1921).

2. Notamment ceux du cardinal Mercier et de ses principaux collaborateurs à l'Université de Louvain, du cardinal Hergenröther, des P. P. Cathrein, Wasmann, Martindale, de Mgr Batiffol, etc. Tous ces ouvrages ont été publiés par la Libreria editrice fiorentina.

moyens de créer à Padoue un laboratoire militaire de psycho-physiologie. Il allait jusqu'à l'armistice, avec trois assistants, y multiplier, spécialement sur la psycho-physiologie des aviateurs, de très intéressantes expériences, dont notre *Année psychologique* a écrit qu'elles constituaient les meilleurs travaux de ce genre accomplis pendant la guerre [1]. D'un point de vue moins rigoureusement scientifique, mais avec beaucoup d'aperçus suggestifs, il étudiait en même temps la psychologie générale du soldat italien dans un volume intitulé : *Il nostro soldato* [2].

Cependant l'œuvre de guerre dont il semble bien que le Père Gemelli soit le plus chrétiennement fier, est l'*Œuvre de consécration des soldats et des marins italiens au Sacré-Cœur*. A l'exemple de ce qui avait déjà été fait en France, il en prit l'initiative au mois d'avril 1916 et, aussitôt encouragé par Benoît XV, créa un comité qui, avec le concours des aumôniers militaires du front et des formations ou hôpitaux de l'arrière, prépara pour le premier vendredi de 1917 la consécration solennelle de la presque totalité des troupes italiennes au Sacré-Cœur. Environ deux millions d'officiers ou de soldats furent consacrés, trois millions d'images et autant d'insignes du Sacré-Cœur furent distribués. Les résultats spirituels obtenus par cette croisade se chiffrèrent par deux millions de communions (puisque tout soldat consacré devait s'approcher des sacrements),

1. Les observations du P. Gemelli n'ont pas encore été réunies en volume. Il en a livré seulement quelques-unes en plusieurs articles de la *Rivista di psicologia*, des *Archives italiennes de biologie*, etc., et en a donné un court résumé dans une brochure publiée en 1921 par la société « Vita e Pensiero » (*Riassunto di alcune indagini sulla psicofisiologia degli aviatori*).

2. Milan, Trèves, 1917.

dont cinq cents *premières* communions. Deux cents baptêmes furent aussi célébrés et deux mille unions régularisées. Un bulletin mensuel avait en outre été créé pour les besoins de l'œuvre et fut envoyé gratuitement en 1917-18 à tous les aumôniers militaires, dont les témoignages concordèrent pour attribuer à la dévotion envers le Sacré-Cœur une très heureuse influence sur l'esprit et la conduite d'un grand nombre de soldats [1].

La guerre terminée, le Père Gemelli, mis en goût par le succès inespéré de *Vita e Pensiero,* créait coup sur coup une revue pour le jeune clergé, d'un type un peu hybride, mais qui semble plaire à ses nombreux lecteurs (*Rivista del clero italiano,* 1920); un périodique scientifique (*Archivio italiano di psicologia,* 1920); un bulletin pour la jeunesse féminine récemment organisée en Italie (*Fiamma viva,* 1921). Il assumait la publication de la *Scuola cattolica,* l'organe cinquantenaire de la Faculté milanaise de théologie, et annonçait son intention de lancer par la suite autant de revues spéciales qu'il y a de maîtresses branches à l'arbre de la science. Tout cela groupé dans une maison d'édition dont il tend à faire la première d'Italie par le nombre et la qualité de ses publications religieuses [2].

1. Les frais de cette campagne (80.000 francs en 1917) furent couverts par des quêtes faites durant l'année aux portes des églises, par des kermesses de charité et des souscriptions organisées par les frères mineurs dans tout le royaume.

2. La *Società editrice* « *Vita e Pensiero* », qui a remplacé comme centre de diffusion des ouvrages patronnés par le P. Gemelli la *Libreria editrice fiorentina.* Elle se propose de publier *un livre par semaine* et a fait paraître notamment, en 1920-21, huit volumes (dont une seule réimpression) du P. Gemelli et de son principal collaborateur Don Olgiati, les *Ecrits choisis* de Toniolo, une étude remarquable sur la philosophie de Benedetto Croce, des Elévations sur l'Evangile de St Jean, d'un jeune oratorien de grand avenir, le P. Bevilacqua, un copieux florilège de poètes franciscains, des études

Mais déjà il avait conçu un projet plus vaste, répondant à un désir ancien des catholiques italiens [1] et au vœu suprême du professeur Toniolo agonisant : créer à Milan une Université catholique. Il s'en ouvrit au cardinal Ferrari, qui l'encouragea et le soutint efficacement jusqu'à son dernier jour. Le Saint-Siège et la Sacrée Congrégation des séminaires et universités se montrèrent également favorables. Il ne restait plus qu'à oser.

* * *

La première réunion du Comité promoteur eut lieu le 2 avril 1918 [2]. Le Père Gemelli a raconté qu'il possédait à ce moment... *50 francs* destinés à la future Université. Mais un don magnifique, dû à un camérier du Pape, qui avait été l'ami intime de Toniolo, le comte Lombardo, allait bientôt permettre d'acquérir le palais où celle-ci trouverait asile : un ancien couvent de religieuses *Umiliate,* que deux architectes catholiques entreprirent d'adapter, pour l'amour de Dieu, à son nouvel usage.

du marquis Crispolti sur l'éducation et, parmi les traductions, celles des œuvres de Mme Elisabeth Leseur, des ouvrages du R. P. Bainvel sur *la Dévotion au Sacré-Cœur* et du R. P. Roure sur *le Spiritisme ;* le *Christ vie de l'âme* de Dom Marmion ; ainsi que le *Saint Augustin* et *Sanguis martyrum* de Louis Bertrand.

1. Au premier congrès des catholiques italiens, tenu à Venise en 1874, la proposition avait été formulée — et reprise plusieurs fois depuis, mais sans succès pratique — d'élire une commission de personnalités compétentes pour étudier et rédiger « un projet, à présenter au prochain congrès, sur la fondation d'une Université catholique ».

2. Ce comité a pour président le comte Lombardo, pour vice-président le P. Gemelli, pour secrétaire Don Rossi, ancien secrétaire particulier du cardinal Ferrari, et pour membres Mgr Gramatica, préfet de la Bibliothèque Ambrosienne, MM. Meda, Mauri, le docteur Necchi, Don Olgiati, le professeur Bernareggi, de la Faculté de théologie de Milan.

Une suggestion heureuse de M. Meda, qui conseilla d'ériger d'abord un *Institut d'Études Supérieures Giuseppe Toniolo* — sous une forme juridique analogue à celle de l'Université commerciale Bocconi — lui permet d'obtenir dès le mois de juin 1920 la personnalité civile que ne possède pas encore, hélas! notre Institut catholique. Et l'Institut milanais, à ce moment, n'existait que sur le papier.

Pendant que le Père Gemelli, s'étant mis en rapport avec les Universités des deux mondes, commençait l'étude comparée de leurs statuts et règlements, et que le cardinal Ferrari s'efforçait d'intéresser tout son troupeau à la création projetée, les dons commençaient d'affluer. Signalons seulement un don de 300.000 francs du prince-évêque de Trente, avec la charge de quelques bourses d'études pour les moins fortunés des jeunes trentins qui fréquenteront l'Université de Milan; un de 100.000 frs. du *Banco di Roma* — toujours le premier à mettre sa puissance financière au service des grands intérêts catholiques[1] — et un autre de la même somme, dû au Souverain Pontife, qui rappelait à cette occasion, dans une lettre au Comité promoteur, la faveur et la protection séculaires des Papes envers les Universités et invitait les riches de ce monde à suivre son exemple[2].

Quel que soit le capital définitif de l'Université de Milan — ses fondateurs rappellent avec insistance que les Polonais ont su trouver, en pleine guerre, *23 millions* pour une création analogue — il est

1. De quelles banques françaises pourrait-on en dire autant, depuis la chute de la fameuse *Union générale*, qui a si fâcheusement renforcé nos compatriotes dans leur individualisme économique congénital?

2. Lettre du 18 avril 1921.

d'ores et déjà certain que ses professeurs recevront une rémunération d'honnête homme, sinon de nouveau riche, et au moins égale à celle des maîtres payés par l'État. Le traitement d'un professeur titulaire est en effet fixé à 15.000 francs, avec augmentation de 1.500 francs tous les cinq ans (2.000 après les cinq premières années), ceux de professeur adjoint et de chargé de cours seront respectivement de 11.000 et 6.000 francs, avec augmentation quinquennale de 1.000 francs (1.500 pour la première période de cinq ans); non compris les frais de voyages pour les chargés de cours qui ne résideraient pas à Milan et les honoraires d'examens : 5 francs par élève et par semestre et 100 francs par jour pour les membres des commissions spéciales. Tous les traitements du personnel subalterne sont déterminés avec la même équité.

Des enseignements qui seront donnés dans l'Université en formation on ne peut rien dire encore. Il n'est prévu pour le moment que deux Facultés : une Faculté de philosophie avec douze chaires et onze cours complémentaires; une Faculté de sciences sociales, analogue à notre École libre des sciences politiques et comprenant deux années de cours communs et deux années de cours répartis en trois sections : a) section des sciences politiques; b) section administrative; c) section commerciale.

La spécialisation du nouvel Institut d'études supérieures, qui ne fait double emploi avec aucun établissement du gouvernement italien, en a certainement facilité la reconnaissance officielle. En même temps qu'on espère pourvoir par lui au besoin d'hommes compétents qui se fait sentir dans le milieu politique, la presse, les unions du travail et les syndicats

« blancs »[1], les catholiques d'outre-monts y trouveront le moyen d'exercer une influence indirecte, mais certaine dans bien des carrières (diplomatie, banque, administrations publiques, etc.) où jusqu'ici leur action se faisait faiblement sentir.

Et que la vie religieuse doive être intense à l'Institut Giuseppe Toniolo comme dans les Facultés qui surgiront par la suite pour former l'*Université* déjà appelée *du Sacré-Cœur*, l'orientation spirituelle du Père Gemelli nous en est un sûr garant. Son intention, d'ailleurs, est non seulement de faire appel à des maîtres chrétiens mais d'entourer les futurs étudiants, par l'érection d'une chapelle, par l'institution d'une pension et de cercles universitaires, d'un réseau d'influences religieuses qui viseront à en faire des hommes de foi profonde et inébranlable.

Il écrivait dans son bulletin : *Il cuore di Gesù ai soldati*, à propos du précieux petit livre de Dom Chautard : *L'âme de tout apostolat*.

« Le contraste entre la Trappe et la caserne, entre la méditation du moine et la fébrile activité du prêtre-soldat... est un contraste qui dérive uniquement de la superficialité banale d'âmes dont le christianisme est tout en surface; qui n'ont jamais appris comment la source de toute action féconde et de tout apostolat est la vie intérieure; qui espèrent toujours voir grandir des plantes majestueuses sans racines profondes; qui construisent leur vie sur le sable et non sur Jésus-Christ[2]. »

Nous dédions ces lignes, *qui ne sont point de la*

1. Dans son discours du 12 février 1921, au Palais de la Chancellerie, le P. Gemelli constatait la pénurie d'hommes marquants dont souffre le mouvement catholique italien et exprimait l'espoir de les fournir au pays par l'Université projetée.
2. N° du 30 septembre 1918 : *Alla Sorgente*.

littérature, aux critiques faciles du Père Gemelli. Sans nier le caractère un peu superficiel de certains de ses travaux, l'exubérance d'une activité qui entreprend beaucoup et ne peut suivre avec un soin égal toutes ses entreprises, le plaisir qu'il semble éprouver parfois à s'éloigner de l'opinion commune, il faut reconnaître que la plupart des résultats déjà atteints par lui sont un gain net pour les idées et la vie chrétienne de l'Italie, que ses censeurs eussent été bien en peine d'obtenir.

Il a surtout ce grand mérite de comprendre son temps et son pays, de sentir à la fois qu'il lui manque beaucoup mais qu'il faut varier la nourriture offerte à chacun suivant ses besoins et ses capacités, et ne pas donner aux enfants le pain des hommes faits. Il sait graduer et diversifier les productions de ce vaste organisme qu'est la société *Vita e Pensiero*, de façon à satisfaire le demi-illettré et le véritable homme de science. Regardons autour de nous, en France et en Italie, et comparons. Nous verrons ici un centre de publications uniquement populaires qui, même lorsqu'elles le veulent, ne savent point se départir d'un certain accent primaire; là des périodiques à tirage limité qui n'atteignent que des spécialistes; dans la meilleure hypothèse, une revue de haute tenue littéraire, mais que n'appuie aucune œuvre complémentaire. Le Père Gemelli, parce qu'il est un religieux profondément pieux, un savant aux idées larges et à la culture universelle, un homme d'affaires remarquable enfin, réunit autour de lui tout cela. Et dans la plupart de ses initiatives (sans parler même de l'Université catholique de Milan, qui, sans doute, lui survivra), et bien qu'on sente sa direction propre au cœur de chacune, il s'applique

à former des disciples et à se faire seconder par eux. Ainsi ne disparaîtront avec lui que les créations dont il estime lui-même qu'elles n'ont qu'une utilité *momentanée*. Tel sera sans doute le cas pour la revue *Vita e Pensiero*, dont il sent très bien les insuffisances, mais qu'il considère comme un instrument adapté à certains besoins présents, un lien entre des entreprises connexes, un bon moyen de propagande, une sorte de cellule-mère d'où sortiront des cellules différenciées et plus parfaites. Cette conception biologique appliquée à l'action catholique me paraît des plus heureuses. Elle traduit l'une des formes pratiques du grand principe si souvent proclamé et si rarement vécu : voir dans une œuvre le but à atteindre et non les satisfactions immédiates qu'en peut retirer notre amour-propre.

SAVANTS ET ARTISTES

VII

UN NOUVEL OZANAM : CONTARDO FERRINI

Voici bientôt vingt ans, s'éteignait, dans un petit village des bords du lac Majeur, la courte existence, singulièrement féconde, d'un homme qui s'était illustré sans bruit comme savant et comme chrétien, ajoutant un nouveau nom à la pléiade de ces âmes d'élite qui, au cours du XIXe siècle, surent allier en elles, au milieu d'une société incrédule et corrompue, les dons les plus hauts de l'intelligence à la pratique héroïque des vertus quotidiennes. Contardo Ferrini non seulement n'est point indigne de prendre rang auprès des Ozanam, des Ollé-Laprune, des Toniolo, et de tant d'autres moins célèbres, mais l'espérance, encouragée par le Souverain Pontife lui-même, que l'on a en Italie de le voir un jour sur les autels, semble le désigner comme le type représentatif par excellence de l'homme d'étude parvenu très près de la sainteté. Et cependant toute sa vie s'écoula paisible dans l'accomplissement des tâches professionnelles d'un universitaire noblement épris de son métier. S'il se livra à un labeur formidable de recherches et d'enseignement dans le domaine du droit romain et byzantin, on chercherait en vain dans son œuvre, parmi plus de deux cents

ouvrages ou articles de revues juridiques, un seul écrit d'apologétique destiné à la publicité.

Tenant dignement sa place dans la société comme individu et comme citoyen, cultivant maintes branches du savoir humain, aimant la vie, l'art et la nature, il donna simplement, au degré suprême et sans aucune défaillance, l'exemple de l'humilité, de la charité envers ses frères, d'une piété à la fois virile et délicate, et c'est à cette union harmonieuse des qualités qui font l'homme et le chrétien complets que sa physionomie morale doit son invincible prestige.

*
* *

Contardo Ferrini naquit à Milan, le 4 avril 1859. Son père, Rinaldo, homme profondément religieux et bon, était professeur de physique à l'Institut polytechnique. Une de ces intimités si rares entre père et fils, fondée essentiellement sur la communauté d'idéal et de sentiments plus encore que sur les liens du sang, devait toujours exister entre eux. La mère de Contardo, Luigia Buccellati, dix-huitième enfant d'une famille qui en compta vingt-quatre — parmi lesquels l'abbé Antonio Buccellati, professeur de droit pénal à l'Université de Pavie, et plusieurs religieuses — lui inculqua, elle aussi, de solides principes chrétiens. Cette famille exemplaire fréquentait l'église chaque jour, visitait les pauvres et ce fut au chevet d'une malade, assistée par la Conférence Saint-Vincent de Paul dont elle faisait partie, que M^me^ Ferrini contracta la maladie qui l'emporta peu de temps après la mort de son fils.

Celui-ci commença ses études dans une école privée

et les termina avec succès au lycée Beccaria, d'où il sortit, en 1876, pour aller faire son droit à l'Université de Pavie. Déjà on pouvait distinguer en lui les indices d'une vie chrétienne supérieure qui se manifestait, en particulier, par de longues stations à l'église dans un si profond recueillement qu'il ne s'apercevait aucunement de ce qui se passait autour de lui, par l'habitude de prier parfois durant des nuits entières, et par un souci extrême d'imiter l'angélique pureté de saint Louis de Gonzague[1], pour lequel il eut toujours une dévotion particulière ; aussi ne pouvait-il supporter sans une visible douleur qu'on prononçât devant lui la plus légère inconvenance. Cette élévation d'âme devait lui valoir de la part de ses camarades du Collège Borromée, où il prenait pension à Pavie, plus d'une odieuse brimade, toujours chrétiennement supportée.

En même temps, il travaillait avec une telle ardeur que, de dix-huit à vingt-quatre ans, époque à laquelle il commença sa carrière de professeur, il trouva moyen, non seulement d'acquérir une compétence extrêmement étendue dans tous les domaines du droit, mais encore d'apprendre les principales langues modernes : français, anglais, espagnol, surtout allemand, qu'il parlait et écrivait couramment, et, parmi les langues anciennes, outre le latin et le grec qu'il connaissait avec une rare perfection, l'hébreu et le syriaque.

Chose remarquable : de même qu'il ne publia jamais aucun écrit pouvant servir directement la cause catholique (il avait cependant en vue, paraît-il, lorsqu'il mourut, un grand ouvrage traitant de l'in-

1. Dans ses papiers intimes il l'appelle toujours familièrement Louis.

fluence du christianisme sur le droit romain)[1], il n'eut jamais dans la littérature chrétienne qu'un petit nombre d'auteurs favoris, choisis avec le souci évident d'éliminer tout travail de seconde main et de s'en tenir aux sources mêmes de notre foi : les Livres saints, surtout les livres Sapientiaux, les épîtres de saint Paul, qu'il savait par cœur, l'*Imitation de Jésus-Christ*, les *Confessions* de saint Augustin et les œuvres de quelques Pères de l'Église, les *Méditations sur les mystères*, du jésuite espagnol Louis Du Pont, enfin la liturgie, particulièrement celle du rite ambrosien, en usage à Milan. Parmi les auteurs modernes, il ne cite guère que Newman et encore assez rarement. D'autre part, il faut noter que Ferrini ne semble pas avoir été attiré par les écrivains mystiques et dans sa piété même, comme l'écrit son biographe, « s'efforçait d'apparaître un homme tout à fait ordinaire ».

Après avoir soutenu très brillamment, en 1880, sa thèse de doctorat écrite en latin sur le sujet suivant : *Quid conferat ad juris criminalis historiam Homericorum Hesiodorumque poematum studium*[2], il

1. Ozanam, dans son *Histoire de la Civilisation au v^e^ siècle*, et le jurisconsulte français Troplong, dans un petit traité publié à Paris, en 1843, avaient soutenu que le christianisme exerça une grande influence sur le droit civil des Romains. Ferrini fut le premier, en Italie, à reprendre cette thèse, suivant les lois de la plus sévère critique historique, en plusieurs articles sur les connaissances juridiques d'Arnobe, de Lactance et de Minucius Felix (*Zeitschrift der Savigny Stiftung*, Rom., vol. XV, 1894, et *Memorie dell' Accademia di Modena*, 1896), ouvrant ainsi la voie à des études plus étendues, auxquelles se sont consacrés, en particulier, MM. Evaristo Carusi, professeur à l'Académie historico-juridique de Rome (*Diritto romano e patristica*, Naples, 1906) et Salvatore Riccobono, professeur à l'Université de Palerme (*Cristianesimo e diritto privato*, dans la *Rivista del diritto civile*, Milan, 1911). Sur cette question et les controverses qui ont surgi à son propos, voir Boucaud, n^os^ du 15 mai 1912 de l'*Université catholique*, Lyon.

2. Cette thèse fut imprimée aux frais de la Faculté de droit, hon-

obtint, au concours, du ministère de l'Instruction publique et de la caisse d'épargne de Milan, une bourse de séjour à l'étranger pour deux ans. Il alla les passer à Berlin, dont l'Université était alors la plus réputée pour l'enseignement du droit romain, et où il eut pour maîtres, en même temps que pour amis, Alfred Pernice, Dernburg, Voigt[1], Mommsen, qui l'avaient en très haute estime, et surtout Zachariæ von Lingenthal, l'initiateur des études de droit romano-byzantin, dont il fut, en quelque sorte, le fils spirituel et, presque seul, le continuateur. Parvenu à une extrême vieillesse et devenu aveugle, Zachariæ lui fit même don de tous ses manuscrits inachevés afin qu'il les mît à profit dans ses travaux.

A Berlin, Ferrini se mêla aussi étroitement au milieu catholique tandis que se déchaînait le Kulturkampf. Il y eut pour directeur M^gr^ Herzog, devenu par la suite prince-évêque de Breslau, connut Windthorst, Ed. Müller, ainsi que les autres chefs du Centre, et se lia surtout très intimement avec le docteur Westermaier, professeur de botanique à l'Université, qu'il avait rencontré à la conférence Saint-Vincent de Paul, où il s'était fait inscrire dès son arrivée dans la capitale allemande. Le courage et la piété des Berlinois l'édifièrent profondément, et toutes ses lettres de cette époque, les plus nombreuses qui restent de lui, le montrent donnant continuellement ceux-ci en exemple à ses compatriotes. En 1881, il fit un court voyage à Copenhague. Rentré en Italie durant l'été de 1882, il vint, l'année

neur que l'Université de Pavie n'avait accordé jusqu'alors à aucun de ses docteurs.

1. Moritz Voigt lui dédia, en même temps qu'à d'Arbois de Jubainville et à Otto Müller, son *Histoire du droit romain*.

d'après, passer un mois à Paris[1], puis trois mois à Rome et quelque temps à Florence, occupé surtout à travailler dans les bibliothèques; et, en novembre 1883, la Faculté de droit de Pavie, où peu de temps avant il était étudiant, l'appelait à elle, en qualité de chargé de cours, pour y traiter l'exégèse des sources du droit romain. Il allait, dès lors, progresser rapidement et régulièrement dans la carrière universitaire. Après avoir occupé à Messine et à Modène la chaire de droit romain, un vote unanime des professeurs de l'Université de Pavie le rappelait, en octobre 1894, dans cette ville à laquelle l'attachaient tant de souvenirs et d'affections et où il devait enseigner jusqu'à sa mort, tout en fixant son domicile habituel à Milan, chez ses parents[2].

Le 27 février 1895, il était, en outre, élu membre effectif de l'Institut Lombard des sciences et belles-lettres, dont il était membre associé depuis 1884.

La politique ne l'intéressait pas beaucoup. Il dut cependant accepter, en 1895, le mandat de conseiller municipal de Milan, que les électeurs catholiques et modérés lui confièrent et qu'il conserva quatre ans, parlant peu, mais toujours utilement. Cette alliance des catholiques et de l'aile droite monarchiste paraissait à Ferrini le plus sûr moyen d'empêcher le triomphe des partis de gauche et il la conseillait encore aux élections de 1899, d'accord avec son archevêque. Mais, entre temps, les événements de 98 avaient eu lieu. Ulcéré par l'attitude du gouver-

1. Il a été malheureusement impossible de retrouver aucune lettre écrite par Ferrini pendant son séjour en France.

2. Outre la chaire de droit romain, dont il demeura titulaire à Pavie, Ferrini fut chargé successivement du cours de droit pénal, de l'histoire du droit pénal romain et d'un cours libre d'exégèse des *Institutes* de Justinien.

nement libéral envers les organisations confessionnelles, le groupe des démocrates chrétiens ne voulait plus entendre parler d'entente avec les modérés et préférait, au prix de quelques défaites momentanées, garder aux catholiques leur pleine autonomie politique dont il espérait pour l'avenir de meilleurs résultats[1]. Une tactique intransigeante fut donc adoptée par les associations électorales catholiques et le pouvoir passa au « bloc populaire ». D'une façon générale, Ferrini eut souhaité une solution de la question romaine qui permît aux catholiques de s'organiser politiquement et ce qu'il vit en Allemagne avait certainement contribué pour beaucoup à lui donner cette conviction; mais sa fidélité aux directions du Saint-Siège fut toujours entière et, bien qu'il vécût parmi ses proches dans un milieu catholique-libéral, on peut affirmer qu'elle ne lui coûta pas. La discipline n'a plus aucune valeur, pensait Ferrini, si elle est subordonnée aux opinions individuelles[2].

Heureux de l'unité italienne, il déplorait profondément l'esprit qui en inspira presque tous les artisans et reconnaissait l'insuffisance de la loi des garanties. Il ne crut pas, cependant, lorsque fut élevé à Victor-Emmanuel, en 1896, le colossal monument qui décore la place du Dôme, à Milan, devoir s'abstenir de prendre part à la cérémonie après avoir envoyé aux journaux locaux, de concert avec ses

1. Voir plus haut nos études sur Filippo Meda et D. Sturzo.

2. On lira avec fruit dans la *Vie de Contardo Ferrini*, publiée par M. l'abbé Carlo Pellegrini et dont nous parlons plus loin, tout ce qui a trait aux luttes politiques, philosophiques et religieuses de l'Italie, durant les années 1890-1900, bien que Ferrini y ait été peu mêlé. Il y a là des précisions historiques qui, à ma connaissance, ne se trouvent pas ailleurs, sinon en des articles de journaux ou de revues difficiles à retrouver.

collègues catholiques, un communiqué faisant les réserves nécessaires.

Comme ses idées politiques, ses idées sociales demeuraient à égale distance des opinions extrêmes. Il reconnaissait le bien-fondé de la plupart des critiques que le socialisme adresse à la société actuelle, admirait profondément les encycliques de Léon XIII et il adhéra de bon cœur, en 1892, à l'*Unione cattolica per gli studi sociali ;* mais il conservait quelque scepticisme sur l'efficacité de certaines méthodes de conquête populaire, de certaines réformes auxquelles il jugeait ses compatriotes insuffisamment préparés, et, en principe, il eut préféré l'autorité à la liberté pour remettre en vigueur les principes du christianisme. Surtout, il avait le sentiment profond de la faiblesse humaine et se rappelait toujours que « si Dieu n'édifie lui-même sa maison, c'est en vain que travaillent ceux qui s'y emploient ».

Tous ceux qui furent les élèves de Ferrini s'accordent à témoigner que ses leçons étaient un véritable enchantement. L'un d'eux, l'avocat Michele Crisafulli, de Messine, écrivait à son propos, en 1902, dans la *Temi Siciliana :*

« Je ne pourrai jamais oublier les très précieuses leçons de mon maître, dans lesquelles on ne savait s'il fallait plus admirer la précision ou la profondeur des idées, l'éloquence pleine de charme ou l'érudition sûre, la connaissance du droit romain ou celle des langues antiques auxiliaires d'un si vaste champ d'études. Je fus si attiré par cette parole magique qui transformait l'enseignement le plus ardu en la plus agréable des causeries, que je continuai à aller l'entendre, même après avoir passé mes examens de Pandectes, malgré la multiplicité des matières universitaires.

Un autre de ses élèves, M. Giuseppe Gallavresi, proclame de même :

« Jamais il ne me fut donné d'admirer une aussi intime pénétration des connaissances acquises par l'étude dans la vie intellectuelle d'un homme. Rien n'apparaissait adventice en lui ; on oubliait que la mémoire avait pourtant été l'agent mécanique de cet enrichissement ; et vraiment il semblait avoir toujours su tout ce qu'il disait, avoir vécu à toutes les époques qu'il décrivait[1]. »

En même temps qu'il remplissait scrupuleusement tous ses devoirs professionnels et qu'il se montrait d'une bienveillance extrême pour diriger ses étudiants dans leur formation, même en dehors des heures de cours, il accomplissait un travail incessant d'investigation personnelle et traitait les questions juridiques les plus variées dans des ouvrages allant du simple manuel de vulgarisation, non certes le moins difficile, jusqu'aux plus érudites publications. Il serait impossible d'entrer dans le détail de ces travaux techniques dont le nombre est considérable, mais il faut au moins dire quelques mots des principaux pour donner une idée de la prodigieuse activité de Ferrini.

De 1884 à 1897, il publia une édition de la Paraphrase grecque des *Institutes* attribuée à Théophile[2], qu'il accompagna de nombreux commentaires critiques dans différentes revues. En 1885, il fit paraître à Milan une *Histoire des sources du droit romain,* en 1889, une *Théorie générale des legs et des fidéicommis suivant le droit romain,* et en 1890 une volumineuse étude sur *les Sources des Institutes de*

1. *Rassegna nazionale,* 1er décembre 1902.
2. Berlin, Calvary, 2 vol.

Justinien, reprise et complétée en 1900, dont un éminent juriste italien, Vittorio Scialoja, a pu écrire que « dans son ensemble ce travail était une définitive conquête de la science[1] ». Dans la collection des Manuels Hœpli, il donna, en 1893, un *Digeste;* plus tard, un *Droit pénal romain,* assez original pour ne pas avoir été rejeté dans l'ombre par le magistral traité de Mommsen sur le même sujet paru à ce moment; en 1900, enfin, un *Manuel des Pandectes,* dernier remaniement de deux publications antérieures qu'il amena ainsi à la perfection.

Avec un groupe de juristes italiens, il avait entrepris en outre une édition critique du *Corpus Juris,* qui ne fut terminée qu'après sa mort, et celle de vieux textes syriaques. Il rédigea une trentaine d'articles pour l'*Encyclopédie juridique italienne.* Mais son œuvre maîtresse fut l'édition du septième livre des *Basiliques,* traduit par lui en latin sur un palimpseste grec du x^e^ siècle, découvert à la Bibliothèque ambrosienne par un savant ecclésiastique italien, Giovanni Mercati, et publié à Leipzig, en 1897, pour compléter l'édition des *Basiliques* de Heimbach. Toujours en collaboration avec Mercati, il avait commencé également l'édition critique et la traduction latine du *Tipucite,* copieux sommaire grec des *Basiliques* demeuré jusqu'ici inédit et presque inconnu à la Bibliothèque vaticane. La mort ne lui permit pas d'aller au delà du douzième livre.

Le caractère très spécial de ces publications et l'extrême modestie de leur auteur furent cause que le nom de Ferrini demeura ignoré du grand public durant toute sa vie et ne fut hautement apprécié que

1. Vitt. Scialoja, *Commemorazione del Ferrini,* publiée dans le *Bullettino dell' Istituto di diritto romano,* année 1903, fasc. V.

dans le monde savant. Mais là, du moins, ses mérites insignes furent unanimement reconnus et à M. Nogara, directeur du musée étrusque du Vatican, Mommsen déclarait, en août 1902, que grâce à Ferrini, le primat des études de droit romain allait passer d'Allemagne en Italie [1].

Deux mois plus tard, la mort prématurée de Ferrini faisait mentir cette prédiction. Pourtant la valeur de son œuvre et l'exemple de sa vie étaient tels déjà qu'à l'inauguration du monument commémoratif qu'en 1905 lui élevait l'Université de Pavie et qui le proclamait « *principe fra i cultori del diritto romano* », le professeur Bonfante, son successeur dans la chaire de droit romain, pouvait dire du disparu :

« Vers lui, vivant, tous nos regards étaient tournés; dans le sens le plus noble et le plus pur, il semblait avoir réalisé le rêve du vrai bonheur : revenu dans son pays, parmi les siens, maître acclamé au lieu qui l'avait vu étudiant, admiré par ses collègues de toutes les contrées

1. Pellegrini, *op. cit.*, p. 455. — Pourtant il faut mentionner que, dans l'ordre scientifique, un reproche a pu être fait à Ferrini : celui de ne pas toujours mûrir suffisamment ses travaux. Doué d'une intelligence limpide et d'une extrême facilité de plume, il apercevait tout de suite l'aspect intéressant d'une question et la traitait quelquefois pour le public avant de l'avoir pénétrée en toutes ses parties, quitte à la reprendre et à la compléter plus tard. Dans son *Manuel de droit romain*, un érudit a même relevé après sa mort un très grand nombre de citations simplement approximatives. De même la clarté parfaite de son enseignement a paru à certains censeurs procéder d'un souci de simplification parfois excessif. Mais, sur ce point, c'est très consciemment que Ferrini s'est exposé aux critiques de quelques-uns de ses collègues. « L'expérience m'a démontré — écrit-il dans la préface de son *Digeste* — que l'enseignement doit tendre à la plus grande simplicité d'expression, et que la mention continuelle d'écrivains, de livres, de menues controverses érudites, engendre souvent la confusion et empêche la claire compréhension des choses fondamentales. C'est pourquoi je me suis efforcé de rendre mon enseignement toujours plus clair et plus méthodique. »

de l'Europe, placé au-dessus des rivalités, incapable d'être effleuré par un sentiment bas, il semblait destiné à élever vers le plus sublime idéal nos esprits de travailleurs intellectuels [1]. »

Savant consciencieux et sagace, mais toujours fidèle à la lumineuse clarté du génie latin, c'était bien à la gloire en effet, ou tout au moins à la plus large notoriété, qu'aurait eu droit Ferrini, surtout si l'on songe que, lorsqu'il commença sa carrière, les études juridiques étaient, en Italie, profondément déchues de leur ancienne splendeur. Mais Dieu, qui avait marqué son serviteur pour être dans le monde *lucerna lucens et ardens*, lui réservait une autre gloire plus durable que tous les honneurs humains : celle que confère la sainteté à ceux qui ont vaincu le monde.

* * *

« En lui la note dominante me paraît avoir été l'humilité. Jamais il ne parlait de lui ni de ses études et n'employait de ces expressions qui marquent avec évidence un esprit profond et une science variée. Si on le laissait faire, il vous entretenait familièrement et de la façon la plus ordinaire, semblant certes un homme instruit, mais pas plus que d'autres, et peut-être moins que beaucoup... Le silence de Ferrini suffirait à lui seul pour l'immortaliser au point de vue chrétien [2]. » Tel est le témoignage d'un témoin de sa vie. Son père ignora jusqu'à la mort de ce fils si confiant envers lui l'estime qu'on lui montrait à l'étranger et ses vastes connais-

1. Pellegrini, *op. cit.*, p. 633.
2. Mgr Luigi Cornaggia.

sances linguistiques. A sa mère elle-même, il n'annonça pas sa nomination de chevalier de la Couronne d'Italie, qu'elle apprit par hasard. On comprendra mieux cette attitude si on la rapproche de certains passages des trop rares manuscrits où Ferrini tenta d'exprimer son âme. Trop rares, disons-nous, car ils sont presque tous contenus dans le petit volume de *Scritti religiosi*[1], qu'a publié en 1912 M. l'abbé Carlo Pellegrini, postulateur de la cause de béatification, et la plupart se rapportent à une seule période de la vie de Ferrini : sa jeunesse. Homme fait, il semble, selon l'expression du même biographe, que sa piété ait revêtu un aspect plus grave, moins expansif; le goût de reproduire par écrit et de confier à quelques intimes les élévations de son être vers Dieu a disparu en lui. Nous en sommes donc réduits en général, pour l'apprécier dans cette phase de son existence, aux témoignages de ceux qui l'ont approché.

Il se rend très bien compte, d'ailleurs, dès l'époque de son voyage à Berlin, que la sainteté ne s'exprime pas par des paroles et qu'« un beau silence ne fut jamais écrit... ». Il a de l'humilité la conception traditionnelle. Pour lui, comme pour tous les maîtres de la vie intérieure, elle est « la vérité, rien que la vérité, et, par conséquent, l'unique dignité de la vie[1] » en même temps que la base première de la vertu, « l'unique voie, dit-il encore, par laquelle l'homme

1. Tip. Pont. Arciv. Romolo Ghirlanda, Milan. — Du même auteur, cette maison a édité également un petit volume plein d'intéressants détails biographiques (*Appunti biografici*) qui peut suffire à ceux qu'effraierait la massive et toute récente *Vita di Contardo Ferrini*, où M. l'abbé Pellegrini a utilisé tous les documents actuellement connus sur Ferrini. (Turin, Libreria Editrice Internazionale, 1921. Un vol. in-8°, 714 p.)

2. *Op. cit.*, p. 46.

puisse s'élever jusqu'à l'Infini et s'unir à Dieu »; il sait qu'il doit tout attendre de Dieu, s'estimer lui-même un pur néant et ne se préférer à personne[1], sans perdre pour cela le juste sentiment de la dignité personnelle commune à tous les enfants du Père qui est aux cieux. Il ne se défend point d'avoir de hautes aspirations : « Justement parce que je ne suis rien, Dieu peut faire de moi de grandes choses..., et il le fera certainement si, en attendant, il nous y prépare par la douleur. » — Mais gardons-nous de nous prévaloir d'une situation privilégiée, « car le soleil qui se lèvera demain sur l'horizon pourrait nous trouver changés ». Aussi quel constant souci de perfection! Il demande qu'on prie pour lui, afin de n'être point « cet airain résonnant dont parle saint Paul ». De Messine, il écrit à Paolo Mapelli, l'un de ses amis les plus chers : « J'ai besoin qu'à la solennité ineffable du mystère chrétien qui, par bonheur, pénètre de plus en plus profondément mon âme, réponde mieux le recueillement de l'esprit et l'élan du cœur[2]. »

1. « Combien il importe, écrit-il ailleurs, de faire comprendre aux méchants que nous ne les méprisons pas, que nous ne nous estimons pas meilleurs qu'eux et de leur faire entrevoir par une charité assidue que nous espérons les avoir avec nous un jour. » (*Scritti religiosi*, p. 50.) Certains ont même observé que, étudiant ou professeur, il semblait, par un reflet direct de cette charité qui inspire la parabole évangélique de la brebis perdue, avoir une prédilection pour ceux de ses camarades ou de ses collègues qui étaient les plus éloignés de l'idée religieuse. De son vieux maître protestant Zacharias von Lingenthal il loue la droiture d'âme et espère l'illumination totale à son heure dernière. Cependant, s'il est compatissant envers les victimes de l'erreur, il se montre sans pitié pour l'erreur elle-même, et du protestantisme notamment parle très durement en toute circonstance. Pour lui le protestantisme, « guerre impie et abominable à l'Évangile, mais non point conduite à visage découvert,... est le baiser de Judas ». (*Scritti religiosi*, p. 95.) Il appelle Luther « l'infâme libertin de Wittenberg » et ce qui semble le choquer le plus dans son amour de la pureté et de l'humilité, c'est précisément la luxure et l'orgueil imputables à la plupart des chefs de la Réforme.

2. *Scritti religiosi*, p. 137.

Le recueillement, c'est, nous l'avons entendu, ce qui frappait peut-être le plus en lui, malgré son caractère enjoué par nature. Et qui en serait surpris lorsque des notes de 1881, écrites pour se préparer à ses méditations, nous révèlent qu'il en faisait l'objet constant de ses efforts? « Pratique du samedi après la Pentecôte : conserver le silence. — Jeudi 16 juin : Recueillement intérieur; fréquentes communions spirituelles. —... Jeudi dans l'octave du *Corpus Domini* (23 juin) : Me préparer par une visite spéciale du Saint-Sacrement et le recueillement à la fête du Sacré-Cœur. — ...27 juin : *Erection de l'oratoire intérieur*, etc.[1] ».

Cette humilité avait pour complément naturel une universelle charité. Sans complaisance pour lui-même, il avait pour tous ses frères des trésors d'indulgence et d'amour. Dans une réfutation du vérisme, alors triomphant en Italie, qu'il avait écrite en 1880 pour un cercle restreint d'amis, il terminait sa critique serrée de théories qu'il jugeait aussi fausses que funestes, par ces paroles de paix :

« Me préserve le ciel cependant de mépriser le plus effronté des véristes! Que serait-il advenu de nous si nous avions reçu en partage d'autres familles, d'autres amis, une autre éducation? Revêtons-nous plutôt, selon l'avis de Paul[2], de la charité du Christ, pénétrons dans son cœur, admirons ses sentiments de tendresse et d'indicible pitié pour ces pauvres âmes, secondons-le, ce cœur divin, par l'apostolat de la prière en son nom à laquelle rien ne se refuse[3]. »

En faveur de tant d'esprits et de cœurs égarés

1. *Scritti religiosi*, p. 289-330, *passim*.
2. Il appelle ordinairement ainsi (ou encore Paul de Tarse) l'Apôtre des Gentils, suivant l'usage des premiers âges chrétiens.
3. *Scritti religiosi*, p. 35-36.

qu'il voyait autour de lui, il pratiquait surtout l'apostolat de la prière, sachant combien sont peu efficaces, en général, les moyens humains pour ramener aux pratiques chrétiennes des hommes que l'orgueil ou la sensualité ont figés dans une attitude hostile. Sa parole, il la réservait plutôt pour amener à un état plus parfait ceux qui, déjà, avaient été touchés de la grâce. Mais aux uns et aux autres il s'efforçait avant tout de donner l'exemple muet d'une vie sublimisée par la foi. Dans la lettre qu'il écrivait à Vittorio Mapelli, frère de Paolo, en lui envoyant quelques touchantes « Préparations à l'Eucharistie », on lit :

« Une part de mondanité existe plus ou moins en chaque chrétien, même en ceux qui prennent place au Banquet céleste, en ceux qui ont goûté le don de Dieu. Voilà pourquoi il ne nous suffit pas de veiller scrupuleusement sur notre conduite quand nous nous trouvons au milieu du monde : nous devons le faire encore en présence de nos frères dans l'esprit parce qu'en eux aussi, bien que saints, il y a une part susceptible de scandale, une part que le bon exemple peut édifier. Et quand cela ne serait pas, mon cher Vittorio, ne voudrons-nous point leur procurer au moins la douce satisfaction, qu'ils éprouveront certainement, d'apercevoir en nous les fruits de l'esprit et de la présence du Christ? Si en un jour nous n'avions procuré qu'un peu de joie à l'un de nos frères, ce jour serait-il perdu? Oh! non, car nous aurions consolé un esprit immortel[1]! »

Ne semble-t-il pas que demeure, dans ces paroles, un accent salésien, et que dans celles-ci, extraites du Règlement de vie de Ferrini : « La charité pour le bien moral des autres sera mon premier soin et,

1. *Scritti religiosi*, p. 336-37.

pour cela, je dois me rendre humble et affable...; j'enseignerai avec zèle et patience, m'efforçant d'être utile aux âmes », revive l'inspiration qui dictait à Ollé-Laprune cette réflexion de ses carnets intimes : « Enseigner. Exercer une action sur les esprits et sur les âmes. Que je le fasse avec respect, avec amour pour la vérité et pour les âmes[1]. »

Le souci de Ferrini pour le bien moral d'autrui n'excluait pas en lui, d'ailleurs, la préoccupation de nécessités moins hautes. Toujours à la disposition de ses étudiants pour faciliter, par ses conseils, leurs travaux scientifiques, il aidait même parfois matériellement à l'insu de tous, bien que son avoir personnel fût des plus modestes, ceux qui en avaient besoin et lui semblaient particulièrement bien doués — sans préjudice de ce qu'il donnait aux pauvres proprement dits, qu'il visitait en personne. Son affabilité pour tous ses collègues de l'Université sans exception, non moins que ses remarquables qualités professionnelles, lui avait, du reste, acquis les sympathies de chacun, et si tous en donnèrent de probants témoignages de son vivant ou après sa mort, ceux qui eurent le bonheur de l'approcher fréquemment en reçurent des impressions plus profondes encore. Ainsi le professeur Luigi Olivi, qui le connut à l'Université de Modène, et après avoir vécu avec lui jusqu'à la fin dans la plus étroite intimité, commença les démarches qui aboutirent à la décision pontificale de faire instruire le procès de béatification de son ami.

« La compagnie de Ferrini fut pour moi en particulier, dit M. Olivi, une école de perfection. Cette intuition

1. *La Vitalité chrétienne*. Introduction de G. Goyau, p. L.

claire et perspicace des choses, cette noblesse d'intentions, ce travail assidu pour se maintenir toujours humble et modeste, comme s'il ne valût rien de plus que le dernier homme du peuple, ce souci vigilant de cacher les vices et les défauts de ses semblables[1], interprétant les apparences extérieures, autant qu'il était possible, de la façon la plus conforme aux conseils de la charité, cet abandon complet aux volontés de la Providence, ce désir infini du bien, et toutes les pensées, les sentiments élevés qu'incessamment il exprimait, en harmonie avec la nature intime et les dispositions momentanées de son âme, vainquaient peu à peu tous les obstacles et finissaient par faire s'éprendre de lui tous les cœurs. »

Cela répondait au désir qu'exprimait Ferrini, dans les phrases brûlantes d'une de ses « Préparations » à la sainte Communion :

« *Et toi, ô mon Père, glorifie ton Fils.* Glorifie-moi, Seigneur, dans ta charité. Que je porte sans cesse dans le monde le parfum du Christ; que ma conversation soit aux cieux; que je vive détaché de toute affection terrestre; que de mon cœur transparaisse une pureté angélique, jaillisse une charité irrésistible qui souhaiterait de se répandre sur la dernière des créatures[2]! »

Cette flamme sublime de charité envers les hommes apparaît ainsi toute surnaturelle, dérivant entièrement, chez Ferrini comme chez ses pareils, d'un intense amour de Dieu. Et Dieu, en effet, au milieu des études les plus absorbantes, était sa constante préoccupation. Dès sa prime jeunesse, il avait pris l'habitude d'assister à la messe chaque jour sans

1. « Prions Dieu qu'il nous éclaire pour discerner toujours la médisance, même quand elle s'enveloppe de piété et semble la sainte douleur d'une âme devant le spectacle du mal. » (*Scritti religiosi*, p. 48.)

2. *Scritti religiosi*, p. 388.

jamais y manquer, même lorsque les circonstances eussent paru devoir l'en empêcher. Ses communions, d'abord dominicales, devinrent également quotidiennes vers 1890, alors qu'il fut nommé à l'Université de Modène. Après ses cours, il retournait à l'église et souvent y emmenait quelques-uns de ses élèves. Professeur à Pavie, où il se rendait de Milan chaque semaine, il récitait dans le train, sans respect humain, son Rosaire. Avant de commencer une conversation, il avait coutume de dire tout bas un *Ave Maria*. Lorsqu'il saluait une église ou une procession, qu'il adorait le Saint-Sacrement, on sentait, disent ceux qui l'ont connu, qu'il n'accomplissait pas un acte conventionnel, mais qu'il semblait réellement *voir* Jésus sous les espèces du Pain eucharistique. Aussi nul mieux que lui n'a parlé de la prière et n'en a senti le puissant réconfort : « Je ne saurais concevoir une vie sans prière », écrivait-il dans son opuscule inédit : *Un peu d'infini*. « Se réveiller, le matin, sans rencontrer le sourire de Dieu; incliner la tête, le soir, sans que ce soit sur la poitrine du Christ : une telle vie devrait ressembler à une nuit ténébreuse, pleine d'avilissement et de malaise..., ignorante des saintes joies de l'esprit. » Mais le monde se moque de la prière. Il la considère comme du temps perdu au milieu du formidable labeur de la vie moderne, par lequel s'édifie la grandeur d'une nation, et, quand il la tolère, il voudrait qu'elle se renfermât entre les murs des monastères.

« A nous est chère cette mise hors la loi, car le Christ nous l'a prédite... — ajoute Ferrini; — mais à qui me reprocherait un esprit timide et pusillanime, je répondrais que dans la prière seule je puise la force et la dignité..., que si mes travaux ont abouti à quelque

chose, je le dois aux bénédictions de la prière. Et à qui me reprocherait de gaspiller mon temps, je répondrais que grâce à l'efficacité consolatrice de la prière, je n'en perds pas dans les théâtres, dans les cafés, dans les mille inutilités d'une vie dissipée, que la prière me fait aimer le recueillement, la solitude et le travail; je répondrais que si chacun priait, et priait comme il faut, non seulement les conditions sociales, mais encore les conditions matérielles de l'humanité changeraient à leur grand avantage[1]. »

Est-il besoin d'ajouter, après un tel éloge de la prière, que Ferrini avait horreur des divertissements mondains?

Fondée sur l'humilité, épanouie dans l'amour de ses frères et de Dieu, la vertu de Ferrini devait, pour être complète, avoir le couronnement du sacrifice. Il ne lui manqua pas. Cependant, là comme ailleurs, c'est d'une façon commune et presque banale que Ferrini fut appelé à manifester les dons surnaturels dont la Providence l'avait comblé. Les grandes épreuves, physiques ou morales, lui furent épargnées. Mais en lisant attentivement les écrits qui nous aident à pénétrer au plus intime de son âme ou simplement en réfléchissant sur les conditions de toute existence humaine, on s'aperçoit bien vite que la perfection avec laquelle il a accompli tout ce que Dieu demandait de lui, son inaltérable patience à supporter les mille petites contrariétés qui assaillent inévitablement chacun de nous, témoignent au fond d'une aussi grande maîtrise de soi-même que les sacrifices prestigieux auxquels sont conviées certaines âmes.

Dans l'une de ses méditations sur l'Eucharistie,

1. *Scritti religiosi*, p. 226-228.

Ferrini adressait à son céleste Maître cette émouvante prière : « Descends en moi, prêtre divin, et offre dans mon cœur l'holocauste de ma volonté. Que l'ardeur de ma charité monte vers le Seigneur, agréable comme le parfum solitaire du lis de la vallée, et que l'offrande de moi-même dans l'aurore de ma jeunesse soit un sacrifice matinal au Très-Haut[1]. »

Cette offrande de lui-même, elle consista d'abord dans un souci scrupuleux de chasteté, qui l'empêcha de songer jamais au mariage, malgré les pressantes instances de sa mère et de ses proches pour qu'il consentît à prendre femme. A son ami Olivi, qui lui en manifestait quelque étonnement, jugeant que l'état conjugal était, pour un laïque, préférable au célibat, il répondit simplement par une parole de l'Évangile que son confesseur, consulté par lui à ce sujet, lui avait répétée : *In domo Patris mei mansiones multæ*. Il n'en avait pas moins, d'ailleurs, une très haute estime du mariage chrétien.

Les sacrifices quotidiens de Ferrini ne se bornaient pas, cela va de soi, à la chasteté. Nous en connaissons d'autres par certains articles d'un règlement, retrouvé après sa mort dans ses papiers, et qui s'applique à la période où il était professeur à Pavie, c'est-à-dire aux dernières années de sa vie. Le témoignage de ses intimes a prouvé qu'il avait toujours pratiqué ce règlement à la lettre. Il compte 26 articles du genre de ceux-ci :

« 12° Durant les repas, je penserai à Jésus-Christ abreuvé de fiel, ou à quelqu'un de ses bienfaits insignes et à son ardent amour, afin de l'en dédommager par une

1. *Scritti religiosi*, p. 351.

mortification : ce à quoi me servira également la pensée du purgatoire et du paradis.

« 14° Je serai encore plus vigilant le vendredi et le samedi et j'aurai un soin spécial de consoler ainsi le Cœur de Jésus.

« 18° J'accueillerai joyeusement pour l'amour de Jésus tout ce qui me déplaira.

« 19° J'aimerai la sainte pauvreté et je chercherai à la pratiquer en respectant les pauvres, en donnant de mon superflu, en voyant avec joie les pertes et autres dommages dans les vêtements [1], etc. »

Un exemple de la façon dont Ferrini accomplit ces prescriptions, nous l'avons dans ce fait bien caractéristique : quelques années avant sa mort, il avait confié à un industriel de ses amis une somme de 30.000 francs, *tout ce qu'il possédait,* fruit de ses économies. L'entreprise périclita, et le capital de Ferrini fut entièrement perdu. Jamais il ne s'en plaignit à personne et ne fit rien pour rentrer en possession de cet argent. Bien plus, il s'employa de son mieux et réussit à détourner ses amis intéressés dans l'affaire de poursuivre en justice le malchanceux et, d'ailleurs, honnête industriel.

On aura noté, dans les articles du règlement de Ferrini que nous avons cités, sa préoccupation de souffrir *joyeusement.* Cet amour franciscain de la joie intérieure, il en avait compris la nécessité dans la méditation attentive du mystère de notre Rédemption. Voici ce qu'il écrivait pour lui-même, le vendredi après la Pentecôte de l'année 1881 :

« Il (le Christ) commémora ses douleurs en un festin d'où est née toute notre allégresse. Comme prix de son

1. *Scritti religiosi,* p. 251-255.

agonie au Jardin des Oliviers, de ses amertumes et de sa désolation, il nous envoya le Consolateur pour qu'il nous réconfortât et nous remplit de joie; comme prix du baiser perfide, du lâche abandon, du reniement sacrilège, il nous donne son amitié et un autre ami dans le Paraclet; il nous donne enfin la tendresse de sa mère. Quel argument de méditation si je pense que je dois imiter Jésus[1]! »

Aussi, comme il connaît le prix de la souffrance et comme il l'accueille! « Celui qui a pleuré, qui a senti l'infortune courber sa tête et l'angoisse étreindre son cœur, celui-là pourra rendre témoignage qu'il doit à ces heures solitaires et inconsolées, à ces moments d'inénarrable désolation, toute ou presque toute sa vie morale », confesse-t-il, et il ajoute la parole magnifique : « Dieu, qui n'avait rien à envier à l'homme, lui a envié la douleur[2]. »

Nous ne pouvons pas douter que cette âme si sereine n'ait eu parfois à soutenir de rudes combats intimes, qu'elle n'ait connu les épreuves surnaturelles que Dieu mesure généreusement à ses élus. Bien que discrètes, les allusions que Ferrini fait à ces épreuves dans quelques passages de ses lettres ou de ses notes sont fort claires. Ainsi écrivait-il, pendant son « exil », à Vittorio Mapelli : « Mécontentement de soi, éloignement de la patrie, douleurs intérieures : voilà, hélas! ce qui nous afflige. Mais il n'en est pas moins vrai que nous devons exulter, il n'en est pas moins vrai que la gaieté de notre cœur est un droit de Dieu[3]... » Cette gaieté sainte, qui jamais ne l'abandonna, tempérait la gravité de ses

1. *Scritti religiosi*, p. 290.
2. *Ibid.*, p. 245-246.
3. *Ibid.*, p. 171.

préoccupations, et quand il se laissait aller à son humeur, sa conversation, dépourvue du piquant de la médisance et des propos légers, n'en savait pas moins être fort spirituelle. Sa jeunesse d'âme était merveilleuse [1] et, comme autrefois saint Jean, l'apôtre vierge, récréait sa vieillesse en regardant s'ébattre des colombes, le docte Ferrini, au sortir des hautes spéculations juridiques, laissant venir à lui les petits enfants, consacrait bien souvent une part de ses soirées à partager les jeux de ses neveux et nièces. Mais sa grande distraction demeura toujours l'alpinisme, pour lequel il eut une véritable passion.

* * *

Contardo Ferrini trouvait dans l'alpinisme un délassement physique en même temps qu'un moyen d'élévation morale et cet amour profondément chrétien de la nature est encore un trait caractéristique de sa personnalité.

A vingt et un ans, il consacrait quelques-unes des pages les plus originales de son opuscule inédit sur le vérisme à réfuter les affirmations aussi violentes que peu fondées de néo-païens comme Carducci sur la prétendue antinomie de la foi et de l'amour de la nature, en montrant que nulle part cet amour n'apparut plus intense et plus large que dans les Livres saints. Tout serait à citer de cette critique serrée que le jeune Ferrini, déjà en possession d'une culture générale étonnamment vaste, consacrait aux pontifes du matérialisme littéraire et philoso-

1. « On peut dire que Ferrini fut homme dès sa prime jeunesse et resta jeune jusqu'aux derniers jours de son existence. » (C^te^ Dalla Torre, *Nel X^o^ anniversario della morte di Contardo Ferrini*, Monza, Tipografia editrice Artigianelli, 1912.)

phique, alors en pleine faveur. Après avoir rappelé les émotions que lui-même a éprouvées dans ses courses de montagne, il transcrit des fragments de psaumes, en particulier le célèbre début du psaume XVIII[e] :

« Les cieux racontent la gloire de Dieu et le firmament annonce l'œuvre de ses mains. Chaque jour nous crie la louange du Créateur ; chaque nuit nous manifeste ses merveilles. Le Seigneur a fait des cieux la tente du soleil et celui-ci, semblable à l'époux sortant de la chambre nuptiale, s'élance joyeux comme un héros pour fournir sa carrière. » Carducci, dans une de ses plus fameuses odes barbares, nous décrit toutes les *mirabilia* dont il jouit en se passant de Dieu. Parmi elles est *le sourire des prairies*. Je ne fais qu'en appeler aux âmes saintes et à leur demander s'il n'est pas vrai que pour elles aussi sourit toute la nature et qu'elle leur parle éloquemment de Celui vers qui s'élève la continuelle aspiration de leur cœur. Il n'avait certainement pas lu *les Odes barbares* et ne s'était point mis en peine des doctrines stecchettiennes[1], ce roi d'Orient qui écrivait (ps. XCV) : « Que les cieux se réjouissent et que la terre soit dans l'allégresse, que la mer s'agite avec tout ce qu'elle contient, *que les près sourient*, que les arbres des forêts poussent des cris de joie à l'aspect du Seigneur... » Ne sens-tu pas (l'opuscule était adressé à Paolo Mapelli), en relisant ces paroles, s'éveiller le sentiment de la nature, *suave comme la rosée de l'Hermon*, justement parce qu'uni au sentiment religieux, plus qu'à la lecture de quelque morceau des volumes elzéviriens[2], en admettant (sans le souhaiter) qu'ils te soient tombés entre les mains[3] ? »

Plus tard, dans le chapitre de son autre opuscule,

1. Du nom de Lorenzo Stecchetti, un des chefs de l'école veriste.
2. Des auteurs véristes italiens.
3. *Scritti religiosi*, p. 27-28.

Un peu d'infini, intitulé : « De la capacité objective des créatures de nous élever à Dieu », il s'arrête avec complaisance sur « ce livre merveilleux dont aucune œuvre philosophique n'approchera jamais » : le livre de la Sagesse, et il en cite l'admirable chapitre XIII (Insensés tous les hommes qui ignorent Dieu et qui, des créatures visibles, ne peuvent s'élever à la connaissance de *Celui qui est,* etc.). — « Et Jésus aussi a constamment usé dans ses paraboles du grand livre de la nature extérieure. »

« Le sentiment de la nature, ce don précieux des âmes privilégiées, — conclut alors Ferrini avec une énergie d'apôtre, — devrait avoir une très grande part dans notre éducation.. Donnez-moi cet enfant qui grandit attaché comme le lierre aux vêtements maternels, privé d'individualité et d'initiative, plein de lâches frayeurs en attendant de devenir un plus lâche libertin, donnez-moi cet enfant que je le conduise à travers nos Alpes. Qu'il apprenne à vaincre dans les obstacles que la nature lui opposera les futures difficultés de la vie; à jouir du soleil levant contemplé de la crête d'un mont, du soleil couchant incendiant les vastes glaciers, du clair de lune se jouant dans la vallée déserte. Qu'il cueille la fleur qui pousse au bord des neiges éternelles et qu'il exulte au spectacle du sourire des cieux sur les gouffres des monts ! Cet enfant en reviendra homme et sa conscience morale n'y aura point perdu[1]. »

Ferrini joignait l'exemple au précepte. En 1889, il écrivait de Suna : « Quand depuis quelques jours je suis courbé sur les livres, je sens le besoin de me redresser et j'attrape alors la montagne et je cours librement par les sommets et j'oublie volontiers livres et enseignement[2]. » C'est ainsi qu'il

1. *Scritti religiosi,* p. 211-215.
2. *Ibid.,* p. 177.

fit l'ascension du Mont-Viso, du Latelhorn, du Monte-Leone (3.554m) voisin du Simplon, du Basodino (3.275m) au nord du val d'Ossola, du Lucendro, dans le groupe du Saint-Gothard, etc.

Élevé vers Dieu par la nature, Ferrini ne l'était pas moins par l'art, « fils de la nature », dont il avait pénétré les lois profondes et qu'il goûtait dans les formes les plus diverses du génie humain. Sa connaissance de presque toutes les littératures anciennes et modernes [1], ses visites aux musées italiens et allemands, où plus d'une fois, écrit-il, « par la contemplation d'un chef-d'œuvre je fus amené à un ineffable embrassement de Jésus », lui fournissaient les moyens d'apprécier avec pleine compétence les mystérieuses attirances que l'homme, par l'intermédiaire de l'art, peut éprouver vers Dieu. Il semble cependant que la conformité rigoureuse de son idéal aux principes formulés par Manzoni et son école l'ait parfois empêché de discerner certaines beautés très réelles dans l'œuvre d'écrivains indifférents ou hostiles à la vérité religieuse. Quand il proclame que seuls ont traversé les siècles et vivront autant que le monde les œuvres nettement idéalistes : les Psaumes, les poèmes homériques, l'épopée virgilienne, la *Divine Comédie,* les drames de Shakespeare, etc., et que personne ne lit plus guère Lucrèce ni l'Arioste, il a certainement raison en fait pour les exemples qu'il cite, et raison encore quand il affirme que le fameux roman de Manzoni : *I promessi sposi* (Les fiancés), objet d'incessantes railleries de la

1. « Il aimait parler de littérature et dans la conversation jaillissaient de ses lèvres, spontanément et à propos, des vers d'Homère ou de Pindare, de Virgile, de Dante ou de Schiller, même de nos plus modernes poètes : Zanella, Porta, Carducci. » (Carlo Pellegrini, *Appunti biografici*, p. 100.)

part des véristes, subsistera alors que les livres de Zola seront oubliés. Mais est-ce *seulement* parce que Lucrèce est épicurien et l'Arioste immoral qu'on ne les lit plus ? Cela est contestable, car d'autres écrivains auxquels on pourrait faire les mêmes reproches sont restés en faveur. Il semble plutôt que l'œuvre de Lucrèce et celle de l'Arioste renfermaient des longueurs ou des bizarreries qui leur ont nui davantage que ne leur ont servi tant de qualités remarquables.

Ferrini qui savait par cœur, avons-nous dit, les épîtres de Saint Paul, aimait à citer de l'épître aux Philippiens, qu'il appelait « l'hymne du christianisme adolescent », ce passage où l'apôtre exhorte ses frères à cultiver toutes les louables disciplines humaines. « Que la paix de Dieu qui surpasse toute intelligence garde vos cœurs et vos esprits dans le Christ Jésus... Au reste, frères, que tout ce qui est vrai, tout ce qui est honorable, tout ce qui est juste, tout ce qui est pur, tout ce qui est de bonne renommée, que ce soit là l'objet de vos pensées. » (Phil., IV, 7-9.) — Nul mieux que Contardo Ferrini n'illustra par son exemple ce conseil, plus difficile à mettre sagement en pratique que la renonciation absolue à ce qui est du monde. La pratique du catholicisme le plus austère n'apporta aucune mutilation à sa personnalité. Rappelant un jour que les leçons de l'histoire et de la vie, la rénovation du monde par la loi de Jésus et son incomparable pouvoir consolateur prouvaient la vérité du mot de Tertullien que « l'âme humaine est naturellement chrétienne », et que, par conséquent, sont vraies les maximes chrétiennes, puisque la nature ne peut se contredire elle-même, il ajoutait : « Il me semble

que ce raisonnement est tout ce qu'il y a de plus positif[1]. » Ce raisonnement, on le retrouve implicitement à la base de chacun de ses actes ; il fut vraiment l'inspirateur de toute cette vie.

*
* *

Ferrini avait toujours envisagé sans terreur et sans regret, comme il convient à un juste, le moment du « premier baiser divin » et appelé « bienheureuse la mort qui est principe d'immortalité[2] ». La cause occasionnelle de sa fin devait être, par une coïncidence d'un frappant symbolisme, cet amour de la haute montagne où s'apaisait son désir d'infini. Il écrivait un jour à Paolo Mapelli : « Qu'il est beau, à la cime déserte d'un mont, de sentir en quelque sorte la solennelle approche de Dieu et de contempler dans la sévérité d'une nature sauvage son sourire éternellement jeune[3]. »

Or, tandis qu'il projetait un voyage en Terre-Sainte avec son ami Olivi, une crise cardiaque survenue en mai 1901 l'obligea à un repos absolu. Il ne tarda pas à se rétablir, car il était d'une forte constitution, et à reprendre ses promenades alpestres, tout en se ménageant davantage. En 1902, une recrudescence de travail l'empêcha encore de partir pour la Palestine où le professeur Olivi finit par se rendre sans lui et, au mois de juillet, Ferrini venait s'installer à Suna. Quoiqu'il se ressentît plus qu'autrefois du surmenage intellectuel, sa santé paraissait satisfaisante. Se croyant guéri sans doute, il fit au mois de septembre l'ascension du Mont-Rose. Elle

1. *Scritti religiosi*, p. 17.
2. *Ibid.*, pp. 18 et 350.
3. *Ibid.*, p. 176.

le fatigua beaucoup et le 5 octobre une violente fièvre typhoïde lui enleva subitement la connaissance. On appela à son chevet des sœurs de l'hôpital de Pallanza, qui l'entendaient murmurer dans son délire, lorsque la cloche d'un embarcadère voisin annonçait l'arrivée d'un bateau : « Allons, allons à la sainte messe ». Dans un moment de lucidité, il reçut avec une admirable ferveur les derniers sacrements et reprit encore conscience quelques heures avant sa mort, qui advint le 17 octobre. Il avait alors quarante-trois ans[1], un peu plus qu'Ozanam auquel il ressembla à tant d'égards.

« Je préférerais mourir dans ma chère Suna, — disait-il professeur Olivi, alors qu'il était son collègue à Modène ; — si la mort me surprenait ici, je dérangerais trop de personnes : le recteur de l'Université, les professeurs, les autorités devraient s'incommoder de mille manières : à Suna, je n'aurais pour m'accompagner à ma dernière demeure que les gens du pays, les enfants, les pauvres, ceux qui souffrent, ceux qui prient, ceux qui vraiment font du bien à l'âme[2]. »

Dieu exauça en partie son désir. Mais ses funérailles fort simples dans ce petit cimetière de village avaient déjà, par le témoignage concordant que les savants et les humbles rendaient à la sainteté de sa vie, l'allure d'une apothéose.

Et au cours des années suivantes sa mémoire, loin

1. « C'est peut-être une loi sage », écrivait, dans son article ému de la *Rassegna nazionale*, M. Gallavresi, qui y comparait Ferrini à l'un de ces prodigieux génies de la Renaissance, dont l'universelle compétence demeure un perpétuel sujet d'étonnement, « que ne demeurent point trop longtemps avec nous des hommes si étrangement voisins de la perfection, de peur que nous n'en concevions trop d'orgueil et ne semblions oublier les limites essentielles de notre nature ».

2. Discours cité du professeur Olivi, p. 3-4.

de tomber, comme tant d'autres, dans l'oubli, restait de plus en plus vivace au cœur de tous ceux qui l'avaient connu. Déjà on commençait à parler de grâces obtenues par son intercession. De plusieurs villes d'Italie, des pétitions en faveur de la béatification de Ferrini parvinrent au Saint-Père qui, en mai 1909, déclara solennellement devant un pèlerinage piémontais, où se trouvait également le curé de Suna, « qu'il serait très heureux de proposer pour modèle de sainteté un professeur d'université[1] ». A la fin de l'année suivante (1910), le tribunal ecclésiastique chargé d'instruire le procès de béatification était constitué et commençait à siéger[2].

Mieux que par les éloges pompeux des sociétés savantes et des conseils académiques, il nous semble que la vie de ce serviteur de Dieu est résumée par les paroles toutes simples de sa mère, disant que « Contardo ne lui avait jamais causé durant toute sa vie le plus petit déplaisir », et de son frère déclarant que « parmi ceux-là même qui pensaient le plus diversement de lui, il n'eut jamais, il ne pouvait pas avoir d'ennemis ». Dès lors, ne faut-il pas conclure avec le distingué biographe qui a mission de « postuler » une cause aussi exceptionnelle : « En Ferrini rien ne paraissait extraordinaire et tout était parfait[3]. »

1. Rapporté par Mgr Spandre, évêque d'Asti.

2. Pour ceux qui avaient connu intimement Ferrini, cette nouvelle — écrit l'un d'eux — surprenante en soi, « apparut comme une chose déjà connue, comme la réalisation naturelle et inévitable d'un pressentiment déjà vivant en nous, sans que nous l'ayons jamais exprimé ». Et un incrédule, le professeur Bonfante, manifestait de même à ce propos : « La canonisation possible de Ferrini n'éveille pas grande impression, même chez les plus sceptiques, car une fois reconnues sincèrement ses vertus, la critique n'y trouve rien à redire. » (*Vita di C. Ferrini*, pp. 668-669.)

3. Carlo Pellegrini, *Vita di C. Ferrini*, p. 555.

VIII

DE L'OBSERVATOIRE AU SACRÉ-COLLÈGE : LE CARDINAL MAFFI.

Dans une rue délaissée d'un vieux quartier pisan naissait, vers le milieu du XVI[e] siècle, l'homme dont les conceptions hardies allaient, à la suite de Copernic, renverser toutes les théories astronomiques admises jusqu'alors, le grand, l'infortuné Galilée. Étranges rencontres de l'histoire! Deux siècles et demi passeront. Et sur le siège épiscopal de l'antique cité où vécut celui qu'un tribunal d'église devait contraindre à désavouer une vérité scientifique, prendra place un autre astronome couvert de la pourpre romaine, qui, fort de son autorité de savant et de pasteur, ne se contente pas, dans un écrit précieux, de revendiquer la pleine orthodoxie de Galilée et de réduire à de justes proportions, trop souvent méconnues, la portée de la sentence de ses juges[1], mais le choisit encore pour patron du Cercle universitaire où, dans la ville des anciens Gibelins, se groupent aujourd'hui les jeunes catho-

1. Cf. *La questione galileana*, dans les *Lettere pastorali, Omelie, Discorsi*, t. I, pp. 525-570. (Turin, Libreria Editrice Internazionale della Buona Stampa, 1912.)

liques désireux de servir à la fois l'Église et la science. L'acte du cardinal Maffi ne saurait paraître étonnant, puisqu'il n'est personne aujourd'hui qui ne rende pleine justice à Galilée, comme à Jeanne d'Arc. Mais il démontre une fois encore que les véritables grandeurs finissent toujours par être glorifiées dans la société chrétienne, et avec d'autant plus d'éclat qu'elles ont été plus longtemps voilées par les ombres dues à la faiblesse humaine.

*
* *

Celui qui devait être le cardinal Pietro Maffi naquit le 12 octobre 1858, d'une famille d'agriculteurs aisés, à Corteolona, grosse bourgade de la plaine du Pô, située un peu à l'est de Pavie [1]. Ancienne résidence d'été des rois lombards, puis carolingiens, elle abrita plusieurs fois, aux IX^e^ et X^e^ siècles, les Diètes du royaume, et d'importantes décisions capitulaires y furent rédigées. Mais de ces grandeurs passées, les habitants de Corteolona n'ont conservé nul souvenir ; la culture et le négoce limitent aujourd'hui leurs soucis, généralement conciliés avec le respect des choses religieuses.

La famille du futur cardinal était profondément honnête et chrétienne. Si sa pieuse mère lui fut vite enlevée, un oncle, du moins, prêtre lui aussi, Don Dionigi, veilla avec amour sur sa première éduca-

1. J'ai été particulièrement aidé pour la partie biographique de mon étude par l'attachant opuscule de M^gr^ Rodolfi, évêque de Vicence : *Monsignor Pietro Maffi, cenni biografici* (Pise, Libreria salesiana editrice, 1903) et par l'article de M^gr^ Magani, évêque de Parme, dans le numéro spécial, groupant les témoignages d'un grand nombre d'admirateurs et d'amis, publié à l'occasion des noces d'argent sacerdotales de M^gr^ Maffi (17 avril 1906) sous le titre : *Esultando.* (Pise, Typografia arcivescovile Orsolini.)

tion. Un naturel aimable, à la fois doux et malicieux, distinguait le petit Pietro, incliné dès lors vers l'amour de la nature, du travail et de la prière. A quinze ans, il entrait au séminaire de Pavie, pour y faire ses humanités, puis ses études de théologie. (On sait qu'en Italie le grand et le petit séminaire sont généralement réunis sous un même toit.)

L'évêque de Pavie était alors Mgr Parocchi, depuis archevêque de Bologne, puis cardinal vicaire et vice-chancelier du Saint-Siège apostolique. Esprit distingué, au goût littéraire affiné et à la doctrine sûre, il donna une puissante impulsion à la formation religieuse et à la culture de son clergé, allant jusqu'à vouloir habiter le Séminaire, y enseigner lui-même et assumer la charge de recteur. Il n'avait pas tardé à distinguer le jeune Maffi et à suivre avec prédilection ses progrès dans les sciences sacrées et profanes, comme plus tard il devait suivre les étapes de sa carrière ecclésiastique et lui donner, de cet intérêt paternel, une marque suprême en lui conférant l'onction épiscopale peu de temps avant de mourir.

L'abbé Maffi terminait sa théologie quand Mgr Parocchi fut remplacé comme évêque de Pavie par Mgr Riboldi, également cardinal depuis lors. Doué d'une intelligence ferme et d'une volonté énergique, celui-ci travailla autant que son prédécesseur à renforcer la discipline et l'activité du clergé, accroissant le nombre des clercs et réorganisant le corps des professeurs. A Pietro Maffi qui n'était pas encore prêtre, mais dont, tout de suite aussi, il avait discerné la valeur, il confia la chaire de philosophie. L'Encyclique *Æterni Patris* venait d'être promulguée et l'abbé Maffi, rompant avec l'éclectisme incolore qui était de tradition dans l'enseignement

philosophique des séminaires, mit ses élèves à l'école de saint Thomas, avec le meilleur succès. Il poursuivait cette tâche depuis deux ans et complétait en même temps sa formation littéraire au contact des classiques, grands ou petits, lorsque brusquement Mgr Riboldi, ayant besoin d'un professeur de physique et de sciences naturelles, désigna, en juin 1883, l'abbé Maffi pour assumer ce nouvel enseignement dès la rentrée d'octobre, au lieu de la philosophie scolastique. D'autres auraient pu se troubler d'un changement aussi rapide ; le jeune professeur ne se troubla pas : il revit tout son programme avec diligence et put commencer son cours à l'époque fixée, sans embarras ni défaillance, comme s'il se trouvait là sur le terrain le plus familier.

Dès lors la vocation scientifique de l'abbé Maffi est fixée : il va se consacrer tout entier aux études physiques. Des années de travail assidu, intensif, commencent pour lui. « Les ouvrages classiques, qui traitent des multiples disciplines physiques sont presque tous, un à un, lus et assimilés ; il s'abonne aux meilleurs périodiques, pourvoit d'un copieux matériel d'expérimentation le laboratoire. Chambre, classe, laboratoire, bibliothèque sont les lieux où ses élèves sont sûrs de le trouver[1]. » Mais le laboratoire ne fut pas complet dès les premières années. On vit alors le professeur suppléer, par son ingéniosité, autant qu'il lui était possible, au manque d'instruments perfectionnés ou de modèles d'expérience. Un jour, il arrive au cabinet de physique porteur d'un plat de pommes de terre crues. Grande surprise des élèves. C'était pour y tailler et leur montrer les diffé-

1. Rodolfi, *op. cit.* p. 10.

rentes formes de cristaux. Au reste, « ses leçons étaient faites avec une facilité qui stupéfiait : forme soignée, phrase facile, exposition des découvertes et des théories avivée par de copieuses observations historiques, souvent agrémentée de traits d'esprit; mais ton toujours noble et élevé, laissant deviner dans le professeur le prêtre qui sait qu'il parle à de futurs prêtres ».

Parmi les diverses sciences physiques, l'abbé Maffi avait une prédilection pour l'astronomie, la géophysique et la météorologie. A peine terminé l'enrichissement du laboratoire de physique et des collections d'histoire naturelle, il songe à l'érection d'un observatoire dans son séminaire et poursuit de toute son âme la réalisation du projet, soutenu par son évêque et son recteur. En 1890 l'édifice est solennellement inauguré par le P. Denza, fondateur et directeur de l'observatoire du Vatican.

Vers la même époque, l'abbé Maffi commence la série des publications spéciales qui, jointes à la renommée de ses leçons, réunies par la suite en volume[1], ne tardent pas à lui attirer l'estime universelle du monde savant. Accueillies avec empressement par les revues ou bulletins de divers groupements scientifiques italiens, ces études furent toutefois destinées en plus grand nombre à la *Scuola cattolica*, et plus tard à la *Rivista di scienze fisiche, naturalie matematiche*, fondée par l'abbé Maffi lui-même en 1899[2].

1. *Nei cieli, pagine di astronomia popolare.* Ce volume, actuellement épuisé, après plusieurs éditions successives, constitue le meilleur manuel d'astronomie qui existe en Italie à l'usage du grand public.

2. Card. Maffi, *Scritti vari* (Siena, Tip. Edit. S. Bernardino, 1904. Un vol. in-8°, 350 p.)

Dans un premier groupe d'articles, le jeune maître se borne à illustrer, sous une forme toujours claire et agréable, le résultat de recherches accomplies par d'autres. Tel est son exposé des travaux préparatoires à l'établissement d'une *Carte photographique du ciel* — entreprise grandiose commencée en 1891 sur l'initiative de deux Français, les frères Henry, et confiée à 18 des principaux observatoires de l'un et l'autre hémisphère — ou encore son examen des conjectures faites sur la nature de l'*Étoile des Mages*, où il discute la thèse d'une conjonction planétaire, celle d'un bolide lumineux, et sans exclure celles-ci, que beaucoup d'astronomes très chrétiens, tels Képler et le P. Stockwell, ont admises, semble, en définitive, se rallier à la troisième hypothèse : d'un astre totalement miraculeux dans son cours et sa composition.

Un deuxième groupe comprend les commémorations de divers personnages, généralement ecclésiastiques, qui ont brillé dans les sciences physiques. Ainsi, en premier lieu, le très remarquable éloge de Volta, prononcé à Côme, ville natale de l'illustre physicien, le 13 septembre 1899, à l'occasion du centenaire de l'invention de la pile électrique ; ceux de Spallanzani, du P. Piazzi, théatin, qui découvrit la planète Cérès ; puis du P. Denza ; de Schiaparelli, directeur pendant quarante ans (1860-1900) de l'observatoire de Brera, à Milan, chrétien et savant également admirable ; du P. Timoteo Bertelli, barnabite, successeur du P. Denza à la direction de l'observatoire du Vatican, après avoir longtemps régi l'Institut de la *Querce* à Florence, et publié, sur la constitution de la croûte terrestre et les phénomènes telluriques en général, des travaux de premier ordre. En juillet 1918 enfin, privé depuis

de longues années par les devoirs de sa charge pastorale du loisir de se consacrer aux études physiques et astronomiques, le cardinal Maffi manifestait encore à Reggio Emilia, en commémorant l'œuvre scientifique du célèbre Père Secchi, directeur de l'observatoire du Collège Romain de 1849 à 1878, combien son esprit restait ouvert aux grandes questions qu'il ne cessa jamais d'aimer.

On nous saura gré, pensons-nous, de citer deux courts passages de la commémoration de Volta, qui donnent bien le ton général du cardinal Maffi en ces sortes de travaux, montrant finement unis en lui la précision du langage, la poétique ingéniosité des comparaisons et le constant souci de prouver par les faits l'accord inébranlable de la vraie science et de la foi éclairée. Évoquant les filets d'eau qui, lorsqu'ils descendent en cascades des montagnes aux vallées, ne sont qu'un spectacle agréable aux yeux mais qui, sans cesse grossis et devenus des fleuves, uniront « en une seule étreinte toute la famille humaine », l'abbé Maffi ajoutait :

« Ces filets, Messieurs, ce sont les étincelles des machines électrostatiques, avec quoi l'abbé Nollet faisait tressaillir d'admiration les dames de la cour et les Chartreux de son couvent : dans l'air un instant strié de gemmes, elles disparaissaient toutefois, comme des étoiles filantes, pour rentrer dans le néant. Mais Volta les recueille et les contraint à former un courant. Le fleuve royal, qui tracera la voie sûre du progrès, le voilà créé : c'est le courant large, calme, abondant né de la modeste pile! Jusqu'à Volta l'électricité est élégance et divertissement : avec Volta elle est science, elle est richesse, elle est civilisation. »

Écoutons maintenant la conclusion du même éloge

inspiré par le souvenir du court-circuit qui mit le feu à la première Exposition ouverte sur les bords du lac de Côme :

« Ils évoquent pour moi, ces fils trop faibles et raccourcis par un fatal contact, les esprits que traverse le courant de la science : si ceux-ci sont petits, en contacts immenses avec la matière, ils s'échaufferont de passions, frémiront d'orgueil, et convertiront en lueurs sinistres les irradiations de la science, accroissant dans le monde la douleur et l'infortune comme les éclairs qui rendent plus terribles les tempêtes. Mais faites que ce courant entre dans des intelligences larges et supérieures à la matière : il sera l'aile de la science qui s'unira à l'aile de la foi pour porter l'aigle sublime. Voyez ces esprits souverains rechercher partout et partout comprendre l'ordre et les grandeurs de Dieu. Ce sont les hyperesthètes accablés qui gémissent sous une vibration de l'éther, insupportable à leurs nerfs : non pas les forts, qui la savent une harmonie. Ainsi entre les ondes de la foi et celles de la science n'établissent point de mortelles interférences, mais des harmonies divines. Newton et Képler, Galilée et Cavalieri, Oriani et Galvani, Chevreul, Pasteur, Cauchy... Volta[1]. »

De ces commémorations on peut rapprocher, dans l'œuvre du cardinal Maffi, ses discours d'inauguration de divers centres scientifiques (poste météorologique du Séminaire de Brescia, Observatoire du Vatican, réorganisé sous sa direction après que la confiance de Pie X l'en eût nommé, en 1904, président) et les articles où il traite expressément de l'accord de la science et de la foi, notamment ses *Réflexions sur nos devoirs devant la science moderne et la foi* et ses considérations sur *Dieu dans la*

1. *S. V.*, pp. 493 et 503.

science. C'est dans ce discours que Mgr Maffi rappela opportunément le mot fin et profond de Copernic devant les bizarreries sans nombre des théories astronomiques de son temps : « La sagesse de Dieu est si grande que les complications de notre système (celui de Ptolémée, alors officiel) en démontrent la fausseté », idée reprise par Képler et par Newton[1].

La troisième partie de l'œuvre scientifique de Mgr Maffi est constituée par ses observations ou recherches personnelles. Ici nous rencontrons ses *Observations sur les vents réguliers, faites au Séminaire de Pavie du 1er janvier 1891 au 31 décembre 1896,* ses *Observations de hiélides en 1899,* son mémoire sur un dispositif imaginé par lui et destiné à enregistrer avec précision les trajectoires des météores lumineux[2], dispositif qui mérita les plus grands éloges de Schiaparelli et figura, en 1898, à l'Exposition de Turin. L'abbé Maffi avait été amené à le trouver par l'intérêt tout particulier qu'il portait au phénomène des étoiles filantes. « C'était une fête pour lui — écrit Mgr Rodolfi — encapuchonné dans un manteau de nuit, de passer avec ses élèves des nuits entières à scruter les cieux et à discourir de la gloire de Dieu[3]. »

Tous ces travaux ne pouvaient manquer d'attirer sur l'abbé Maffi l'attention des spécialistes et en effet, dès 1896, l'*Annuario scientifico italiano,* ainsi

1. « Puisque Dieu est une intelligence unique — disait Képler — les caractères des lois qu'il donne au monde doivent être l'universalité », et Newton : « N'est-ce pas une preuve que nous approchons de Dieu, de voir que nous arrivons peu à peu à des lois de plus en plus simples et générales ? »

2. *Di un globo meteoroscopico per il tracciamento della traiettoria delle meteore luminose* (*Rivista scientifica,* ann. XXX, nos 6-7, Florence, 1898, et *S. V.*, pp. 357-363.)

3. Rodolfi, *op. cit.*, p. 12.

que le *Bulletin de la Société astronomique de Bruxelles*, témoignaient de la considération accordée par les astronomes aux observations faites sous la direction du jeune professeur de Pavie, qui ne tardait pas à être admis parmi les membres de la *Société astronomique de France*, de la *Société belge d'Astronomie* et de nombreuses associations savantes italiennes.

Toutefois, l'œuvre la plus originale peut-être de Mgr Maffi en ce domaine, par l'alliance qu'elle réalise d'un goût littéraire affiné et de la méthode scientifique la plus rigoureuse, en tout cas celle qui lui coûta le plus de temps et de peine est la thèse intitulée : *la Cosmographie dans les œuvres du Tasse*[1].

On peut s'étonner du sujet choisi pour y consacrer tant et de si longues recherches. Nous avons là, il faut l'avouer, une contribution à l'histoire des idées qui n'échappe pas complètement au reproche mérité par un grand nombre d'ouvrages allemands : de construire une pyramide sur une pointe d'épingle. La ténuité même des résultats auxquels avoue être arrivé l'auteur à l'issue de son travail prouve que l'importance de celui-ci est peut-être disproportionnée avec les fatigues qu'il a exigées. Mais là s'arrête la ressemblance de cet ouvrage avec de fâcheux modèles germaniques. Par ailleurs on y trouve quantité de comparaisons heureuses, d'aperçus perspicaces sur les connaissances scientifiques de l'époque, de réflexions judicieuses sur le caractère et l'art du Tasse, en un mot toute la personnalité qui peut s'exprimer sous la rigide discipline de la fameuse « méthode historique ». Les deux constatations les

1. *S. V.*, pp. 1-172.

plus intéressantes auxquelles parvient Mgr Maffi nous semblent être celles-ci : que le Tasse n'a tenu presque aucun compte aussi bien des découvertes de Colomb que de celles de Copernic, déjà connues depuis longtemps et qui eussent pu fournir à l'auteur de *la Jérusalem délivrée* de magnifiques développements poétiques, puisque déjà ceux qu'il tira des anciens systèmes présentent un tel charme et une telle vérité... dans l'erreur; en second lieu, que les imperfections de l'érudition très réelle du Tasse viennent, en ce qui touche la cosmographie, de ce qu'il s'est trop référé aux œuvres du moine véronais Fracastoro, un des derniers représentants du système de Ptolémée, et ne paraît point s'être passionné lui-même pour les grandes questions de la forme de la terre et de sa position dans l'espace, qu'il n'est pas loin de déclarer insolubles.

*
* *

En même temps que l'abbé Maffi cultivait les sciences avec honneur, il remplissait au séminaire de Pavie, dès 1886, les fonctions de vice-recteur, et bientôt de recteur, jusqu'en 1902. On eut pu croire qu'habitué à suivre le cours des astres, le rectorat, avec les mille détails d'administration qu'il comporte, n'était pas une charge indiquée pour l'abbé Maffi. L'événement vint bien vite prouver le contraire et montrer que Mgr Riboldi avait eu raison de penser que son professeur de physique n'était pas moins apte à mesurer les ressources d'un budget ou les capacités d'un clerc que la trajectoire des étoiles filantes. Cette application aux contingences terrestres fut même pour les amis et les élèves de l'abbé

Maffi un nouveau sujet d'étonnement admiratif. Mgr Cazzani, actuellement évêque de Crémone, après avoir été longtemps au séminaire de Pavie le collaborateur dévoué du futur archevêque de Pise, évoquait naguère celui-ci « occupé de la propreté et de l'ordre des dortoirs, des lavabos, de la cuisine », sans jamais se montrer agacé lorsqu'on interrompait son travail, souvent pour les motifs les plus futiles, comme le manque d'une boîte d'allumettes ou d'un bouton de veste[1].

Cette condescendance toutefois, penseront certains, n'était qu'un des devoirs de la charge de l'abbé Maffi. On peut s'étonner davantage que celui-ci ait trouvé le temps, entre ses recherches ou ses leçons de physique et l'exercice du rectorat, d'écrire... deux romans-feuilletons. Eh! oui, des romans-feuilletons! Et au titre très propre à figurer sur une affiche-réclame : *Fleur qui meurt, les Eperviers.* N'a-t-on point dit que saint Paul, s'il revenait sur terre, se ferait journaliste ? Le cardinal Maffi, qui a toujours attaché à l'action de la presse la plus grande importance, ne pouvait refuser son concours à ceux de ses confrères qui venaient de fonder et s'efforçaient de faire vivre un organe catholique local, *il Ticino,* aujourd'hui assez florissant. L'un des principaux rédacteurs en était Don Rossi, le futur archevêque d'Udine. Il avait apporté à Pavie son humeur batailleuse, au temps où les luttes qui sévissaient à Milan jusque parmi les clercs, entre adversaires et partisans de Don Albertario, leader des démocrates-chrétiens, avaient contraint les supérieurs du grand séminaire ambrosien à envoyer

1. *Esultando.*

dans des diocèses voisins les chefs des deux tendances opposées. L'abbé Rossi, *democristiano* convaincu, imprimait alors au *Ticino* naissant cette couleur — que le journal, après lui, ne conserva point. Sollicité d'y produire un feuilleton, le professeur Maffi s'exécuta de bonne grâce; il combinait les épisodes en allant de son séminaire à l'Institut des Sœurs Canossiennes pour y confesser de petites sourdes-muettes et jetait sur le papier ses conceptions quand il pouvait avoir un mòment de liberté.

Veut-on connaître l'argument d'un de ces deux romans? La scène de *Fior che muore* se passe dans un site fictif nommé Castellino, qui offre plus d'un trait commun avec Corteolona. Deux jeunes filles, deux amies vivent là, dont l'une, riche, élevée au collège laïque de la ville voisine et de nature frivole mais non perverse, finit par être victime d'un mari brutal et cupide, et ne trouve de consolation dans son existence dévastée qu'auprès de l'amie chrétienne, héritière de vieilles traditions familiales, qui, restée au bourg natal, lui offre l'appui d'une âme droite et simple. L'œuvre qui stigmatise vigoureusement « l'esprit mercantile de cette bourgeoisie paysanne, aussi pourvue de vices que d'argent, sceptique et railleuse, enrichie bien souvent aux dépens des pauvres colons, offre une poignante image des conditions sociales des paysans et des villages de la basse Lombardie[1] ». Ainsi, dans le roman de l'abbé Maffi, les démocrates chrétiens de Pavie trouvaient, sous le couvert de la fiction, un encouragement à leurs efforts vers plus de justice et de charité.

Une dernière forme de l'activité de l'abbé Maffi

1. *Esultando.*

durant cette période de sa vie fut la direction spirituelle et la prédication. Confesseur et conseiller de plusieurs congrégations religieuses, conférencier recherché par les groupements catholiques de toute la région, il tint aussi avec un grand succès, dans une basilique de la ville, plusieurs cycles de commentaires sur l'Écriture Sainte, prêcha un Avent à la cathédrale, et le Carême durant sa dernière année de résidence à Pavie, en 1901.

A cette date, Mgr Riboldi recevait la pourpre cardinalice et, presque aussitôt après, désigné pour occuper le siège archiépiscopal de Ravenne — rendu vacant par la mort du cardinal Galeati — choisissait comme vicaire général l'abbé Maffi. Tous deux quittèrent Pavie avec un regret aussi vif que celui du clergé qui les voyait s'éloigner. Mais ni l'un, ni l'autre ne devaient demeurer longtemps dans la ville des Exarques. Épuisé par les fatigues d'une vie extrêmement laborieuse, Mgr Riboldi mourait le 25 avril 1902. Quelques jours plus tard, Mgr Maffi était nommé Administrateur Apostolique de l'archidiocèse de Ravenne, puis, au Consistoire du 9 juin suivant, préconisé Evêque, et, le surlendemain, sacré, dans la basilique de Saint-Paul hors les Murs, par le cardinal Parocchi. Revenu à Ravenne où peu de mois lui avaient suffi pour gagner toutes les sympathies, il régit le diocèse jusqu'à la nomination du nouvel Archevêque, Mgr Conforti, et le 22 juin 1903, recevait à son tour le siège archiépiscopal de Pise, dont il prenait solennellement possession le 10 janvier 1904.

*
* *

Son prédécesseur, Mgr Capponi, de l'illustre fa-

mille florentine des comtes Capponi, jouissait d'une réputation de sainteté, mais n'avait pas habitué son clergé à une vie fort active, ni, en vingt-cinq ans d'épiscopat, pris une seule fois la parole en public. La renommée qui précédait Mgr Maffi et le faisait apparaître comme un pasteur aussi docte que zélé ne pouvait manquer de laisser pressentir à chacun que quelque chose allait être changé dans le diocèse. On attendait une évolution; ce fut une révolution qui advint. Et certes, lorsqu'après un silence d'un quart de siècle dans la chaire de la primatiale où avaient prié les anciens Croisés, la voix d'un archevêque de Pise s'éleva, qui disait : « *Vous plaire, ô Athéniens,* était le désir du grand Alexandre. *Vous aimer, ô Pisans, vous aimer et être aimé de vous pour vous sauver,* est mon désir, mon dessein et aussi ma demande... », quiconque pouvait comprendre ces paroles dut percevoir qu'elles exprimaient une volonté ferme, et qu'une campagne de conquête allait s'ouvrir, résolument offensive, bien que pénétrée de douceur, et dont le but suprême était de gagner des âmes à Dieu.

Résumer l'activité pastorale de Mgr Maffi pendant les dix-sept années déjà écoulées depuis sa première homélie, est singulièrement difficile, car toute une part, et non la moindre, en échappe à l'analyse : ainsi l'influence certaine du cardinal de Pise dans les conseils du Saint-Siège, la correspondance qu'il entretient avec une foule de notabilités catholiques et scientifiques du monde entier, les actes innombrables de sa charité privée, etc. Aussi bien n'avons-nous pas dessein de publier de lui un portrait définitif, mais simplement d'exposer les caractères plus facilement discernables de cette grande figure ecclé-

siastique, à l'aide de son œuvre écrite, de nos souvenirs personnels et du témoignage de ceux de ses amis que nous avons pu approcher.

Sur le terrain proprement religieux, le culte de Marie et le développement de l'enseignement catéchistique forment, en quelque sorte, les deux pôles autour desquels peuvent se grouper la plupart de ses initiatives. Dès 1904, des fêtes solennelles sont célébrées dans la primatiale pour le 50e anniversaire de la proclamation du dogme de l'Immaculée-Conception et, à cette occasion, Mgr Maffi prononce trois discours, empreints de la plus filiale tendresse, l'un à Pise, les deux autres, plus brefs, en ouvrant et en clôturant le Congrès marial universel tenu à Rome la même année, du 30 novembre au 4 décembre, et dont le Souverain Pontife avait confié à Mgr Maffi la présidence.

Avec les années, on ne tardait pas à savoir, dans le clergé italien, que Mgr Maffi entourait d'une vénération spéciale la Mère du Sauveur et qu'en parlant d'elle, sa prédication était plus touchante que jamais. Dès lors, les diocèses voisins se disputent l'honneur de l'entendre célébrer les louanges de Marie. En 1908, renouant des liens fort relâchés pendant plusieurs siècles, malgré que ses prédécesseurs continuassent, comme lui-même, à s'appeler Primats de Corse et de Sardaigne, il se rend à Cagliari et y commémore en grande pompe la Patronne de l'île, Notre-Dame de Bonaria. Deux ans plus tard on le voit, pour des solennités analogues, à Arcola et à Chiavari, petites villes de la côte orientale de Ligurie; en 1914, à Fermo; en 1915, à Savone, comme Légat pontifical, toujours en l'honneur de la Ste Vierge. Et la lettre pastorale qu'il

adressait à son troupeau avant le Carême de 1909 illustrait la nécessité d'élever une église paroissiale sur la plage autrefois presque déserte de Marina di Pisa, devenue station balnéaire fréquentée, et de dédier le nouveau temple à Notre-Dame Auxiliatrice. La construction de cette église, commencée en juillet 1912 et inaugurée quatre ans après, fut un des soucis dominants du cardinal Maffi durant les premières années de son épiscopat. Non seulement il fit pousser les travaux avec une rapidité presque sans exemple en Italie, mais il voulut que ce sanctuaire fût digne des traditions artistiques pisanes et n'épargna rien pour y réussir.

Quant à l'enseignement catéchistique, il constitua dès l'origine la préoccupation constante et primordiale de Mgr Maffi. Si un surnom dans l'histoire religieuse de notre temps devait lui être appliqué, celui de Cardinal des enfants et de la jeunesse lui conviendrait plus encore peut-être que le titre de Cardinal astronome. L'amour des âmes fraîchement écloses à la vie du cœur ou de l'esprit, le désir de les sauver des perversions modernes et de tout reconstruire sur elles dans notre société, voilà bien la passion qui l'emporte même, chez ce prince de l'Église, sur l'amour de la science qui enchanta sa maturité. Un bon nombre de ses pastorales — nous le verrons tout à l'heure — cherchent à inculquer aux prêtres et aux fidèles de son diocèse la conviction qui l'anime lui-même, que sans instruction religieuse solide et commencée dès l'enfance, tout effort de régénération des masses est voué à l'insuccès[1].

1. « Le grand péril de nos populations réside dans le manque d'une instruction religieuse pleine et profonde. » (*Comunicando la enciclica « Editæ sæpe »*.) — « Catholiques, regardons l'école, pour en mesurer l'influence, les droits qu'elle nous fournit et les devoirs

Et de fréquentes observations sur la question, présentées par le cardinal Maffi dans les assemblées de prêtres ou les congrès catholiques, montrent bien que ce souci de l'éducation chrétienne est chez lui prépondérant. Dans toutes les paroisses, il voulut que fussent constitués des groupes de catéchistes, contrôlant lui-même leur œuvre au cours de ses visites pastorales. Sous son inspiration et avec son appui matériel surgirent en peu d'années, tant à Pise que dans les campagnes voisines, de nombreuses écoles chrétiennes confiées à divers ordres religieux, des patronages, des asiles, tandis qu'il instituait en ville des cours supérieurs de religion pour la jeunesse cultivée.

Cardinal des enfants et des jeunes gens, avons-nous dit. C'est qu'en effet, à côté de ses sollicitudes pour l'âge des premières ferveurs, il faut placer l'affection éclairée qu'il témoigne aux adolescents, aux hommes de demain, et le zèle inlassable qui sait multiplier les moyens de les retenir ou de les diriger dans la voie du bien. « Très chers jeunes gens, ma joie, mon espérance, ma couronne, me voici tout à vous par le cœur, par la parole, par tout ce que je suis », s'écriait Mgr Maffi en ouvrant à Livourne un Congrès de Jeunesse catholique, et la voix d'un de ces jeunes lui répondait à l'occasion de ses noces d'argent sacerdotales, en proclamant :

qu'elle nous impose : le problème des problèmes est là. » (*Per la dignità della parola e della vita*). — « Faites leur triste part de responsabilité dans nos misères à la faiblesse, aux penchants, aux séductions, aux malices de l'homme, et aussi aux embûches des puissances de ténèbres, je crois encore qu'une grande part, pour ne pas dire la plus grande part de cette responsabilité, demeure et doive être attribuée à l'ignorance partielle ou totale des choses religieuses, ignorance héritée des conditions et des systèmes du passé et conservée ou même accrue par les hostilités ou les négligences présentes. » (*Per essere cristiani.*)

« Pour nous, étudiants catholiques, le caractère et la vie de Mgr Mafli sont un programme. Aujourd'hui l'évêque ne peut plus être le *préfet des études* de sa cité... Mais être Lui, prêtre du Christ, et en même temps comprendre et suivre toujours les efforts et les luttes de nos intelligences, cela, aujourd'hui encore, aux travailleurs catholiques de la pensée comme à leurs adversaires, demeure un exemple. » Annexée au « Cercle Galilée », il voulut qu'existât une « Pension universitaire » florissante, susceptible d'accueillir environ quarante jeunes gens, et favorisa également la création d'une autre pension pour les jeunes étudiantes, même non catholiques, dirigée par des religieuses qui savent, sans contrainte, maintenir ou éveiller autour d'elles l'attachement à la foi qu'elles professent.

Nous ne pouvons qu'énumérer, parmi une foule d'initiatives heureuses, le développement donné dans tout le diocèse aux œuvres sociales : caisses rurales, caisses ouvrières, mutualités, et la fondation à Pise d'une succursale du *Piccolo Credito Toscano;* l'institution d'un secrétariat des affaires ecclésiastiques et civiles, qui vise à défendre les intérêts du clergé, et d'une association « Pro Aris », dotée d'une caisse de secours mutuels, qui pourvoit aux besoins des prêtres malades et établit entre eux un lien fraternel ; sappui accordé par le cardinal Mafli à une organisation interdiocésaine, la *Federazione tra le Associazioni del Clero italiano,* que la vigoureuse impulsion de son fondateur, un simple prêtre siennois, Don Nazareno Orlandi[1], a su rendre, après quatre ans seulement d'existence, assez homogène et assez

1. Cf. *L'apostolat d'un prêtre siennois : Don Nazareno Orlandi*, par François Benedict (*Revue des Jeunes*, 10 février 1931).

forte pour faire entendre ses revendications en faveur du prestige moral et des nécessités matérielles du clergé italien jusque dans les Conseils de l'État. Faut-il ajouter qu'en acceptant dès l'origine (1917) la présidence effective de la Fédération, le cardinal Maffi en a singulièrement fortifié l'autorité et facilité la tâche?

De plus en plus, au reste, l'archevêque de Pise voit se confirmer le privilège, souvent bien lourd, d'être l'orateur désiré par tous les diocèses d'Italie dans les grandes circonstances — comme le préfacier souhaité par tous les auteurs édifiants. Il en est résulté — que le cardinal pardonne notre franchise à l'égard de son excessive bonté — trop de bienveillantes préfaces à des ouvrages sans valeur; mais nous y avons gagné les très beaux panégyriques de Don Bosco, de saint Charles Borromée, de sainte Catherine de Gênes et du bienheureux Cottolengo. Légat pontifical aux fêtes salésiennes de 1911, après lesquelles il poussa jusqu'à Genève, Mgr Maffi n'y prononça pas de discours, estimant sans doute insuffisante sa connaissance de la langue française.

Dans un ordre d'idées tout différent, mentionnons encore la Collection historique pisane, notamment le Recueil des *Documents pontificaux touchant l'Université de Pise,* publiés sur l'initiative et avec le concours financier du cardinal, par le savant professeur Fedeli. Et surtout l'accroissement d'importance qu'a pris, sous son impulsion, le journal catholique *il Messaggero toscano,* relié depuis 1916 à la puissante Société Éditrice Romaine, seul organe quotidien publié à Pise à la suite d'incidents qu'on n'a pas encore oubliés sur les bords de l'Arno et dont il vaut la peine de dire ici quelques mots.

Pise possédait avant 1916 un second quotidien, le *Corriere toscano,* petite feuille d'une espèce qui pullule en Italie, entièrement asservie aux passions anticléricales de sous-préfecture. Son directeur, un pauvre diable de journaliste qui ne fut en la circonstance qu'un instrument, avait cru pouvoir impunément accuser le cardinal ainsi que son secrétaire, sur la dénonciation calomnieuse de deux prêtres du diocèse, d'avoir détourné de leur usage une partie des fonds destinés à édifier la nouvelle église de Marina di Pisa. Ces insinuations faites dans les termes les plus injurieux, au mois de janvier 1913, avaient immédiatement été suivies d'un plainte en diffamation déposée par le cardinal devant le Tribunal de Pise qui, six semaines après, rendait sa sentence et condamnait le gérant et le directeur du journal chacun à 15 mois de prison, 1.800 francs d'amende et aux dépens. Le 29 juillet 1913, la Cour d'appel de Lucques confirmait le jugement. Alors se produisit un dénouement inattendu. Abandonné par les dénonciateurs occultes qui, après s'en être servis pour assouvir de misérables rancunes, ne lui avaient apporté ni preuves ni argent, le directeur du *Corriere toscano* se retourna, repentant, vers le cardinal Maffi qui, tout de suite, pardonna et sollicita la grâce de son diffamateur. Mais la vie pour celui-ci n'était plus possible à Pise. Son journal avait perdu tout crédit. Le cardinal ne mit à sa clémence qu'une condition : la disparition du *Corriere toscano* ou mieux sa fusion avec le *Messaggero toscano* qui, sous une même direction catholique, paraît maintenant le matin comme *Messaggero* et le soir comme *Corriere.*

On conçoit que l'activité multiforme de M^gr^ Maffi,

couronnée de si heureux succès, lui ait valu beaucoup d'admirateurs mais aussi quelques adversaires. Sans doute les pires douleurs, toujours sereinement supportées, lui vinrent-elles de ces attaques mesquines et de ces basses jalousies qui le faisaient se déclarer il y a peu d'années « accoutumé aux épreuves... qui assaillent par derrière les initiatives que les hostilités d'avant-garde n'ont pu empêcher de naître[1] ». Mais à côté des manœuvres obliques de certains faux-frères, le cardinal Maffi connut aussi le libre déchaînement des sectaires d'extrême-gauche. Il leur arriva de les extérioriser sous des formes violentes, notamment en 1907 lorsque Mgr Maffi reçut le chapeau de cardinal (17 avril). Les autorités et les associations catholiques eussent voulu que le retour du nouveau prince de l'Église dans son diocèse fût marqué par de solennelles manifestations de sympathie et comptaient aller en corps l'attendre à la gare pour l'accompagner à l'archevêché où auraient lieu les discours. Une pluie diluvienne dérangea ces beaux projets et força d'en abandonner la première partie. Mais, stoïques sous l'averse, les anticléricaux avaient organisé une contre-manifestation, et quand le cardinal parut hors de la gare puis, durant tout le trajet — fort long — qui sépare celle-ci du palais archiépiscopal, où attendaient les brebis fidèles, les bordées de sifflets et les cris hostiles ne cessèrent d'accompagner la voiture de Mgr Maffi, aucunement troublé, au reste, de cet accueil inattendu. Sa vengeance fut digne des plus belles traditions chrétiennes : quelques années plus tard, il mariait dans sa chapelle privée l'un des organisateurs de cette

1. *P. O. D.*, t. II, p. 614.

manifestation, revenu à Dieu peut-être parce que, sous les insultes, le prélat persécuté avait prié pour lui.

Après la mort de Pie X, on put penser un instant que l'archevêque de Pise allait monter sur le trône de saint Pierre. Les phases du Conclave de 1914 sont encore dans toutes les mémoires et il ne nous appartient pas de chercher à pénétrer ce qui n'en est point venu à la connaissance du public : le secret des consciences qui y choisirent le nouveau chef de l'Église. Il semble pourtant légitime d'affirmer que Mgr Maffi, qui n'avait, au reste, nullement brigué le Pontificat suprême, ne put apparaître comme un candidat de concentration par suite de l'opposition que témoignèrent sinon à sa personne, du moins à ses tendances, les membres du Sacré Collège qui reflétaient le plus fidèlement certaines orientations du précédent règne. Il est moins téméraire encore d'affirmer que le cardinal Maffi engagea plusieurs de ses partisans à reporter leurs voix sur Mgr Della Chiesa et que nul ne se réjouit plus vivement du succès de celui-ci, en qui Mgr Maffi trouve aujourd'hui un père et conserve un ami.

L'une des raisons de la faveur avec laquelle les milieux laïques italiens eux-mêmes, dès avant le Conclave, envisageaient l'éventuelle ascension du cardinal Maffi au souverain Pontificat était qu'on le savait patriote et point hostile, personnellement, à la maison de Savoie. Il avait eu plusieurs fois déjà l'occasion de s'entretenir avec le Roi, notamment lors des séjours fréquents de celui-ci dans sa villa de San-Rossore, domaine autrefois des archevêques de Pise, située au centre de bois de pins magnifiques près de l'embouchure de l'Arno. Le cardinal Maffi

n'avait pas dédaigné de s'y rendre; il avait aussi rencontré les souverains lors de l'inauguration du sanatorium Victor-Emmanuel, dans sa ville épiscopale, la Reine-mère durant l'été de 1914, à Salsomaggiore, et il avait béni, en 1909, le drapeau du croiseur italien *Pisa*. Mais surtout on lui savait gré de son attitude patriotique durant la campagne de Tripolitaine, attitude que le conflit européen devait mettre encore mieux en relief.

Le catholique étranger, le Français en particulier, qui continue à juger le conflit entre le pouvoir royal italien et le pouvoir pontifical sous l'aspect où l'ont fixé nos pères et qui chante dévotement en de pieuses solennités

> Pitié, mon Dieu, sur un *nouveau Calvaire*
> Gémit le chef de notre Église en pleurs.

ne serait pas peu surpris d'apercevoir, non pas seulement dans la plupart des salles où s'assemblent des catholiques italiens, mais *à l'intérieur* même de la cathédrale de Sienne, par exemple, deux larges écussons dont l'un reproduit les armes de Benoît XV et l'autre celles de la maison royale. Il ne lui eût semblé pas moins étrange sans doute qu'aux devantures de librairies catholiques se montrât naguère un opuscule dont la couverture blanche traversée d'une bande aux couleurs italiennes portait, sous le nom du cardinal Maffi, ce titre et ce sous-titre : *Foi et Patrie, discours patriotiques pour une plus grande Italie* [1].

1. Sur la question si controversée des rapports entre le Pape et l'Etat italien, on lira avec fruit la très objective et toute récente mise au point de M. l'abbé Bernareggi, professeur à la Faculté de théologie de Milan : *Il Papato e il problema nazionale italiano.* (*Vita e Pensiero*, 20 septembre-20 octobre 1920.) — Personne ne saurait nier que

Dans ces brefs discours inspirés d'un vif amour de la patrie, l'archevêque de Pise exprime très heureusement les nécessités et les aspirations des peuples qui luttaient contre l'Austro-Allemagne et du peuple italien tout spécialement. Au lendemain de la déclaration de guerre à l'Autriche, il avait donné aux catholiques de son diocèse, en leur conseillant d'adopter « une conduite grave et généreuse, qui révèle et même inspire aux autres le ferme propos de la plus sévère discipline », ce mot d'ordre souvent cité : « Hier vous pouviez discuter, vous le pourrez encore demain; pas aujourd'hui. » Le 3 juin 1915 il répétait : « N'oublions pas que ceux-là vaincront qui sauront demeurer le plus calmes ». Dès lors il ne cessera plus de prier et de faire prier pour que Dieu accorde aux armes italiennes « un triomphe pur et sans tache ». En 1916, commentant une lettre du Pape au cardinal Pompili sur la nécessité de prier pour la paix, il écrira : « Le Saint-Père n'invoque pas la paix paresseuse et lâche, la paix des bas compromis et des humiliantes servitudes, non. Il invoque une paix qui, tenant compte des aspirations des peuples, surgisse, dans la justice et l'équité, pour le bien commun [1]... » Après Caporetto, il prêchera « le devoir de la victoire » et au lendemain de l'armistice, saluant dans sa cathédrale la présence de la reine Hélène et du prince héritier, il unira au *Te Deum* d'actions de grâces les paroles les plus émues pour célébrer la

le problème subsiste et demeure très difficile à régler. On peut seulement souhaiter que nos compatriotes, lorsqu'ils entendent l'apprécier, le fassent avec quelque connaissance des termes actuels de la question et ne ferment point les yeux à certaines évidences que nos pères ne connurent point.

1. Lettre au clergé et aux fidèles de l'archidiocèse de Pise, 21 mars 1916.

gloire de la patrie et les vœux les plus délicats à l'égard de la famille royale.

Dès l'ouverture des hostilités, le cardinal Maffi avait offert une moitié environ de son palais archiépiscopal pour l'hospitalisation des blessés. Au sommet du large escalier de marbre qui conduit aux appartements cardinalices et aux bureaux de la Curie, une cloison en planches séparait les vastes dortoirs des salles que le Pasteur avait réservées à son travail et à sa méditation ; mais sa sollicitude ne s'arrêtait point à cette fragile barrière et pour les enfants du peuple qui attendaient sous son toit la guérison proche ou lointaine, sa paternelle compassion savait se faire ingénieuse et tendre. Plus tard, on transporta l'hôpital dans les locaux, plus spacieux encore, du séminaire, jusqu'à ce que les réfugiés du Frioul et de Vénétie affluant en Toscane fussent, à leur tour, accueillis à l'archevêché comme des hôtes d'autant plus aimés qu'ils étaient plus douloureusement misérables, tandis que la villa épiscopale de Calci s'ouvrait pour abriter trois cent cinquante enfants des territoires occupés.

Se faire tout à tous, multiplier, encourager les œuvres d'assistance aux femmes et aux fils de mobilisés, renseigner lui-même les familles anxieuses du sort d'un des leurs lorsqu'il avait pu en obtenir des nouvelles, tel fut, durant les angoisses de la guerre européenne, le constant souci du cardinal Maffi, et si l'affection de son peuple pour lui était susceptible de croître encore, elle aurait atteint dans cette épreuve les limites extrêmes de l'attachement filial.

Le gouvernement italien accomplit donc un geste attendu en décernant au cardinal Maffi, pour recon-

naître ses éminents services patriotiques, la grand'-croix des Saints Maurice et Lazare.

*
* *

Ayant retracé les lignes principales et dit la fécondité de la vie du cardinal Maffi, il nous reste à montrer la genèse de cette fécondité, à écouter le cardinal lui-même nous livrer sa pensée dans l'œuvre écrite, déjà considérable, où il l'a exprimée, souvent avec un rare bonheur. Étude d'autant plus opportune que les Salésiens de Don Bosco, dont on sait les rapports d'étroite collaboration apostolique avec l'archevêque de Pise, qui leur a confié plusieurs œuvres importantes de son diocèse, viennent de réunir en volume la deuxième série de ses *Lettres pastorales, homélies et discours,* écrits ou prononcés de 1912 à 1919[1].

S'il fallait caractériser d'un mot, après avoir lu ses pastorales comme après l'avoir fréquenté en personne, la physionomie morale du cardinal Maffi — si transparente, d'ailleurs, à travers la sérénité calme de son regard et de toute son attitude physique — nous dirions que le trait dominant en est la piété, piété aussi profonde que parfaitement équilibrée. Prêtre et pasteur, le cardinal Maffi l'est au plus haut degré, avant d'être savant, administrateur ou écrivain, bien qu'en tous ces domaines sa supériorité éclate. Mais quiconque voudrait le juger sur ces aspects plus extérieurs de sa personnalité, se condamnerait à ne la point pénétrer. Bien des jugements

1. Libreria Editrice Internazionale della Buona Stampa, Turin, 1920. (Nous désignerons désormais sous la forme abrégée *P. O. D.*, Tome I ou Tome II, les citations que nous aurons à faire dans les deux volumes du Cardinal).

hâtifs portés sur l'archevêque de Pise, comme naguère sur le cardinal Rampolla, viennent ainsi de ce qu'on n'a pas tenu assez compte de leur vie spirituelle.

A de jeunes clercs qui, s'empressant autour de lui un jour qu'il visitait un séminaire renommé, le saluaient comme directeur de la *Rivista di fisica* et se déclaraient enthousiasmés par les sciences naturelles, il répondait avec simplicité : « Les sciences naturelles sont certainement une belle chose, qui porte à l'amour de Dieu et lui rend témoignage ; mais gardons-nous toujours dans nos études, nous autres prêtres, de prendre le cadre pour le tableau[1]. »

Sur la vertu nécessaire au prêtre, entendons-le parler à ses séminaristes : « Un prêtre dont on dit seulement qu'on ne peut en dire de mal est un néant, un *prêtre-zéro ;* il sera quelque chose quand... on le comparera aux apôtres, aux anges, aux saints[2]. » Tel est le but. Comment l'atteindre ? D'abord par une vie profondément unie à Jésus-Christ. Le prêtre plus préoccupé du matériel que du spirituel et qui, dans sa paroisse, ne s'entourera pas d'une couronne d'œuvres dues à son zèle demeurera seul, *ipsum solum manet,* et à cause de lui Jésus aussi demeurera seul dans son tabernacle : sur ce thème le cardinal développe aux jeunes gens du séminaire interdiocésain de Fermo d'émouvantes considérations[3]. Mais dans les œuvres même, il faut distinguer entre celles qui incombent naturellement au prêtre et celles

1. *Inaugurazione degli studi nel Seminario di S. Caterina* (*P. O. D.*, t. I, p. 397).
2. *Ibid.*, *ibid.*, p. 393.
3. *Il prete, granum frumenti* (*P. O. D.*, t. II, pp. 593-601).

qu'il doit seulement susciter ou encourager, c'est-à-dire toutes les œuvres de portée sociale plutôt que religieuse, pour lesquelles « nous devons former nos vrais, nos premiers, nos plus efficaces coadjuteurs parmi les laïques [1] ». Le domaine propre du prêtre est l'église, où son rôle, pour diminuer l'ignorance religieuse, sera d'abord un rôle de catéchiste et de prédicateur.

Sur le devoir de la prédication, le cardinal Maffi rédigera en 1906 une Lettre collective des archevêques et évêques de Toscane et en redira le caractère imprescriptible à un clergé souvent trop enclin, pour complaire aux chrétiens tièdes que la parole de Dieu importune, à y substituer des cérémonies plus brillantes que formatrices. « Prêcher l'Évangile et le prêcher évangéliquement, tel est notre programme et notre devoir [2]. »

En même temps qu'il rappelle au prêtre la hiérarchie de ses obligations sacerdotales, le cardinal rappellera aux fidèles, à l'occasion, la hiérarchie nécessaire des pratiques de piété, car le cas n'est pas rare de celui qui pour allumer un cierge au Saint ou à la Madone « l'enlèverait au Seigneur » ou qui concentre toute sa religion en quelque petite dévotion particulière.

« Entendons-nous bien — précise le cardinal — : je loue ce cierge, cette dévotion, et je sais bien qu'en général toutes ces menues et spéciales formes de piété sont les flammèches qui contribuent à rendre plus vive et plus belle la grande flamme de la foi parmi les peuples; j'ajoute que je crois et espère n'être pas le dernier à avoir et à promouvoir le culte le plus tendrement con-

1. *Comunicando l'enciclica sull' azione cattolica* (*P. O. D.*, t. I, p. 462).
2. *P. O. D.*. t. I, p. 187.

fiant envers la Sainte Vierge, les Saints, les âmes du purgatoire. Mais devant certains excès, certaines déviations qui bouleverseraient le paradis, n'ai-je pas le devoir de dire : mes frères, mes sœurs, soyez dévots, et très dévots, à la Sainte Vierge et aux Saints, mais... rappelez-vous que le Seigneur est le Seigneur[1]. »

Leçon qui n'est pas bonne seulement en Italie.

A plus forte raison le cardinal s'affligera-t-il de rencontrer dans ses visites pastorales tant de ces chrétiens qui après l'avoir accueilli pompeusement à la porte de l'église — « hommages et applaudissements, fleurs et poésies, trompettes et tambours » — le laisseront seul à l'autel et ne reconnaîtront pas leur divin Maître *à la fraction du Pain*. Beaucoup plus rare, dit-il, aujourd'hui qu'à son arrivée dans le diocèse de Pise, cette douleur, encore trop fréquente, est pour lui l'une des plus cuisantes. Aussi déclarera-t-il « désolée l'église qui ignore la communion quotidienne; stériles, comme des arbres feuillus mais privés de fruits, ces fêtes qui se limitent à des tentures et de la musique vers la tombée du jour et ne s'ouvrent pas le matin par un cortège de fidèles venus à la Sainte-Table pour y recevoir le baiser de Jésus[2] ».

Telle se manifeste la piété du cardinal Maffi, unie à cette humilité profonde dont le professeur Toniolo, chrétien si humble lui-même, faisait le plus beau titre de gloire de l'archevêque de Pise en écrivant, lorsque Pie X venait de lui conférer la pourpre : « La suprême dignité ecclésiastique n'est point la récompense de son esprit fertile, ni du savoir acquis par lui, ni de son sage gouvernement; elle est le prix de

1. *Per essere cristiani* (*P. O. D.*, t. II, p. 406).
2. *Dopo la prima visita pastorale* (*P. O. D.*, t. I. p. 100).

son humilité[1]. » Au terme d'une cérémonie liturgique où officiait le cardinal, quelques bougies tombent de l'autel. L'année suivante, à l'occasion de ses noces d'argent sacerdotales, il médite ainsi sur l'incident que tant d'autres auraient négligé : « Ces bougies étaient les plus élevées; tombées, elles se sont brisées et éteintes. J'ai fermé les yeux et me suis examiné : la chute et l'extinction de la flamme placée en haut n'était-elle pas un avertissement, peut-être un reproche pour moi?... Que de fois j'ai senti comme un blâme à ma tiédeur la foi ardente de l'humble femme qui, agenouillée, touchait d'une main tremblante ma chasuble en se signant[2]! » Ailleurs, bénissant une vieille basilique chrétienne restaurée, il tirera de la solennité cette nouvelle leçon d'humilité : « Ne croyons pas être les colonnes qui soutiennent l'Église : Jésus-Christ est la pierre angulaire, sur laquelle repose et demeure l'autre pierre qui est le Pape : insérons-nous avec nos pasteurs dans l'édifice sacré[3]. »

La soumission totale, l'amour filial et presque ingénu envers le Pape : tel est le dernier trait et non le moins important de la piété du cardinal Maffi. « Au Tabernacle, le cœur (de Jésus); au Vatican son esprit, sa doctrine, sa parole[4]. » D'autant plus digne de notre confiance lorsqu'il refuse ou condamne ce qui répond aux opinions du jour et rencontre la faveur universelle, puisque plus évidente se montre alors dans ses décisions l'inspiration divine, le Pape doit être pour nous, au-dessus du gouffre des pas-

1. *Giornale di Pisa*, n° spécial, 18 avril 1907.
2. *P. O. D.*, t. I, p. 382.
3. *I restauri della chiesa di S. Teodoro in Pavia* (*P. O. D.*, t. I, p. 322).
4. *Il Papa* (*P. O. D.*, t. I, p. 260).

sions et des erreurs humaines, ce qu'était pour son enfant de sept ans cet ouvrier de New-York qui, au sommet d'un immeuble de 26 étages, avait osé tenir le bambin au-dessus du vide pour lui apprendre à vaincre le vertige. Forts d'un appui si sûr, nous pouvons répondre tranquillement, comme le petit Américain à ceux qui l'interrogeaient après son épreuve : « Non, je n'avais pas peur, j'étais avec mon père. »

Dès lors ni distinctions « entre Pape et Pape ou entre les divers actes d'un même Pape : danger immense, fruit d'un bien triste orgueil, qui prétendrait nous ériger en juges des Pontifes[1] »; ni demi-mesures et demi-obéissances. De celles-ci, disait le cardinal au Congrès de la Jeunesse Catholique toscane, réuni à Livourne le 25 octobre 1908, « grâce à Dieu, il n'y a point parmi nous : quiconque de loin a pu un instant en avoir la crainte ou n'a pas connu ou n'a pas partagé notre pensée[2] ».

Nul ne saurait faire au cardinal Maffi l'injure de voir dans cette soumission si absolue l'indice d'un sentiment, si peu que ce soit, intéressé. Personne n'ignore en Italie qu'il a pu ne pas partager de prime abord telle pensée de tel Souverain Pontife, et qu'avec une humble franchise il le lui manifesta. Mais devant les décisions prises il n'eut jamais ni une parole de critique, ni un sentiment de regret. Non seulement sa foi ardente l'en aurait préservé, s'il l'eût fallu, mais aussi ce grand amour pour la personne même du Pape, quel qu'il soit, qui le faisait dire à Pie X en lui présentant un pèlerinage, à l'heure la plus trouble du modernisme : « Si l'amer-

1. *Il Papa* (*P. O. D.*, t. II, pp. 53-67).
2. *P. O. D.*, t. I, p. 479.

tume du baiser de Judas fut quelque peu adoucie par l'abandon de la tête de Jean sur le cœur de Jésus, souffrez, ô Père, et acceptez que notre tête s'incline pour toujours sur votre poitrine[1]. » Un peu plus tard, confiance et amour s'unissaient encore pour lui inspirer cet aveu touchant : « Confondu dans le cortège (des cardinaux), devant l'enthousiaste acclamation d'une foule mouvante comme la mer, je n'ai jamais pu, à ce moment, me retenir de regarder le Pape avec la foi et la reconnaissance la plus vive en répétant la consolante parole : Tu es notre sécurité. *Satanas expetivit* vos; *rogavi pro* TE. Satan nous a cherchés, mais pour toi Jésus a prié *ut non deficiat fides tua*, et nous demeurerons assurés dans la discipline et la vérité tant que nous serons avec toi[2]. »

*
* *

Ayant ainsi tracé pour lui-même et pour son troupeau la règle de la vie intérieure dans une piété éclairée, agissante et humble, comment le cardinal Maffi concevra-t-il le rayonnement extérieur de cette charité parmi les tâches intellectuelles et les œuvres innombrables qui sollicitent le dévouement social du chrétien? C'est ici surtout que se manifeste l'équilibre admirable réalisé par l'archevêque de Pise entre un attachement rigoureux aux plus sûres traditions de l'Église et une volonté inébranlable de propager le règne du Christ par une adaptation intelligente aux besoins et aux habitudes du temps présent, entre l'affirmation de la liberté supérieure que la doctrine catholique laisse à l'homme, ou plutôt qu'elle seule

1. *P. O. D.*, t. I, p. 447.
2. *Il mio credo* (*P. O. D.*, t. II, p. 224).

est en mesure de lui conférer, et la nécessité de combattre l'erreur sur tous les terrains où elle pénètre. Nulle part cet équilibre n'apparaît mieux en lumière que dans le discours d'inauguration du grand séminaire de Pise, réorganisé par le cardinal, et dans la fameuse pastorale : *Deux lignes de catéchisme.*

« Quiconque a dit que la doctrine catholique rabaisse la science; quiconque a dit que la morale catholique détruit le corps et attriste l'existence; quiconque a dit que l'ascétisme catholique rend la vie misérable et fait du monde un cimetière, a faussé la vérité et a calomnié : selon notre doctrine, nous ne pouvons, nous ne devons rien négliger; nous devons seulement confronter entre eux le corps et l'âme, la matière et l'esprit, les plaisirs licites des sens et les jouissances intellectuelles, les sciences et les choses, et selon leur valeur respective et relative, les apprécier, les coordonner et en user. N'en est-il pas ainsi dans tout édifice? A la base demeure la pierre dure et grossière; en haut s'élève le chapiteau de marbre blanc artistement travaillé[1]. »

L'Église seule par ses martyrs, ses confesseurs et ses pontifes a connu et pratiqué la vraie liberté en face des puissances humaines. Mais son indépendance victorieuse à l'égard des pouvoirs qui la persécutèrent comme de ceux qui voulurent l'entourer d'une protection intéressée, son triomphe toujours renouvelé sur les réformateurs hérétiques « qui, dans l'aveuglement de leur superbe, (prétendaient) être sa force », ne saurait engendrer l'immobilité. « Même dans la vie de l'Église — vécue par des hommes, au milieu des hommes et parmi des conditions changeantes avec les circonstances et les

1. *P. O. D.*, t. II, pp. 105-106.

vicissitudes de l'histoire humaine — que de choses il faut innover à chaque pas, non que se modifie la base et la substance (de son action), mais parce que s'imposent des nécessités nouvelles[1]. »

Ces nécessités, nous ne pouvons pas feindre de les ignorer. Partout elles se manifestent à nous avec la brutalité de l'évidence. Partout le prêtre ou le séminariste pourront rencontrer les affirmations de la science athée, et le cardinal Maffi ne craint pas d'en discuter lui-même quelques-unes pour en montrer le mal fondé (*Deux lignes de catéchisme,* etc.); partout le prêtre encore et le jeune homme, la femme, se trouveront exposés, sous des formes jadis inconnues ou, du moins, plus rares et moins audacieuses, aux provocations variées de la luxure, et le cardinal osera, dans telle de ses pastorales, les dénoncer en les précisant (*La propagande de corruption,* etc.). Aucun artifice, aucune calomnie, aucune injustice des ennemis de l'Église, ne seront laissés par lui sans réplique propre à éclairer les âmes loyales et il ne cessera pas d'affirmer la nécessité de défendre la foi ou la discipline chrétienne par tous les moyens licites et sur tous les terrains où ses adversaires l'attaquent, spécialement celui de la presse. Vaincre l'ennemi par ses propres armes, telle fut la méthode du Vénérable Don Bosco, dont le cardinal, en le commémorant, cite ce trait hardi et original. Durant un office religieux, à Chieri, un jongleur détourne le peuple de l'église. Attristé, Jean Bosco, tout jeune alors, le prie d'interrompre ses jeux et n'obtenant point gain de cause, se met à déployer dans les mêmes exercices plus d'invention et d'agilité que son rival. La foule va vers lui et il

1. *I restauri della chiesa di S. Teodoro* (*P. O. D.*, t. I, p. 323).

l'entraîne, conquise, au pied de l'autel. Ainsi, conclut le cardinal, « Don Bosco connaîtra les maux, les besoins, les aspirations de son siècle... Sur les âmes, les divertissements, la presse, l'atelier exerceront leurs ravages. Que ceux-là observent qui avec l'arquebuse prétendent vaincre les canons Krupp : le Serviteur de Dieu combattra à armes égales, et les divertissements, les théâtres, la musique, la presse seront avec lui[1]. »

Dès son entrée à Pise, Mgr Maffi avait dit à ses diocésains : « Nous ne perdrons pas notre temps en évocations amères et exagérées de coutumes qui ne reviendront plus, ni en lamentations paresseuses sur l'iniquité triomphante[2] ». En ne faisant rien, nous n'éviterions pas les censures, observait-il un peu plus tard. L'Evangile ne nous montre-t-il pas Jésus censuré parce qu'il mangeait et buvait avec les publicains et les pécheurs, comme Jean-Baptiste, qui ne mangeait ni ne buvait, l'avait été auparavant[3]. Certes, il faut se garder d'accepter sans contrôle toutes les méthodes nouvelles, mais y a-t-il diminution ou avantage pour le ministère d'un évêque en tournée pastorale à se servir du chemin de fer « plutôt qu'à s'essouffler et à peiner avec une mule poussive et fourbue ? » De même, « ce n'est pas de la date, c'est de la bonté des choses qu'il faut juger. Si le nouveau est bon, qu'il soit le bienvenu ; usons-en largement et remercions le Seigneur qui nous l'a donné. S'il est vrai, en dépit de la guérilla des pygmées, aujourd'hui ou demain il triomphera[4] ».

1. *P. O. D.*, t. I, p. 565.
2. *Ibid.*, *ibid.*, p. 16.
3. *Ibid.*, *ibid.*, pp. 137-138.
4. *Inaugurazione degli studi nel Seminario di S. Caterina P. O. D.*, t. I, p. 399).

Par exemple, il vaudrait mieux, disent certains, qu'il n'y eût pas de journaux.

« Et pourquoi — répond le cardinal en empruntant à la vie des Pères du désert un témoignage inattendu — ne pas vouloir *a priori* un moyen aussi efficace et aussi facile de culture, de rapports fraternels, pour le bien de l'humanité ?... Même saint Paul, ermite, à peine a-t-il rencontré saint Antoine, lui demande « en quel état est le genre humain, et sous quelle domination, et s'il y a encore des hérétiques et des idolâtres ? » (Cavalca, *Vita dei S. S. Padri*). Et nous, à l'époque du télégraphe et de la vapeur, des expéditions au pôle et des circumnavigations, des missions catholiques et des légats pontificaux dans toutes les nations, nous voudrions nous isoler pour vivre étrangers à nos frères, à nos contemporains?... Certains croient encore pouvoir dire ; mieux vaudrait qu'il n'y eût pas de journaux ! Mais pour l'heure il y en a ! Et devant un fait, la seule question à se poser est celle-ci : comment agir[1] ? »

Comment agir? On devine ce que répondra à cette interrogation le cardinal Maffi, avec quelle vigueur il dénoncera l'apathie et l'inconséquence de ces catholiques prompts à toutes les critiques ou à toutes les vaines lamentations et qui parfois rougissent d'affirmer hautement leur foi afin d'en obtenir le respect, plus souvent encore ne font rien pour soutenir les œuvres de presse, d'éducation populaire, de lutte contre l'immoralité, créées autour d'eux par de plus généreux disciples du Christ. « Qu'attendra l'Église de ces catholiques qui transforment jusqu'aux basiliques et jusqu'à leurs maisons en catacombes où se cacher avec leur foi — s'ils possèdent encore une foi ; — qui ne cherchent que le silence et

1. *Il giornalismo cattolico in Italia* (*P. O. D.*, t. II, p. 364).

célèbrent un centenaire de liberté (le centenaire de l'édit de Constantin) en abdiquant ignominieusement leurs plus saintes et plus inviolables libertés[1] ? » Et que dire de ces honnêtes gens qui poussent l'inconscience jusqu'à introduire eux-mêmes à leur foyer le livre impie ou la feuille corruptrice auxquels si souvent, en face des catastrophes qu'ils provoquent, on pourrait appliquer le fameux vers de Dante : *Galeotto fu il libro e chi lo scrisse?* Nous laisserons-nous prendre à l'hypocrisie de « ces journaux qui, parlant d'une famille dispersée, d'enfants abandonnés par leur mère, d'un suicide, d'une faillite, adopteront des accents pitoyables et se répandront plus que Jérémie en lamentations et plus que Sénèque en prédications morales?... Crocodiles, rebuvez vos larmes? N'est-ce pas vous qui avez efficacement préparé ces ruines[2] ? »

*
* *

On aura déjà remarqué, à travers les passages que nous avons cités, quelques-uns des caractères principaux de l'éloquence du cardinal Maffi. Il en est un qu'il convient de mettre au premier rang, c'est ce qu'on nomme familièrement « l'esprit d'à-propos », l'art extraordinaire et perpétuellement varié avec lequel le cardinal tire argument de *tout* pour entamer une causerie et proposer un exemple.

Tantôt un tableau, une situation, un fait, lui fourniront le cadre entier d'une homélie : ainsi dans ses réflexions sur le naufrage du *Titanic* et dans le dis-

1. *Moniti del Centenario costantiniano* (*P. O. D.*, t. II, p. 94). *Cf.* également *Il Titanic, Per il giornalismo cattolico in Italia, Per essere cristiani*, passim.
2. *La propaganda della corruzione* (*P. O. D.*, t. II, p. 163).

cours qu'il prononçait en mai 1914, à Ortonovo, devant une image vénérée de la Déposition de croix.

Plus souvent le détail typique, la comparaison inattendue fournit simplement le point de départ de l'entretien ou, au milieu d'un développement plus aride, sert à renouveler l'attention. En visite pastorale, au village de Bientina, le cardinal arrive avant l'heure fixée et cause quelque désarroi : il prendra pour texte de son homélie : *Soyez prêts, car vous ne savez ni le jour, ni l'heure.* — A Riglione, un bouquet de fleurs est posé sur la croix qui précède la foule venue processionnellement le saluer : le cardinal rappellera à son auditoire comment naît de la croix la floraison des vertus qui doivent nous conduire au ciel [1]. La tour penchée de Pise lui sert à reconnaître les fautes et en même temps à proclamer le mérite du clergé ; le cri : A bas les prêtres, entendu à la lettre, lui est une occasion d'inciter ceux-ci à se pencher, à *s'abaisser* vers toutes les misères (*Chi sono. Chi siamo*) ; des myosotis brodés sur un conopée le font prêcher : N'oubliez pas Jésus (*La Comunione frequente*) ; la mort des marins du *Pluviôse,* sur laquelle il reviendra plusieurs fois, lui permet d'évoquer les âmes « enfermées entre des parois de fer, privées du grand air et de la grande lumière », qui, du fond de l'abîme, s'efforcent de monter vers la vie (*La Madonna dell' Orto*) ; les revêtements de marbre alternativement noir et blanc, suivant la tradition pisane, qui décorent la nouvelle église de Marina di Pisa, figureront l'alternance des peines et des joies humaines ; et pour inculquer à ses prêtres l'amour de l'Écriture sainte, dont il

1. Cf. Chanoine Giovanni Bitorsi, *Un lustro Illustre* (Pise, Tipografia Orsolini, 1909).

dira qu'il sert à mesurer « le degré de vie spirituelle d'une âme », il leur rappellera l'exemple de Camoens, élevant au-dessus des flots le manuscrit des *Lusiades :* comme lui, sur la mer agitée du monde, élevons « le poème de Dieu » (*Della lettura delle sante Scritture*).

Dans sa prédication, le cardinal Maffi fera mieux que proclamer son amour de la Bible : il s'en inspirera constamment. Toujours nous rencontrerons chez lui en abondance les citations de l'Ancien et du Nouveau Testament, comme aussi des Pères et des Docteurs de l'Église. Certaines de ses plus belles pages ne seront qu'un commentaire à la fois littéral et élevé d'un texte évangélique, par exemple son *Discours d'inauguration de la Semaine sociale de Pistoja* où il prendra pour thème le miracle de la multiplication des pains, de la foule rassasiée dans sa faim corporelle et dans sa faim de vérité par la parole de Jésus, qui nous répète, comme aux Apôtres : *Date vos illis manducare.*

Aussi fréquentes que les citations parfaitement adaptées de l'Écriture sainte, abondent dans l'œuvre du cardinal Maffi les réminiscences historiques, scientifiques, artistiques, qui font de telle de ses homélies une magnifique page d'éloquence, mais, avouons-le, parfois fort au-dessus de la culture et même de la compréhension du plus grand nombre de ses auditeurs. Ainsi ses pastorales *les Limites des persécutions* (1912) et *Enseignements du Centenaire constantinien* (1914), si pleines qu'on ne peut les goûter vraiment qu'à la lecture et, à plus forte raison, sa commémoration du P. Angelo Secchi dont nous avons déjà parlé. Dans des limites plus modestes, la bénédiction du chantier d'hydroplanes de

Marina di Pisa, celle du premier four pour verres d'optique de l'usine que possède à Pise la Société de Saint-Gobain, les paroles du cardinal qui accompagnèrent le *Te Deum* chanté en sa cathédrale pour la libération de Jérusalem, aussi nourries de science et de faits, mais demandant par leur brièveté un effort moins soutenu, sont le modèle achevé du discours de circonstance.

Puis, à côté de la citation scripturaire ou de l'évocation historique, et en rapport avec elle comme avec le fait concret déterminé par des circonstances fortuites, trouvera toujours place, spontanément semble-t-il, le rapprochement suggestif qui laissera dans l'esprit de l'auditeur ou du lecteur un souvenir vivant. Le cardinal Maffi rappelle-t-il le miracle d'Élie étendu sur le fils de la veuve et le ressuscitant? « C'est l'image de l'Évêque qui, avec ses prêtres, s'efforce de couvrir toute infortune. » Et si la croix pectorale de l'Évêque ne porte pas le crucifix, c'est « parce que l'Évêque lui-même doit s'étendre sur cette croix pour y substituer le Sauveur et y prolonger les amertumes, les douleurs de la Passion ». (*Omelia d'ingresso nella Primaziale.*) Une autre fois, il comparera la milice sacerdotale, corps d'élite de la grande armée chrétienne, à « la Compagnie de la mort que les histoires italiennes nous décrivent héroïque dans la défense du *Carroccio*[1] » (*Difendete Gesù*). L'art du XVIII^e^ siècle (italien), oublieux des grandes lignes classiques, simples et nettes, pour verser dans les bizarreries et l'enflure du style baroque, est pour lui « l'expression vive de l'état des

1. Char portant l'étendard de la Commune, que les républiques italiennes emmenaient au combat. Le grand peintre Gaetano Previati a donné de la défense du Carroccio une magnifique évocation artistique (Milan, Collection Grubicy).

consciences, alors en proie à des systèmes philosophiques incertains, et égarées parce que privées de Dieu. » (*Istruzione religiosa.*)

Mais plus encore qu'à la Bible ou à l'histoire, le cardinal Maffi aime emprunter des comparaisons ingénieuses à Dante et à Manzoni, aux *Promessi sposi* surtout, où il voit le type parfait du roman adapté à tous les âges et à toutes les conditions sociales, réserve inépuisable d'enseignements profitables pour le peuple, le clergé ou les grands. Le *manzonismo* de l'archevêque de Pise est peut-être le trait le plus caractéristique de sa « manière ». Presque aucun texte de lui qui n'en offre quelque exemple et, généralement cité trois ou quatre fois par discours, Manzoni l'est jusqu'à six fois dans l'homélie sur le Journalisme catholique et à neuf fois dans la commémoration de Cottolengo. Le chef des *bravi* de Don Rodrigo, groupant ses hommes et leur disant les avantages d'agir en corps au lieu de se disperser, sera présenté comme modèle aux catholiques réunis en 1907 à Pistoja, « car les enfants de ce siècle sont plus habiles entre eux que les enfants de lumière[1] ». Les innocents persécutés, mais protégés par Dieu, seront comparés à la pauvre Lucia (*I confini delle persecuzioni*); les prêtres lâches et sans zèle, toujours prêts à remettre au lendemain les tâches nécessaires ou à céder à l'injustice, au lamentable Don Abbondio (*Oggi, non domani; Per la difesa del Clero*). La conversion de l'*Innominato*, la haute vertu du cardinal Federigo Borromeo fourniront, en maintes occasions, une abondante moisson d'exemples; et la vigne de Renzo, ruinée

1. Luc, xvi, 8.

en l'absence de son maître par les végétations parasites, offrira matière, rapprochée de l'état de la société sans Dieu, à la vigoureuse conclusion de *Deux lignes de catéchisme*. Et à côté des exemples familiers des *Fiancés*, les vers sublimes de la *Divine Comédie* — que le cardinal Maffi sait tout entière par cœur — donneront constamment au lecteur l'impression d' « italianité » qu'éveille une promenade parmi les ruelles de Florence, où, à chaque pas, le regard tombe sur une plaque de marbre, évoquant quelque souvenir du *sommo Poeta*.

Est-ce à dire que l'œuvre écrite du cardinal Maffi laisse l'impression de plénitude des œuvres parfaites et qu'il puisse demeurer comme un grand écrivain de langue italienne? Très sincèrement, nous ne le pensons pas. A côté de qualités certaines, notamment de la rigoureuse ordonnance logique, de la vigueur et de la richesse d'expression, l'éloquence de l'archevêque de Pise n'est pas toujours exempte d'une certaine redondance qui, à la longue, fatigue quelque peu. Bien moindre que chez la plupart des hommes d'église de son pays, ce défaut, sensible surtout dans les grandes pastorales du cardinal, s'atténue presque jusqu'à disparaître dans les écrits d'un caractère plus « quotidien », en quelque sorte, par exemple dans l'homélie — de tous points remarquable — sur le Journalisme catholique et surtout dans l'appendice qui la suit — conseils pratiques aux prêtres du diocèse — *Aujourd'hui, non demain*. Il y aura plus tard, croyons-nous, à faire un choix dans l'œuvre de l'éminent pasteur; et à ses émules dans le sacerdoce il ne cessera pas d'apporter les plus précieuses leçons. Qu'on médite, entre beaucoup d'autres, les pages sur la fécondité de l'Église et la stérilité de

ses ennemis [1], ou, dans la commémoration de Cottolengo, celle de l'insuffisance des lois faites par les hommes qui si souvent, en face des misères imprévues de la vie, doivent confesser leur impuissance : bien peu, dans toute la littérature sacrée, sont plus émouvantes. Qu'on nous permette enfin de citer cette belle évocation de Notre-Seigneur sous les traits du pauvre, prononcée en face des infirmes de la *Piccola Casa :*

« Pour se cacher à Moïse, le Seigneur s'est servi du buisson ardent ; pour se voiler dans le Sanctuaire, il y a étendu les nuées ; pour se cacher et se voiler en vous, il a étendu la nuit et s'est servi de vos douleurs. Tout-puissant, éternel, bienheureux, Il ne pouvait demander l'aumône, un réconfort, un acte de pitié ; et Il vous a demandé vos angoisses, vos maladies, votre faim ; d'elles Il s'est voilé pour faire sienne votre main, pour faire sien votre gémissement, votre plainte, et, inconnu dans la nuit, invoquer la charité ! Ah ! frères et sœurs, qui souffrez et pleurez, sentez combien sublime est votre douleur, qui consacre en vous une présence aussi privilégiée du Seigneur. Le prêtre, le matin à l'autel, prête à Jésus ses lèvres pour renouveler la Cène et la Mort du Calvaire dans la Sainte-Messe : vous, vous lui prêtez vos lèvres pour répéter les gémissements de Gethsémani, vous donnez vos douleurs, vos plaies, votre sang comme pour continuer et achever la Passion et en répandre les mérites infinis de grâce, de rédemption et de pitié pour nous. N'est-ce pas qu'une telle pensée doit vous être douce, comme déjà elle réconfortait saint Paul qui s'écriait, exultant parmi ses épreuves : *Adimpleo ea quæ desunt passionum Christi in carne mea.* J'accomplis dans ma chair ce qui manque à la passion du Christ [2]. »

1. *Chi sono. Chi siamo* (*P. O. D.*, t. I, p. 133-135).
2. *P. O. D.*, t. II, p. 583.

*
* *

Lorsque, sa tâche quotidienne achevée — souvent fort tard dans la soirée — le cardinal Maffi quitte la table de travail où, sur l'amoncellement des lettres et des manuscrits, il garde comme presse-papier une pierre jetée dans son palais un jour d'excitation populaire, il n'est pas rare de le voir demeurer quelque temps à sa fenêtre, ouverte sur le calme jardin planté d'orangers où les oiseaux qu'il aime se sont tus. Nul bruit dans les rues désertes du vieux quartier que domine la tour de Bonanno, mais le haut recueillement d'un sol trop lourd de gloire. Alors, quelques instants, le cardinal oublie — pour la mieux remplir — sa mission propre de prince de l'Église et d'archevêque sur qui pèsent des soucis constamment accrus. Ses yeux rejoignent au fond de l'espace le magnifique déploiement des constellations jadis étudiées avec amour. Avec cette merveilleuse tranquillité qui ne le quitte jamais, le cardinal explique à ses familiers comment *les cieux racontent la gloire de Dieu*. Et tandis qu'aux foyers pisans les lampes s'éteignent une à une, dans la nuit plus profonde où sans cesse de nouveaux astres s'allument, veille encore sur le sommeil de son peuple une pensée paternelle, en qui la connaissance a su se tourner à aimer.

IX

UN PSICHARI ITALIEN : GIOSUÈ BORSI

L'un tomba un soir de défaite ; l'autre, dans l'ivresse d'un assaut victorieux, sous la caresse du soleil d'automne. Mais tous deux nous apparaissent auréolés de la même lumière.

L'un est mort tertiaire de Saint-Dominique, avec l'*Imitation de Jésus-Christ* pour viatique ; et durant ces minutes de vie cérébrale intense que la nature concède à tous les agonisants, put embrasser d'un seul regard intérieur les formules prestigieuses qui avaient enchanté son adolescence païenne, les nuits d'Afrique où son âme s'était entr'ouverte à la vérité, et l'accomplissement de son destin sur la terre de Belgique, cette autre grande martyre.

Le second, poète épris de toute beauté et excellant à l'interpréter, aura peut-être évoqué dans un éclair de pensée, à l'heure où le sang de son cœur traversé par une balle autrichienne mouillait son scapulaire de tertiaire franciscain et sa petite édition de la *Divine Comédie*, le geste d'une noblesse antique qu'il avait renouvelé un an plus tôt, entre les murs du théâtre grec de Syracuse. On y représentait l'*Agamemnon* d'Eschyle. « Giosuè Borsi tenait le rôle du héraut qui, après dix ans d'absence, retrouve sa

patrie et salue la terre, le soleil, la maison de son roi... Il entrait par le fond en courant, se jetait de son long sur le sol qu'il baisait. Et dans ce mouvement il y avait une telle ardeur, un tel élan plastique qu'avant même qu'il se levât et commençât à parler, un seul cri d'admiration jaillissait de trente mille poitrines, les applaudissements éclataient, prolongés, enthousiastes, émus[1]. »

Peut-être, aux jours de novembre 1915, Giosuè Borsi, en se couchant pour mourir sur un coin de terre italienne, non plus seulement revue, mais reconquise et rachetée, s'est-il souvenu du geste de Syracuse qui préfigurait le sens héroïque de son acte suprême. Mais lui aussi, dans l'intervalle, était devenu d'un chrétien de désir un chrétien de fait, et il avait écrit ces lignes d'inspiration toute franciscaine : « Douce mort, aimable, belle et bonne et joyeuse, sœur de nous tous! Comme tu es chère à qui te regarde et te désire, en aimant Dieu! »

Admirable interprète de la pensée dantesque, fils spirituel du plus grand poète de l'Italie unifiée, Giosuè Carducci, il y a une convenance parfaite à rapprocher celui qu'Henri Massis a appelé « notre modèle et notre chef », Ernest Psichari, de ce Giosuè Borsi, qui a reçu en son pays pareil tribut d'hommages. Tous deux ont le rare privilège d'être incontestés, quant au talent ou à la sincérité religieuse, même par les adversaires loyaux de leurs idées. Et leur sacrifice les rend sacrés. Ces jeunes morts, tombés pour une cause semblable, peuvent nous communiquer une même flamme ; et rien n'empêche de placer sous leur patronage l'espoir que nous

1. Ettore Romagnoli, *Commemorazione di Giosuè Borsi*, pp. 6-7. (Florence, Tipografia Ariani, 1916.)

gardons au cœur d'un rapprochement plus intime entre les catholiques de France et d'Italie.

* * *

Giosuè Borsi naquit à Livourne le 10 juin 1888. Sa famille était originaire d'un bourg de Toscane peu distant, Castagneto-Marittimo, devenu aujourd'hui Castagneto-Carducci pour avoir abrité l'enfance du grand écrivain italien, dont le nom fut ainsi donné au jeune Borsi par un père plus sensible au prestige de la gloire qu'à celui de la sainteté. Ce père, Averardo Borsi, était journaliste et libre-penseur. Quand son fils vint au monde, il collaborait à un journal anticlérical de Livourne, *Il Telegrafo,* et la religion, sans être absolument reniée au foyer des Borsi, était fort peu pratiquée. L'enfant fit sa première communion à 14 ans, durant une villégiature dans un village perdu de montagne, à l'abri des regards indiscrets. Et dès lors Giosuè n'allait plus s'approcher des sacrements jusqu'à vingt-sept ans, époque de son retour à l'Église.

Au lycée de Livourne, où il faisait ses études, il ne brillait guère par l'amour du travail. Comme la plupart des esprits originaux et vraiment « doués », il s'adaptait mal à la rigueur des programmes et préférait butiner librement dans tous les champs de la science. Cela ne l'empêcha pas de devenir latiniste et helléniste remarquable et d'acquérir une connaissance approfondie de toute la littérature italienne. Mais il ne put jamais s'intéresser à la jurisprudence. On l'avait envoyé à Rome pour qu'il y acquît la « *laurea* » en droit : il ne parvint à l'obtenir qu'en 1913, à 25 ans, dans une petite université

de province, celle d'Urbin. Il est vrai que, trois ans avant, la mort soudaine de son père l'avait obligé à revenir à Florence, où la famille Borsi s'était transférée depuis quelque temps et où Averardo avait pris la direction du *Nuovo Giornale,* autre feuille démocratique hostile au catholicisme. Appelé à succéder à son père dans la tâche que celui-ci avait assumée — et bien que le *Nuovo Giornale* n'ait point, on s'en doute un peu, l'importance du *Temps,* ni du *Daily Mail* — notre jeune poète ne tarda pas à se trouver très mal à l'aise dans ses nouvelles fonctions.

Peu habitué aux calculs d'intérêt, ennemi de l'intrigue et des compromis, indifférent à la politique, il se trouvait tout à coup contraint de faire leur part à l'une et aux autres. L'expérience fut brève et décisive. Non, vraiment, il n'avait rien de ce qu'il faut pour diriger un journal démocratique. Il se contenta d'y garder la rubrique des livres et même dans ce rôle de critique littéraire ne donna point toute sa mesure. Comme l'a noté un de ses amis intimes, « le critique, pour être pris au sérieux, doit être *juge,* étaler par conséquent une implacable impartialité, d'autant plus appréciée et accréditée qu'elle est plus sévère ». Or sans doute Giosuè Borsi eut pu réussir mieux que beaucoup « ces exercices cannibalesques. Mais son cœur l'en empêchait. Des livres médiocres il ne disait rien; de ceux qui lui semblaient bons, il exaltait sans mesure les meilleures parties, fermant un œil, et quelquefois deux, sur les plus faibles ou les mauvaises. Au fond il faisait de la critique littéraire un peu par devoir d'état, un peu pour encourager quelque jeune, vanter quelque ami, prouver son enthousiasme et son ardente

sympathie à quelque noble artiste[1] ». Il conviendrait d'ajouter, pour dire toute la vérité, que Borsi critique n'est pas complètement maître de sa forme. La même exubérance qu'on retrouve dans les *Confessioni a Giulia*, qui datent de la même époque (1912-13), et plus rarement dans les *Colloqui* (1915), y apparaît de façon presque constante. L'accumulation des adjectifs et des substantifs, l'abus du superlatif et des formules hyperboliques — défaut commun, d'ailleurs, à beaucoup d'Italiens — sans permettre jamais de suspecter la sincérité personnelle de l'écrivain, éveille pourtant à la longue une impression d'artifice qui fatigue. Nul doute que Borsi ne se fût corrigé s'il avait vécu et continué à faire de la critique. Mais cette partie de son œuvre en est la plus caduque. Lui-même, d'ailleurs, ne songea jamais à réunir ses articles en volume.

Le poète, le dramaturge et surtout le récitant, qu'il dît ses vers ou ceux d'autrui, qu'il parlât dans un cercle d'amis, dans une salle de conférences ou dans un théâtre, représentent déjà quelque chose de plus achevé, l'expression d'une beauté supérieure dans la vie si intense et si harmonieuse de Giosuè Borsi.

Ces aspects de son talent, unis au charme de sa personne, font rapidement de lui l'idole de la société élégante et le triomphateur des salons littéraires de Rome et de Florence. Mais bien peu parmi ceux et celles qui l'applaudissent savent discerner dès lors le germe du futur apôtre dans l'accent de vérité de sa voix, dans le feu de son regard, dans l'ardeur d'une âme que rien ne peut satisfaire et qui

1. E. Romagnoli, *op. cit.*, p. 8.

rejette tout ce qu'elle a goûté de joie humaine.

Poète, Giosuè Borsi donne à dix-huit ans un premier volume de vers, *Primus Fons,* d'inspiration purement païenne et encore entachée de réminiscences scolaires. L'auteur ne s'en cache pas, d'ailleurs, et avoue dans les notes jointes à son texte qu'il a voulu imiter ici Politien, là Chiabrera, ailleurs Marini et les rimeurs de son école. Rien d'étonnant à cela, si l'on songe que ces morceaux sont ceux d'un adolescent, presque d'un enfant, puisque écrits de quatorze à dix-huit ans. Mais la perfection de leur facture est déjà extraordinaire, si la matière en est mince[1]. La plupart sont de sujet physiologique. Ce qualificatif semble le seul qui convienne : le poète chante en effet la gymnastique, la natation, l'escrime, le sommeil, le sang, la bonne chère et, naturellement, l'amour. Il ne manque pas non plus de complaisance en lui-même, comme le prouve la pièce intitulée : *Le Miroir,* et ce sonnet, si ingénument pervers, de la série des *Sept Blasphèmes,* où il célèbre entre autres péchés capitaux, l'*Envie,* et déclare n'avoir rien à envier à personne parce que « trop propice [lui] fut, le sort, avec ses dons impériaux » mais de se sentir heureux lorsque « ceux pour qui fut moins miséricordieux | le destin, d'un œil perçant | nous regardent et souffrent et nous envient ».

Son second recueil, au titre étrange et quelque peu énigmatique, *Scruta obsoleta* (Vieux oripeaux), prétendait ressusciter les formes abandonnées de la

1. Ce sont ces qualités de technique qui assurèrent au long morceau intitulé *le Sang* la première place dans un concours ouvert en 1906 par la revue *Poesia*, et auquel avaient participé 472 poètes italiens, français, anglais, allemands et espagnols.

poésie nationale italienne qui furent en honneur au Moyen Age et à la Renaissance, et montrer qu'elles n'avaient point mérité d'être délaissées. C'est dire qu'on y relève encore l'influence de certains maîtres, grands et petits, de Pétrarque à Girolamo Benivieni, et que l'intérêt en serait surtout documentaire si trois pièces, d'inspiration contemporaine et toute personnelle, ne faisaient présager le poète de race dans l'élégant versificateur qui s'était exercé de préférence jusqu'alors à des réussites rythmiques, un peu comme le Musset des *Contes d'Espagne et d'Italie* ou le Hugo des *Odes et Ballades*. Ces trois pièces d'une beauté achevée figureront certainement dans toutes les anthologies.

La dernière, *All' Italia,* frémissante tour à tour de douleur et d'amour devant le spectacle du triste état intérieur de l'Italie à l'époque où elle fut écrite, a la vigueur des invectives de Leopardi. Des deux autres, plus souvent citées, mais non plus parfaites, l'une, inspirée par l'opposition violente des étudiants viennois à l'établissement d'une Université italienne pour les Italiens d'Autriche, est un émouvant et tendre avertissement de Borsi à son neveu Dino, un enfant de quatre ans, pour qu'il défende plus tard contre toute atteinte les droits de la langue où s'exprime l'âme nationale. La seconde fut composée en octobre 1908, au moment de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et à l'occasion d'un accident dont furent victimes deux lieutenants de vaisseau italiens, en expérimentant à Viareggio un nouveau modèle de grenade. Dans ces strophes qu'anime un souffle épique passe comme le présage du grand drame qui déjà se préparait et les affirmations sereines du poète en face de l'inéluctable avenir semblent annoncer le

lyrisme concentré des meilleures pages de Péguy et de l'*Appel des armes*.

Peut-être il adviendra que cette Italie, sourde
à la clameur des ensevelis, se ressaisisse
un jour et sente, en offrant l'autre joue,
comme quelque chose d'amer qui la morde !

Pas aujourd'hui, non. Le temps viendra. Pas aujourd'hui.
Que les pilons frappent sur les tôles. Que les armatures
de bois se garnissent de pièces.
Que les aciers soient trempés et les fours rougis.

Ce qui importe n'est pas de se lamenter en vain, mais
de faire comme celui qui attend une occasion meilleure.
Quiconque connaît les caprices de la fortune
se tait, se discipline et s'arme plus parfaitement.

Des armes, donc, des armes ! Voilà la norme brutale.
Il est vain d'espérer en la raison. Le droit
n'est pas inscrit sur les parchemins paresseux,
mais sur le fil d'une épée nue.

Que croassent à leur poste les exploiteurs
de plèbes avinées. Ils savent bien
gémir d'abord sur les gaspillages fâcheux,
puis additionner les hontes et les déshonneurs !

O exemples d'infortune, votre sang
fervent et beau est béni,
comme dans les vers de Virgile celui
des deux jeunes gens de Troade !

Gloire à vous, gloire ! Que la généreuse fleur
de votre jeunesse, offerte à la Mère commune,
vous mérite un tribut de gracieuses couronnes
et la lumière qui ne meure pas.

Que ce soit là votre royale récompense. J'apporte pour vous
à une veuve en deuil et aux parents

qui pleurent aujourd'hui votre sang répandu
et l'aveugle horreur de votre destin

la [bonne] nouvelle : si l'heure sonne
de la lutte incertaine, si au nom
d'Italie se heurtent des forces indomptées
et aguerries dans l'attente, au combat,

sur la mer disputée, dans l'issue douteuse [de l'action],
parmi le grondement répété [du canon] et les brefs appels,
sur les ponts et les gaillards, au milieu des drapeaux
frémissant au vent comme secoués d'anxiété,

sur les grands vaisseaux sans éperon,
quand s'abattra une grêle de mitraille,
peut-être qu'au fort de la bataille
un jour on se souviendra de votre sang [1].

Il est douloureux de saccager dans une traduction un pareil morceau. Nous espérons du moins avoir réussi à donner une idée de son inspiration, comme du rythme précipité et volontaire qui s'élargit sans cesse à mesure qu'on approche des strophes finales.

Tel est Giosuè Borsi poète. Mais ceux qui l'ont connu affirment qu'on ne pouvait apprécier sa science des vers qu'après l'avoir entendu en réciter. M. Romagnoli, qui est lui-même un écrivain de grand talent et du goût le plus sûr, nous livre à cet égard un témoignage impressionnant :

« J'ai entendu dire des vers, écrit-il, par nos meilleurs déclamateurs, par nos plus célèbres acteurs. Et tout en admirant l'ensemble de leur art et les qualités spéciales de chacun d'eux, je suis toujours demeuré çà et là troublé par quelque fausse intonation, par quelque emphase

1. In Morte di Alberto Mazzuoli e Carlo Cipelli (*Scruta obsoleta*, pp. 41-44).

excessive ou hors de propos, par quelqu'un de ces abaissements de ton momentanés d'où dérive la cantilène. Et j'ai entendu des centaines de fois Giosuè Borsi ; jamais il ne m'est arrivé de le trouver en défaut. Comme récitant, il touchait la perfection absolue. »

Rien d'étonnant dès lors, et bien qu'il répugnât à se produire devant le grand public, si ce n'est dans les représentations de pièces grecques, adaptées précisément par son ami Romagnoli[1], à ce que les dramaturges et acteurs qu'il fréquentait, le considérant comme un des leurs, l'aient pressé d'écrire pour le théâtre, surtout après le succès remporté par un acte en vers de saveur orientale, *Il Diadestè,* où Giosuè Borsi avait prouvé du premier coup un sens scénique étonnant, rehaussé par la verve et la souplesse du dialogue. Après s'être fait beaucoup prier, il écrivit encore un acte du même genre[2], ébaucha quelques projets, puis finit par se désintéresser du théâtre.

Alors s'accentuait en lui l'évolution intérieure qui devait le reconduire à la foi. G. Borsi sentait le besoin de se recueillir, d'oublier ses succès précoces, de s'orienter vers quelque chose de définitif. Déjà il avait repris un contact plus étroit, au cours des années précédentes, avec les grands classiques italiens et surtout avec Dante, qui était devenu vraiment son « maître » ; il en connaissait la pensée à fond et portait toujours sur lui *la Divine Comédie.*

Son interprétation de ce prodigieux génie avait

1. Outre le rôle du héraut dans l'*Agamemnon* d'Eschyle, G. Borsi interpréta celui de Dionysos et du berger dans les *Bacchantes*, à Fiesole et à Milan, d'Admète dans *Alceste*, de Socrate dans les *Nuées*, d'Ulysse dans le *Cyclope*, démontrant d'égales aptitudes pour le tragique, le pathétique et le comique.

2. *Avatar* (*La Lettura*, décembre 1915).

quelque chose de divinatoire. On sait qu'il existe en Italie, où Dante est l'objet d'un culte dont celui qui entoura Victor Hugo au plus fort de sa renommée ne peut donner qu'une faible idée, une Société et plusieurs périodiques exclusivement occupés de questions dantesques. La « littérature du sujet », comme on dit en Sorbonne, est telle qu'une vie entière de savant ne suffirait pas à la dépouiller. Entre ces initiatives et ces productions de valeur très inégale, il faut faire une place à part aux leçons d'Or San Michele (*Lectura Dantis*), sorte de cours public tenu dans un local historique de Florence, où chaque année les plus éminents « *dantisti* » expliquent et commentent quelques-uns des chants de la *Divine Comédie* — au nombre de 100. De ces commentateurs d'une compétence reconnue et généralement d'âge mûr, G. Borsi fut le plus jeune et non le moins brillant. A 26 ans, il était admis à aborder devant un public de choix le thème redoutable et, huit mois avant sa mort, au printemps de 1915, il interprétait de la façon la plus originale, enthousiasmant son auditoire, le XIII[e] chant de *l'Enfer*. Nul n'était parvenu, avant lui, à faire revivre Dante de la sorte. C'est que, outre sa nature de poète, ses dons de lecteur impeccable avaient, ici encore, singulièrement servi Giosuè Borsi. Et « les lignes de son visage, qui rappelaient d'une manière impressionnante le masque de l'Alighieri, faisaient presque penser à une miraculeuse résurrection. On était pris dans le tourbillon d'un enchantement[1] ».

Les *Confessioni a Giulia* — ce journal intime où pendant deux mois (décembre 1912-janvier 1913)

1. E. Romagnoli, *op. cit.*, p. 9.

Borsi épancha le trop plein d'un amour fervent qui ne pouvait encore se déclarer, nous offre une autre preuve de la fascination — bien compréhensible au reste — qu'exerçait sur le jeune talent de Giosuè Borsi le savoir encyclopédique de Dante et le dessein grandiose d'où est sorti *la Divine Comédie :* dessein de glorifier Béatrice, de lui élever un monument tel que nul homme n'en avait conçu et réalisé.

Dante lui-même, on s'en souvient, énonçait ainsi son intention au terme de la *Vita nova :* « ... Je vis des choses qui me firent décider de ne plus parler de cette [femme] bénie jusqu'à ce que je le puisse faire plus dignement... Si donc il plaît à Celui qui entretient toute vie que ma vie dure encore quelques années, j'espère dire d'Elle ce qui jamais ne fut dit d'aucune. »

Pour un amoureux éperdument épris de cette « Giulia » dont il espérait faire sa fiancée, et pour un écrivain qui s'avouait à lui-même les plus hautes ambitions, un tel exemple devait être bien tentant. Giosuè Borsi n'y résista pas et entreprit à la louange de « *la gentile* » une manière d'épopée passionnée qu'il dut bien vite, comme tant d'autres travaux ébauchés par lui à cette époque, laisser inachevée. Mais il en a confié le plan à son journal intime et ce plan, d'une audace quelque peu présomptueuse, était presque un décalque de la *Divine Comédie*.

Il eut la sagesse d'abandonner ce grand projet dès qu'il eut compris qu'il n'était « pas encore assez mûr pour un si vaste effort[2] », mais sous l'enflure juvénile des mots et des pensées, ce qui retient, dans cet

1. Resté inédit et sans titre jusqu'en 1920, le manuscrit des *Confessioni a Giulia* a été publié par les soins et avec une brillante introduction du marquis Piero Misciattelli (Rome, Buffetti).

2. *Confessioni a Giulia,* pp. 137-139.

exposé, c'est la trace évidente de l'influence dantesque.

De même lorsque Borsi parle de sa bien-aimée et qu'il en magnifie les qualités, il fait d'elle, comme Dante de Béatrice, l'instrument du salut pour lui et pour les hommes de son temps [1]. En elle il retrouve « l'idée éternelle, rêve de tous les poètes, revêtue d'une forme sensible ». Quand Leopardi consacrait à la femme parfaite et inconnue qui naîtrait après lui l'amour qu'il n'avait pu lui vouer vivante [2], il présageait la venue de Giulia. C'est parce qu'elle n'était pas encore descendue parmi les hommes que l'auteur désespéré des *Canti* connut les tristesses d'un âge « funeste et douloureux ». Mais aujourd'hui elle est née. Impatient de la manifester au monde et de lui faire vénérer en elle « la perfection incarnée et rendue évidente », Borsi dit de Giulia au terme de son Journal : « O toi, douée de toutes les meilleures grâces, ô toi, marquée de l'excellence divine, ô toi, claire manifestation de la puissance de Dieu, tu me parles de Lui, tu me rappelles à Lui; en te servant je te sers en toute harmonie et dans la paix de tout mon esprit [3]. »

1. Cf. dans la *Vita Nova* ces vers de la célèbre *Canzone* « *Donne ch'avete intelletto d'amore* » :

> ... Et quand elle a trouvé quelqu'un qui soit digne
> de la voir, celui-là éprouve sa vertu :
> car ce qu'elle lui donne devient pour lui salut,
> et le fait si humble qu'il oublie toute offense.
> A elle encore Dieu, par grâce majeure, accorda
> que ne peut mal finir qui lui a parlé. »

Aussi, selon la fantaisiste mais si touchante théologie de la *Vita nova*,

> Le ciel, qui ne manque que d'une chose,
> c'est de l'avoir, la demande à son Seigneur
> et tous les Saints la réclament en grâce.
> (*Vita Nova*, Traduction Henry Cochin, pp. 70-71.)

2. *Alla sua donna.*

3. *Confessioni a Giulia*, pp. 100, 181. — « Cet amour est ma reli-

C'est là, dans cette action efficace d'un amour très pur sur l'âme de Giosuè Borsi, déjà acheminé vers la vie chrétienne, que réside le principal intérêt des *Confessioni a Giulia*, intérêt surtout documentaire par conséquent, car l'œuvre comme l'auteur sont encore très imparfaits et Borsi lui-même montre, en plus d'un passage, qu'il sent fort bien tout ce qui demeure de vanité et d'artifice dans ses attitudes, dans ses paroles et jusque dans l'étalage complaisant de ses facultés d'improvisateur en ce cahier dont il voudrait faire seulement le confident d'une grande passion. « Bavarder est mon métier, écrit-il. La qualité qui me manque encore est la modération. Je suis un divagateur, un babillard ; je me plais à enjoliver, à broder, en surabondance. » Le résultat, c'est que là où trois lignes lui suffiraient pour exprimer tout ce qu'il sent et où il reconnaît qu'à certains jours la sincérité « imposerait de ne rien dire d'autre », Borsi, entraîné par l'habitude et la vue de la douzaine de pages noircies la veille, se laisse aller à « faire de la crème fouettée [1] ».

Un chef-d'œuvre ne peut résulter d'une telle méthode.

De même s'il exagère en qualifiant son Journal de « stupidement égoïste et vaniteux », il faut bien avouer que la façon dont il parle de lui-même, soit comme écrivain, soit comme amoureux, oscille entre l'éloge hyperbolique et l'excès de mépris et que là encore, avec la véritable humilité, il lui manque le

gion, le salut de mon esprit », dit-il encore (p. 69). Le rôle de l'amour humain comme moyen d'ascension vers Dieu, comme préparation inconsciente à l'amour divin qui devait ensuite régner seul dans l'âme de Giosuè Borsi, a été spécialement mis en lumière par « Soter » dans la revue *Bilychnis* (octobre 1920.)

1. *Confessioni a Giulia*, pp. 78, 98, 130.

sens de la mesure. Il n'est excellent que lorsqu'il lui arrive d'être concis, par exemple dans des réflexions comme celle-ci : « Le mal me reconduit à toi par contraste, le bien par affinité » ou lorsque, très simplement, il mêle la pensée de Giulia à sa vie de chaque jour.

Et pourtant qui pourrait le blâmer d'avoir visé très haut et de l'avoir souvent confessé ingénuement? L'ambition en apparence démesurée qui fait tant de héros et de saints, ce « grand songe d'or », qui déjà possédait Giosuè Borsi soucieux de triompher du monde, peut-on sourire de le lui entendre exprimer lorsqu'on sait comment il l'a vécu? « Je veux être celui-là,... l'homme assez fort et qui n'a pas encore surgi... qui lance sur les multitudes le cri sacré de la rédemption, qui donne le premier exemple, qui surmonte les atermoiements et qui soit prêt à payer l'expérience du plein sacrifice de soi... Je veux me sacrifier pour tous, payer moi-même avec mon sang. Je serai seul d'abord, puis dix me suivront, puis cent, puis mille, puis tous, animés de mon courage et de mon abnégation[1]. »

Et la magnifique phalange de ces artistes, de ces écrivains — sans parler de tant d'humbles chrétiens inconnus — qui par lui ont reçu de Dieu la grâce de la conversion, lui a répondu[2]. Ce fut, le jour même où Borsi tombait à Zagora, Gualtiero Tumiati, naguère son compagnon dans l'interprétation des tra-

1. *Confessioni a Giulia*, pp. 118-119.

2. « Soter » dans son article de *Bilychnis* rapporte que « Giosuè Borsi avait obtenu d'un de ses amis, éloigné de la religion, la promesse qu'il viendrait le prendre à 5 heures du matin (le jour de son départ pour le front) afin d'aller avec lui trouver le Père Alfani (confesseur de Borsi), se réconcilier avec Dieu et recevoir la communion. L'anxiété pour cette âme à sauver tint Borsi éveillé la dernière nuit qu'il passa au foyer. » Et l'ami fut exact au rendez-vous.

gédies antiques et qui continue sur les scènes italiennes sa brillante carrière d'acteur magnifiée par la foi reconquise; ce fut, peu après, le délicat nouvelliste Giuseppe Fanciulli; d'autres encore; et, tout récemment, Giovanni Papini, qui si longtemps avait fait le scandale des âmes timides, aisément effarouchées par les audaces des jeunes écoles littéraires, a pu, en revenant à l'Église, saluer en Giosuè Borsi un frère de sa pensée et de son long tourment.

*
* *

Certains ont voulu nier que Giosuè Borsi soit véritablement un converti, tantôt sous prétexte qu'il n'y eut pas en lui transformation totale et instantanée, mais seulement « reconnaissance graduelle de son être propre », lente évolution[1], tantôt même parce que « dès son adolescence Giosuè était très fervent croyant ». A l'appui de cette dernière affirmation, M. Romagnoli donne une seule preuve : au cours d'une discussion qu'il eut avec Borsi, alors âgé de dix-huit ans, sur les professions de foi catholiques de Balzac, Borsi, contre l'opinion manifestée par M. Romagnoli, qui ne trouvait pas convaincants les arguments du grand romancier, avait soutenu, « avec une chaleur surprenante, même chez lui, pourtant prompt à l'enthousiasme, et sans vouloir en démordre, la valeur absolue des professions d'orthodoxie de Balzac, dans des termes qui apparaissaient identiques à ceux de son testament spirituel et de sa dernière lettre à sa mère[2] ».

1. « Soter », *loc. cit.* De même G. Prezzolini (*La Nazione*, 8 octobre 1916).
2. Nous parlerons plus loin de ces documents.

Ce témoignage peut être rapproché de deux autres. Tout d'abord Borsi lui-même a noté dans les *Colloqui,* sans nulle réticence et en se reprochant le fait comme une marque d'orgueil, qu'il admira la foi avant de l'aimer, qu'elle lui parut vraie avant de lui paraître bonne et qu'il reconnut la supériorité de la morale catholique bien avant de se croire astreint à la pratiquer[1]. En outre, un autre de ses intimes, converti antérieurement, M. Ferdinando Paolieri, rappelant un entretien sur la croyance qu'il avait eu avec Borsi en mai 1911, trois ans avant l'adhésion totale de celui-ci aux exigences chrétiennes, évoque également des souvenirs fort suggestifs. « Borsi me donna raison, écrit-il, et m'expliqua, lui à moi, les raisons de mon lent retour progressif à la foi, à travers mon tempérament, mes habitudes, mon art. [Il parlait] avec une précision clinique, avec une éloquence admirable, semant à pleines mains dans son discours amical les trésors de sa culture..., citant auteurs et fragments avec une profusion étonnante. »

Puis Giosuè conclut, après avoir évoqué la foi de sa mère, pareille à celle de son ami : « Pour moi, je ne suis pas un athée. Mais je suis pris dans un tourbillon dont je dois sortir. Peut-être... qui sait[2]? »

Faut-il conclure de tout ceci, avec M. Romagnoli, que Borsi n'est pas un converti? Disons plutôt que sa conversion fut essentiellement morale, qu'il eut à vaincre peu d'obstacles d'ordre intellectuel, mais on trouve dans son cas, comme dans celui des grands

1. *Colloqui*, pp. 162-165. Voir à ce propos l'article de M. Masseron sur Borsi (*Correspondant*, 10 janvier 1917).

2. *Giosuè Borsi*, *Corriere d'Italia*, 23 février 1916). — Voir également les précisions et les rectifications apportées par l'auteur à son premier article, dans le *Corriere d'Italia* du 8 mars 1916. (*Quando Giosuè Borsi torno a Dio?*)

convertis de notre époque et de toute époque, l'élément constitutif du retour à la pratique religieuse longtemps délaissée, l'afflux de la grâce qui triomphe, lentement ou tout à coup, d'habitudes acquises, de préjugés invétérés, et d'un homme coupable ou égaré fait un homme nouveau, maître de soi dans le service de Dieu.

Pour Borsi, il paraît certain que les deuils qui, l'un après l'autre, assombrirent son foyer, lui enlevant son père, une sœur bien-aimée et le petit Dino, contribuèrent puissamment, en le forçant à réfléchir sur le problème de la destinée, à l'orienter vers la foi. Mais ce ne fut là qu'un terme dans la série des causes qui préparèrent l'action divine décisive et bien des mois se passèrent encore avant qu'il ne s'avouât vaincu.

A lui faire mieux pénétrer les ressorts de la vie chrétienne contribua pour une large part son étude, parallèle à celle de la *Divine Comédie,* des mystiques du Moyen Age, des François d'Assise, des Catherine, des Bernardin de Sienne. Meurtri par la douleur et dépris du monde, sentant croître en lui la nostalgie du divin, il arrête sa pensée sur les figures historiques et légendaires qui prêchent d'exemple l'effort sur soi-même, le détachement, la souffrance aimée, la mort généreusement acceptée; il commence un recueil d'hagiographies qui, à en juger par les prémisses, eût donné à l'Italie, s'il l'avait pu terminer, une moderne *Légende dorée.* Sur ce thème admirable de la vie des Saints, illustré de nos jours par un Bertrand, un Joergensen et quelques autres, mais si lamentablement exploité d'ordinaire par les marchands de littérature d'édification, Giosuè Borsi donna enfin toute sa mesure. « Son esprit se dirigeait vers les fins

les plus hautes, et ses moyens étaient parfaits pour communiquer aux autres son rêve[1]. »

Ainsi naquit cette *Vie de saint Christophe*, qui a pu être comparée justement à la *Légende de saint Julien l'Hospitalier*, et qui en égale presque la perfection de forme, avec infiniment plus de tendresse et de bonhomie dans les gestes du héros. Style personnel, précis, harmonieux, langue riche de vocables et d'images, grâce exquise et ingénue répandue sur tout le récit, font vraiment de celui-ci « un petit chef-d'œuvre[2] ». Il faut souhaiter que la revision des manuscrits inédits de Giosuè Borsi amène la découverte d'autres « vies » d'égale valeur.

Quand, au printemps de 1914, une circonstance fortuite mit en présence Giosuè Borsi et le Père Alfani, l'illustre savant florentin, qui est en même temps un profond connaisseur d'âmes, nul doute que la secrète aspiration du jeune homme vers un but immuable, son inassouvissement par tout le créé ne fût à son comble. On pouvait croire, en le voyant s'enthousiasmer vers le même temps pour la beauté rajeunie de la tragédie grecque, qu'il était définitivement conquis par l'idéal païen. « Et pourtant, — écrit quelqu'un qui l'a bien connu — n'y avait-il pas dans certains aspects de son enthousiasme une dernière illusion sur lui-même? Son désir de se confondre avec le héros du Drame satyrique, n'était-ce pas un effort pour se libérer de quelque chose qui en lui s'affirmait de plus en plus?... Le grand fils de la terre

1. G. Fanciulli, *Giosuè Borsi : Il poeta*. (Numéro spécial commémoratif. Florence, avril 1916.)

2. E. Romagnoli, *op. cit.* — La *Vie de saint Christophe* a été publiée dans *La Lettura*, mars 1916.

ivre de son moi n'avait-il pas déjà la tristesse d'un Caliban dompté[1] ? »

C'est ici qu'il convient, semble-t-il, plutôt que dans un anticléricalisme factice, de voir l'élément intime de contradiction qu'un critique italien, M. Prezzolini, a finement distingué dans l'âme de Giosuè Borsi. Bien plus que les coups portés aux adversaires — besogne un peu vulgaire qui dut toujours répugner au génie mesuré du pur lettré que fut Borsi — c'est son ardeur passionnée à se forger un idéal humain qui laisse deviner « la première inquiétude et le premier désir d'une vie supérieure[2] ».

Nul n'oserait pénétrer dans le secret sanctuaire intérieur où se livra pour lui la phase décisive de la lutte entre « les deux hommes » dont parle saint Paul. Et le voudrions-nous que nous ne le pourrions pas, car la clef n'en a été livrée qu'au prêtre dont Borsi écrira plus tard : « A ta rencontre je dois plus que la vie. » Nous savons seulement qu'après de longs entretiens avec son père spirituel et une préparation d'une ferveur intense dans le recueillement et la prière, Borsi, non plus comme à quatorze ans pour accomplir un rite consacré, mais d'une foi pleine et efficace, participait de nouveau au sacrement d'Eucharistie, le 18 juillet 1914, anniversaire de la mort de sa sœur, en ce couvent franciscain du Monte alle Croci, près de Florence, où il devait, moins d'un an plus tard, revêtir l'habit de tertiaire.

Puis il se remit au travail, continua d'étudier les auteurs sacrés, s'assimilant admirablement leur doctrine, et d'écrire ses « Vies de saints ». Dans les

1. G. T., *Giosue Borsi. Nell' anniversario della morte* (*Resto del Carlino*, 10 novembre 1916).
2. G. Prezzolini, art. cit.

milieux mondains ou intellectuels qu'il fréquentait avant sa conversion et où celle-ci avait causé à tous une profonde surprise, il s'essaya aussitôt, avec la flamme de sa nature généreuse, à un apostolat quelque peu intempestif parfois, et dont lui-même avouera plus tard qu'il fut sans résultat, parce qu'encore insuffisamment pénétré d'humilité, mais indice précieux de son absence totale de respect humain.

De cette période, et au juste du 25 novembre 1914, date l'émouvant document que Borsi publia sous le titre de *Testament spirituel* et qui a été réimprimé à la fin des *Colloqui*.

« Reconnais que ton esprit est tel que rien ne peut l'assouvir, si ce n'est une félicité éternelle, immuable et infinie. Et dès lors refuse de boire l'eau de la terre, car tu auras encore soif... Désire et aime la beauté absolue, la vérité absolue, la bonté absolue; ne te contente pas de peu, car en face de l'infini le peu est comme le rien...

« Crois que la foi est une et un le baptême, que le Pontife [romain] est le successeur légitime de Pierre, l'unique et infaillible vicaire de Jésus-Christ sur terre... L'homme hors de l'Église est seul, atome misérable qui vit un instant au milieu de périls effroyables, perdu et englouti dans les sombres espaces de l'univers, tandis que l'homme uni à l'Église jouit, par la communion des saints, de grâces très précieuses et d'insoupçonnables richesses sans déclin.

«... Préfère obéir plutôt que commander. Ne juge point. Sois indulgent pour tous et sévère seulement pour toi-même.

« Ne te retranche pas derrière la lâche excuse de l'exemple du monde. L'amour de Dieu est invincible, et il n'est point de malice humaine qui puisse en triompher, quand il le veut... Ne t'attarde donc pas en vaines plain-

tes sur l'universelle, irrémédiable déchéance morale [de l'humanité], sur l'inutilité de tout effort. Cette honteuse excuse est bonne en tous temps, mais pour les indolents et les propres-à-rien. Commence, toi, le premier. Un seul exemple sincère vaut mieux que mille sermons familiers ou solennels.

« Renonce à la raison là où tu vois que la raison est impuissante, parce que, si tu t'obstines à t'en servir là où elle n'est plus en mesure de t'être utile, au lieu de lui rendre hommage, comme tu le penses peut-être, tu l'offenses de la pire façon... La raison même t'exhorte à ne pas l'employer en ce qui dépasse son pouvoir. Aussi ne crois pas que les vérités supérieures à la raison lui soient contraires, car bien plutôt y adhérer est le seul parti raisonnable (*Rom.*, XII, 1) et les rejeter est... faute et folie... Avant de condamner la foi, apprends à la connaître; cherche et tu trouveras; demande et tu obtiendras; frappe et il te sera ouvert. Tu verras qu'il n'y a point contre la foi catholique un seul argument valide, une seule objection plausible. »

*
* *

Le 4 mai 1915, cinq jours après avoir été confirmé à Pise, des mains du cardinal Maffi, Giosuè Borsi commençait la rédaction de son journal intime, publié après sa mort sous le titre *Colloqui*[1]. Nous avouons trouver quelque exagération dans certains des jugements émis sur les *Colloqui*. « Ils peuvent être égalés à n'importe lequel des plus célèbres livres mystiques », a prononcé le professeur Romagnoli. « Depuis les temps anciens, que nous décri-

1. Turin, Libreria editrice internazionale (Salesiana), 2 vol. Une traduction française en un volume pareillement éditée à Turin (dépôt à Paris, à la Librairie italienne et à la *Revue des Jeunes*) a été publiée en 1921 sous le titre : *Entretiens*.

vent les chroniques, jusqu'à ce jour, on n'avait point vu semblable miracle, ni semblable exemple », a soutenu ailleurs, pour caractériser l'ensemble de la vie et de l'œuvre de Giosuè Borsi, M. Paolieri. Cette opinion de M. Prezzolini nous paraît plus juste : « Les *Colloqui* sont une grande acquisition pour la littérature catholique, singulièrement pauvre en notre temps d'auteurs qui se fassent lire et qui sachent écrire. Et ils sont aussi une acquisition pour la littérature humaine, dans laquelle ils resteront comme un exemple singulier de vie intérieure... » Mais nous ne les placerons pas au niveau des *Pensées,* ni des meilleures pages d'Hello [1]. Il y a encore dans les *Colloqui* plus d'un passage où la joie du néophyte, greffée sur le tempérament exubérant et l'affectivité exceptionnelle de Giosuè Borsi, lui fait perdre le sens de la mesure, toujours présent non seulement chez Pascal, en qui l'ardeur de l'amour n'étouffa jamais complètement l'esprit critique, mais même chez les mystiques du meilleur aloi, tels que sainte Catherine de Sienne et Fra Jacopone de Todi. Dans leurs plus brûlantes effusions, on n'a jamais l'impression qu'ils se laissent griser par leurs propres paroles, et là où celles-ci sont impuissantes à exprimer les émotions ressenties, les saintes et les saints du moyen âge préfèrent le silence — ce silence qui tronque presque toutes les pages d'Angèle de Foligno, par

1. A plus forte raison estimons-nous trop louangeuse l'appréciation de Piero Misciattelli sur les *Confessioni a Giulia*, où il voit « un de ces livres qui ne peuvent tomber dans l'oubli, où l'homme reconnaît et retrouve la meilleure partie de l'homme : ce qu'il y a en lui d'eternel. La littérature italienne — ajoute-t-il — ne possède rien qui lui ressemble et qui puisse le surpasser en sincérité de ferveur ». C'est possible, mais la sincérité (et nous ajouterons : la connaissance parfaite de la langue dont témoigne toujours Giosue Borsi) n'a jamais suffi à créer une œuvre d'art.

exemple — à l'accumulation des adjectifs. Pareille réserve n'est pas assez imitée par Borsi. Le lecteur, non prévenu par une admiration de commande ou par l'amitié envers le mort, éprouve malgré soi quelque gêne en lisant un passage comme celui-ci[1] :

« Oui, exulte, ô mon âme, Dieu m'aime. Moi, si petit, débile, éphémère, difforme, mauvais, perfide, inapte [à bien faire], inconstant, je suis aimé d'un amour infini, depuis l'éternité, par ce Seigneur et Créateur de tout l'immense univers. Je suis infime, détestable, moins qu'impuissant, moins qu'incapable de quoi que ce soit, pervers et injuste au suprême degré, très laid et très faible, instable et manifestement méprisable ; et pourtant je suis aimé, choyé, protégé, avec un empressement inlassable et très tendre, par ce Seigneur que saint Augustin a appelé « Très Haut, excellent, plus que puissant, plus qu'omnipotent, souverainement miséricordieux et juste, très beau et très fort, très caché et toujours présent, stable et incompréhensible. »

Mais si j'ai tenu, en commençant l'examen des *Entretiens* et des *Lettres du front,* à formuler tout de suite une critique que je crois juste et qui concorde avec le sentiment de plusieurs excellents catholiques, ceci n'empêche pas que je ne me range comme eux parmi les plus fervents admirateurs de ces petits cahiers où nous voyons palpiter une âme d'apôtre et de héros, de héros complet précisément parce que pénétré de sa faiblesse et soucieux d'éviter jusqu'à l'apparence du péché.

Nul ne contredira, je pense, à l'opinion que l'on fait aujourd'hui du mot *héros* un usage quelque peu intempérant. La guerre en a révélé des milliers

1. *Colloqui*, p. 105. Cf. également, p. 179.

devant qui nous devons tous nous incliner avec respect, mais ne peut-on estimer que ce qui caractérise le héros, ce n'est pas seulement de vaincre l'un des bas instincts de la nature, la lâcheté, par exemple, c'est de les vaincre *tous et en toutes circonstances*, autant qu'il se peut. Tel est le sens attribué par l'antiquité au mythe des douze travaux d'Hercule et la tradition constante de l'Église chrétienne. Pour ranger un homme parmi les héros ou les saints, il faut juger l'ensemble de ses actes et attendre le dernier jour de sa carrière mortelle. Giosuè Borsi n'a rien à craindre d'un tel examen. Il a été brave entre les braves, lui qui écrivait à la veille de donner son sang : « Peu de joies au monde valent celle de combattre pour la patrie, et durant ces moments d'attente je m'en sens comme énivré[1] », mais il avait déjà fait ses preuves en triomphant du monde et de lui-même et il reconnaissait que parfois « il faut plus de courage pour affronter la vie que pour affronter la mort[2] ».

La vertu naturelle par laquelle il se distingua de tout temps, avant même de coopérer consciemment au progrès en lui de la vie surnaturelle, fut l'amour de la vérité. « Je l'ai vu en contact avec des centaines de personnes, et je puis affirmer n'avoir jamais connu quelqu'un de plus droit que lui », a écrit son ami Ettore Romagnoli, qui précise ainsi sa pensée : « Entendons-nous, toute personne respectable sent le devoir de la vérité ; mais chez Giosuè ce sentiment était fabuleux, héroïque. En toute circonstance, il disait la vérité entière ; bien plus, il ne se permettait jamais aucune de ces réticences que les personnes

1. *Lettere dal fronte*, p. 190.
2. *Colloqui scritti al fronte*, p. 76.

du monde croient non seulement licites et excusables, mais nécessaires... Il ne réussissait même pas à comprendre que d'autres pussent mentir : il ne concevait pas le mensonge, il l'excluait naturellement, comme la lumière exclut les ténèbres. Sous ce rapport il était immaculé[1]. » Et dans ses *Colloqui*, Borsi écrit sereinement : « Quiconque dit une vérité adore Dieu[2]. »

Qu'un tel don, à lui seul, nous transporte loin du monde moderne, ce fait d'un homme charnel constitué, eût-il semblé, en état d'ignorance du mensonge, comme si pour ce fils d'Adam se fût atténué l'effet de la promesse du Malin aux jours de l'Eden : « Je vous découvrirai la Science du Bien et du Mal! » On songe, malgré soi, à ces traits charmants et ingénus de l'hagiographie chrétienne, à saint André Avellino renonçant au barreau et se consacrant au ministère divin pour avoir laissé échapper un léger mensonge dans une plaidoirie, ou à saint Jean de Kenty, se souvenant de quelques pièces d'or cousues dans son manteau, et rappelant, pour les leur donner, des voleurs qui l'avaient dépouillé et auxquels il avait dit qu'il ne lui restait plus rien.

Giosuè Borsi apparaît comme le disciple lointain et longtemps inconscient de ces âmes en qui la candeur n'excluait pas la force. L'émouvant examen de conscience que déroule son journal intime est tissé, pour une large part, de ces délicats scrupules. Les défauts dont il s'accuse et qui, s'ils assombrissent par moments sa joie d'être tout à Dieu, n'empêchent pas cette joie d'éclater comme le leitmotiv de son

1. E. Romagnoli, *op. cit.*, p. 27.
2. *Colloqui*, p. 10.

long monologue intérieur, sont des résidus d'orgueil et de nonchalance.

« Je me propose fermement — note-t-il au début du premier cahier — de vaincre tant de moindres dispositions au mal que j'aperçois maintenant en moi, telles que la vanité, la faiblesse trop condescendante, la flatterie, une certaine mollesse dans la volonté, quelque liberté et légèreté de langage, un commencement de complaisance dans des pensées sensuelles, un peu d'aigreur et d'amertume contre les peines et les déceptions et les bassesses et les misères du monde, avec une tendance manifeste à étendre au pécheur le ressentiment, l'aversion et la colère que doit seul nous inspirer le péché[1]. »

Plus loin, il se reproche avec force ce qu'il appelle « l'ostentation pharisaïque de [sa] dévotion, mal dissimulée et mal justifiée par le désir de convaincre les autres de [sa] sincérité et de donner un exemple efficace ». — « Je prêche beaucoup, non seulement pour convaincre, mais pour étaler une science sacrée que je possède en réalité très superficielle, très faible et très fragmentaire, mais qui semble à tous rare et insolite, par suite de l'immense ignorance où l'on en est communément[2]. »

Et plus on avance dans la lecture des *Colloqui*, plus cette sévérité du chrétien envers lui-même devient clairvoyante et impitoyable :

« Quand je pense — écrit-il après s'être surpris en flagrant délit d'orgueil — qu'il y a seulement quelques jours je m'illusionnais au point de me croire déjà avancé dans la voie du bien, et je me disais qu'après avoir vaincu en moi la luxure et la paresse, il ne me restait plus qu'à combattre quelques imperfections et faiblesses vénielles

1. *Colloqui*, p. 35.
2. *Ibid.*, pp. 81-82.

de peu d'importance, je ne puis vraiment retenir, à me voir pareillement présomptueux, un sourire d'ironie et de pitié, un mouvement de commisération et d'indignation tout à la fois[1]. »

* * *

Giosuè Borsi, en progressant dans la vie intérieure et en pénétrant le sens profond de la doctrine chrétienne, comprenait mieux chaque jour la nécessité de la charité, de l'humilité et de la douleur pour exercer au dehors une action féconde. Encore inexpérimenté dans son zèle il avait essayé d'abord une autre méthode, dont il avoue franchement l'échec.

« Devant chacun je me posais non en ami, mais en adversaire; je n'avais d'autre envie que de l'humilier, de lui faire sentir sa sottise et son ignorance, de le réduire au silence. Je ne portais dans ces disputes oiseuses aucune sollicitude vraiment affectueuse, bienveillante, chrétienne, aucune clarté... Mais j'étais puni en ne trouvant qu'incrédulité, moqueries, objections médiocres, réponses de facile et vulgaire bon sens; et jamais personne qui me cédât les armes ou se montrât le moins du monde ébranlé et convaincu. Car les hommes ont une sorte de grossier instinct qui les défend contre ceux qui cherchent à les surprendre par un étalage de doctrine et de dialectique. Ils s'en défient et se renferment en eux-mêmes[2]. »

Quelque temps après il notait encore :

« Pour conquérir une âme, j'ai toujours prétendu la forcer et la violer, la contraindre de vive lutte, en la prenant de front, sans me souvenir que l'unique moyen

1. *Colloqui*, pp. 146-147.
2. *Ibid.*, p. 148-149.

de vaincre quiconque résiste et se défie est l'amour, la douceur et l'indulgence[1]. »

Mais quelques mois lui suffiront pour trouver la voie sûre qui convient au véritable apôtre. A la fin d'août 1915, il écrit à un ami incroyant : « Je n'ai pas renoncé à te convaincre. J'ai déjà converti bien des gens plus endurcis que toi. » Et peu de jours avant sa mort, il en donne la raison :

« Tant que j'ai parlé, personne ne m'a écouté. Dès que j'ai agi je suis devenu persuasif, je n'ai plus trouvé un incrédule. Le tout petit peu de bien (pourtant si vague et si imparfait, Seigneur!) que j'ai réalisé en moi s'est immédiatement centuplé, s'est irradié alentour, est devenu aussitôt étrangement fécond[2]. »

Ainsi lui qui était venu au catholicisme attiré, nous dit-il, par sa « formidable et invincible rigueur logique » plus que par « l'amour palpitant et divin » qui en anime la morale et le dogme, il juge que l'appel au cœur des hommes est la bonne méthode, « avec l'exemple tacite et discret, qui ne les humilie pas et ne les contraint pas à s'avouer vaincus[3] », pour détruire en eux les préjugés qui s'opposent à la foi et frayer le chemin à l'intelligence de la doctrine. Mais aussi il comprend que toute victoire veut être achetée au prix de quelque sacrifice et qu'il faut souffrir pour gagner des âmes à Dieu.

« Si une épreuve subie par moi, — écrit Giosuè Borsi dans la dernière méditation des *Colloqui*, — peut sauver [ceux qui m'ont offensé], donne-moi d'abord, Seigneur, la force que je n'ai pas, puis frappe-moi et sauve-les...

1. *Colloqui*, p. 173.
2. *Colloqui scritti al fronte*, pp. 30-31.
3. *Colloqui*, pp. 147-149.

Touche le cœur de tous mes amis, illumine-les de ta grâce, et fais de leurs belles âmes et de leurs nobles intelligences autant d'instruments de ta gloire. Si un sacrifice de moi pour cela est nécessaire, me voici prêt à l'accomplir[1]. »

Un jour viendra où la douleur humaine apparaîtra à Giosuè Borsi comme le complément nécessaire de la Rédemption, suivant la profonde parole de l'Apôtre; ce sera lorsqu'après en avoir vérifié en lui-même l'efficacité, il y discernera le moyen du salut universel.

« Seigneur, tu as daigné te souvenir de moi et tu m'as frappé plusieurs fois d'une main ferme, terriblement, tu m'as fait pleurer, tu m'as avili, tu m'as imposé de marcher par force et tu m'as attaché des boulets aux pieds, afin que mon chemin fût plus dur et plus difficile. Chaque fois que tu m'as vu prêt à retomber, ou plutôt déjà retombé, alors vinrent les nouveaux coups, les déchirements plus terribles que tu m'infligeas. Merci, merci, Seigneur. Je vois maintenant qu'ainsi tu m'as sauvé... *La douleur est vraiment ton allié, Seigneur*[2]. »

Dans les *Lettere dal fronte*, Borsi reprend et amplifie sa vigoureuse expression.

« La douleur est le grand allié du Seigneur. Par la douleur Il a racheté le monde... Je crois que pour [en] causer la perdition, Il n'aurait qu'à abolir la douleur, tant elle est nécessaire au salut des hommes[3]. »

Giosuè Borsi avait déjà marqué avec force dans son *Testament spirituel* que « douleur et joie ne signifient pas autre chose que perte et acquisition

1. *Colloqui*, pp. 225-226.
2. *Ibid.*, pp. 157-158.
3. *Lettere dal fronte*, pp. 141-142.

d'un bien. Donc, ajoutait-il, quand tu sauras qu'il n'y a qu'un seul Bien, tu n'auras qu'une seule douleur à craindre et une seule joie à espérer. Artisans réels et responsables de notre destin, notre félicité dépend de nous ». Voilà pourquoi, à mesure que le jeune héros se détachait, en esprit ou en fait, de tout ce qui avait retenu son cœur à la terre, il se sentait à la fois plus allégé et plus joyeux. Il allait vers la mort, vers le détachement suprême, d'une marche tranquille et assurée. Les pages où il médite sur la vanité des biens du monde et dit la douceur du renoncement sont parmi les plus belles des *Colloqui* et des *Lettere dal fronte*. Entre les effusions mystiques où l'âme brûlante de Giosuè Borsi se répand en hymnes d'amour, elles mettent une note plus humaine par certains côtés, plus universellement sentie, et évoquent en même temps les leçons de l'Ecclésiaste, de la sagesse antique et de l'*Imitation*. « Pauvreté, chère pauvreté, chère liberté, force irrésistible qui régénéreras le monde, régénère-moi dès à présent[1]... », écrivait-il au début des *Colloqui*, peu de jours après sa confirmation, et à la fin, sur le point de s'engager comme volontaire, il trace cette page admirable[2] :

« Combien de choses, Seigneur, ont possédé mon cœur ! Dans ce bureau, que d'objets familiers sur lesquels, avant peu, je jetterai un regard qui sera peut-être le dernier, et pourtant je les ai crus, pendant des années, mes compagnons inséparables et indispensables... Voici les monceaux des lettres de mes amis du monde : louanges, facéties, prières, sollicitations, flatteries. Voici mes œuvres imprimées et mes manuscrits, travaux con-

1. *Colloqui*, p. 17.
2. *Colloqui*, p. 220.

damnés, travaux interrompus, travaux mal venus, travaux qu'hier encore je croyais fermement terminer, tandis qu'aujourd'hui je ne sais pas même si je pourrai y remettre les mains. Et il en est parmi eux que je jugeais presque achevés et que j'imaginais déjà livrés à l'impression, jugés, loués, capables de me survivre pendant des années, et pourquoi pas ? pendant des siècles. Au lieu de cela j'abandonne tout, comme on se sépare d'un ami sur qui pèse la menace d'une condamnation capitale. Ceci m'apparaît clair et manifeste en ce moment seulement, mais c'est toujours et pour tout aussi vrai. A combien d'hommes qui sont morts ai-je déjà dit : au revoir !...

« Donc adieu à tout. Rien ne nous retient plus. Tout passe. Toi seul vis immuable et éternel, Dieu notre père, et en toi seul nous pouvons fixer notre amour avec la certitude que tu ne nous manqueras jamais. Au reste, par ta grâce, je sens que je ne regrette rien, et que je suis détaché de toute chose, si je ne m'illusionne pas trop sur moi même. Je viens à toi plein d'iniquité, bien certain d'avoir dissipé honteusement tes trésors, souillé de toutes les taches... mais au moins il ne me semble pas mériter le reproche d'être attaché à ce que je quitte. Je laisse volontiers les morts ensevelir leurs morts. Le bien que j'abandonne, je le retrouverai meilleur en toi; le mal dont je me détache est un terrible esclavage, dont je me libère avec un vrai soulagement. »

Du front, deux mois avant sa mort, il écrivait à une amie :

« Je pense à peu de choses avec regret, à aucune avec envie, mais je regarde pourtant avec plaisir celles que la mort ne pourrait m'enlever et qui sont les seules bonnes, comme l'amour de ma mère et celle des vrais amis[1]. »

1. *Lettere dal fronte*, p. 142.

A cette mère enfin, dans la dernière lettre qu'il lui destinait et qui demeurera comme le plus parfait témoignage de ce que valut en Giosuè Borsi l'écrivain, le fils, le héros et le chrétien, il adresse cet aveu suprême :

« Je ne regrette pas la vie. J'en ai goûté toutes les ivresses malsaines, et je m'en suis écarté avec un ennui et un dégoût insurmontables... Ne pleure pas sur moi, maman, s'il est écrit là-haut que je doive mourir. Ne pleure pas, car tu pleurerais sur mon bonheur... Ma guerre sera finie et je serai dans la paix. Ma mort quotidienne sera morte et je serai parvenu à la vie sans déclin[1]. »

* * *

Il est particulièrement attachant, après avoir marqué à quelles hauteurs s'éleva l'âme fervente de Giosuè Borsi soulevée par la grâce, de rechercher quelles influences humaines eurent le plus de prise sur son intelligence, quelle conception générale il se faisait de cette religion qui possédait tout son être, comment s'ordonnèrent en lui la foi au divin et l'amour jamais renié de la vie.

On a déjà vu quelle fut sa familiarité avec Dante et les mystiques du moyen âge. Dans une lettre à sa mère, il énumère ses livres de chevet sur le front : « Dante, Homère et l'Arioste, l'Evangile, Saint Augustin et Pascal, — et le *Manuel du parfait caporal*[2] ». Les *Colloqui* contiennent des indications précieuses pour l'histoire de la formation spirituelle de Borsi :

1. *Lettere dal fronte*, p. 209-211.
2. *Ibid.*, p. 49.

« J'ai fait mon éducation [religieuse] sur les œuvres de deux apologistes, grands par leur finesse et leur pénétration de raisonneurs en quelque sorte sarcastiques, dialecticiens formidables et moralistes rigides : Pascal et Manzoni... En lisant la *Morale catholique* de Manzoni, j'ai admiré sa rigueur logique et j'ai bien vu que toute sa force lui venait des fondements sur lesquels elle reposait. Cette force m'a plu et j'ai voulu m'en rendre maître, pour pouvoir, moi aussi, la manier avec dextérité. Je goûtais à l'avance la joie de citer les Écritures, Tertullien, Saint Augustin, Saint Thomas, de rappeler Bossuet, Pascal, Massillon, de prendre en défaut Voltaire, Rousseau, Montesquieu, de découvrir les erreurs historiques de Renan, de Strauss, de Réville, de Loisy, de Reinach[1]. »

On voit quelle place tiennent les auteurs français dans les préoccupations du jeune écrivain italien, alors simple amateur de belles passes d'armes dialectiques ; il en est deux surtout dont le nom revient constamment sous la plume de Giosuè Borsi et qui ne semblent pas avoir eu moins d'influence pour orienter sa vie intérieure que Dante et Manzoni pour préparer sa conversion : ce sont Pascal et Gratry.

Du front, il écrit à un ami : « J'ai dévoré les opuscules de Pascal, merveilleux, et j'ai lu avec une émotion indescriptible le *Commentaire sur l'Évangile selon saint Matthieu,* de Gratry, un livre stupéfiant, révélateur[2]. »

A une dame qui lui avait envoyé *les Sources*, il confesse :

« Aucun don ne pouvait m'être plus agréable, ni me faire plus de bien que cet admirable volume de Gratry. C'est assurément la Providence qui vous a inspiré de me

1. *Colloqui*, pp. 148, 162.
2. *Lettere dal fronte*, pp. 169-170.

l'adresser. *Les Sources* sont devenues mon livre. Je l'ai lu et relu avidement une vingtaine de fois. Il m'a transformé, m'a comme ouvert les yeux, m'a fait entrevoir des profondeurs de savoir et de vérité que je ne soupçonnais même pas[1]. »

Pense-t-il que la vie est un combat perpétuel? Giosuè Borsi se remémore la phrase de Pascal : « Il faut donc se résoudre à souffrir cette guerre toute sa vie; car il n'y a point ici de paix[2]. » Remarque-t-il, pour en avoir fait lui-même l'expérience, que les motifs de crédibilité qu'offre la raison apparaissent froids et ternes si l'amour ne les avive pas, et ne diffèrent guère d'autres raisonnements en apparence aussi sagaces? Il évoque encore cette pensée du solitaire de Port-Royal : « Comme Jésus-Christ est demeuré inconnu parmi les hommes, ainsi sa vérité demeure parmi les opinions communes, sans différence à l'extérieur : ainsi l'Eucharistie parmi le pain commun[3]. »

Mais tandis que le Pascal des *Provinciales* avait d'abord marqué son empreinte sur l'esprit de Borsi par sa vigueur de polémiste, c'est le Pascal des *Pensées* et du *Mystère de Jésus* que médite avec amour Borsi victorieux de lui-même et soucieux de perfection. Il est tel passage des écrits du disciple où l'on retrouve comme un écho des formules nettes et cinglantes que le maître aimait employer à confondre l'orgueil humain. Par exemple, lorsque Borsi écrit à sa mère.

« La guerre en soi ne corrige personne. Toi et moi nous savons bien qu'il n'y a rien au monde qui puisse

1. *Lettere dal fronte*, pp. 139-140.
2. *Colloqui*, p. 58.
3. *Ibid.*, p. 70.

rendre les hommes meilleurs, ni la paix, ni la guerre, ni l'expérience, ni la science, ni l'éducation, rien en dehors de la grâce du Seigneur[1]. »

Cette note un peu pessimiste est rare toutefois chez lui et le passage même que nous venons de citer succède à des considérations d'un tout autre ton sur les bienfaits de la guerre envisagée comme une école de loyauté et de fraternité. Ainsi les deux aspects d'un même problème voisinent-ils souvent dans le cerveau clairvoyant de Giosuè Borsi sans lui enlever pour cela la force d'agir. Et cet équilibre apparaît comme l'un des traits dominants de sa personnalité religieuse. Il juge le monde, entendu au sens évangélique, avec la sévérité d'un ascète. Il l'appelle quelque part : « Ce sinistre bourreau du Seigneur, avec qui il est impossible de pactiser[2]. » Ailleurs, il reconnaît que

« Dans le monde les infortunes sont immenses et irrémédiables, la misère surabonde, les maux de la société sont profonds et terribles, ses plaies purulentes et incurables. Comment pourvoir à tout? Chacun de nous n'a que deux bras, un champ d'action très restreint, de pauvres moyens. Qu'importe? Un peu de bonne volonté et un peu de courage, et commençons à remplir notre très petite tâche, sans hâte, sans inquiétude, avec calme, avec soin, comme s'il n'y avait rien d'autre à faire... Qui peut savoir parmi nous quelle est en réalité la valeur incalculable d'un acte de charité[3]? »

Plus loin il ajoute :

« Il est vrai que nos minutes sont comptées, mais nos forces aussi sont proportionnées à notre durée. Conten-

1. *Lettere dal fronte*, p. 27.
2. *Colloqui*, p. 13.
3. *Ibid.*, p. 8.

tons-nous de savoir que chacun de nous coopère ici-bas, dans les limites étroites du temps présent, au milieu de choses périssables et fugaces, à une œuvre éternelle dont il jouira éternellement[1]. »

Indiquée çà et là dans les deux premiers cahiers des *Colloqui*, cette pensée que la réforme de soi-même est une effective collaboration à une œuvre éternelle revient constamment dans le troisième cahier, écrit au front, et s'amplifie jusqu'à une conception mystique qui semble faire dépendre la régénération du monde de la purification ardemment poursuivie par Borsi de son âme propre. Parfois l'idée s'exprime en termes que ne saurait approuver une théologie rigoureuse, mais comment ne pas s'émouvoir de la magnifique volonté de perfectionnement qu'ils recouvrent :

« Par moi le monde malade et agité peut commencer à redevenir sain ; je puis être la première cellule qui se cicatrise dans un tissu gangréné. Je puis être le premier, et la force qui se répandra de moi trouvera, au lieu d'obstacles, un sourd travail de renouvellement ignoré qui la favorise, les désirs de bien, les fécondités latentes... Peut-être si je laisse passer cet instant tout est perdu pour toujours, et je serai l'unique coupable de l'immense ruine, comme une sentinelle qui s'endort peut être la cause d'une défaite irréparable, de la mort d'une armée entière. »

« Chacun de nous — dit-il encore — avait en soi plus de lumière qu'il ne lui était nécessaire pour se sauver et sauver le monde ; et pourtant tous nous aurons voulu être esclaves de l'infirmité de la chair[2]. »

Avec l'équilibre et la générosité de sa foi, ce qui

1. *Colloqui*, pp. 201-202.
2. *Colloqui scritti al fronte*, pp. 41-42 et p. 91. Cf. également pp. 23 et 39, où la même pensée revêt une forme plus paradoxale.

frappe le plus en lui, c'est l'intensité de son amour pour la personne de Jésus. Ah! certes, son Dieu n'est pas « le Dieu des philosophes et des savants ». Il s'entretient avec lui comme avec le plus cher de ses amis; il le voit vraiment, des yeux de l'esprit, présent à ses côtés, tendrement penché vers toutes nos faiblesses.

« Tu es le meilleur Auditeur, tu es l'Auditeur unique, le seul Auditeur devant lequel il est beau de parler, le seul Témoin à l'âme sereine, bon, juste, perspicace, bienveillant, devant qui il est bien d'agir, le seul Juge qui ne peut mésentendre[1]. »

Il compare la pitié de Dieu pour nous à celle que lui-même éprouve quand, à l'église, il entend la voix tremblante d'un vieillard s'unir aux notes aiguës d'un petit enfant. Et une émotion très douce l'étreint à penser que Dieu écoute, indulgent, ce « misérable chœur de pécheurs... ce chœur de nous autres », avec la même satisfaction que les chants souverainement harmonieux des anges[2].

Un jour il s'attarde à énumérer les modes de communication de Dieu avec l'homme, « comme ami, père, maître, frère, protecteur, roi ». Dieu se manifeste réellement à Giosuè Borsi par des inspirations directes; par son confesseur; dans l'Écriture Sainte et dans les écrits des apologistes, des théologiens, des philosophes catholiques; dans la personne de tout chrétien; dans l'ordonnance de l'Église militante; dans la nature et ses lois; dans sa mère; dans le gouvernement, le roi, les ministres, ses supérieurs directs, le directeur de son journal; dans le Pape,

1. *Colloqui*, p. 27.
2. *Ibid.*, pp. 77-78.

l'évêque, le prêtre, quel qu'il soit; à la messe, sous les espèces eucharistiques enfin [1].

De même, pour lui, « la doctrine de l'Église n'est pas un édifice marmoréen, que l'on admire; c'est un corps vivant, dont on fait partie [2] ».

C'est pour exprimer cette joie de l'union avec Dieu et avec ses frères en Jésus-Christ que Giosuè Borsi trouve les accents les plus vibrants. Sa méditation s'achève souvent en cris d'amour qui semblent faire écho au *Cupio dissolvi* de saint Paul ou aux élans éperdus des grands mystiques d'autrefois. Et lorsqu'il se garde de l'exaltation verbale, il parvient sans effort jusqu'au sublime.

*
* *

Peu d'hommes, je crois, surtout en Italie, dans le milieu qui était devenu le sien, furent dès l'abord pénétrés autant que Borsi du sens profond de la lutte gigantesque où s'affrontaient dix nations diverses et vingt millions de soldats de toutes races et de tous climats. Celui qui, le jour où son pays entra à son tour dans la fournaise, commentait ainsi les reproches de ses amis sur sa sérénité qu'ils prenaient pour de l'indifférence :

« Je sentais que leur agitation était désir de conquête en soi, ambition et violence, soif de suprématie, non amour du Bien, non amour pour toi, mon doux Seigneur; [qu'ils] ne savent pas ce que tu as enseigné : *Spera in Domino, et fac bonitatem, et inhabita terram et pasceris in divitiis ejus* [3] » ;

1. *Colloqui*, pp. 215-216.
2. *Ibid.*, p. 52.
3. *Ibid.*, p. 139.

celui-là, ce mystique qui le lendemain s'accusait avec douleur d'avoir péché par orgueil en se tenant à l'écart des foules tumultueuses, était bien autrement sensible à la grandeur des événements et bien mieux placé pour en apprécier la portée que n'importe quel homme politique. Nul ne peut récuser son témoignage, car il n'est pas suspect d'avoir jugé par esprit de parti. Nul ne peut lui reprocher un désaccord entre ses paroles et ses actes, car sa mort leur confère une logique indestructible. Nul ne saurait sans présomption s'estimer meilleur ni plus sage que lui. Écoutons avec respect cette voix qui s'est tue après avoir proclamé les suprêmes aspirations d'un cœur qu'un grand amour remplit.

Nul, ai-je dit, ne peut lui reprocher d'avoir jugé par esprit de parti : j'y insiste, car nous touchons ici à l'un des points les plus brûlants de ce qui fut le problème de l'intervention italienne dans la guerre européenne. C'est un fait indéniable que la France provoquait en Italie avant la guerre des sympathies plus ardentes, plus générales, plus inconditionnées, dans les groupements de gauche que dans les milieux conservateurs ou catholiques, et que ces sympathies allaient souvent de pair avec l'admiration pour la forme républicaine de notre gouvernement et la politique que celui-ci pratiqua jusqu'à ces dernières années. Ainsi s'était déterminé à l'étranger, et particulièrement dans les pays latins d'Europe — Belgique, Italie, Espagne — un courant d'opinion à base d'éléments catholiques qui se tenait éloigné de nous, moins par antipathie envers la France elle-même que par raison de politique intérieure. Pour d'autres Italiens, au contraire — nationalistes, impérialistes — c'était l'expansion extérieure, territoriale et éco-

nomique, de l'Italie qui leur paraissait trouver dans la France un obstacle. A certains, enfin, c'était notre caractère national, ces défauts que l'on nous reproche le plus communément, qui déplaisaient au point de les rendre parfois injustes à notre endroit.

Giosuè Borsi, avant la guerre, n'était pas francophile. Dans un article du 26 mai 1912 sur Antonio Pacinotti, où Borsi avait exposé, en même temps que les géniales découvertes du grand physicien italien, l'usage frauduleux qui en fut fait par le belge Gramme et la scandaleuse méconnaissance des mérites de Pacinotti que révèle sa courte biographie dans le Dictionnaire Larousse, Borsi, généralisant à outrance et oubliant lui-même les hommages rendus à l'originalité de Pacinotti par d'illustres savants français, nous déclarait « toujours insolents, toujours envieux. toujours ignorants, toujours pleins de sotte présomption » et reprenait contre nous la célèbre invective d'Alfieri dans son *Misogallo,* en observant qu'elle était plus que jamais d'actualité. (C'était alors le temps de la campagne tripolitaine et les incidents du *Carthage* et du *Manouba,* maladroitement envenimés par la presse des deux pays, venaient de se produire.)

Cet article provoqua aussitôt les protestations d'une Française habitant Florence ; Borsi, deux jours après, faisait suivre dans le *Nuovo Giornale* la lettre de celle-ci d'un commentaire en français qui, après quelques mots aimables à l'adresse de sa correspondante, se terminait par les réflexions suivantes :

« Nous avons, nous autres Italiens, une seule faute à nous reprocher envers vous, et c'est d'avoir toujours trop aimé la France. Quant à moi, croyez-moi, Madame,

je la connais peut-être trop bien, et c'est pour cela que je peux la juger avec une si juste sévérité. »

Il serait vain de s'attarder à soutenir qu'en parlant ainsi Borsi jugeait, au contraire, assez superficiellement la France, où, d'ailleurs, il n'était jamais venu; sans doute, s'il l'avait mieux connue, l'aurait-il plus aimée, même alors. Mais quel Français aurait le courage de lui tenir rigueur parce que sa boutade de 1912 ne renfermait qu'une part de vérité? Pour moi, je vais plus loin et je dis qu'ayant pensé cela de notre pays, Borsi est d'autant plus digne d'estime pour avoir si nettement compris, en 1914-1915, que la cause des Alliés devait susciter la sympathie de tous les hommes de cœur et de sens droit.

« La guerre — écrit-il du front à sa mère un mois avant sa mort — comme tous les grands fléaux qui éprouvent le genre humain, a ceci de bon qu'elle met en relief le fond vrai de la nature humaine, qu'elle le manifeste tel qu'il est, en ce qu'il a d'abject ou de sublime... L'Allemagne, comme nous la connaissons bien et complètement, maintenant que nous l'avons vue en guerre[1]! La Belgique, la France, la Russie, comme elles se sont révélées dans leurs malheurs, comme nous les avons aimés et admirés, ces peuples énergiques et intimement sains[2]! »

1. A des amis il écrit, en parlant des Allemands : « Il n'y a rien de plus beau que de se ranger contre ces barbares horribles qui ont prémédité pendant quarante ans l'assassinat de l'Europe » (p. 132); « j'ai le cœur rempli d'indignation et de mépris envers ces barbares abjects qui ont étouffé l'Europe dans le sang » (p. 134). Mais dans le dernier cahier des *Colloqui* il parlera des ennemis de sa patrie avec plus de pitié que de colère : et il s'arrêtera volontiers à cette pensée que même le soldat d'une cause injuste peut être en paix avec sa conscience pourvu qu'en obéissant aux ordres reçus il ait en vue le bien général et croie sincèrement le poursuivre, laissant à Dieu les jugements sans appel qui appartiennent à Lui seul.

2. *Lettere dal fronte*, p. 27-28.

Sur la justice de la cause italienne, il n'a pas un instant de doute. A la veille de son engagement comme volontaire, il note d'une main ferme :

« Quel que soit le sort qui m'attend, Seigneur, je vais au-devant de lui dans la joie, parce que je sens au plus profond du cœur, que cette guerre est juste et sainte, qu'il est beau et bon de combattre pour la cause qui est nôtre. Je sens que cette guerre nous purifie et nous fait grands, nous rend plus dignes d'aimer, de prier, de servir et connaître le Seigneur. Dans sa bonté incommensurable, *sanabiles fecit nationes orbis*, et c'est aujourd'hui le jour où notre peuple retrouve sa santé morale [1]. »

Plus tard, pendant les longs mois de stagnation dans les tranchées boueuses, en face d'adversaires invisibles et alors surtout que le choléra décimait les rangs italiens, il aura quelques brefs instants de découragement [2], mais bien vite il se ressaisira pour implorer l'aide et le pardon de Dieu, affirmer sa foi dans la régénération de sa patrie, et s'offrir en victime pour ses frères.

Un moment il avait souhaité être de ceux qui, par le don renouvelé d'eux-mêmes, assureraient les fruits de la victoire.

« Je sens — avoue-t-il dans une lettre au cardinal Maffi — que l'heure présente est décisive pour tous, pour notre Italie, pour l'Europe, pour la chrétienté, pour le genre humain, et que tous nous devons demander à chacune de nos facultés le maximum d'effort afin que le Bien l'emporte, afin qu'un pas soit fait vers le grand Règne après quoi soupire la terre, et pour l'avènement duquel Jésus même nous a enseigné à supplier chaque jour notre Père qui est aux cieux. Ah ! que donnerais-je pour

1. *Colloqui*, p. 242.
2. *Colloqui scritti al fronte*, pp. 69-74.

être, moi aussi, l'un de ceux qui contribueront à ce mouvement de rénovation et de régénération universelle, fût-ce le plus infime de tous [1]. »

Mais on peut dire que c'est là chez lui une note fugitive. S'il jette sur l'avenir un regard chargé d'espérance, c'est le plus souvent en faisant totale abstraction de lui-même, en se considérant déjà et en souhaitant d'être alors parmi les morts dont le sacrifice entretiendra la flamme sacrée au cœur des générations nouvelles. Et c'est ce sentiment qui lui dicte la sublime imploration de ses *Colloqui,* où l'humilité et le désir de perfection du chrétien s'unissent à l'élan passionné du patriote.

« Je n'ose pas te prier de me faire mourir sur le champ de bataille, Seigneur; mais je ne puis m'empêcher de désirer ce grand bonheur, si pourtant tu ne veux pas disposer diversement de moi et si tu n'as pas déjà fixé que je doive dépenser d'une autre manière ma pauvre existence. Mais si tu vois que je suis un serviteur inutile aux yeux lourds de sommeil, si tu vois que la vie me réserve quelque épreuve un peu rude, Seigneur, arrête là mes combats et fais-moi mourir ainsi, face à l'ennemi, au frémissement de nos drapeaux [2]. »

Celui-là se tromperait étrangement qui dans une telle prière découvrirait je ne sais quelle peur de la vie, fruit du scrupule et de la foi chrétienne. Pour juger équitablement Giosuè Borsi, il faut prêter grande attention à ce petit volume, *Lettere dal fronte,* d'où j'ai déjà extrait de copieuses citations et qui forme avec les *Colloqui,* un tout indivisible. Si en ceux-ci nous voyons le néo-converti s'analyser, pleurer

1. *Lettere dal fronte,* p. 154.
2. *Colloqui,* p. 190.

et prier, interrogeant sa conscience avec anxiété pour la rendre de plus en plus pure et vivant comme hors du temps, en celles-là nous voyons s'affirmer au grand jour la personnalité ainsi mûrie et façonnée par la discipline chrétienne et dont l'équilibre moral, l'énergie virile demeurent les constants caractères. Humble en face des devoirs qu'il pressentait parce que conscient de sa faiblesse, jamais Borsi ne pécha par manque d'initiative personnelle ou d'audace réfléchie, et s'il a choisi de s'immoler, lui qui déclarait que pour son « Italie superbe et adorée », il était « aussi beau de vivre que de mourir [1] », ce ne fut pas par faiblesse ou par peur de la vie, mais parce qu'il lui parut meilleur ainsi.

L'homme au cœur d'enfant, qui durant ses mois de campagne demeura toujours joyeux, d'une joie semblable à la joie parfaite que prêchait saint François; qui, sur le front, nouveau jongleur de Dieu, chantait, racontait des histoires, récitait des vers pour distraire ses hommes et les officiers, ses camarades; qui avouait avec une charmante franchise : « En peu de jours, nous [2] avons transformé le bataillon, nous y avons porté une gaîté, un enthousiasme indescriptibles [3] », ce lettré resté candide aurait ri, de son beau rire d'adolescent heureux, si on lui avait dit que le christianisme était une école de tristesse et d'effacement. La raison de son sacrifice, la plus vraie, la seule, il l'a donnée lui-même dans sa dernière lettre à la mère qu'il aimait passionnément :

« Je suis heureux d'offrir ma vie à la patrie, je suis fier de la dépenser aussi bien, et je ne sais comment remer-

1. *Lettere dal fronte*, p. 191.
2. Son ami Giorgio Querci et lui.
3. *Lettere dal fronte*, p. 61.

cier la Providence de l'honneur qu'elle me fait en m'en offrant l'occasion par cette éclatante journée d'automne ensoleillé, au milieu de cette admirable vallée de notre Vénétie Julienne, tandis que je suis encore à la fleur de mon âge, dans la plénitude des forces et de l'intelligence, et que je combats dans cette guerre sainte, pour la liberté et pour la justice. Tout m'est donc propice, tout me sourit et concourt à m'assurer une mort heureuse et belle : l'âge, le temps, le lieu, la saison, l'occasion. Je ne pourrais mieux couronner ma vie. »

X

L'OUVRIER DE LA ONZIÈME HEURE : GIOVANNI PAPINI [1].

Il y a quelques années seulement qu'un grand journal catholique d'Italie, indigné des cyniques déclarations de Giovanni Papini sur l'utilité des massacres causés par la guerre, manifestait son « profond dégoût » pour l'auteur de cette « ignoble gaminerie », stigmatisait l'amoralisme de cet « histrion aux velléités néroniennes » et demandait à la censure d'interdire ses livres. Aujourd'hui Papini, revenu aux disciplines chrétiennes après avoir éprouvé tous les systèmes et cherché dans toutes les directions spirituelles une nourriture pour son âme ardente, adhère aux enseignements de l'Évangile en ce qu'ils ont de plus contraire à la nature : charité envers ses ennemis, mépris absolu de l'argent, aban-

1. Les exigences de temps et d'espace nous ont obligés à traiter plus brièvement le portrait de Papini que celui des autres grands catholiques silhouettés dans ce livre. Qu'on ne croie pas pour cela que nous jugions l'œuvre de Papini moins digne d'attention que celle d'aucun des hommes dont nous nous sommes occupés. Littérairement, il faudrait plutôt penser le contraire. Mais cette œuvre ne contient encore qu'un livre nettement inspiré par l'idée catholique, la *Storia di Cristo*, et il nous a paru préférable d'attendre que Papini ait affirmé de diverses manières ses croyances chrétiennes pour lui consacrer une étude plus approfondie.

don total à la volonté divine; et la *Civiltà cattolica*, par la plume de son directeur, n'hésite pas à se porter garante de la sincérité de cette conversion, à déclarer que l'écrivain qui depuis bientôt vingt ans était en Italie le scandale permanent des âmes délicates et pieuses mérite aujourd'hui « l'éloge, l'encouragement, la coopération de tous les bons esprits ».

Bien qu'il ait quelque temps collaboré au *Mercure de France* sous la rubrique des « Lettres italiennes », qu'il ait publié en français une revue, *la Vraie Italie*, destinée à nous faire mieux connaître son pays, bien qu'il soit venu lui-même fréquemment à Paris, M. Papini n'a pas encore chez nous la notoriété que plusieurs écrivains italiens moins originaux y ont acquis. Cela vient sans doute de ce qu'il n'a pas encore été traduit, mais aussi de ce qu'il n'est guère traduisible et que, traduit, il décevrait plus d'un admirateur confiant. Non pas que sa langue — d'une si savoureuse « toscanité » — soit particulièrement difficile, mais parce que l'accent de cet écrivain qui s'est assimilé la culture la plus encyclopédique, la plus cosmopolite qui soit, est demeuré si proprement italien qu'à moins d'avoir déjà un commerce habituel avec la pensée et la vie italiennes, on court grand risque de ne pas discerner ce qui donne à Papini le prestige considérable qu'il exerce sur les intelligences les plus déliées de sa terre natale et que, littérairement, n'exerce aucun de ses compatriotes les plus célèbres à l'étranger. Avec raison Papini a pu écrire de d'Annunzio lui-même, malgré la connaissance parfaite de l'italien et la richesse d'invention verbale — souvent tournée, d'ailleurs, en verbalisme — que possède l'auteur du *Feu* : « Il lui manque et lui manquera éternellement le

génie et l'esprit de la langue...; celui qui a dans le sang la saveur du style des plus authentiques Italiens sent en d'Annunzio une discordance, une pesanteur oppressante, une odeur étrangère (mélange d'hellénisme décadent et d'orientalisme, Alexandrie ou Byzance), qui nous donne, à nous autres, envie de vomir [1]. » Rien de pareil ne pourra jamais être reproché à Papini : toscan de pure race, parmi ses plus folles randonnées à la découverte d'une vérité qui apaise sa soif d'absolu, il n'a jamais uni au dévergondage de l'esprit la recherche de l'étrangeté du langage; et peut-être faut-il voir dans cette fidélité à la meilleure tradition linguistique le plus sûr indice qu'il ne fut jamais non plus aussi loin que certains l'ont cru de la foi et de la morale ancestrales.

En tous cas Papini rejette délibérément l'épithète de *converti :* « Je n'ai pas besoin de faire adhésion particulière à l'Église catholique — a-t-il écrit naguère — parce que dans cette Église j'ai été baptisé, je me suis marié et j'élève mes enfants. J'ai seulement le devoir, comme chrétien, d'améliorer mon âme, qui en a très grand besoin, et de confirmer par ma vie quotidienne mes certitudes croissantes [2]. »

1. *Stroncature*, pp. 68-69 (Florence, Vallecchi, 5e éd., 1920).

2. Quelques années plus tôt cependant Papini écrivait de lui-même : « Fils d'un père athée, baptisé en cachette, élevé sans sermons et sans messes, je n'ai jamais connu ce que l'on appelle « crises d'âme », « nuits de Jouffroy », ou « découvertes de la mort de Dieu ». Pour moi Dieu n'est jamais mort parce qu'il n'a jamais été vivant dans mon âme. » (*Un uomo finito*, p. 12.) S'il n'y a pas dans son cas passage d'une confession à une autre, il n'est pas douteux pourtant que Papini ne soit un converti au sens ordinairement admis du mot. Mais quelque chose le distingue nettement de Giosuè Borsi, par exemple; c'est l'insatisfaction qui ne le quitta jamais en face de tout ce créé, le pessimisme fondamental de sa nature. Borsi fut longtemps un païen heureux de vivre et vraiment insoucieux de l'au-delà. Papini, même lorsqu'il se prétend étranger à l'angoisse métaphysique, reste douloureusement conscient de sa propre misère.

Certes, ceux-là sont bien excusables qui dans les *Mémoires de Dieu*, la *Vie de personne*, et tant d'autres ouvrages déconcertants, n'ont aperçu durant de longues années qu'un brillant jaillissement de paradoxes trouvant leur source commune en un desséchant scepticisme. Mais de plus avisés pouvaient remarquer déjà « l'aversion instinctive [de Papini] envers les penseurs qui n'ont eu qu'une vision incomplète et superficielle du problème religieux : Kant, Hegel, Schopenhauer, Comte, Spencer, Nietzsche [1] », observer ce qu'il écrivait notamment contre l'antichristianisme de Nietzsche : « Le Christ est venu au monde non seulement pour annoncer le Royaume des Cieux, mais encore pour y apporter le salut et la force [2] », se rappeler surtout, avec l'attention constamment accordée par Papini aux problèmes religieux et dont son volume de *Polémiques religieuses* est le témoin, l'angoisse désespérée qui pénètre ce témoignage autobiographique qu'est *Un homme fini*, son meilleur livre peut-être, après quoi il devait logiquement choisir, comme Barbey d'Aurevilly l'écrivit de Huysmans après *A-rebours*, « entre la bouche d'un pistolet ou les pieds de la croix ».

Aujourd'hui le choix de Giovanni Papini est fait. Et sa *Storia di Cristo*, précédée d'un silence de quinze mois vécus dans la solitude, nous livre enfin le secret de ce cœur brûlant qui put si longtemps paraître aride et désolé :

« Rien ne doit nous effrayer au point où nous sommes arrivés. Car tout a été essayé, toute expérience a été réalisée. Nous ne dirons pas que le temps nous a manqué

1. Valentino Piccoli (*I Libri del Giorno*, avril 1921).
2. *Crepuscolo dei filosofi*, p. 205 (Florence, Vallecchi, 3e éd, 1919.)

pour tous les essais que nous avons voulu tenter. Depuis des semaines de millénaires nous sommes occupés, sur terre, à multiplier les expériences. Nous avons expérimenté la cruauté et le sang a appelé le sang. Nous avons expérimenté la volupté et la volupté nous a laissé dans la bouche une saveur de pourriture et une brûlure plus lancinante... Nous avons expérimenté la Loi et nous n'avons pas obéi à cette Loi, et nous l'avons changée pour lui désobéir encore et la Justice n'a pas rassasié notre cœur. Nous avons expérimenté la Raison, fait le bilan de la création, dénombré les étoiles, décrit les plantes, les choses mortes et les vivantes, nous les avons liées ensemble par les fils légers des concepts, nous les avons transfigurées sous les vapeurs magiques des métaphysiques, et à la fin les choses étaient toujours les mêmes, éternellement les mêmes, et ne nous suffisaient plus et ne pouvaient pas se renouveler, et les noms et les nombres ne calmaient pas notre faim, et les plus sages ont fini par des aveux ennuyés d'ignorance. Nous avons expérimenté l'Art et notre impuissance a fait désespérer les plus forts, parce que l'Absolu ne réside pas dans les formes... Nous avons expérimenté la Richesse et nous nous sommes trouvés plus pauvres; la Force et nous nous sommes réveillés plus faibles. En rien notre âme ne s'est apaisée...

« Jésus nous propose son expérience, la dernière. L'expérience de l'Amour. Celle que personne n'a faite, ou que peu ont tentée et pour peu d'instants de leur vie. La plus rude, la plus contraire à notre instinct, mais la seule qui puisse réaliser ce qu'elle promet[1]. »

*
* *

Dans son *Histoire du Christ* Giovanni Papini poursuit un double dessein : écrire, lui laïque, « pour

1. *Storia di Cristo*, pp. 167-169. (Florence, Vallecchi, 1921.

les laïques qui ne sont pas, ou se montrent à peine, chrétiens... un livre vivant, qui rende plus vivant le Christ, l'éternel vivant, aux yeux des vivants » et témoigner personnellement de son adhésion inconditionnée aux leçons évangéliques.

Papini ne s'est pas dissimulé les périls de l'entreprise formidable qu'il allait tenter en essayant, après tant d'autres, de dessiner la vie de Jésus. Il faut tout de suite lui rendre cette justice qu'il a su, en le faisant, rester original et respecter la tradition, n'imiter personne et n'émettre aucune idée hétérodoxe. Certes son langage est loin d'être celui d'un théologien et puisqu'il avoue avoir peu recours aux ouvrages des commentateurs du texte évangélique, « on lui pardonnera facilement — comme écrit le P. Rosa — que quelque inexactitude théologique lui échappe en passant [1] ». Mais dans l'ensemble sa volonté est évidente de se conformer en tout à l'enseignement de l'Église et il n'y a guère motif de supposer qu'un tel livre puisse être l'objet d'une condamnation quelconque de l'autorité ecclésiastique. Papini s'y révèle, d'ailleurs, bien mieux instruit qu'il ne veut le paraître des conclusions de l'exégèse contemporaine. Son interprétation du discours eschatologique, les quelques pages qu'il consacre aux premiers témoignages chrétiens touchant la Résurrection prouvent notamment que, lorsqu'il est nécessaire, il sait mettre sa foi fervente et son langage d'artiste d'accord avec les données de la critique catholique la plus autorisée.

Toutefois il reste vrai qu'il a voulu faire d'abord œuvre d'écrivain et parler au cœur plus qu'à la

1. *Civiltà cattolica*, art. cit. (16 avril 1921).

froide raison. Il ne s'est donc pas astreint à suivre pas à pas le récit évangélique et à ne rien omettre des actes ou des paroles de Jésus. Son effort pour nous intéresser davantage à la personne du Christ et à son enseignement s'est exercé parallèlement sous deux formes : en s'efforçant de reconstituer *par l'imagination* le cadre des paraboles et celui de la vie même du Rédempteur; en rapprochant de cette sublime histoire les tragiques réalités du monde moderne.

Quand il évoque la pauvre existence des Juifs de Capharnaüm ou le geste pieux de Marie-Madeleine, quand il décrit le grouillement des marchands que Jésus va chasser du Temple ou le cortège des trois condamnés sur le chemin du Calvaire, il rappelle parfois l'art sobre et dépouillé de Rembrandt, et plus souvent le mouvement large et précis à la fois des peintres vénitiens, d'un Véronèse ou d'un Tiepolo. Son récit de la Passion pourrait même, par endroits, ne pas trop souffrir du voisinage d'une beauté plus haute et peut-être plus vraie que celle des toiles les plus réputées : mériter d'être rapproché de certaines pages de Catherine Emmerich. Mais d'une façon générale, ce n'est pourtant pas, croyons-nous, par la poésie et le vigoureux réalisme dont Giovanni Papini a entouré les épisodes de la vie terrestre du Sauveur, ni par son effort pour en détacher en pleine lumière les plus émouvantes paraboles, que cette *Histoire du Christ,* après avoir suscité un grand succès de curiosité, a chance de demeurer dans la mémoire des hommes. Durant toute la première partie l'auteur y semble gêné par le plan qu'il s'est tracé et donne quelque impression d'artifice. Au reste l'Évangile lui-même, en son

insurpassable simplicité, est un trop parfait modèle pour que Papini puisse s'étonner si beaucoup ne recherchent point dans son ouvrage ce que Matthieu et Jean leur donnent avec surabondance.

C'est la seconde signification du livre de Papini, le témoignage personnel qu'il renferme, qui en fait à nos yeux le prix inestimable et sans doute lui vaudra de survivre. Car ce témoignage, par sa qualité propre et par l'heure où il vient, est de ceux qui marquent une époque. Nous avons dit que Papini s'attachait surtout à ce qui, dans l'enseignement de Jésus, contredit le plus violemment la nature et la force à s'humilier sous une dure discipline. Par là le Christ lui apparaît essentiellement comme un « renverseur » (*capovolgitore, rovesciatore*) et tel est le nom qu'en effet il aime à lui donner. « Sa grandeur réside là — écrit Papini. Sa nouveauté et sa jeunesse éternelle. Le secret de la gravitation de tout grand cœur, tôt ou tard, vers son Évangile. Il s'est incarné pour refaire les hommes, plongés dans l'erreur et le mal; il trouve l'erreur et le mal dans le monde : comment pourrait-il ne pas renverser les maximes du monde[1] ? »

En même temps, Papini constate que cette immense Révolution apportée dans le monde par les paroles du Christ n'a pas encore été traduite en acte, qu'elle demeure une possibilité magnifique mais n'a pas encore reçu *un commencement d'exécution*. « Le Christianisme n'est pas une antiquaille désormais assimilée, en ce qu'elle avait de bon, par la prodigieuse et imperfectible conscience moderne, mais il est, pour la plupart des hommes, si nouveau qu'il

1. *Storia di Cristo*, p. 121.

n'a pas même commencé. Le monde, aujourd'hui, cherche la Paix plus que la Liberté et il n'y a de paix assurée que sous le joug du Christ[1]. » Certains ont voulu voir dans cette phrase de Papini : « Hormis la parenthèse franciscaine, l'histoire de l'Évangile en Italie est une série de défaites[2] », la preuve que son évolution spirituelle l'éloignerait de l'orthodoxie. C'est ne rien comprendre à cette évolution. Historien véridique et logicien implacable, Papini entend seulement ne pas se payer de mots et considérer les choses dans la rigidité de l'absolu.

De ces prémisses, où l'on discernera peut-être un goût persistant du paradoxe et le désir de le justifier par l'exemple divin de Jésus, que Papini appelle encore « il supremo Paradossista », rien d'étonnant à ce qu'il ait tiré toute la série des conclusions dont plus d'un critique s'est scandalisé.

Papini n'est pas loin de prêcher la non-résistance au mal sous une forme voisine de Tolstoï, du moins en ce qui concerne l'individu. Il se refuse à juger la la guerre un fléau inévitable et parfois nécessaire. Il semble bien qu'il répudie, avec le nationalisme, auquel il adhéra naguère, le culte même de la patrie lorsqu'il revêt une forme idolâtrique. N'est-ce pas ainsi qu'il faut entendre ces paroles de sa préface où, après avoir rappelé ses anciens errements, il revendique du moins pour eux le bénéfice de la logique « car, lorsqu'on fuit Dieu, il n'y a pas de motif valable pour sacrifier aux idoles de la tribu et à tous les autres fétiches de la raison ou de la passion? » Très nettement il accepte la réalité du miracle, ainsi que l'a bien bien montré M. Maurice Muret en un

1. *Storia di Christo*, p. XXVIII.
2. *Non esistono cristiani.* (*Resto del Carlino*, 21 décembre 1920.)

pénétrant article des *Débats*[1]. Mais surtout il clame en toute occasion et avec la dernière vigueur son mépris de l'argent monnayé, qu'il appelle « l'excrément du démon ».

« Ces jetons de métal frappé, qui passent et repassent chaque jour entre les mains encore souillées de sueur et de sang ; usés par les doigts rapaces des voleurs, des marchands, des banquiers, des entremetteurs et des avares ; ces ronds et visqueux crachats des Monnaies, désirés par tous, recherchés, volés, enviés, aimés plus que l'amour et souvent plus que la vie ; ces sales morceaux de matière historiée que l'assassin donne au sicaire, l'usurier à l'affamé, l'ennemi au traître, le trafiquant au concussionnaire, l'hérétique au simoniaque, le luxurieux à la femme vendue et achetée... : ces pièces, ces emblèmes matériels de la matière, sont les plus épouvantables objets fabriqués par l'homme. La monnaie, qui a fait mourir tant de corps, fait mourir chaque jour des milliers d'âmes... » (*Lo sterco del Demonio*).

« Tout ce qui touche à la banque, au change, à l'escompte, à l'usure est une honte mystérieuse et repoussante qui a toujours épouvanté les âmes simples, c'est-à-dire les âmes nettes et profondes... Qu'un tas de monnaies engendre d'autres monnaies sans fatigue et sans travail, sans que l'homme produise rien qui se puisse voir, consommer, rien dont on puisse user, est un scandale qui dépasse et confond toutes les imaginations. » (*Il Dio Negozio.*)

*
* *

On le voit, Giovanni Papini a suivi à la lettre le conseil que lui donnait naguère son ami Domenico Giuliotti, dans cette *Ora di Barabba* qui est aussi une déclaration de guerre farouche au monde mo-

1. 29 avril 1921.

derne : « Écris pour renier tout ce que tu as écrit, pour être fou, parmi les sages du monde, de la folie du Christ. *Mets-toi contre le courant*[1]. »

Hanté comme Benson, comme Baumann, comme Giuliotti lui-même, de la pensée que le monde, gorgé d'horreurs et de massacres, va vers son anéantissement et que le temps est proche du Dernier Avènement du Christ, Papini n'hésite point à paraître anachronique alors que presque tous s'agitent autour de lui en des directions opposées à la sienne. Il est aussi loin du « fascisme », qui, pour des vues temporelles, réagit avec violence contre la tyrannie socialiste, que des catholiques « populaires » absorbés dans les combinaisons de tactique électorale ou parlementaire et *a fortiori* du matérialisme communiste. Il se dresse comme un grand solitaire, lui qui a écrit de la solitude qu'elle est « une récompense et non une expiation; une attente d'un bien certain, une création de beauté intérieure, une libre réconciliation avec tous les absents[2] ». Non seulement depuis qu'il sent grandir en lui l'inquiétude religieuse, il passe la plus grande part de l'année dans un village presque inaccessible de l'Apennin où il partage son temps entre l'étude, la famille et la société de paysans qu'il cherche à dégrossir par un enseignement fait pour eux, mais encore il semble bien s'être voué, comme un Hello, un Barbey d'Aurevilly ou un Léon Bloy, en qui il salue des maîtres, à cette demi-solitude morale qui entoure les ennemis du siècle présent.

Il importe d'observer pourtant qu'il n'est pas seul dans sa génération à avoir adopté cette attitude et

1. Cf. Giuliotti, *Lettre à Papini*. (*Revue des Jeunes*, 25 avril 1924.)
2. *Storia di Cristo*, p. 72.

ces directives intellectuelles. Nous avons déjà cité Giuliotti dont l'*Heure de Barabbas* est encore plus violemment antimoderne, antinationaliste, antibourgeoise que l'*Histoire du Christ* et qui, politiquement, rêve d'une monarchie chrétienne antidémocratique, tandis que littérairement, il se rattache à nos plus vigoureux écrivains catholiques du XIX^e^ siècle, dont il a publié une Anthologie qui s'est enlevée en quelques jours et qu'il faut réimprimer[1]. Avec moins d'éclat mais une conviction égale, les mêmes tendances semblent bien exister chez un Fanciulli, un Salvadori, un Guido Battelli, écrivains de vie modeste et solitaire, eux aussi, et qu'apparente une aversion évidente pour les formes bruyantes de l'action politique démagogique.

La faveur témoignée à l'*Heure de Barabbas* et à l'*Histoire du Christ* par des organes aussi autorisés que la *Civiltà cattolica,* la *Scuola cattolica, Vita e Pensiero,* comme par la plupart des « jeunes revues » et des grands quotidiens catholiques prouve que la voix virulente de Papini et de Giuliotti éveille dans la conscience catholique italienne des sympathies que ne rebute point l'ardeur de leurs anathèmes. C'est un indice qu'il faut se rappeler si l'on veut prévoir la direction du renouveau chrétien qui s'affirme depuis peu en Italie comme il s'était déjà manifesté en France[2].

Aussi bien quelles âmes resteraient insensibles,

1. *Antologia di cattolici francesi del secolo XIX* (De Maistre, Bonald, Lamennais, Balzac, d'Aurevilly, Hello, Veuillot, Bloy). (R. Carabba, Lanciano, 1920.)

2. En revanche la publication de la *Storia di Cristo* a déchaîné contre l'auteur, dans les petites chapelles littéraires comme dans les milieux maçonniques et nationalistes, un véritable déluge de commentaires méprisants ou furieux. Cf. G. Costa, *La « Storia di Cristo » e la critica litteraria* (*Bilychnis*, mai et juin 1921).

pour peu qu'une flamme de jeunesse et de générosité les traverse, à la sublime grandeur de cette *Prière au Christ* qui clôt le livre de Giovanni Papini et qui vaut d'être opposée, comme le témoignage d'une génération, à la *Prière sur l'Acropole*? Pour cette seule supplication ardente et passionnée l'*Histoire du Christ* mériterait d'être immortelle et sait-on quel frémissement éveillera, parmi les cœurs appesantis de ses contemporains, le cri tragique du grand écrivain toscan vers le Royaume de Dieu :

« Nous, les Derniers, nous t'attendons. Nous t'attendrons chaque jour, en dépit de notre indignité et contre tout espoir. Et tout l'amour que nous pourrons exprimer de nos cœurs dévastés sera pour toi, Crucifié, qui fus torturé par amour pour nous et maintenant nous tortures de toute la puissance de ton implacable amour. »

XI

CATHOLIQUES ITALIENS ET CATHOLIQUES FRANÇAIS.

Le grand problème d'une entente internationale qui permette un développement pacifique de la civilisation dépend, pour une large part, de l'accord profond qui pourra s'établir entre catholiques français et italiens. Tenus longtemps à l'écart des affaires publiques et en suspicion dans les milieux intellectuels comme parmi les masses, nous voyons aujourd'hui, des deux côtés des Alpes, des catholiques militants apparaître nombreux au Parlement, inspirer les principaux courants de pensée, occuper dans la nation une place d'autant plus importante qu'autour d'eux se concentre nettement la résistance aux forces de désagrégation sociale que la guerre a exaspérées. Avec une intensité et sous des formes diverses le même phénomène se reproduit, d'ailleurs, dans d'autres États européens et justifie l'effort d'organisation et de coordination qui préoccupe actuellement tant de catholiques de tous pays. Mais l'on peut affirmer que le succès de ces tentatives dépendra essentiellement de la liaison plus ou moins étroite qui s'établira entre les aspirations catholiques françaises et italiennes. L'Italie en effet, par sa position

privilégiée vis-à-vis de la Papauté[1], parce qu'elle est, avec la France, la nation qui compte le plus grand nombre de catholiques, et parce que son orientation politique en fait l'intermédiaire naturel entre les catholiques alliés et les catholiques de l'Europe centrale, aura dans la paix à remplir un rôle plus important encore que dans la guerre. Malgré sa participation au conflit mondial, c'est en quelque mesure celui qu'avait rêvé pour elle Toniolo et que continue de lui assigner Filippo Meda. C'est celui qu'avec plus ou moins de bonheur s'efforcent de réaliser ses hommes d'État dans les Conseils suprêmes des Alliés depuis que l'Amérique en est absente. Mais c'est surtout celui qui incombera à ses représentants autorisés au jour prochain où ceux-ci seront des catholiques. Déjà il s'en est fallu de peu que dans le ministère Bonomi le portefeuille des Affaires étrangères fût confié au *leader* parlementaire du P. P.

Il importe donc, résumant les données de notre expérience, de nous demander ce que vaut, en somme, le catholicisme italien, celui des classes dirigeantes surtout, et comment nous, catholiques français, pouvons y accorder nos sentiments profonds. La tâche est difficile, il faut le dire nettement, car, ainsi qu'on a pu le sentir plusieurs fois au cours de ce volume, nous ne nous sommes pas développés à l'époque contemporaine suivant des lignes parallèles, ni même, le plus souvent, convergentes.

Le défaut commun aux deux groupes, et qui divise

1. Le nuage qui subsiste entre l'État italien et la Papauté — et qui, d'ailleurs, sera tôt ou tard dissipé — ne nous paraît pas à comparer en effet avec le privilège du peuple italien de posséder sur son sol le Siège de saint Pierre et de donner naissance aux Souverains Pontifes, ainsi qu'à la plupart des dignitaires de la cour romaine et de l'administration centrale de l'Eglise.

plus qu'il ne rapproche, c'est l'esprit nationaliste opprimant l'esprit catholique, la passion subtile et acharnée mise par chaque peuple, en ce lendemain de guerre où fermente encore tant de haine, à vouloir par tous les moyens, sauf le seul efficace, son salut temporel, sa sécurité certaine en face des ennemis ou des compétiteurs possibles. Et personne n'ose affronter, ou du moins *considérer pratiquement comme la plus redoutable,* cette menace bien plus terrible que tous les militaristes allemands ou yougoslaves : la démoralisation croissante du peuple — *fruit de l'absence de religion* — qui, si elle maintient notamment à la dépopulation la même proportion qu'aujourd'hui entre France et Allemagne, redonnera dans vingt ans à celle-ci, même amputée de toutes les Hautes-Silésies, une supériorité numérique écrasante qui se résoudra fatalement en une impatience toujours plus aiguë de revanche.

Politiquement, l'Italie se trouverait dans une situation beaucoup plus favorable si elle savait en profiter. Après une longue attente, dont ses diplomates et ses *condottieri* sont en grande partie responsables, elle a fini par conclure avec le jeune royaume serbo-croato-slovène une paix qui ne mécontente que les esprits exaltés des deux pays — malheureusement nombreux. Elle est le seul État belligérant du continent européen qui, dans ses frontières naturelles, pourrait dès à présent établir avec ses voisins des rapports de franche cordialité et ne plus penser qu'à sa réorganisation intérieure. La surenchère nationaliste l'en empêche, au seul profit des fauteurs de désordre, et à cette surenchère les catholiques, malgré qu'ils s'en défendent, n'ont pas été les derniers à participer. Chatouilleux à l'excès vis-à-vis des You-

goslaves et sensibles au moindre geste qui semble favoriser ceux-ci[1], la plupart d'entre eux, et notamment les organes dirigeants du Parti populaire, ne font application de leurs principes en matière internationale que lorsque l'intérêt réel ou supposé de l'Italie n'est pas en cause. Et tandis qu'ils n'ont pas assez de mépris pour le président Wilson — naguère accueilli en Italie avec plus d'enthousiasme que partout ailleurs — il n'est pas rare de les entendre, en dépit de toute logique, attribuer à la France principalement ou même à la France seule la responsabilité de ce qu'ils nomment leurs déconvenues adriatiques, oubliant — comme bien d'autres catholiques, d'ailleurs — dans l'ivresse d'une victoire plus grande qu'on ne l'avait escomptée, la limite des agrandissements territoriaux que leurs propres hommes d'État avaient fixée. Récemment le comte Sforza se faisait huer à la Chambre italienne pour avoir rappelé que le pacte de Londres ne revendiquait point Fiume. Et bien que les « populaires » aient soutenu jusqu'au

1. L'un des exemples les plus typiques de cette susceptibilité a été offert par la ridicule histoire du « cuirassé » *Vedette*, qui aurait été donné par la France à la Yougoslavie en juillet 1921. Une dépêche de Belgrade avait signalé le fait, dont s'était aussitôt emparée la presse italienne en jetant feu et flammes contre nous. Une minute de réflexion aurait suffi à la convaincre que la nouvelle devait être fausse et que la France n'était guère en état de faire cadeau de cuirassés à qui que ce fût. Renseignements pris, il fallut bien confesser en effet qu'on s'était irrité à tort, car le ministre de la marine français avait simplement fait le geste amical, mais sans portée, d'offrir au gouvernement serbe une « vedette » à essence ancrée devant Belgrade depuis deux ans, jaugeant 20 à 25 tonnes et comptant 9 hommes d'équipage. Il s'agissait en somme d'un bateau de plaisance moins important que ceux qui promènent les touristes sur le lac de Côme. Une fois l'incident éclairci, le catholique *Corriere d'Italia* croyait cependant devoir faire suivre la rectification communiquée par l'ambassade de France d'un commentaire boudeur sur « le plus ou moins d'opportunité de dons, même inoffensifs, à des peuples qui n'ont pas besoin de symboles guerriers, vu l'état de guerre chronique dans lequel ils sont habitués à vivre. » (*Corr. d'It.*, 19 juillet 1921.)

bout le ministère Giolitti, qui pratiquait une politique extérieure à peu près raisonnable, ils ne se sont pas fait faute de présenter comme une dure nécessité l'acceptation du traité de Rapallo, qui pourtant confère à l'Italie en face de la Yougoslavie une sécurité plus réelle que ne l'assure à la France ce lamentable traité de Versailles d'où ne peut résulter que la guerre perpétuelle [1].

Il est de plus en plus évident que si, bien loin d'y participer, les catholiques du monde entier ne combattent pas vigoureusement, dans leur pays en premier lieu, la fièvre de domination, souvent associée à la fièvre de jouissance et de lucre, nous verrons ces éternelles dépravations du cœur humain, après avoir engendré la guerre à peine achevée, devenir les fourrières de conflits plus terribles encore. Il ne peut y avoir aujourd'hui, chez quiconque ose s'affirmer *catholique d'abord*, de vœu plus ardent que d'entendre la parole du Pape, défigurée ou méconnue pratiquement par tant de chrétiens qui font profession de la respecter, et depuis si longtemps vainement suppliante, *imposer* aux catholiques l'union contre un ennemi commun : le matérialisme de la vie, au lieu des luttes fratricides où ils paraissent se complaire par leur asservissement à des gouvernements athées dans leurs principes et

1. Une lumineuse chronique d' « Intérim », dans le *Correspondant* du 25 juillet 1921, a eu le rare courage de mettre en pleine lumière la contradiction intime du Traité et la source de tous nos déboires présents et futurs. Etabli non pas *avec* le vaincu, mais *contre* lui, « le Traité n'est viable, il ne peut être maintenu que par la pérennité de la force qui a imposé la capitulation. » Or durant toute la guerre, on n'a cessé de proclamer qu'on voulait abolir le recours à la force, le pacte de la Société des Nations nous en fait presque une obligation morale et, d'ailleurs, cette force qui nous venait en grande partie du concours militaire de nos alliés, ainsi que de l'unité du vouloir national, *nous ne la possédons plus*.

dans leur œuvre journalière. Sinon il faudra peut-être abandonner tout espoir que le réveil religieux, qui s'intensifie dans quelques milieux depuis une quinzaine d'années, aboutisse à des résultats durables et se généralise. Nous devons nous garder en pareille matière d'une dangereuse illusion. Ce réveil religieux est réel, mais très limité encore, généralement profond, mais peu étendu. Il peut grandir, mais tout aussi bien avorter, faute ici d'aliment spirituel, là de rayonnement extérieur par la presse, l'organisation politique et sociale. C'est en quoi les catholiques italiens et français, s'ils savent éliminer de transitoires divergences de vues pour retrouver les raisons historiques d'une entente efficace, telles que nous les marquions tout à l'heure, pourront se prêter mutuellement un appui précieux.

Il est assez étrange que nous fassions fi volontiers, en France, de l'activité politique, alors que nous voulons nous voir estimés des catholiques étrangers et qu'il suffit de passer la frontière pour constater que précisément l'étranger nous juge sur notre politique. La reprise des relations avec le Vatican a certainement fait davantage pour combattre le préjugé de notre anticléricalisme foncier que la construction de Montmartre ou la merveilleuse fécondité de nos ordres missionnaires. Cela peut nous affliger, nous paraître injuste, mais c'est un fait. D'autre part, il est malheureusement certain que loin du pouvoir politique, les catholiques ne sauraient empêcher que des causes de toute nature n'engendrent un ralentissement de vie chrétienne que nous constatons trop aisément. Et pour regagner la faveur du peuple, aujourd'hui si indifférent à toute préoccupation religieuse sur les deux tiers du territoire français, il

faut sans doute avant tout des prêtres zélés et *des saints,* mais aussi la possibilité dans certains cas d'un recours à ce pouvoir civil qui garde le respect un peu superstitieux des hommes de notre race.

On a déjà pu discerner à travers les pages de ce volume quelle avance les catholiques italiens possèdent sur nous en ce domaine. Elle est due incontestablement aux habitudes chrétiennes demeurées vivaces chez eux parmi une grande partie de la population rurale, mais aussi à un effort d'organisation, sociale d'abord, proprement politique ensuite, qui constitue le titre de gloire indiscutable des dernières générations de catholiques italiens.

Non point qu'il n'y ait rien à reprendre dans l'ensemble des résultats ainsi obtenus, ni que toujours la qualité réponde au nombre d'individus enrégimentés dans les formations économiques ou politiques d'inspiration catholique. Bien des esprits s'étonnent et s'effrayent, outre-monts, de la facilité avec laquelle, lors de troubles récents, des groupes entiers de travailleurs « organisés » par des catholiques, chefs en tête, ont abandonné leur drapeau pour adopter celui de la Confédération générale du Travail. C'est là un phénomène dont on peut affirmer qu'il n'est guère à craindre parmi les effectifs de notre Confédération française des Travailleurs chrétiens, où l'on vise au contraire à la qualité plutôt qu'à la quantité. D'autres esprits — on s'en souvient — protestent énergiquement contre l'abandon où menace de sombrer *l'action catholique italienne,* c'est-à-dire les œuvres diocésaines proprement religieuses qui se rattachent à l'Union populaire, depuis que toute liberté d'organisation politique a été laissée aux catholiques. Et de ce point de vue cer-

tains semblent même regretter le temps où pareille liberté n'existait pas [1]. Du moins ne se lassent-ils pas d'insister sur la nécessité de garder sa place vivificatrice à *l'âme chrétienne* qui doit diriger tous ces efforts temporels.

Enfin il faut bien signaler combien la prédominance en Italie des formes d'action *extérieure* sur celles qui ont pour but l'enrichissement de l'âme, nuit parfois à l'intimité familiale et plus encore à la délicatesse des rapports sociaux. De là vient l'habitude de rencontrer ou même de recevoir ses amis au restaurant, au café, au siège de telle ou telle association, de communiquer ses pensées à autrui par la voie des journaux, dans un dessein de réclame ou de propagande, l'abandon, faute de temps, de toute relation épistolaire, même commandée par la stricte politesse — je l'ai expérimenté maintes fois personnellement — la vie pour la galerie en

1. « A côté du courant religieux — écrit Don Olgiati avec une sévérité un peu excessive peut-être — surgissait un courant politique. Au point de vue divin il substitua le point de vue humain. Au lieu de tout considérer par rapport à l'Eglise, il fallait étudier la situation par rapport au Parlement... » (*Fiamma viva*, avril 1921).

Ces préoccupations ont trouvé leur expression la plus autorisée dans une lettre de S. E. le cardinal Gasparri au comte Pietromarchi, président de l'Union populaire, en date 19 mai 1921. « On sait, y lisait-on, combien Sa Sainteté a été surprise et peinée de rencontrer chez plusieurs l'opinion déplorable que les catholiques italiens, n'étant plus éloignés de l'exercice de la vie publique étaient désormais dispensés comme d'une chose inutile et désuète de donner leur nom et leur temps à l'action catholique et pour cela à l'Union populaire... Une telle appréciation serait une erreur fatale; car bien que par sa nature propre l'action sociale et politique puisse facilement produire des fruits plus évidents et plus bruyants, pourtant si l'action catholique formatrice de la conscience et créatrice des valeurs morales venait à languir, l'action politique et sociale des catholiques faillirait nécessairement aussi à son but, et dans un avenir prochain il faudrait déplorer non seulement la ruine de l'action catholique proprement dite, mais encore l'épuisement et la dissolution des autres organisations qui s'inspirent de l'Evangile et réunissent les formations sociales et politiques des catholiques. »

un mot, et de moins en moins pour soi-même, pour son perfectionnement et son affinement intérieurs. Ce phénomène sans doute n'est pas particulier à l'Italie et je n'entends pas nier qu'il ne se vérifie aussi en France ou ailleurs; il y est seulement plus rare, dans la proportion où chez nous on préfère l'action en profondeur à l'action en étendue.

Cette supériorité incontestable de notre vie religieuse, la fréquence de la pratique sacramentelle parmi l'élite des catholiques français, la variété et le succès de nos formes d'apostolat auprès de la jeunesse populaire, la valeur de notre clergé, de nos théologiens et historiens catholiques, objet de surprise et d'admiration pour les très rares prêtres italiens qui ont pu l'observer de près avec quelque soin, ne sont pas assez connues au delà des Alpes où, comme nous l'avons dit, on nous juge avant tout sur notre politique et on nous estime pour notre littérature. Mais sans vouloir rabaisser le mérite de celle-ci, il est bien permis de penser que parfois *notre vie* vaut encore mieux. Et il n'y a presque personne en Italie pour la faire apprécier. Certes, la valeur documentaire est indéniable d'un volume comme celui que le Comité présidé avec tant d'autorité par Mgr Baudrillart a consacré à *la Vie catholique dans la France contemporaine*. On souhaiterait le voir dans la bibliothèque de tout catholique italien cultivé et nul n'en pourrait contester l'impartialité. Mais combien efficace serait encore une enquête de cette nature, même un peu moins complète, accomplie en France *par un Italien!*

Il nous sera permis d'observer ici, en réponse au reproche qui nous est souvent adressé outre-monts d'ignorer la vraie Italie, que si bien des idées toutes

faite sont cours en France sur l'Italie, nous ne manquons pas cependant, nous catholiques français, d'écrivains et de journalistes de valeur qui se consacrent *spécialement,* parfois même uniquement, à l'étude de la politique et de la vie italiennes et renseignent un public de choix avec toute l'exactitude désirable. Qu'il suffise de citer MM. Pierre de Quirielle, Henry Cochin, Charles Loiseau, Henri Bedarida et, pour une large part de leur œuvre, Georges Goyau, René Pinon, Max Turmann, Louis Bertrand, René Johannet; de rappeler que plusieurs grandes revues, notamment le *Correspondant* et les *Nouvelles religieuses,* possèdent sur les questions étrangères, et italiennes en particulier, une information qui ne le cède en rien à celle qui se peut obtenir en Italie même; qu'enfin nos deux principaux quotidiens catholiques ont à Rome des correspondants universellement appréciés. Quels noms les catholiques italiens pourraient-ils opposer à ceux-là, hormis ceux de Domenico Russo et d'Ernesto Vercesi?

Mais ainsi affirmées nos supériorités et nos déficiences à côté des supériorités et des déficiences italiennes, il conviendrait, pour les juger équitablement, d'en rechercher les raisons. Et comme nous avons vu au premier chapitre de ce livre qu'une certaine insuffisance de culture chez les catholiques italiens devait être attribuée en premier lieu à des causes historiques et économiques indépendantes de leur volonté, il faudrait observer ici que l'insuffisance de sève chrétienne qu'on remarque parfois dans tels de leurs groupements incombe peut-être moins aux hommes qui ont fondé ces groupements qu'au clergé qui a formé ces hommes.

La valeur inégale du clergé italien a été souvent mise en lumière[1]. Remarquablement zélé et instruit dans certaines provinces, il est ailleurs nettement au-dessous de sa tâche et l'espèce pullule en Italie du prêtre-politicien, qui est bien l'une des pires déchéances sacerdotales qu'on puisse imaginer. Comment de jeunes catholiques ne feraient-ils pas converger vers la politique toutes leurs pensées lorsqu'ils voient si souvent leurs pasteurs y subordonner les tâches sacro-saintes de leur ministère?

Au total, s'il fallait caractériser en quelques mots les traits prédominants du catholicisme italien et du catholicisme français, nous louerions chez les catholiques italiens la flamme jeune et conquérante qu'ils apportent à affronter le libéralisme et le socialisme et qu'alimente un grand espoir de rénovation sociale; une liberté de jugement envers leurs chefs, dont les mérites réels ne les empêchent pas d'apercevoir ni d'oser dire, comme il arrive si rarement chez nous, les infériorités, et qui pourtant leur laisse le sens de la discipline; une simplicité, une cordialité qui établissent vraiment entre eux quelque chose de la fraternité des temps évangéliques; une confiance heureuse dans la vertu régénératrice d'un christianisme total; et dans leurs erreurs même, nulle malice voulue. Par leurs qualités et par leurs défauts, ils justifient l'épithète de « populaires » qu'ils aiment maintenant à s'appliquer.

En France on note, chez les catholiques, plus de réflexion, un sens plus aristocratique des nuances, moins d'illusions parce qu'une expérience déjà ancienne en a fait perdre beaucoup, mais aussi moins

1. Notamment dans le précieux volume de M. Henri Joly : *l'Italie contemporaine. Enquêtes sociales* (Paris, Bloud et Gay, 1911).

d'élan et au fond moins de foi dans la valeur de son propre effort; et malgré cela, avec les traces persistantes des plus lamentables divisions, une complaisance en soi-même qui, pour ne pas s'étaler ingénûment comme au delà des Alpes, n'en est pas moins réelle et se voile souvent d'une ironie très facilement blessante pour l'étranger. Le défaut n'est d'ailleurs pas particulier aux catholiques : il est commun à beaucoup de Français et M. Clémenceau, par ses bons mots, en a été le plus illustre comme le plus déplorable exemple en ces dernières années[1]. C'est peut-être ce que nous devrions tâcher d'abord à réformer en nous pour nous entendre avec nos voisins.

Mais l'entente serait facile, et ces travers eux-mêmes fondraient comme neige au soleil sous la pure lumière de l'Évangile, si dans les deux pays les catholiques s'efforçaient de *penser* et de *vivre* intégralement leur foi et lui restituaient la ferveur qu'elle eut aux grandes époques de l'histoire. Pour ressusciter la chrétienté, il faudrait d'abord ressusciter les chrétiens, retrouver l'attachement indéfec-

1. Un récent feuilleton de M. Maurice Muret (*Journal des Débats*, 19 août 1921) nous donne, d'après un ouvrage de M. Giuseppe Gigli sur *Balzac en Italie*, un autre exemple typique de ce manque de tact coutumier à trop de nos compatriotes et d'autant plus choquant qu'il vient de plus haut. Reçu à Milan en 1837 avec une faveur qui touchait à l'enthousiasme par la société la plus choisie de la ville, Balzac ne sut en témoigner sa gratitude à ses hôtes que par un dédain largement manifesté à l'égard de toutes les productions contemporaines de la littérature italienne, et notamment du chef-d'œuvre de Manzoni, *les Fiancés*. Lui demandait-on son avis sur les autres grands écrivains nationaux, il déclarait les ignorer et ne point vouloir sortir de son ignorance. Il refusa de lire le *Fieramosca* de Massimo d'Azeglio, dont la gloire égalait presque celle d'Alessandro Manzoni. Cette attitude devait provoquer justement contre l'insolent *forestiere* une réaction dont Balzac fut le premier à souffrir. Nul ne saurait l'en plaindre et il faut reconnaître que pareille muflerie est extrêmement rare de la part d'Italiens distingués à l'égard des authentiques gloires françaises.

tible au siège de Pierre qui unit, par delà les temps et les espaces, un Papini à un Joseph de Maistre, un Claudel à un Alighieri, cet Alighieri dont chacun proclame la gloire, mais dont il n'est pas douteux qu'il serait considéré aujourd'hui comme un factieux, stigmatisé comme antipatriote par des folliculaires à gage s'il revenait sur terre et opposait aux raisons de Florence le désir d'une unité personnifiée par le Pape et l'Empereur. Et cependant nul n'eut plus vif au cœur l'amour de « la bergerie où [il avait] dormi agneau » ; il la laissait seulement à sa place terrestre et respectait la hiérarchie établie par Dieu entre l'attachement à son Église, à la vérité dont elle est dépositaire, et l'attachement aux régimes transitoires et aux destinées humaines des États.

Ou plutôt si nous nous sentions chrétiens jusqu'aux moelles, nous établirions d'instinct entre des affections providentiellement accordées, non point le rapport sophistique qui, en escamotant l'un des termes, prétend faire admirer leur parfaite union, mais le rapport éternel qui fonde sur le vouloir divin et l'exemple du Christ toute leur valeur et toute leur dignité.

APPENDICE I

Quelques réserves ayant été formulées dans certains milieux italiens lors de nos premières affirmations sur le niveau actuellement peu élevé de la culture parmi les catholiques d'outre-monts, il nous paraît utile d'appuyer nos dires sur de nouveaux témoignages empruntés aux sources les plus irrécusables, c'est-à-dire aux circulaires et aux délibérations même du Parti populaire et aux articles de son organe officiel, le *Popolo nuovo*. Faut-il répéter qu'il n'y a point en nous la moindre arrière-pensée de triompher, par mesquine vanité nationale, d'une infériorité dont nous avons suffisamment établi les causes, purement occasionnelles, mais le simple désir d'établir des *faits?*

En réponse aux articles du marquis Crispolti, que nous avons cités, touchant la nécessité de développer la culture parmi les adhérents du P. P., un rédacteur du *Popolo nuovo,* voulant réduire la portée de ces constatations, ne réussissait qu'à les aggraver. Très justement, il observait qu'on ne pouvait faire porter au P. P. la responsabilité d'un état de choses qu'il n'avait pas créé ni eu la possibilité, en cinq mois, de corriger efficacement. Mais sur la réalité de cet état de choses, il apportait des précisions que ne contenaient pas les articles du marquis Crispolti. Les voici (ici et dans les citations suivantes c'est nous qui soulignons) :

« Il y a donc aujourd'hui une crise de la culture chrétienne? Oui, hélas! mais bien plus grave et profonde

qu'il ne peut apparaître à qui considère l'action d'un parti. C'est un mal répandu dans tout le pays. Il commence par l'ignorance religieuse de tous les enfants, il s'affirme dans la légèreté spirituelle et morale de tous les étudiants, il culmine dans l'indifférentisme béat des hommes mûrs : *il a son indice révélateur dans l'absence complète ou presque complète de production imprimée de notre part, aussi bien dans le domaine purement scientifique que dans celui des applications économiques, politiques et sociales. Telle est la douloureuse réalité. Si l'on excepte quelques livres de Toniolo et de Boggiano — certes point de très fraîche date — nous devons traverser plusieurs années de stérilité complète avant de retrouver une certaine ferveur d'activité chrétienne en matière de culture, nous devons remonter rien moins qu'à la période des « Synthèses sociales » de Don Sturzo* (1906) *et de « la Commune » du marquis Invrea.*

« ...Depuis vingt ans que je m'occupe d'action catholique, j'ai entendu parler de ce problème (de la culture catholique) dans quarante Congrès et Semaines sociales au moins. Quelque tentative sporadique de solution fut accomplie par l'*École sociale* de Bergame et par telle semaine d'études organisée par l'Union populaire. Je ne juge pas, je ne blâme pas, je ne condamne pas : *je constate seulement que toutes ces tentatives n'ont réussi en aucune manière à combler l'immense lacune* [1]. »

L'auteur de l'article, ayant ainsi rejeté la faute sur la génération précédente, remarque, que « l'action catholique italienne subissait, elle aussi, par la force des choses, la stagnation de tout le mouvement intellectuel italien », stagnation qu'il nous semble, du reste, exagérer, surtout dans l'ordre philosophique et même littéraire [2].

Malgré ce plaidoyer *pro domo*, les observations du

1. Preuve qu'il ne dépendait pas de bonnes volontés individuelles d'y remédier, mais qu'elle avait des causes plus profondes, économiques et sociales, que nous avons essayé d'indiquer.

2. Paolo Rovere, *La crisi della cultura cristiana* (*Pop. n.*, 6 juillet 1919).

marquis Crispolti, qui d'ailleurs traduisaient un fait sensible à tous, ne restèrent pas sans écho. Au Congrès de Naples, Don Sturzo consacrait une part importante de son rapport à illustrer la nécessité d'un mouvement de pensée et de culture parallèle à l'action politique.

« Un courant politique, proclamait-il, ne s'impose pas seulement par ses œuvres, qui souvent déterminent des rivalités personnelles et des défiances avivées par l'égoïsme humain ; mais par la formation d'une pensée qui devient certitude, qui engendre la discussion, qui occupe le champ de la culture, qui franchit les barrières de l'Université et qui crée une littérature propre. Ce n'est pas là une conception bourgeoise et intellectuelle de la politique, c'est la vérité de la vie, qui se réalise toujours dans une mesure d'autant plus vaste que plus vastes sont les phénomènes de renouvellement politique et plus vaste la masse agissante remuée par une idée.

« *C'est pourquoi il est nécessaire de susciter chez nous ce mouvement de culture, qui n'est pas seulement le mouvement interne, strictement organique ou organisé, mais aussi mouvement collatéral, autonome, qui cependant doit avoir une large correspondance dans le mouvement d'organisation, par les cercles d'études, la publication de revues, d'opuscules, de monographies et de livres* [1]. »

Commentant, peu de jours après, le groupement de quelques membres du P. P. en vue de développer au sein du parti le culture intellectuelle, le *Popolo nuovo* écrivait :

« On ne prétend pas toucher le fond de toute science; mais l'honnêteté la plus élémentaire veut qu'en traitant de questions sociales, on ait l'esprit exercé à l'étude des phénomènes et des institutions qui concernent la vie sociale dans ses rapports avec l'individu et la collectivité ; en traitant de problèmes politiques, on ait une connaissance précise du droit constitutionnel et du droit public ; en traitant de problèmes économiques, on ait

1. *Pop. n.*, 8 avril 1920.

une familiarité théorique et pratique avec toutes les forces dont se compose la vie économique... ; en traitant de problèmes administratifs, on connaisse avec précision le mécanisme de l'administration publique, l'agencement des services, les lois et les règlements qui les disciplinent.

« ...Et l'on ne recommande pas seulement l'étude pour l'examen et la solution de problèmes isolés, afin d'y apporter une contribution notable de réflexions et de nouveaux points de vue, mais parce que la culture (quand elle n'est pas comprise comme un vernis extérieur et glacé d'un caractère purement ornemental, mais qu'elle devient sang et nourriture) est le plus puissant levain de notre vie spirituelle et certainement le plus puissant moyen de formation et d'éducation de l'esprit, de formation d'un jugement droit. Ce sont là des vérités si évidentes qu'il n'est point besoin de peiner pour les comprendre. Sans avoir l'air de pédants épris d'inutiles subtilités érudites, nous pouvons dire que le ton plus élevé de la vie politique des nations fut toujours en rapport avec le niveau plus élevé de la culture intellectuelle des hommes qui, pour une période historique déterminée, la représentaient dans les gouvernements et les parlements. L'histoire du petit Piémont avec ses Cavour, avec ses Balbo, Gioberti, Rosmini, d'Azeglio, Mancini, est un exemple lumineux à cet égard.

« *...Aujourd'hui — il n'est homme de bon sens et d'étude qui ne le reconnaisse — l'Italie n'a pas de production artistique et littéraire qui lui soit propre : tandis que s'agitent tant d'idées et de problèmes nouveaux, que s'opèrent si laborieusement de profondes transformations politiques et sociales, nous n'avons pas d'art, de culture qui reflète, comme un miroir fidèle, les temps nouveaux et les nouvelles nécessités de la vie. Du roman à la comédie, de la prose à la poésie, de la musique à l'art plastique, de la philosophie à la science proprement dite, dans tous les genres, sous toutes les formes de la pensée et de la beauté,*

nous faisons écho à de vieux motifs, nous imitons sottement des attitudes et des thèmes étrangers. Après une si glorieuse expansion de l'esprit national en de superbes activités et dans tous les domaines spirituels, nous sommes arrivés à la décadence complète[1]... »

Ici encore il faut noter une certaine exagération dans le pessimisme, motivée par le désir de faire porter aux systèmes modernes, notamment au positivisme et au socialisme, la responsabilité de la décadence intellectuelle que l'on constate.

Enfin citons, pour terminer, ce passage d'une circulaire de Don Sturzo aux présidents de sections du Parti populaire sur la nécessité de former *la conscience populaire :*

« Il est nécessaire qu'au sein de chaque section, au moins des plus nombreuses et dans les centres de vie plus intense, se créent des *Cercles de culture politique et sociale. Il faut que cesse l'improvisation facile d'un esprit politique tiré souvent de lectures hâtives et de l'influence quotidienne de journaux d'autres partis ou d'impressions irréfléchies.* Alors la pensée du Parti deviendra autonome quand elle sera pénétrée de culture et d'expérience ; l'une et l'autre doivent s'acquérir dans la vie et non hors de la vie, pour s'élever à une synthèse politique[2]. »

Si des organes autorisés du *Parti* populaire, nous passions à ceux de l'*Union* populaire, qui poursuit aussi la tâche de relever le niveau de la culture catholique en Italie, ou à ceux du Comité promoteur de la nouvelle Université catholique de Milan, nous trouverions mêmes constatations et même langage. Mais il nous semble que nous en avons assez dit pour prouver notre thèse et qu'au regard des affirmations rapportées plus haut, nos propres conclusions apparaîtront plutôt modérées qu'excessives.

1. *Pop. n.*, 25 avril 1920.
2. *Pop. n.*, 6 juin 1920.

APPENDICE II

Le premier témoignage public et autorisé des sentiments de désapprobation du Vatican à l'endroit des journaux du « Trust » fut donné en mars 1910 par le cardinal Merry del Val, dans une lettre de réponse au P. Chiaudano, S. J., qui avait composé sur le Journalisme catholique un opuscule nettement dirigé contre la *Société Editrice Romaine*[1]. Le Cardinal y déplorait l'attitude de « ce journalisme qui, tout en voulant se dire et rester catholique, correspond si mal à la mission que lui donne cette profession de catholicisme, va jusqu'à la ruiner en fait, et bien souvent, par une pernicieuse adaptation et une chronique rien moins que châtiée, change en élément de destruction cette puissance de publicité rapide qui, sous la plume d'un croyant sincère et consciencieux, devrait être un grand moyen d'édification chrétienne ». En transmettant au P. Chiaudano les félicitations et les remerciements du Souverain Pontife, le Secrétaire d'État de Pie X déclarait l'opuscule « très utile au journaliste catholique, dont il pourrait être le manuel et le code, ainsi qu'aux évêques qui possèdent dans leurs diocèses des journaux catholiques sur lesquels ils ont à exercer leur vigilance[1] ».

1. *Il giornalismo cattolico. Criteri e norme* (Celanza, Turin, 1910). Quelque temps plus tard, un autre Jésuite, le P. Mattiussi, professeur à l'Université grégorienne, dans une lettre adressée au Directeur de *l'Eco di Bergamo*, précisait les caractères du journal « vraiment catholique ». « Est journal catholique — écrivait-il — celui seulement

Mais un document plus net encore n'allait pas tarder à rendre singulièrement difficile — et douloureux pour l'âme d'un vrai chrétien comme le comte Grosoli — la situation de la S. E. R. Dans une Lettre à l'épiscopat lombard sur la presse et les associations catholiques (1er juillet 1911), Pie X lui-même écrivait : « Certains journaux, de parti pris, s'efforcent de persuader aux catholiques de subir sans protester les dommages infligés à la religion par ceux qui, dans l'ordre public, ont ruiné les biens de l'Église et opprimé sa liberté; ne se préoccupent point des conditions iniques faites au Siège Apostolique et n'ont aucun souci de celles, plus dures encore, qu'on lui prépare; s'emploient tout entiers à célébrer le génie et l'orthodoxie d'auteurs dont les écrits, à les examiner avec soin, fourmillent d'inexactitudes et des plus pernicieuses erreurs ; enfin, en raison de l'étiquette catholique dont ils se parent, pénètrent plus facilement dans les demeures..., sont lus sans défiance par tous, sans en excepter même les ecclésiastiques. Il est nécessaire que chacun de vous soit bien convaincu que ces journaux corrompent, chez les catholiques, le jugement et la discipline, plus même que les journaux ouvertement hostiles à l'Église[2]. »

A cette réprobation déjà si formelle du Souverain Pontife, que certains évêques italiens allaient renforcer

qui est capable de diriger avec sûreté ses lecteurs dans toutes les questions qui surgissent touchant la foi et l'Église ; qui a coutume de s'opposer vigoureusement aux tendances erronées des écrivains douteux et dangereux, et refuse le tribut de son admiration aux falsificateurs de la pensée catholique, comme Fogazzaro, Duchesne, Semeria; qui ne qualifie pas héros et martyrs ceux qui furent chargés de péchés et d'excommunication, et ne se laisse pas entraîner par un faux patriotisme à souhaiter l'érection de monuments à Cavour ou à ses pareils ; qui tient la conscience des Italiens en éveil à l'égard des droits du St-Siège, qui entend subordonner aux directions de l'Église l'exercice des droits civiques et politiques ; qui se conforme en tout aux directions données par le St-Siège pour l'action catholique, le caractère confessionnel des Unions professionnelles, la presse quotidienne... » (*Chronique de la Presse*, 18 avril 1912).

1. *Questions actuelles*, t. CXIV, p. 257 (N° du 1er mars 1913).

2. Traduction *Questions actuelles*, t. CXI, N° du 26 août 1911

encore[1], manquait seulement la désignation précise des journaux visés. Mais dans le *Monitore ecclesiastico* de septembre 1911, S. E. le Cardinal Gennari dressait une liste de journaux pleinement approuvés par le St-Siège et qui comprenait — outre l'*Osservatore romano* et l'*Unità cattolica* — l'*Italia reale* (Turin), la *Liguria del Popolo* (Gênes), la *Libertà* et la *Croce* (Naples), enfin la *Riscossa*, organe d'un ami personnel de Pie X, Mgr Scotton. Il était facile de conclure du silence gardé sur les autres qu'ils étaient désapprouvés et au début de 1912, le nouveau Provincial des Franciscains d'Italie interdisait aux religieux de son obédience de collaborer et de s'abonner aux journaux suivants : *Unione* de Milan, *Momento* de Turin, *Avvenire d'Italia* de Bologne, *Corriere d'Italia* de Rome, *Eco* de Bergame[2].

Enfin, le 2 Décembre 1912, les *Acta Apostolicæ Sedis* publiaient un « Avertissement » ainsi conçu : « Afin de dissiper l'équivoque que certains journaux créent en ce moment parmi le clergé et les fidèles, il est déclaré que le St-Siège ne reconnaît pas pour conformes aux directions pontificales et aux règles de la Lettre de Sa Sainteté à l'épiscopat lombard, en date du 1er juillet 1911, les journaux suivants : *Avvenire d'Italia, Momento, Corriere d'Italia, Corriere di Sicilia, Italia* et autres du même genre, quoi qu'il en soit des intentions de quelques personnes distinguées qui les dirigent et les soutiennent. »

1. Cf. notamment la lettre de Mgr Origo, évêque de Mantoue, à son clergé (*Univers*, 29 juin 1911). On y voit stigmatisés vigoureusement « certains grands journaux qui se disent catholiques, quoiqu'ils ne suivent sur aucune question les directions pontificales et tendent habituellement à inculquer à leurs lecteurs un esprit d'adaptation à tout ce que la Révolution, aidée par la Maçonnerie, a accompli au détriment de la Ste-Eglise et de ses droits imprescriptibles».

2. Cf. *Ami du Clergé*, 21 mars 1912. — Dès le 2 octobre 1910, après la lettre du cardinal Merry del Val au P. Chiaudano, *l'Unità cattolica* avait, de son côté, établi le classement des périodiques honorés de lettres du St-Siège. C'étaient, sans parler de l'*Unità* elle-même, la *Civiltà cattolica*, l'*Osservatore romano*, les *Armonie della Fede*, l'*Italia reale*, la *Difesa*, la *Liguria del Popolo* et la *Riscossa*. (Cf. *Revue du Clergé français*, 1er janvier 1912).

Il n'était plus possible aux journaux visés de paraître ignorer ni d'interpréter dans un sens restreint la réprobation dont ils étaient l'objet. Le 7 décembre suivant, la S. E. R. faisait donc insérer dans ses cinq journaux une « Déclaration » où, après avoir protesté de ses sentiments de respect et d'obéissance filiale envers le St-Siège, elle déclarait vouloir « dissiper les équivoques déplorées par les *Acta* » et peut-être entretenues involontairement par elle dans le passé.

« Bien que nos journaux soient dirigés et rédigés par des citoyens italiens franchement catholiques — lisait-on dans cette Déclaration — nous n'entendons pas prétendre à ce qu'ils soient appelés « journaux catholiques » au sens communément admis de ce mot, c'est-à-dire qu'ils soient les organes officiels ou officieux, ou en quelque manière autorisés, de la pensée de la suprême autorité ecclésiastique. » La S. E. R. rappelait alors que ses journaux avaient un caractère national, qui leur faisait un devoir de n'apporter aucune entrave à la mission universelle et, par définition, internationale de l'Église en paraissant les interprètes de la pensée pontificale, mais poursuivaient un but de défense des principes religieux et moraux parmi les masses, qui leur permettait de s'opposer utilement à la presse athée et corruptrice, en même temps que, sans prétendre à le diriger, ils renseignaient largement sur le travail des organisations catholiques, laissé volontairement dans l'ombre par leurs adversaires. Sur la situation faite au St-Siège par l'État italien, la S. E. R. déclarait : « Nous ne pourrons jamais oublier — parlant en catholiques et en vrais patriotes au peuple italien — qu'il y a une très grave question toujours vivante et que l'on doit rendre toujours plus populaire : celle de la garantie réelle et positive de la liberté et de l'indépendance du Souverain Pontife, garantie qui se peut obtenir, à notre avis, sans entamer l'unité et l'intégrité de la patrie. Nous tenons pour notre devoir précis de montrer au peuple italien que de la solution de cette

question, restée en suspens par la faute impardonnable des gouvernements et l'influence néfaste des sectes, dépend en majeure partie la consolidation de la grandeur et de la puissance de l'Italie. »

La Déclaration ne satisfit pas les milieux du Vatican. Dès le lendemain de sa publication, l'*Osservatore romano* la commentait « en prenant acte et en se réjouissant des expressions de respect sans bornes et de filial dévouement à la suprême autorité de l'Église » qu'elle contenait, mais en ajoutant : « Cette Déclaration ne dissipe pas l'équivoque, elle l'aggrave même en un certain sens parce qu'elle fait naître une confusion sur le concept vrai et propre du journal catholique, en affirmant que ce qualificatif s'entend, au sens communément admis, d'un organe officiel ou officieux, ou en quelque manière autorisé, de la pensée de la suprême autorité ecclésiastique, alors que la caractéristique essentielle et indispensable du journal catholique est celle... de se conformer scrupuleusement, en tout et pour tout, aux règles tracées dans la Lettre du St-Siège à l'épiscopat lombard et aux directions données à maintes reprises par le Souverain Pontife à la presse catholique. Aussi ne pourrions-nous trouver satisfaisante une Déclaration où ne transpirerait en aucune manière la résolution arrêtée de se conformer à ce critère », résolution que l'*Osservatore romano* disait espérer « en raison des expressions de respect rappelées plus haut ».

En effet le lendemain les cinq journaux de la S. E. R. reproduisaient la note de l'*Osservatore* et la faisaient suivre d'un bref commentaire qui se concluait ainsi : « Nous accueillons bien cordialement l'espoir exprimé par l'*Osservatore romano* et nous l'accueillons avec le dessein d'y correspondre pleinement par les faits[1]. »

1. *Questions actuelles*, vol. cit., pp. 258-261.

APPENDICE III

Numériquement, la force du Parti populaire était représentée au Congrès de Bologne, six mois après sa constitution, par près de 56.000 adhérents répartis en 850 sections. Au Congrès de Naples, après les triomphales élections du 16 novembre 1919, qui avaient envoyé à la Chambre 100 députés « populaires » élus par 1.175.000 suffrages, le nombre des membres régulièrement inscrits était d'environ 252.000, groupés en 3.140 sections. Les calculs du secrétariat du parti estiment enfin à 1.600.000 le nombre des voix qui, lors des élections « administratives » d'octobre-novembre 1920, ont assuré aux « populaires » la majorité dans 1.650 conseils municipaux (sur un peu plus de 8.000) et 10 conseils provinciaux (généraux) sur 69[1].

En regard de cette puissance électorale et parlementaire, les résultats concrets obtenus par le P.P. dans l'ordre législatif pourraient paraître assez minces si l'on ne songeait qu'il lui a fallu d'abord créer son organisation intérieure, étudier lui-même les nombreuses questions qu'il voulait porter devant l'opinion publique ou à la tribune de la Chambre et qu'enfin, parti de majorité, il n'était pourtant pas le seul élément de cette majorité.

Pendant la XXV[e] législature, de nombreux projets de loi furent déposés par les députés populaires. Parmi eux

1. Statistique du *Popolo nuovo*, 28 novembre 1920. Les victoires libérales et socialistes seraient respectivement : 4.260 municipalités et 34 Conseils provinciaux ; 2.162 municipalités et 25 Conseils provinciaux.

il convient de signaler particulièrement le projet de morcellement de la grande propriété en Sicile et celui qui vise à la création de *Chambres d'agriculture*. Tous deux répondent à des préoccupations anciennes chez Don Sturzo et ont été en grande partie élaborés par lui. Ils furent présentés ensemble le 3 février 1920.

Le projet de loi sur le morcellement de la grande propriété sicilienne considère comme *latifundia* les terrains herbacés qui n'ont point été soumis à des travaux d'irrigation, de fumage, etc., qui sont susceptibles d'un meilleur rendement et dépassent en étendue totale 500 hectares. Ces terrains, sur une zone profonde de 10 kilomètres autour des centres habités et de 3 kilomètres autour des stations de chemin de fer, peuvent être expropriés pour être lotis et cédés à de petits cultivateurs.

Les propriétaires de terrains qui se trouvent dans les conditions indiquées plus haut et qui les offriront volontairement aux groupements qualifiés pour demander le morcellement jouiront de facilités spéciales.

Le morcellement doit être demandé par les conseils municipaux, ou les associations de cultivateurs.

Le morcellement s'opère par lots d'importance égale qui ne peuvent être inférieurs à 4 hectares. Ils sont attribués par tirage au sort aux agriculteurs portés sur des listes spéciales établies par les conseils municipaux. Dans une première liste sont inscrits les paysans pauvres, ou qui ont plus de 3 enfants, les veuves de paysans chargées de famille et les anciens combattants ; dans une seconde liste les paysans qui ont moins de 3 enfants et possèdent au total moins de 4 hectares de terre.

Le prix d'expropriation est déterminé par les Commissions d'arrondissement sur la base de l'impôt cadastral et les contrats de date certaine des dix dernières années ; auprès de la Commission régionale fonctionne un Office central d'estimation qui doit réviser et approuver tous les rapports sur les prix d'expropriation.

Le bénéficiaire aura pleine et entière jouissance de la

part qui lui sera attribuée; il devra la bonifier et la cultiver directement suivant les normes techniques établies. Durant 30 ans il ne pourra aliéner la terre, mais seulement en disposer par donation ou testament en faveur de ses héritiers légitimes. En aucun cas les charges pesant sur le lot ne pourront être divisées.

Le Trésor de l'Etat concourt pour 50 millions de lires à la constitution du premier fonds nécessaire à la réalisation de ces mesures; la Banque de Sicile pour un capital de 50 millions de lires, spécialement réservé à cet effet; et un consortium d'autres banques ou instituts de crédit érigera un établissement financier spécial, sous le nom d'Institut Régional pour le morcellement et la colonisation de la grande propriété sicilienne, chargé d'administrer le fonds spécial.

Pendant la période de division des terrains expropriés et durant les cinq premières années de jouissance, les bénéficiaires seront exemptés de l'impôt foncier.

Telles sont les grandes lignes de ce projet; elles prouvent combien sont peu fondés les reproches de « bolchevisme » prodigués génériquement au Parti populaire en raison de sa politique agraire, qui s'avère dans les documents authentiques soucieuse de progrès mais prudente[1].

On peut remarquer, d'autre part, que les chefs responsables du Parti populaire, tout en posant des principes applicables à bien des régions, n'ont envisagé le morcellement de la grande propriété que sur une superficie limitée et dans une seule province, pour commencer par une expérience restreinte une transformation si grave de la vie économique.

1. Le « concordat » qui vient d'être signé entre propriétaires et paysans de la région de Soresina, où une agitation désastreuse sévissait depuis des mois, — concordat préparé par le député populaire Miglioli et approuvé par Don Sturzo et M. Maurì, — paraît cependant appeler des réserves, si l'on en juge par les résumés donnés dans la presse. Cf. Domenico Russo : *Comment des ouvriers chrétiens d'Italie ont supprimé le prolétariat rural* (*La Démocratie*, 10 septembre 1921). Le règlement intervenu crée de graves menaces pour la grande propriété rurale, même parfaitement administrée.

Le projet sur les *représentations agricoles* envisage en même temps la création de Chambres régionales d'agriculture et la transformation du Conseil supérieur de l'Agriculture. Les nouvelles Chambres seraient des centres autonomes, sous la surveillance générale du Ministère, et constituées par des conseillers en nombre variable — de 45 à 90 suivant la population de la province — élus par la délégation directe de cinq catégories distinctes d'électeurs : propriétaires grands et moyens; grands et moyens fermiers; petits propriétaires; petits fermiers, métayers ou colons; travailleurs agricoles. Chaque catégorie a droit à un cinquième des sièges et l'élection de chaque catégorie se fait suivant le système proportionnaliste. Le Conseil élit ensuite une Commission de 5 à 9 membres, où chaque catégorie doit avoir au moins un représentant.

A ces nouvelles Chambres d'Agriculture est accordé le plus large pouvoir d'initiative et de défense en tout ce qui regarde les intérêts agricoles.

La seconde partie du projet de loi concerne la transmission du Conseil supérieur de l'Agriculture, qui, outre le Directeur général de l'Agriculture et le Directeur du Travail, devrait être constitué de 10 membres nommés par le Ministre et de 36 membres élus par les 18 Chambres d'Agriculture, de façon que chacune en élise un pour les première et seconde catégories et un pour les troisième, quatrième et cinquième catégories. Le Conseil supérieur ainsi formé est organe consultatif du Ministère de l'Agriculture dans toutes les questions techniques, fiscales et douanières qui, d'une façon quelconque, touchent l'Agriculture, et organe de conciliation entre les Chambres d'Agriculture, dont il résume les pouvoirs en matière inter-régionale et nationale.

D'après le projet la base financière des Chambres d'Agriculture est fournie, en dehors de quelques ressources locales de moindre importance, par un crédit inscrit au budget du Ministère de l'Agriculture pour la constitution

du capital nécessaire à assurer la marche des services généraux, et par des crédits annuels inscrits au même budget sous les titres spécifiques suivants : 1. Instruction agronomique ; 2. Régime des eaux; 3. Bonifications agricoles; 4. Défense contre le déboisement; 5. Service zootechnique[1].

Aucun de ces deux projets, par suite de la lenteur des travaux parlementaires et de la situation du Trésor n'est encore venu en discussion.

Nous ajouterons à ces renseignements documentaires quelques indications sur un autre point du programme de Don Sturzo, qui n'a été l'objet jusqu'ici d'aucune proposition précise en vue d'une réalisation immédiate, mais qui le préoccupe fort depuis sa jeunesse et qu'il exposa notamment au cours des « Journées sociales » tenues à Rome en juin 1917 et dans un article du *Corriere d'Italia* en date du 14 décembre 1919 : je veux dire la réforme du Sénat. Des extraits de cet article achèveront de montrer, dans la mesure permise ici, comment le fondateur du Parti populaire comprend cette représentation des classes qui est, nous l'avons dit, avec la décentralisation administrative, l'article essentiel de son programme.

« Quiconque examine la composition actuelle de notre Sénat — écrit Don Sturzo — note que les éléments principaux en sont les hauts fonctionnaires et les anciens députés. A peine peuvent faire figure en face de ces catégories les censitaires qui payent plus de 3.000 lires d'impôts annuels, chiffre aujourd'hui insuffisant pour constituer l'aristocratie de la richesse et qui, en tout cas, ne donne pas l'élément traditionnel correspondant au Lord anglais ou au Grand d'Espagne, en qui l'hérédité corrigerait les défauts de la nomination monarchico-ministérielle et fournirait un fondement traditionnel à l'exercice du mandat politique dans la Chambre haute.

1. Giulio de Rossi, *op. cit.*, pp. 189-195.

« .. Pour nous, le point de départ d'une réforme du Sénat est de le soustraire à l'influence des divers Ministères et à la prépondérance bureaucratique et parlementaire; nous voulons un corps vivant par lui-même, non un reflet, sur le ton mineur, de la Chambre des députés.

« De ce point de départ dérive avant tout la limitation du nombre des sénateurs, afin qu'une intervention arbitraire du gouvernement ne puisse déplacer la majorité et rendre vaines l'œuvre et la volonté du Sénat. Et pour que la limitation numérique ne rende pas trop fermé le corps sénatorial, trop difficile et trop lente la voie pour y pénétrer, il en résulte logiquement la nécessité d'une partie élective qui se renouvelle périodiquement, qui ait une origine bien déterminée et une responsabilité rattachée à des corps vivants dans l'organisme social. Pour ce motif, on soutient l'élection au second degré par les Conseils provinciaux, les Universités et les corps académiques, les représentations centrales des Communes, du Travail, de la Coopération, de l'Industrie, de la Bienfaisance, de l'Instruction, de l'Agriculture, des Chambres de commerce.

« ... La nomination royale qui, par là même, est faite à vie, devrait en outre avoir lieu non point sur la proposition du gouvernement, mais librement, parmi les officiers supérieurs de l'Armée et de la Marine, les dignitaires ecclésiastiques, les hauts fonctionnaires, les hommes politiques et parmi les serviteurs éminents de la patrie, en maintenant toutefois entre les catégories où règne l'initiative du Souverain l'équilibre nécessaire pour qu'aucune n'ait une prépondérance exagérée. Une conséquence légitime en serait la libre élection du président du Sénat et non plus, comme aujourd'hui, son imposition par le gouvernement, ce que tout le monde déplore[1]...»

Nous donnerons pour terminer la liste des « neuf

1. On comparera utilement à ces vues de Don Sturzo celles de M. Eugène Duthoit sur la même question, exposées dans la *Revue des Jeunes* (10 juin et 10 juillet 1921).

points » sur lesquels les « populaires » avaient demandé à M. Nitti des engagements précis pour entrer dans son second ministère, et dont les éléments essentiels restèrent à la base de leur accord avec M. Giolitti. On verra par là à quoi ils tiennent actuellement le plus parmi les nombreux articles de leur programme général.

1° Politique extérieure de pacification avec tous les peuples et de reconnaissance des autonomies nationales; politique intérieure de respect à la liberté individuelle et collective et de ferme résistance aux éléments de désagrégation anarchique du milieu social.

2° Représentation proportionnelle aux prochaines élections administratives municipales et provinciales et vote politique et administratif des femmes.

3° Reconnaissance de toutes les organisations de classe qui seront représentées suivant le système proportionnaliste dans toutes les commissions et conseils centraux et locaux[1]; présentation de projets de loi sur la coopération, la condition des employés d'entreprises privées et le travail à domicile.

4° Mesures pour la sauvegarde de la moralité publique.

5° Introduction de l'examen d'Etat dans les écoles secondaires et abolition des règlements qui tendent à empêcher le développement de l'enseignement privé [1].

6° Institution des Chambres régionales d'Agriculture et réforme des organismes d'arbitrage des conflits collectifs; lois agraires pour le morcellement de la grande propriété, la colonisation intérieure et l'acquisition de la terre par les paysans, la formation de la petite propriété.

7° Réforme tributaire qui résolve le problème financier du pays par l'augmentation des taxes progressives et de forts prélèvements sur les fortunes de guerre, de façon que l'on puisse porter à 50.000 lires le minimum soumis à l'impôt sur le capital. Projet de réforme des taxes municipales.

1. Sur ces deux points M. Bonomi s'est formellement engagé à réaliser les *desiderata* des « populaires ».

8° Liquidation des entreprises et consortiums d'Etat pour le ravitaillement; larges échanges avec l'étranger et retour graduel au régime de la liberté commerciale.

9° Réforme du Ministère des Régions libérées, dont les pouvoirs seront unifiés et étendus à la reconstitution des territoires reconquis. Reconnaissance des autonomies locales de ces territoires.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

PRÉFACE VII

AVANT-PROPOS XIX

I. Les catholiques italiens et le problème de la culture 1

Chefs et centres directeurs du mouvement catholique organisé.

II. Giuseppe Toniolo 21

III. La presse politique 63

IV. S. E. Filippo Meda 84

V. Don Luigi Sturzo et le Parti populaire 133

VI. Les œuvres du P. Gemelli et l'Université catholique de Milan. 168

Savants et artistes.

VII. Un nouvel Ozanam : Contardo Ferrini 181

VIII. De l'Observatoire au Sacré-Collège : le cardinal Maffi 212

IX. Un Psichari italien : Giosuè Borsi 257

X. L'ouvrier de la onzième heure : Giovanni Papini. 303

XI. Catholiques italiens et catholiques français 316

Appendice I 329

— II 334

— III 339

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET C^ie^. — MESNIL (EURE).

BV 4684 .V387 1921
Vaussard, Maurice, 1888-
L'intelligence catholique
dans l'Italie du XXe

CATHOLIC THEOLOGICAL UNION
3 0311 00179 4531